

DERNIÈRE ÉDITION -

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE N° 12282 6 F DIMANCHE 22-LUNDI 23 JUILLET 1984
5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

Les prisons s'ouvrent en Pologne

Les dirigeants du KOR et de Solidarité bénéficient de l'amnistie accordée aux détenus politiques mais seront à nouveau incarcérés en cas de récidive

De notre envoyé spécial.

Varsovie. — Le Parlement polonais a adopté, ce samedi 21 juillet par 365 voix pour, 4 contre et 8 abstentions, la loi d'amnistie prévoyant la libération de six cents prisonniers politiques recensés officiellement en Pologne. Les dirigeants du KOR, MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, Henryk Wujek et Zbigniew Romaszewski, dont le procès avait commencé le 13 juillet devant le tribunal militaire de Varsovie, mais avait été ajourné sine die mercredi dernier, ainsi que sept dirigeants de Solidarité également accusés de « complot contre l'Etat » sont amnistiés.

La loi prévoit que les militants clandestins de l'opposition qui se déclareront aux autorités avant le 31 décembre prochain bénéficieront de l'impunité. La même clause s'applique aux émigrés. La reprise des poursuites pour le délit d'amnistie sera décidée si l'auteur commet le même délit d'ici le 31 décembre 1986. L'amnistie s'applique aussi aux détenus de droit commun condamnés à des peines légères.

« Une amnistie est toujours, de la part du pouvoir, un acte de foi en ses propres forces et de confiance envers ses citoyens ». Ce commentaire de l'hebdomadaire *Polityka*, organe du comité central du parti polonais, résume bien le sens que les autorités de Varsovie veulent donner au geste qu'elles ont consenti. Stabilisation de la situation, perte d'influence de l'opposition, consolidation du pouvoir, du parti, telles sont les raisons de l'amnistie, des raisons purement « intérieures », tient à préciser le porte-parole du gouvernement, comme si on pouvait soupçonner que les pressions économiques occidentales pouvaient aussi avoir joué un certain rôle.

Cette assurance retrouvée, cette « force », la fête du 22 juillet donne l'occasion de les montrer. Les drapeaux rouges et les drapeaux rouge et blanc aux couleurs de la Pologne ont envahi Varsovie. On a aussi sorti les grandes pancartes habituelles : « Nous construisons le socialisme », « L'alliance des pays socialistes est une alliance d'amis » et autres slogans censés corriger une réalité défallante. Il

y a une semaine, les dignitaires ont posé la première pierre d'un monument tout à fait de circonstance en l'honneur de « ceux qui sont tombés pour la défense de la Pologne populaire », à savoir les quelque 22.000 membres de la police politique, de la milice, de l'armée et aussi du parti et des Jeunesses communistes tués dans les années d'après guerre en combattant ceux qui tentaient de s'opposer à la prise du pouvoir par les communistes (il y a eu environ 28.000 victimes de l'autre côté).

Ce monument, dont l'initiative revient à M. Albin Siwak, le « dur des durs » du bureau politique, devait, primitivement, être in-

stallé en plein milieu de la place de la Constitution, qui, avec son architecture typiquement stalinienne, aurait constitué le site idéal. Même si on a finalement préféré un endroit un peu plus discret, le monument doit « constituer un avertissement pour tous ceux qui veulent susciter des troubles sociaux dans le pays », comme l'a écrit le quotidien *Zycie Warszawy*.

Autres éléments du rituel, plus banals ceux-là : les entreprises sont supposées faire des exploits, prendre des « engagements de production supplémentaire », tandis que la presse salue la sortie d'un nouveau tracteur aux usines Ursus. On évite tout de même de

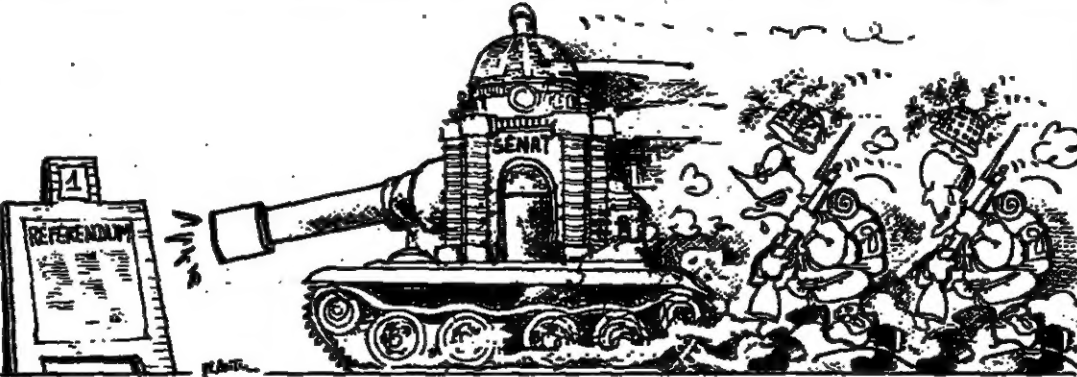
trop souffler dans les trompettes, non seulement parce que le fameux tracteur est fabriqué sous licence occidentale, mais parce que le projet a été lancé il n'y a pas moins de dix ans. Le clou des festivités sera le « grand spectacle » prévu dans un stade, celui-là même qui croulait, il y a un peu plus d'une année, sous des centaines de milliers de personnes venues entendre le pape. Cette fois, on verra une gigantesque carte vivante de la Pologne s'animer et se mettre à danser, mesure que les troupes soviétiques la libéreront.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 3.)

M. Chirac reprend l'offensive

Après avoir rencontré M. Giscard d'Estaing le président du RPR convoque le comité central de son mouvement pour mettre au clair le nouveau discours de l'opposition



Le RPR et l'UDF, embarrassés par la décision de M. Mitterrand d'engager une révision de l'article 11 de la Constitution par voie référendaire, continuent de s'interroger sur la meilleure manière de répondre à l'initiative présidentielle en la désamorçant. M. Giscard d'Estaing et M. Chirac se sont rencontrés pendant plus de deux heures vendredi 20 juillet en fin de matinée au domicile parisien de l'ancien président de la République, à la demande de celui-ci.

Quelques heures plus tard, le RPR annonçait la tenue d'une réunion « extraordinaire » de son comité central, dimanche soir à Paris. Au cours de cette réunion, M. Chirac devait prononcer un discours qualifié d'« important ». Il s'agissait de clarifier, à destination de l'opinion, des analyses qui auraient pu être mal comprises sur le changement de gouvernement, le départ des communistes et le référendum.

Le président du RPR avait ainsi décidé d'intervenir avant la réunion des animateurs de la majorité sénatoriale, mardi 24 juillet. Au sein de cette majorité, les partisans du blocage par

le Sénat de la procédure référendaire l'emportent. Mais, dans le débat sur l'opportunité d'utiliser une telle stratégie, ils devront tenir compte de l'accueil favorable réservé par les Français à l'initiative du chef de l'Etat, si l'on en croit le premier sondage réalisé par IPSOS pour le compte de VSD (*le Monde* du 21 juillet).

Au RPR, les partisans du blocage de la procédure par le Sénat sont d'autant plus nombreux qu'ils redoutent d'avoir à expliquer, au cours d'une campagne référendaire, les motifs de quel-

que vote que ce soit. Comment justifier l'appel à voter « non » alors que l'opposition est favorable au principe de l'élargissement du champ d'application du référendum, et que l'opinion est bien disposée à l'égard de la proposition de M. Mitterrand ? Comment justifier l'appel à voter « oui » que réclame notamment M. Stasi (CDS), sans prendre le risque de donner un « coup de pouce » en matière de légitimité à M. Mitterrand ? Comment défendre une abstention dont la passivité correspond mal à l'image que veut avoir M. Chirac et qui laisse le champ libre à toutes les ambi-

guités. Comment éviter, enfin, une nouvelle fuite de l'électorat RPR vers M. Le Pen, sinon en interdisant l'extrême droite de se distinguer ?

Empêcher l'organisation du référendum paraît être, compte tenu de ces questions, la meilleure solution pour M. Chirac. Dans une interview à *Valeurs actuelles*, le maire de Paris invite ses amis à traiter d'abord de la réforme constitutionnelle avant de déterminer leur attitude sur le référendum lui-même. Il s'agit là d'une invitation claire faite aux sénateurs d'élargir la portée du texte

qui leur est soumis et de réduire ainsi les perspectives d'un accord — indispensable selon l'article 89 de la Constitution — avec l'Assemblée nationale.

M. Chirac a choisi de donner un caractère spectaculaire à sa riposte, tandis que M. Giscard d'Estaing lui laisse, pour l'instant, le champ libre. Ce dernier persiste dans son silence. La parole, estime-t-il, est aux parlementaires et, comme lors du référendum organisé par le général de Gaulle en 1969, l'ancien président de la République paraît attendre, avant de se prononcer, le dernier acte d'une pièce qui, pour le moment, est interprétée par d'autres.

M. Giscard d'Estaing, souligné-on dans son entourage, songe davantage à son élection dans le Puy-de-Dôme, qui lui permettrait d'être de retour à l'Assemblée nationale à l'occasion du débat budgétaire. M. Claude Wolff, actuel député du Puy-de-Dôme, élu à l'Assemblée des Communautés européennes, annonçait sa démission la semaine prochaine.

CH. FAUVET-MYCIA.

(Lire nos informations page 8.)

Fignon le boulimique

De notre envoyé spécial.

Villefranche-sur-Saône. — Vous le voyez vétérinaire, ce page blond et blondard à qui le jaune du maillot va si bien ? Vous l'imaginez en blouse blanche, penché sur des bichons maltais ou des siamois souffreteux, ce gaillard maintenant habitué à dresser les bras vers le ciel quand il franchit en vainqueur une ligne d'arrivée au terme d'un contre la montre ou d'une étape de montagne ? C'est pourtant de cette profession cotée et à laquelle on n'écroûte pas si facilement que rêvait, en ses jeunes années, le collègue Laurent Fignon. Et, bien sûr, à cause de cette ambition laissée aux orties, à cause de ses fameuses lunettes cerclées de simple métal, à cause aussi d'une scolarité qui fut poussée au-delà du bac par une année de faculté, on n'a pas manqué d'en faire l'intellectuel du peloton.

Dans les pelotons cyclistes, où les origines sociales ont toujours été

modestes, où la culture n'est pas une vertu cardinale, on a toujours remarqué les rares sujets qui, avant d'enfourcher un vélo de professionnel, possédaient ce petit bagage supplémentaire qui leur aurait permis une tout autre carrière. Jean Bobet, le frère de Louison le champion, avait été en son temps distingué lui aussi par la presse et le public pour être titulaire d'une licence d'anglais. En fin de compte, cette particularité insolite encombre plus qu'elle ne les sert ceux qui la possèdent. Le titre d'intellectuel, ils le récusent tous, conscients du reste que l'intelligence de la course n'a rien à voir avec les diplômes, et que les titres, sur la route comme sur la piste, ne sont jamais affaire de question de cours bien retenus, de polycopies bien assimilées.

Laurent Fignon n'entend pas, mais pas du tout, être, parmi la courbe de ses pairs, le vilain petit canard. Au sein des classes, il n'avait d'ailleurs rien du brillant sujet. Irène Frain, qui fut à Paris un

de ses professeurs de lettres, a récemment raconté dans *l'Equipe* qu'elle gardait le souvenir d'un garçon plus rêveur que doué. C'est une appréciation que l'ancien flâneur fût siennais sans réserve. Dans sa famille aussi, il était un doux, un gamin sans histoire, qui, souvent, pensait à autre chose. Pour l'heure, c'est d'ailleurs auprès de papa et maman qu'il vit dans la ville de Tournan-en-Brie, en Seine-et-Marne, sans nourrir pour l'instant de projets matrimoniaux. Hors du vélo, il prise le cinéma, les cassettes, classique compris. Il se montre plus original en ajoutant à ces passe-temps la naturalisation d'animaux.

Pourtant, ce Fignon en pantoufles reste un timide difficile à confesser, du moins pendant un Tour de France où il a d'autres chats à fouetter et d'autres propos à tenir que ceux relatifs à ses états d'âme. Il est bel et bien devenu aujourd'hui un patron ambitieux.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 13.)

Les réponses du « Pourquoi pas ? »

Les débris du *Pourquoi pas ?*, le navire de Jean Charcot, ont été retrouvés le 14 juillet près de la côte islandaise par une équipe d'un dizaine de plongeurs dirigés par M. Jean-Yves Blot (1).

C'est le 16 septembre 1936 que le *Pourquoi pas ?*, pris dans une tempête extrêmement violente (de force 12 sur l'échelle de Beaufort), s'était égaré sur le rocher de Hnökk, sur la côte du golfe Flaxa, à une quarantaine de kilomètres au nord-nord-ouest de Reykjavik. Jean Charcot, l'équipage, les scientifiques, en tout trente-sept personnes, périssaient dans le naufrage. Seul, le premier maître timonier Eugène Goudec, accroché à l'échelle de coupée, parvenait vivant à la côte.

Au fil des années et des tempêtes, la carcasse du *Pourquoi pas ?*, ouverte au moment du naufrage, a été peu à peu déplacée vers la côte et n'est plus sur le rocher de Hnökk.

Né le 15 juillet 1867, fils du célèbre spécialiste de pathologie nerveuse Jean-Martin Charcot, Jean Charcot fut d'abord médecin. Toujours passionné des choses de la mer, il décida de se consacrer à l'exploration scientifique pour ne pas devenir le « petit », Charcot par opposition au « grand » Charcot son père.

Jean Charcot n'était pas un scientifique et ne prétendait pas en être un. C'était un homme très cultivé qui a toujours emmené, sur ses bateaux successifs, une équipe de spécialistes très compétents dans des domaines variés.

Après avoir croisé dans l'Atlantique nord en 1901 et 1902, il part en août 1903 pour l'Antarctique qui était alors fort peu connue. A bord du trois-mâts goélette *le Français*, il hiverna sur une île proche de la péninsule Antarctique (autrefois appelée Terre de Graham), revient en France en juin 1905 avec la carte de 1000 kilomètres de côtes nou-

velles, d'innombrables observations et échantillons. Il fait construire le *Pourquoi pas ?*, navire de bois jaugeant 449 tonnes, et repart pour l'Antarctique en août 1908, hiverna à nouveau sur une des îles proches de la péninsule Antarctique, continue vers le sud-ouest et reconnaît la côte de la Terre... Charcot (devenue ensuite Ile Charcot avec les progrès des explorations). Il revient en France en juin 1910.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 13.)

(1) M. Jean-Yves Blot a déjà à son « tableau de classe » deux épaves très célèbres. En 1979, il a retrouvé sur la côte nord-est de l'île Maurice les restes du *Saint-Géran*, dont Bernard de Saint-Pierre a fait le navire qui ramène Virginie vers Paul. Pendant l'hiver 1980-1981, il a identifié l'épave de la *Méduse*, échouée en 1816 au large de l'actuelle Mauritanie et dont le radier chargé de naufragés a été immortalisé par Géricault.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 22 juillet. — *Pologne* : Quarantième anniversaire du régime.
Hongrie : Réunion à Budapest de la Fédération luthérienne mondiale.

Lundi 23 juillet. — *Bruxelles* : Réunion du conseil des ministres de la CEE.
Israël : Elections générales.
Philippines : Entrée en fonction du nouveau gouvernement et du nouveau Parlement.

Mardi 24 juillet. — *Strasbourg* : Réunion du nouveau Parlement européen.
Dakar : Conférence sur la désertification.
450^e anniversaire de la prise de possession du Canada par Jacques Cartier.

Mercredi 25 juillet. — *Strasbourg* : Discours du président sortant de la commission devant le Parlement européen.

Jeudi 26 juillet. — *Argentine* : Visite de M. Chéysson, ministre des relations extérieures.
Montréal : Clôture de la réunion des délégués francophones et conférence de presse de M. Jacques Chirac.

Vendredi 27 juillet. — *Moscou* : 12^e Festival mondial de la jeunesse.
Pékin : Nouvelle phase des négociations sur Hongkong.

Samedi 28 juillet. — *Zaire* : Election présidentielle.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 605 F 829 F 1 009 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER

(par mandat)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1 240 F

2. - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) reçoivent bien entendu un avis de leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-progrès en espèces d'abonnement.

LES TARIFS DU MONDE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 36 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 480 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 70 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 476 F. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 35 F. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 5,00 fr. ; Tchécoslovaquie, 110 Kč.

5, RUE DES ITALIENS
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beauvillier (1944-1968)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie

de "Le Monde"

5, rue des Italiens

PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

IL Y A DIX ANS, L'ARRIVÉE TRIOMPHALE DE M. CARAMANLIS A ATHÈNES

La démocratie rentre chez elle

En ce 23 juillet 1974, nul n'ignore, et ce depuis le début de l'année, que la Grèce n'est plus qu'un navire à la dérive et que les jours de la dictature sont comptés. Aussi, lorsque, dans la matinée, la rumeur colportée de bouche à oreille gagne les plus lointains faubourgs, elle n'étonne personne : la junte dépose les armes et remet le pouvoir aux hommes politiques.

Le sang appelle le sang. Après la tuerie de l'École polytechnique à Athènes, le 16 novembre 1973, une « seconde junte » avait proposé le général Guizikis du commandement de la 1^{re} armée à la présidence de la République afin de remplacer M. Papadopoulos. Le 25 novembre, le pouvoir sans visage avait confié à M. A. Androussopoulos la charge (ou la corvée ?) de former un gouvernement fantôme, qui, né dans le sang des étudiants athéniens, devait sombrer dans celui des Chypriotes.

La presse est muette, la radio bâillonnée, la télévision domestiquée, mais la nouvelle que M. Caramanlis quittait Paris et revenait dans son pays pour y présider au rétablissement de la démocratie flambe soudain comme une trainée de poudre. 19 h 15, un message radiodiffusé du général Guizikis apprend aux Grecs qu'ils ne rêvent pas. Des quatre coins de la capitale, une lave humaine jaillit du volcan, submerge les trottoirs et les chaussées. Les fenêtres et les balcons se couvrent de drapeaux. La foule crie, chante, se congratule et pleure d'émotion. Bouillonnante d'espoir et de joie, elle paralyse le centre-ville. Conformément à la traditionnelle géographie politique, la place de la Constitution entre en transe en accueillant le nom de M. Caramanlis, alors que la place Omonia ponctue son hymne à la démocratie de révélateurs : « A la porte, les Américains ! » Dans la nuit d'été, les cierges brillent pour fêter la résurrection des libertés, et la ferveur populaire se prolonge jusqu'aux premières lueurs de l'aube.

Les naufragés du 21 avril

Le 21 avril 1967, au petit jour, un quartier de colonels avait étriqué une démocratie bien mal défendue. Après avoir confié au poteau le général Pattakos et le colonel Makarezos, le colonel Papadopoulos s'était installé impavide au poste de l'Etat. Plus que jamais politicien et moins que jamais militaire, il se bécotait du fallacieux espoir de voir son pouvoir légitimé par des élections générales « sur mesure ». En octobre 1973, il confia à M. Markizakis, un ardent ayant tout raté, la charge de former un gouvernement qui fut balayé par la révolte des étudiants.

Enivré par le pouvoir, trompé par un entourage boulimique qui le coupa des réalités, M. Papadopoulos avait pris ses clients pour des partisans. Cette erreur devait le conduire avec d'autres « naufragés du 21 avril » dans une cellule de la prison de Karydalis alors que bien des stipendiés continuaient à bénéficier de l'usufruit de sept années de dictature.

Patriotes sincères mais naïfs, les officiers qui suivirent le colonel Ioannides, devenu général, croient possible de réconcilier le peuple grec et son armée, voire de remettre la révolution sur ses rails mais se laissent manipuler. A Athènes, en février 1974, on sait que Washington rejette un processus de « démocratisation par étapes ». En mars, il est question d'un gouvernement de personnalités non politiques, mais le retour de M. Caramanlis paraît déjà insupportable. Tout Athènes se met à regarder du côté de Paris et les rats commencent à fuir le navire. Amers et désorientés, les dirigeants militaires grecs sont de plus en plus débordés par les événements et harcelés par les organisations de résistance. Décimée par les purges successives, mal équipée, l'armée ignore pas que les dirigeants d'Ankara vont tenter de profiter de la trouble situation régnant en Grèce pour régler, à leur profit, un contentieux complexe.

La junte pense pourtant, dans sa candeur, qu'une guerre victorieuse contre la Turquie, une île de Chypre devenant une « seconde Grèce », va susciter à son profit un élan de patriotisme. Or si les Grecs font bloc lorsque leur pays est en danger, ils exigent d'abord que leurs dirigeants soient dignes et crédibles, ce qui n'est pas le cas.

L'équipée chypriote

A la fin du mois de juin, nul n'ignore qu'un complot est tramé contre Mgr Makarios. A Athènes, mais aussi à Ankara et à Washington, ceux qui lui prêtent l'intention de faire de Chypre un « Cuba en Méditerranée orientale » complotent sa perte. L'ethnarque sait que sa vie est menacée, mais, curieusement, au lieu de tenter de déjouer le complot, il s'engage dans la voie que ses ennemis escomptent lui voir prendre. Le 14 juillet, il adresse à la junte d'Athènes un ultimatum exigeant le rappel immédiat des six cent cinquante officiers grecs encadrant la garde nationale chypriote. Le lendemain, des sicaires prennent d'assaut le palais présidentiel de Nicosie, et Mgr Makarios ne doit qu'à l'efficacité de ses amis britanniques de ne pas être massacré. Il se retrouve à Londres alors qu'un obscur journaliste, bête noire des Anglais et des Turcs, Nicolas Sampson, est proclamé président de la République chypriote.

Dix ans plus tard, bien des zones d'ombre couvrent encore cette affaire. A Athènes, on entend souvent soutenir que la « seconde junte » fut flouée par ceux qui voulaient, à la fois, éliminer Mgr Makarios et en finir avec le régime militaire grec. Les tenants du général Ioannides affirment que ce dernier avait reçu l'assurance formelle des Américains que « les Turcs ne bougeraient pas ». Le 18 juillet M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, déclare d'ailleurs : « L'ancien président a quitté Chypre. Il est évident que cela ne concerne que la communauté grecque ». A Ankara, M. Bulent Ecevit, premier ministre, exprime le même avis avant de changer son fusil d'épaule après sa visite à Londres du 17.

La voile se déchire le samedi 20 juillet à 5 h 45, lorsque les troupes turques envahissent Chypre, engageant de sanglants combats et entraînant la mobilisation générale en Grèce. Désespérée par le problème qu'elle a créé, la Junte est prise de panique. M. Joseph Sisco, sous-secrétaire d'Etat américain se démène comme un diable pour éviter l'irréparable : une guerre entre la Grèce et la Turquie. Le Conseil de sécurité ordonne un cessez-le-feu qui est



ROUL

appliqué le 22 juillet à 16 heures. Il ne reste plus aux chefs militaires grecs qu'à tirer un trait sous un chapitre constant.

A Athènes, tout est perdu, même l'honneur. Le 23 juillet, à 8 heures du matin, l'ineffable premier ministre, M. A. Androussopoulos se rend dans la salle où doit se réunir le cabinet et y trouve le général Guizikis qui le congédie. Il s'évanouit piteusement dans la nature alors que ses ministres s'éparpillent comme une volée de moineaux. Le général Ioannides, convoqué à son tour, s'entend signifier la décision prise par la hiérarchie militaire : le pouvoir doit être remis aux hommes politiques.

Diogène pathétique, le général Guizikis saisit sa lanterne et se met à la recherche d'un premier ministre. Les candidats ne manquent pas, mais le chef de l'Etat ne peut se permettre la moindre erreur. A défaut d'une « Assemblée du peuple », il improvise un « Conseil de la nation » avec les représentants des forces armées et une poignée d'hommes politiques.

Au cours de la première réunion, qui commence vers 14 heures, deux courants s'affrontent. Les uns se prononcent pour

un tandem Canellopoulos-Mavros. Toutefois, on reproche à l'ancien premier ministre d'avoir présidé le gouvernement qui n'a ni prévu ni empêché le putsch du 21 avril 1967. Quant à M. Mavros, chef de l'Union du centre, c'est, certes, une personnalité politique de tout premier plan, mais sa pugnacité ne fut jamais évidente. Le second courant, dirigé par M.E. Averof, ancien ministre des affaires étrangères, groupe ceux qui veulent faire appel à Constantin Caramanlis, qui vit à Paris depuis son exil volontaire fin 1963. Le général Guizikis se montre d'abord plutôt réticent à son égard. Mais le temps presse.

Le Phénix était

L'oligarchie grecque ne tient pas à voir arriver aux affaires un homme réputé peu malléable. Du côté du « facteur allié », M. Caramanlis n'a jamais entretenu avec les Anglais et les Américains des relations très chaleureuses. Lors du « hold-up militaire » du 21 avril 1967, il n'a nullement apprécié que les services américains tiennent deux fers au feu : une

« dictature des généraux » ou une « junte des colonels ». Il a, en outre, été choqué par le peu d'empressement des Américains à répondre à son souci de rétablir la démocratie en Grèce. Il est vrai qu'à Washington certains milieux redoutaient un soulèvement populaire canalisé par les communistes et qui eût pu offrir aux Soviétiques la possibilité de s'ingérer dans les affaires grecques comme Moscou était parvenu à le faire dans la question chypriote. Enfin, les Américains qui, en Grèce, ont rarement su distinguer leurs vrais amis et leurs véritables adversaires, redoutaient, pour leur part, l'esprit d'indépendance de l'exilé de Paris.

Lorsque la première réunion se termine à 17 h 40 (la seconde devait reprendre vers 20 heures) les dés sont jetés. M. Caramanlis forme un gouvernement d'union nationale. Il a pour lui d'avoir gouverné la Grèce de 1955 à 1963, mais aussi d'avoir focalisé, de Paris, la résistance à la dictature. Ayant établi des contacts avec les communistes et les socialistes groupés autour de M. André Papandréou, il peut également compter sur l'appui de toutes les familles politiques et sur le soutien des militaires qui veulent en finir avec les ségules du 21 avril. Après avoir téléphoné à MM. Canellopoulos et Mavros, M. Henry Kissinger doit se rendre à l'évidence : M. Caramanlis est bien le seul « commun dénominateur » disponible.

Fermé depuis l'intervention militaire turque à Chypre, l'aéroport Elliniko-Est est ouvert vers 18 h 30. Une foule immense encercle les bâtiments en brandissant des drapeaux, des pancartes hâtivement fabriquées, des portraits de l'arrivant, des branches d'olivier ou des juncs coupés sur les plages voisines. Une clameur s'élève : « Caramanlis ! Caramanlis ! ». Sous les huées, le Phénix lumineux, symbole du régime militaire, posé sur l'immeuble central de l'aéroport, est privé de son éclat.

Vers 23 h 30, les journalistes et les photographes se ruent dans les salles où veillaient les plus fidèles amis et compagnons de M. Caramanlis. D'aucuns qui, pendant sept ans, se sont modestement tenus en « réserve de la démocratie », jouent des coudes afin d'être vus. A 2 h 5, le 24 juillet 1974, une ovation indescriptible salue l'arrivée de l'ancien président que M. Giocard d'Etat a mis à la disposition de l'illustre voyageur. D'Elliniko à la place de la Constitution, traité en chœur (chef de la nation), il vit un prodigieux triomphe.

A 4 heures, il prête serment comme premier ministre devant le général Guizikis et Mgr Seraphim, archevêque d'Athènes et primat de Grèce.

MARC MARCEAU.

IL Y A TRENTE ANS

Les accords de Genève mettaient fin à la première guerre d'Indochine

Il y a trente ans, le 21 juillet 1945, aux premières lueurs de l'aube sur le mont Blanc, les accords de Genève mettaient fin, après huit ans de combats, à la phase française des accords d'Indochine. Ils marquaient l'aboutissement d'une négociation engagée, le 8 mai de la même année, dans une atmosphère dramatique : Dien-Bien-Phu était tombée, en effet, vingt-quatre heures plus tôt, et Washington avait repoussé, après plusieurs jours de féroces débats, la demande d'intervention aérienne qui lui avait été adressée par le gouvernement français pour tenter de sauver la forteresse.

Le président du conseil était alors Joseph Laniel. Georges Bidault, qui dirigeait le Quai d'Orsay, avait espéré un moment que les Soviétiques et les Chinois, engagés depuis la mort, un an plus tôt, de Staline dans le processus d'une première « détente » avec

l'Occident, se désintéresseraient du Vietnam. La chute de Dien-Bien-Phu sonnait le glas de cette illusion, et il avait pleinement conscience, en arrivant à Genève, de n'avoir plus en poche, selon ses propres termes, que « le deux de pique et le trois de carreau » : en fait, le manque d'une intervention américaine ultérieure au cas où le Vietnam et ses alliés de Moscou et de Pékin se montreraient trop exigeants.

Avec le concours d'Anthony Eden, alors secrétaire aux affaires étrangères de Churchill, et co-président, avec le Soviétique Molotov, de la conférence, il essaya de faire adopter un plan prévoyant le regroupement en divers points des forces en présence (formule dite de la « peau de léopard »), la reconnaissance de l'indépendance des trois Etats d'Indochine, l'évacuation par étapes de toutes les troupes étrangères et l'organisation d'élections

libres. Mais Molotov, le 10 juin, devait exprimer clairement son refus de traiter avec Bidault. Celui-ci n'était plus, aux yeux des Soviétiques et des Chinois, Jean Lacouture dit, qu'un partenaire qui avait voulu leur faire peur et n'y avait pas réussi.

Le gouvernement Laniel ne devait pas survivre à cette mise en demeure. Le 18 juin, Pierre Mendès France était investi par 419 voix (y compris celles des communistes qui refusèrent de prendre en compte) contre 17, après s'être donné quatre semaines pour faire la paix. Il ne devait tenir son pari qu'au prix d'un blocage des pandules de quelques heures. Entre-temps, après une longue entrevue à Berne avec Chou En-lai, il avait fait accepter un plan de partage du Vietnam en deux zones, séparées par le 17^e parallèle, étant entendu qu'un vote serait fait par et d'autre en juillet 1955 pour être un pouvoir politique commun.

Les Etats-Unis, qui n'avaient participé à la négociation qu'avec réticence, prirent acte des accords, s'engageant à s'abstenir de toute menace pour essayer de les modifier et assurant qu'ils « envisageraient toute reprise de l'agression avec la plus grande gravité ». Le Vietnam s'engageait à évacuer le Laos et le Cambodge. A ce cessez-le-feu, il manquait cependant une signature essentielle, celle du gouvernement de Saigon, tombé entre-temps aux mains du mandarin catholique et pro-américain Ngo Dinh Diem. Après avoir protesté contre les accords, son représentant promit seulement qu'il n'utiliserait pas la force pour s'opposer à leurs modalités. On allait bientôt s'apercevoir que l'armistice n'était pas la paix. Mais, dans l'intervalle, la France se serait déchargée sur les Etats-Unis de l'essentiel de ses responsabilités en Indochine.

A. F.

Étranger

L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS SUR LES MALOUINES

M. Alfonsín accuse Londres d'« arrogance »

Le président argentin, M. Raúl Alfonsín, a qualifié, vendredi 20 juillet, d'« arrogance extrême » l'attitude des Britanniques pendant les discussions anglo-argentes sur les Malouines qui se sont tenues à Berne et ont été interrompues jeudi, treize heures après avoir commencé. « Cette arrogance a pesé d'importance, a-t-il ajouté, car la détermination des Argentins est plus importante que toute autre chose ».

Le ministre argentin des affaires étrangères, M. Dante Caputo, était « conscient des risques de rupture rapide » si les Argentins insistent pour discuter de leur souveraineté sur l'archipel, mais ils l'ont fait pour alerter de « manière indirecte » les pays de la Communauté européenne sur l'« intranquillité » britannique : c'est ce qu'affirme à Buenos Aires des collaborateurs du ministre, cités par l'agence France-Presse.

On a appris à Londres que les conversations ont buté sur une phrase d'un communiqué qui devait être publié jeudi et qui disait : « Les représentants de la partie britannique ne sont pas encore prêts à analyser le problème de la souveraineté » des Malouines. Les Britanniques ont refusé que figure le mot « encore », car c'était laisser la porte ouverte à une nouvelle discussion. M. Thatcher n'a pas envoyé une armée à 15 000 kilomètres de l'Angleterre et lancé une opération militaire difficile où deux cent cinquante soldats britanniques sont

morts pour changer d'avis deux ans après, explique-t-on à Londres. Les conversations ont pris fin « parce que les Argentins n'étaient pas disposés à les poursuivre sur la base expressément convenue d'avancer par l'intermédiaire du gouvernement suisse », déclare, dans un communiqué, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe : « A savoir que si les représentants argentins soulevaient le sujet de la souveraineté, les représentants britanniques répondraient qu'ils n'en discuteraient pas. L'entente devait alors passer directement aux questions pratiques intéressant les deux parties. La partie britannique s'est conformée scrupuleusement à cette entente. Mais les représentants argentins ont objecté que la discussion sur la normalisation des relations devait être liée à la discussion sur la souveraineté. Il est tout à fait regrettable que, après des mois de négociation en vue de trouver la base qui serait mutuellement acceptable pour des conversations, le gouvernement argentin n'ait pas été disposé à la respecter ».

M. DUARTE LANCE UN APPEL A LA CEE POUR AIDER LE SALVADOR

Bruxelles (AFP). — Le président salvadorien, M. José Napoleón Duarte, qui est à Bruxelles, a appelé la Communauté économique européenne, le vendredi 20 juillet, à aider le Salvador dans son processus de démocratisation par une coopération bilatérale accrue. A l'issue d'un entretien avec le président de la Commission européenne, M. Gaston Thorn, M. Duarte a déclaré qu'il s'était formé auprès de celui-ci aucune demande financière précise. Une délégation technique salvadorienne viendra dans quelques semaines, à Bruxelles, pour discuter de projets concrets avec la Commission, a-t-il indiqué.

Interrogé sur les solutions pour mettre fin à la guerre civile dans son pays, le chef de l'Etat salvadorien a affirmé qu'il était prêt à entamer un dialogue national mais, a-t-il souligné, « je ne veux pas négocier avec des gens qui mettent des armes sur la table. La violence comme arme de négociation n'est pas logique ».

Il a, d'autre part, démenti tout projet d'intervention armée des Etats-Unis au Salvador. « Je n'accepterai d'aide qu'après avoir demandé, a-t-il souligné, et uniquement si elle n'est pas accompagnée de conditions unilatérales ».

Selon le « New York Times »

LA DÉFENSE DE L'EUROPE COUTE PLUS CHER AUX AMÉRICAINS QU'AUX EUROPÉENS

New-York (AFP). — Pour défendre l'Europe, les Etats-Unis dépensent plus, au total et par capita, que les Européens, et plus de la moitié du budget américain de la défense est dépensée chaque année pour la protection de l'Europe occidentale, révèle le *New York Times* du vendredi 20 juillet.

Le quotidien s'appuie sur deux rapports confidentiels du département de la défense et du General Accounting Office (GAO), la Cour des comptes américaine, ainsi que sur une étude réalisée par l'Institut international d'études stratégiques (IISS), une organisation privée basée à Londres.

Le rapport du Pentagone, cité par le quotidien, révèle que 58 % du budget militaire américain pour l'année fiscale 1985 (qui commencera le 1^{er} octobre 1984) a été consacré à la défense des autres membres de l'OTAN.

L'étude du GAO indique, pour sa part, que 56 % des dépenses militaires pour l'année fiscale 1982, soit 122 milliards de dollars, ont été alloués aux forces américaines en Europe ou aux unités stationnées aux Etats-Unis et destinées au théâtre européen en cas de conflit.

Selon le rapport de l'IISS, en 1983, chaque contribuable américain a dépensé 920 dollars pour la défense, contre 450 dollars pour les Britanniques, 360 dollars pour les Allemands et 310 dollars pour les Français.

Les prisons s'ouvrent en Pologne

(Suite de la première page.)

Le 22 juillet 1944 est la date de la formation, à Moscou, d'un comité de libération nationale, qui se transporta dans le premier territoire polonais libéré par l'armée soviétique sans tenir compte des territoires annexés en 1939 en application du pacte Molotov-Ribbentrop.

Sur tous les fronts, la machine bien rodée de la propagande roulotte tranquille. On décore les personnalités méritantes ; on fait état des échecs donnés à la fête dans tout le monde socialiste progressiste, de la Mongolie à l'Angola, après avoir fait mine de s'enthousiasmer de la présence à Varsovie, pour la circonstance, de représentants des pays frères, d'un niveau si éminent qu'il ne s'agit pas seulement d'un acte de courtoisie, mais d'une preuve de considération pour le rôle de notre pays ».

La, il faut vraiment faire violence à la réalité, car le niveau des délégations est plus que modeste pour ce type d'anniversaire. Aucun secrétaire général de parti, un seul chef de gouvernement, le soviétique M. Mikhaïl Tikhonov. Le premier ministre hongrois, prévu à l'origine, s'est fait remplacer à la dernière minute, car il est souffrant. Cela n'empêche pas *Trybuna Ludu*, sous la plume du même éditorialiste qui, la veille, se déchaînait contre le KOR, de chanter cette fois « la joie de recevoir des amis aussi éminents », et de célébrer « ce nouveau pas dans le renforcement de l'unité et de l'indivisible des pays socialistes ».

Rationnement

Serait-ce le retour du bon vieux temps, à des années-lumière de ce qui fut Solidarité et le prodigieux bouillonnement de la Pologne de ces dernières années ? Non, bien sûr, car vouloir à tout prix paraître un pays socialiste « normal » n'autorise pas pour autant à ignorer complètement la réalité. Malgré les apparences, le ton donné à cet anniversaire est plutôt timide, sans grande conviction, sans triomphalisme en tout cas.

Le régime peut bien avoir quarante ans d'existence, la viande et le beurre sont toujours rationnés, les meubles introuvables, les appareils électroménagers hors de prix, les voitures, quand on a la chance d'en

Etats-Unis

Le 15^e anniversaire du débarquement sur la Lune

M. REAGAN VEUT FACILITER L'EXPLOITATION COMMERCIALE DE L'ESPACE

Washington (AFP). — Le président Reagan a reçu, vendredi 20 juillet à la Maison Blanche, les trois astronautes qui, il y a quinze ans le même jour, avaient débarqué pour la première fois sur la lune.

« Nous célébrons aujourd'hui un moment unique dans l'histoire de l'humanité », a dit notamment le président américain en présence de Neil Armstrong, Buzz Aldrin et Michael Collins, les trois hommes d'équipage d'Apollo-11 dont les deux premiers s'étaient posés à bord du module Eagle sur la mer de la Tranquillité.

M. Reagan a mis à profit cette cérémonie pour annoncer diverses mesures destinées à faciliter l'accès du secteur privé à l'espace afin de mieux exploiter son « immense potentiel commercial ».

« Nous ferons tout ce que nous pourrions pour que l'industrie puisse accéder à l'espace de manière routinière et dispose de facilités adéquates et stables pour y travailler », a-t-il dit, avant d'indiquer que les lois et règlements fiscaux qui gênent les initiatives dans ce secteur seront « changés ou éliminés ».

De même, le gouvernement, « en liaison avec l'industrie et les universités », développera les programmes de recherche fondamentale susceptibles d'intéresser des investisseurs cherchant à fabriquer des produits dans l'espace.

L'aventure lunaire, a conclu M. Reagan, « nous a aidés à bâtir une base technologique sans rivale. Nous n'avons fait qu'effleurer les possibilités qu'offre l'espace [...] Nous ne devons jamais nous arrêter d'aller de l'avant et de rêver ».

acheter une, guère utilisables avec 35 litres d'essence par mois, les paquets venus d'Occident toujours aussi nécessaires si l'on ne veut pas se priver de café, de chocolat et de toutes sortes d'autres produits, selon les caprices de l'approvisionnement local. Les délais pour obtenir un appartement atteignent désormais dix à quinze ans tandis que l'écart technologique avec l'Occident s'accroît rapidement.

Tout cela, hélas ! n'est pas près de changer, même si les indices officiels font état de quelques progrès qu'on perçoit encore mal dans la vie quotidienne. Reste donc, en guise de cadeau d'anniversaire, unique mais précieux, cette amnistie des prisonniers politiques. La décision n'a apparemment pas été facile à prendre. Le bureau politique du parti semble avoir eu mal à se mettre d'accord. Ainsi, contrairement à ce qui s'était passé l'année dernière, il n'a pas repris à son compte l'appel à l'amnistie lancé par le PRON (Mouvement patriotique de renouveau national). En réalité la décision ne pouvait, bien sûr, venir que du bureau politique, mais le fait qu'il ne l'ait pas approuvé ostensiblement trahit un manque d'enthousiasme, tout comme la dernière salve d'attaques contre le KOR (*le Monde* du 21 juillet) trahissait un besoin de compensation.

De cette libération, le pouvoir devait néanmoins tirer des bénéfices évidents. Déjà les Etats-Unis ont laissé entendre qu'ils s'approprieraient à reconsidérer, sinon à abandonner complètement, leur politique de restrictions économiques à l'égard de Varsovie. L'image de l'équipe Jaruzelski ne peut que gagner à cette opération, aussi longtemps du moins que les prisons ne se remplissent pas de nouveau. Le régime peut aussi espérer apaiser de cette manière un foyer dangereux, un motif constant de révolte et, peut-être, espère-t-il même qu'un certain nombre de gens, intellectuels en particulier, estimeront désormais moins compromettant de collaborer avec le pouvoir.

Mais une fois ce pas accompli, non sans arrière-pensée, il semble exister d'en attendre un second qui consacrerait une réelle ouverture, une preuve que les accords de Gdansk, la garantie du pluralisme, ne sont pas complètement oubliés. « Il n'y a pas de dialogue avec l'opposition », répètent les officiels. Et un homme politique qui ne peut être soupçonné d'hostilité systématique à l'égard des pouvoirs affiche même un certain pessimisme : « Il est plus facile de consentir un geste unique, comme l'amnistie, que de changer son manière de gouverner ».

Pour lui, le plus probable est un retour déjà très largement amorcé aux vieilles méthodes d'avant 1980. La réforme économique, appliquée-t-il, est de plus en plus paralysée, les nouveaux syndicats (officiels) sont devenus une arme dans les mains des conservateurs, et même le PRON, l'enfant chéri du général Jaruzelski, supposé incarner le renouveau national, semble en train de s'effriter. Son secrétaire général, M. Marian Orzechowski, membre suppléant du bureau politique, vient d'être remplacé par une personnalité de rang bien inférieur dans la hiérarchie du parti, ce qui, dans ce type de système, est l'indice d'une baisse de prestige de l'institution elle-même.

Récompense

En face, du côté de Solidarité, l'amnistie n'est pas accueillie de manière univoque. Mais avant de se demander si l'on doit y voir une victoire ou une défaite, on ne peut pas négliger le fait que de six à huit cents personnes, souvent dans un état de grand délabrement physique, retrouvent leurs familles, leurs maris, leurs enfants, certains après une séparation de plus de deux ans et demi. C'est le cas, en particulier, pour une série de dirigeants élus de Solidarité et pour les membres du KOR. Tous devront se réadapter à une réalité qui a bien changé depuis cette nuit du 13 décembre 1981, où on est venu les surprendre. Depuis ce temps, leur source d'information quasiunique a été l'organe du parti, *Trybuna Ludu*, seul autorisé dans les prisons.

Certains d'entre eux pourraient trouver amer de se voir ainsi amnistiés, « pardonnés » de crimes dans lesquels eux-mêmes voient, au

contraire, l'accomplissement d'un devoir, d'une fidélité à leur mandat, à une lutte menée parfois depuis dix ou vingt ans et qui leur a valu des années de souffrances, qu'eux-mêmes ne sont pas près de pardonner au pouvoir. M. Adam Michnik ne plaisantait pas tout à fait quand, aussitôt après l'annonce de l'ajournement sine die de son procès, il affirmait qu'il allait à son tour traîner ses juges en justice.

Mais l'important est ailleurs. Ces hommes vont se retrouver en liberté, alors même qu'ils avaient refusé les conditions posées par le pouvoir à leur libération (exil ou silence), au cours des négociations menées jusqu'en mai dernier par l'intermédiaire de l'Eglise et des Nations unies. C'est une vraie victoire, une récompense donnée à leur fermeté de principe, une fermeté si grande qu'elle avait suscité quelques réserves, y compris chez des hommes comme Lech Wałęsa. Mais le président de Solidarité peut à présent s'estimer satisfait, lui qui nous disait récemment avoir besoin, « dans la phase actuelle, de gens en liberté et pas en prison ».

Certes, ils vivront sous la menace constante d'une nouvelle arrestation, sauf à s'abstenir de toute récidive, politique ou syndicale, ce qui, pour la plupart d'entre eux, semble tout à fait inimaginable. Mais cette menace, cette liberté très surveillée, font partie intégrante de leur vie depuis des années. C'est vrai en particulier pour les militants du KOR (Henryk Wujec a été arrêté cent fois pour quarante-huit heures pendant la seule année 1978). Certes,

les conditions ont changé. Les risques à présent peuvent paraître beaucoup plus grands qu'à l'époque de M. Gierki, où le KOR avait une activité quasi-officielle. Mais, d'un autre côté, le milieu au sein duquel l'opposition peut se mouvoir en toute confiance est infiniment plus vaste qu'à cette époque : c'est cela aussi l'héritage de Solidarité.

L'amnistie pourrait également amener la clandestinité à poursuivre son évolution. Les militants qui se cachent ont la possibilité de faire surface sans être arrêtés, avec des conditions un peu moins contraignantes qu'après l'amnistie de l'an dernier. Ils devront s'engager à ne pas poursuivre leurs activités, à faire connaître l'objet de leurs activités passées, leur lieu et la date, mais rien de plus. Si elles sont appliquées avec une souplesse suffisante, ces conditions pourraient peut-être inciter certains à sortir de la clandestinité. Dès maintenant, la clandestinité proprement dite se limite à quelques dizaines de personnes, essentiellement un noyau dirigeant, tout le reste étant constitué par des gens qui vivent au grand jour et agissent plus discrètement. En tout état de cause, un changement de stratégie de la part des clandestins demanderait du temps, ne serait-ce que pour assurer la pérennité des réseaux et naturellement préserver les moyens d'édition de la presse et des livres en marge de la légalité, qui restent le point le plus fort de l'opposition polonaise.

JAN KRAUZE.

Autriche

Cent vingt pèlerins polonais demandent l'asile politique à Vienne

De notre correspondante

Vienne. — Un groupe de cent vingt pèlerins polonais en route pour Rome a demandé, vendredi 20 juillet, l'asile politique en Autriche. Jeudi, en fin d'après-midi, quatre autobus, comptant au total cent quatre-vingts pèlerins, se présentaient aux portes du camp de réfugiés de Traiskirchen, à une trentaine de kilomètres au sud de Vienne. Cent vingt personnes, des hommes et des femmes âgés de dix-huit à trente ans, demandaient alors collectivement l'asile politique. Les autres pèlerins continuaient leur voyage à bord de deux autobus. Les deux autres sont rentrés vides en Pologne.

Selon les premiers renseignements fournis par le ministère de l'Intérieur autrichien, les réfugiés sont originaires de différentes parties de la Pologne et semblent être de souche ukrainienne. C'est la première fois qu'un groupe aussi important se réfugie en Autriche, bien que plusieurs défections spectaculaires aient eu lieu ces dernières années. Au mois d'avril dernier, vingt-trois Polonais étaient restés à Vienne à l'occasion d'un voyage touristique.

C'est aussi la plus importante défection depuis le Mundial de football, en 1982, à Madrid : cinq cents Polonais en avaient profité pour demander l'asile politique dans plusieurs pays occidentaux.

L'Autriche avait temporairement accueilli, pendant la crise polonaise en 1981, jusqu'à trente mille Polonais, dont la plupart ont refusé à émigrer entre-temps aux Etats-Unis, au Canada et en Australie. Actuellement, quelque quatre mille cinq cents réfugiés se trouvent en Autriche, dont un millier de Polonais.

Le 9 décembre 1981, l'Autriche avait suspendu temporairement l'accord de libre circulation existant auparavant avec la Pologne pour freiner l'« invasion polonaise » qui posait des graves problèmes matériels et financiers. Une levée de cette mesure restrictive est impossible à l'heure actuelle, a précisé M. Erwin Lang, ministre des affaires extérieures, vendredi à Vienne, afin de ne pas « canaliser automatiquement tous les Polonais désirant quitter leur pays, pour une raison ou pour une autre, vers l'Autriche ».

WALTRAUD BARYLL

A travers le monde

Liban

LA SITUATION DES CHRÉTIENS DU CHOUF. — Les représentants de deux cent cinquante mille chrétiens qui ont fui le Chouf, où ils constituaient 55 % de la population en 1975, ont demandé jeudi 19 juillet au gouvernement d'organiser leur « rapatriement immédiat » sous la protection de l'armée. Le Chouf est aujourd'hui entièrement contrôlé par les druzes (autrefois 45 % de sa population), il ne reste plus sur place que 5 % de chrétiens de la région. Au cours des affrontements de septembre 1983, les druzes, soutenus par les Syriens et les Palestiniens, l'avaient emporté sur les chrétiens, entraînant l'exode de ceux-ci. — (Reuters)

Nigéria

DIX-SEPT EXECUTIONS POUR BANDITISME. — Dix-sept personnes ont été passées par les armes, jeudi 19 juillet, après avoir été reconnues coupables d'actes de banditisme, rapporte l'agence nigérienne de presse Nan.

Huit d'entre elles ont été exécutées à Ilorin, capitale de l'Etat de Kwara, au centre-est du Nigéria, les autres dans leurs villages respectifs de l'Etat d'Imo, dans l'est du pays. Cette série d'exécutions est la plus importante depuis le rétablissement par les autorités militaires de Lagos d'un ancien décret qui prévoit la peine capitale pour les auteurs d'attaques à main armée. — (Reuters.)

URSS

L'ORDRE DE LÉNINE POUR M. GROMYKO. — M. Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'URSS, s'est vu décerner la plus haute distinction soviétique, l'ordre de Lénine, à l'occasion de son soixante-quatrième anniversaire. Membre du bureau politique du PC soviétique, M. Gromyko est l'un des trois premiers vice-présidents du conseil des ministres. Déjà décoré six fois de l'ordre de Lénine, il reçoit cette nouvelle distinction pour « les grands services qu'il a rendus au Parti communiste et à l'Etat soviétique ».

La valise diplomatique de 9 tonnes (suite)

Le camion plombé de 9 tonnes présenté par les Soviétiques comme un « bagage diplomatique » et que ceux-ci ont dû ramener de Genève vers Moscou, fust de pouvoir accéder à la demande des Suisses d'en détailler le contenu (*le Monde* des 17 et 19 juillet), n'est pas au bout de ses péripéties.

Parti le 18 juillet au matin de Suisse en direction de la RDA, à travers le territoire de la République fédérale, le camion a été arrêté, jeudi 19 juillet au soir, au poste frontière de Helmstedt par les autorités ouest-allemandes, et restait encore retenu ce samedi matin.

Le refus des diplomates soviétiques à Genève d'ouvrir le camion, le temps anormalement long qu'il a fallu à celui-ci pour traverser le territoire ouest-allemand et son « comportement bizarre » autorisent tous les soupçons, a estimé, à ce sujet, M. Boenisch, porte-parole de Bonn.

Un conseiller de l'ambassade soviétique a été convoqué vendredi après-midi au ministère des affaires étrangères, et s'est vu invité à fournir une liste détaillant le contenu du semi-remorque, appartenant sans doute à un porte-parole de l'ambassade soviétique a indiqué qu'une « plainte formelle » avait été déposée « contre les actions illégales des autorités ouest-allemandes ». « Cela ne favorise certainement pas de bonnes relations entre nos deux pays », a-t-il ajouté.

Le gouvernement de Bonn veut éviter à la fois la dramatisation et la précipitation. « Nous voulons une explication raisonnable, sans énervement », a dit M. Boenisch. Mais nous ne voulons pas non plus nous laisser mener par le bout du nez. Nous ne sommes pas pressés. »

M. BERNIERE EST NOMME AMBASSADEUR A SINGAPOUR

Le *Journal officiel* du 20 juillet annonce la nomination de M. Jacques Bernière au poste d'ambassadeur à Singapour, en remplacement de M. Philippe Marandier.

Né en 1937, diplômé de l'Institut d'études politiques, M. Bernière a commencé sa carrière au Quai d'Orsay en 1965 après être sorti la même année de l'Ecole nationale d'administration. Après un séjour à Djakarta, il a été, de 1969 à 1972, au poste à Bruxelles de la représentation française auprès des Communautés européennes, puis chargé de mission au cabinet de M. Messmer, premier ministre, jusqu'en 1974, enfin sous-directeur des affaires financières au Quai d'Orsay. Depuis 1979, il était premier conseiller à Bonn.]

Israël aux urnes

Un vote-sanction de la faillite économique ?

De notre correspondant

Jérusalem. — La campagne pour les élections législatives du 23 juillet n'a pratiquement pas modifié le rapport des forces qui existe depuis plusieurs mois entre les deux camps en présence. Selon les derniers sondages publiés vendredi 20 juillet et qui concernent seulement l'électorat juif, le Front travailliste devait en effet obtenir douze sièges d'avance sur le Likoud (la Knesset comprend vingt députés). La remarquable stabilité de cet avantage est évidemment pour l'opposition la meilleure raison d'espérer la victoire.

Un mois de campagne télévisée n'a pas permis au Likoud de combler son retard. En 1981, la coalition au pouvoir avait réussi un spectaculaire redressement, grâce à la « générosité électorale » de son ministre des finances, M. Aridor, au dynamisme de M. Begin et à la destruction à point nommé du réacteur nucléaire irakien de Tammouz. Cette année, le « miracle » ne s'est pas produit.

Les travaillistes ont tenu leur pari de mener une campagne calme — « propre », évitant les « coups bas », — et, somme

toute, ni passionnante ni passionnée. A l'instigation du général Motta Gur, ancien chef d'état-major et maître d'œuvre de la stratégie travailliste, l'opposition a su maintenir ce climat jusqu'au bout et l'imposer à ses adversaires. Evitant tout « dérapage » le parti de M. Shimon Pérès a, en outre, offert au public l'image d'une formation unie. Les vives luttes intestines, notamment entre MM. Pérès et Rabin, ont semblé, à tort ou à raison, appartenir définitivement au passé.

« L'inflation, l'inflation... »

Aucune bonne nouvelle n'est venue renforcer la main du Likoud. Les deux derniers indices des prix mensuels, d'ordinaire modestes en cette période de l'année, sont cette fois très élevés. L'économie a réservé en fin de campagne une autre mauvaise surprise au Likoud : la Banque centrale, a-t-on appris vendredi, a dû intervenir massivement ces trois derniers jours pour neutraliser les effets d'une fièvre de vente d'actions sur le marché des changes de Tel-Aviv, la plus forte depuis janvier.

Selon la presse israélienne, le Trésor aurait fortement puisé

dans ses coffres pour éviter une flambée du marché noir, allant jusqu'à déverser depuis un mois sur les circuits parallèles quelque 600 millions de dollars, soit 20 % des réserves en devises. Cette initiative aurait permis de stabiliser la décote du shekel par rapport au billet vert. Une dévaluation de la monnaie nationale après les élections semble de plus en plus inévitable. Le seul atout qui restait, samedi, dans la manche du Likoud était un éventuel soutien public accordé par M. Begin avant la clôture, dimanche soir, de la campagne télévisée.

Les amis de M. Shamir espèrent que la fraction de l'électorat populaire tentée de déserteur leur camp choisira, au bout du compte, de rentrer au bercail. Une minorité non négligeable des votants fixe, il est vrai, son choix au tout dernier moment. Pourtant, même parmi les partisans traditionnels du Likoud, l'ambivalence et les attitudes ont évolué. Certains quartiers séparés des pauvres des grandes villes, véritables bastions de la coalition au pouvoir, ont réservé pendant la campagne un bien meilleur accueil aux candidats travaillistes.

Face à un Likoud sur la défensive, sans cesse entraîné sur le terrain économique et juré, qu'il le veuille ou non, sur le bilan de sept années de règne, l'opposition a eu beau jeu d'enfoncer le coin. « L'inflation, l'inflation, je n'entends parler que de cela... », déclarait récemment un dirigeant du Likoud. C'était avouer, d'une certaine manière, que les thèmes travaillistes portaient sur l'opinion. L'opposition a également critiqué, sous l'angle économique, l'« annexion rampante » de la Cisjordanie, en faisant grief au Likoud d'y avoir « construit des villas » avec un argent dont on aurait pu faire bon usage ailleurs.

Les petits partis

Les sondages laissent prévoir un changement intéressant du paysage électoral en créditant d'un bon score plusieurs petits partis. Ceux-ci, dans les intentions de vote, ravissent cinq mandats aux deux grandes formations. Ces déplacements de voix joueraient au profit des deux alliés potentiels des travaillistes, Shini et le Mouvement des droits civiques, mais aussi de l'alliance d'extrême droite Tehiya Tzomet, qui semble en passe de

devenir le troisième parti d'Israël.

Les travaillistes sont donc plus que jamais favoris. Mais leur problème se pose dans les mêmes termes qu'au début de la campagne. Pour déloger le Likoud, il ne leur suffit pas d'arriver en tête. Il leur faut une victoire sans appel. Avec un minimum de cinquante-deux sièges, le Front travailliste disposerait d'une minorité de blocage susceptible d'empêcher le Likoud de former une coalition avec ses partenaires de droite. Il pourrait alors prendre la relève. Hélas ! pour lui, les sondages ne lui donnent dans le meilleur des cas que cinquante sièges. Le score des petits partis sera donc une fois de plus décisif.

Tout porte à croire que, au lendemain du scrutin, le rôle-clé reviendra, lors des marchandages d'états-majors, au parti centriste Yahad du général Eizer Weizman, qui a délibérément refusé de préciser de quel côté il pencherait. L'ancien ministre de la défense de M. Begin est en ce moment un homme très courtisé. M. Pérès lui aurait promis le ministère des finances. L'actuel vice-premier ministre du Likoud, M. David Levy, a dû démentir jeudi 19 juillet l'information selon laquelle il aurait proposé à M. Weizman de partager « en alternance », dans le futur gouvernement, le poste de premier ministre avec M. Shamir. Les rumeurs faisant état de cette offre étrange ont en tout cas choqué les dirigeants du Likoud.

A la veille du scrutin, M. Shamir a relancé l'idée d'un gouvernement d'union nationale, déjà émise lors de son débat télévisé avec M. Pérès. Ce projet a servi de leitmotiv aux dernières émissions télévisées du Likoud. Dans une déclaration, vendredi, au *Jérusalem Post*, le premier ministre réaffirme cette « position de principe prise dans l'intérêt du pays ». Le dirigeant travailliste lui a de nouveau opposé une fin de non-recevoir. « Pour résoudre les problèmes d'Israël, souligne-t-il, il ne suffit pas d'un nouveau programme. Nous ne partagerons pas à un cabinet qui désapprouverait les principaux éléments de notre politique. On ne voit vraiment pas pourquoi, en effet, M. Pérès s'engagerait d'avance à partager les fruits d'une éventuelle victoire.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Ceux qui ont

Jérusalem. — Ce fut, jurent les vétérans, la plus campyuse de toutes les campagnes électorales. Ce fut aussi l'une des plus paisibles. Chacun avait en mémoire les violences haineuses de 1981 et voulut cette fois s'en préserver. Le Likoud et les travaillistes adoptèrent donc d'emblée un code de conduite interdisant entre autres mauvaises manières « les jets de pierres et de tomates ». Les deux camps ont respecté dans l'ensemble ce contrat de bonne tenue. Pour la majorité des Israéliens, de toutes manières, le seul spectacle intéressant se jouait à domicile sur le petit écran : une bonne demi-heure chaque soir de reportages, interviews et sketches en tous genres. Israël est sans doute le seul endroit au monde où la propagande électorale mêle à ce point politique et show business. La qualité du débat en pâtit quelque peu, mais le public s'ennuie rarement.

Les deux grands partis avaient l'air — fort cher au demeurant — les services des meilleurs batteurs : pour le Likoud, le fantaisiste Sefi Rivlin, et, côté travailliste, une célèbre équipe de chansonniers, le trio Gashash. Tous ces artistes ont été pas d'un choix innocent dans un pays où l'électorat appartient désormais en majorité à la communauté juive « orientale ». Quelques éditorialistes rouchonneurs ont déploré les millions de dollars investis dans ces spots et le simplisme des messages partisanes. Qu'ils se rassurent : trois électeurs sur quatre affirment ne tenir aucun compte du contenu de ces émissions télévisées.

Morose cette campagne ? Sans doute. Six cents morts au Liban, 400 % d'inflation : les thèmes de bataille n'avaient rien d'exaltant. Mais la faute en revient d'abord aux acteurs. Le monde politique israélien a perdu en M. Begin son dernier prophète. Les vedettes d'aujourd'hui manquent de lyrisme et d'éclat.

Shamir, faux papa gâteau

Le premier ministre sortant, M. Itzhak Shamir, cache, à soixante-trois ans, sous ses allures de « papa gâteau » — petite moustache et sourire affable — une énergie paisible et peu commune. Mais c'est l'inverse d'un tribun. Politicien roué, pragmati-



M. Shamir vu par Daniel

que et têtu, il ignore l'emphase et l'outrance. Rien en lui n'inspire l'enthousiasme ou la dévotion. Au cours d'une campagne à laquelle il a pris part plus qu'à son tour — allouement consciencieux le pays — M. Shamir a souvent paru fatigué. Mais il a su faire bonne figure aux moments opportuns. Lors du « faux débat télévisé » — il s'agit plutôt d'un double monologue — qui l'opposait l'autre semaine à M. Shimon Pérès, le premier ministre pourtant astreint à la défensive, n'a guère cédé de terrain à son adversaire. Il fallait le voir répondre, l'air rogué et le regard vif, à l'ironie tranquille du chef travailliste. On regretterait alors, pour l'intérêt du spectacle, que cette rencontre trop brève, n'ait pas pris la forme d'un vrai duel.

Rêver d'une victoire enfin possible sied à M. Pérès. Ce moment apparaît au front bombé, ce grand commis mal aimé aux yeux noirs et profonds qu'on a



M. Pérès vu par Daniel

tant décrit à juste titre comme un homme politique à sang froid, est éternel second qui n'a jamais vraiment passé la rampe, serait-il émoussé par la perspective d'une tardive revanche ? Son discours semble moins ferme, ses sourires moins forcés, ses réparties plus convaincantes. Il a su, avec patience et méthode, redonner du tonus au travaillisme et imposer l'unité du parti en faisant oublier la rivalité légendaire qui l'opposait à M. Itzhak Rabin, l'homme qui succéda à sa place, il y a dix ans, à Golda Meir. Il ne fait toujours pas « chavirer » les foules, mais il inspire plus souvent qu'avant le respect. Faute d'être devenu très populaire, il donne l'image d'un dirigeant sérieux, confiant et sûr de lui. Il encaisse mieux les coups. Lui qui fut fortement chahuté par les fidèles de Begin en 1981 a pu, cette année, prendre quelques chaleureux bains de foule. Il a

Un multipartisme sauvage

Cent vingt députés du Parlement israélien — la Knesset — sont élus pour quatre ans au scrutin de liste proportionnel à l'échelle nationale, selon leur ordre de présentation par les partis. Le pays tout entier forme une seule circonscription. L'électeur ne met dans l'urne que le nom du parti pour lequel il se prononce. Depuis 1973, les listes sont réparties à la plus forte moyenne. Deux listes ayant conclu un accord d'appareillement peuvent additionner leurs restes pour « sauver » un siège.

Ce mode de scrutin assez rare est l'un des éléments-clés de la vie politique israélienne. Il favorise un multipartisme sauvage : 26 listes briguent cette année les suffrages d'environ 2,6 millions

d'électeurs inscrits. Dans un pays composite par définition, ce système a le réel avantage de permettre à chaque groupe politique, ethnique ou culturel, si petit soit-il, de trouver un parti à ses convenances. La multiplication des listes favorise ainsi l'intégration politique rapide des immigrants.

Mais l'émiettement parlementaire a aussi un inconvénient majeur. Il prive les grands partis d'une majorité à la Knesset et confère aux petites listes charnières une importance sans commune mesure avec leur audience dans le pays, puisque celles-ci sont indispensables à la formation du gouvernement, lequel est nécessairement un cabinet de coalition. Or les petits partis, notam-

ment religieux, recueillent environ 30 % des suffrages. La réforme du système électoral est sans doute le plus beau et le plus dur des défis politiques. Elle revient à l'ordre du jour lors de chaque crise. Tout gouvernement affirme la souhaiter mais aucun n'a eu jusqu'ici le courage de l'imposer ni surtout la majorité parlementaire indispensable à l'amendement de la loi. La réforme pourrait consister plus à un relèvement de la « barre » des 1 % de suffrages exprimés (environ 200 000 voix), au-dessus de laquelle toute liste a droit automatiquement à un siège à la Knesset.

Une partie des listes en présence n'ont été constituées que pour servir l'ambition d'un homme. Plusieurs autres sont de simples groupes de pression qui saisissent l'occasion de la campagne électorale télévisée pour exprimer leurs revendications catégorielles. C'est le cas par exemple du « mouvement pour l'abolition de l'impôt sur le revenu » ou de l'« organisation des handicapés ». Le citoyen israélien est d'un grand civisme. La participation électorale des électeurs juifs avoisine généralement 80 %. Elle est un peu plus faible parmi la minorité arabe. Cette année, entre 100 000 et 150 000 inscrits se sont en vacances à l'étranger le 23 juillet, et ne pourront donc participer au scrutin. La majorité d'entre eux, estime-t-on, auraient voté pour l'opposition travailliste.

J.-P. L.

LUNDI 23 JUILLET
dès 21h 30

RADIO J-SHALOM
93.90 FM

NUIT DES ÉLECTIONS
ISRAÉLIENNES
EN DIRECT DE JÉRUSALEM

RÉSULTATS
RÉACTIONS
COMMENTAIRES

RADIO J-SHALOM
Tél : 241.99.00

campagne torne, en
tème de los pays aral
l'ontet blanc blanc
cruautés on Israël.
est une qu'une mgy
difficile à obtenir. M.
pas marchandages a

(si peu

Weizman, baroudier
de charme

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

de son manque
de l'été, et
à l'événement, et
à l'événement, et

Étranger

Liban

Attentat à la roquette contre l'ambassade soviétique

Un attentat à la roquette, qui n'a pas fait de victimes, a été commis vendredi 20 juillet en début de soirée contre l'ambassade d'Union soviétique à Beyrouth. L'engin (de fabrication américaine) a atteint le quatrième étage de l'ambassade, située à proximité de la corniche Mazraa, en secteur musulman. Il a été tiré depuis une station d'essence située à 150 mètres en face de la représentation soviétique. Le lance-roquette était télécommandé. L'attentat a provoqué des dégâts dans deux pièces habitées par un diplomate.

Le 5 mai, une roquette avait déjà été tirée contre le centre culturel soviétique, situé également à Beyrouth-Ouest. L'attentat, qui n'avait pas non plus fait de victimes, avait été revendiqué par une organisation inconnue, les « Forces de l'aube islamique », qui protestait contre la présence soviétique en Afghanistan. Cette fois-ci, un correspondant anonyme s'exprimant en arabe a téléphoné au bureau de l'agence américaine Associated Press à Beyrouth, revendiquant l'attentat au nom de l'« Organisation de l'épée acérée », également inconnue jusqu'à présent. Le correspondant s'en est pris à ce qu'il a appelé le « centre d'espionnage soviétique », ajoutant qu'il ne s'agissait que d'un avertissement destiné à mettre en garde Moscou contre « son ingérence directe dans les affaires politiques internes libanaises ». « À partir de maintenant, le groupe frappera tous et chacun des Russes sur le sol libanais », si l'URSS n'écoute pas cet avertissement. « La volonté qui a obligé les marines américains et les Français à quitter Beyrouth est capable de faire trembler la terre sous les pieds des Russes », a encore déclaré le correspondant, utilisant le vocabulaire habituel des mouvements islamistes d'obédience iranienne.

On note que l'attaque a coïncidé avec la visite d'une semaine effectuée en Union soviétique de M. Nabih Berr, dirigeant de la milice chiite Amal et ministre de la reconstruction, chargé des problèmes du Liban-Sud.

D'autre part, quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées jeudi 19 juillet au soir à Zghorta (Liban-Nord), ou des hommes armés non identifiés ont ouvert le feu sur des civils. Des femmes et des enfants figuraient parmi les victimes. Zghorta, située à sept kilomètres au sud-est de Tripoli, est le fief de l'ancien président Soleiman Frangie, dont la milice Marada a combattu quatre jours, durant la semaine dernière, les forces du Parti national social syrien (PNSS).

En juin, près de deux cents étudiants ont manifesté vendredi 20 juillet devant le ministère libanais de l'Éducation après l'échec de leurs négociations avec le ministère sur le report des examens. La police a tiré en l'air pour disperser les manifestants, qui ont commencé à jeter des pierres quand ils ont appris que M. Selim Hoss avait récemment déclaré qu'il avait donné l'ordre aux écoles de rester ouvertes cet été, afin de permettre aux étudiants qui le désiraient de rattraper leur retard, dû à la guerre. (AFP AP Reuter).

AIR FRANCE ET LA KLM DESSERVENT A NOUVEAU BEYROUTH

La compagnie Air France a décidé de reprendre ses vols à destination de Beyrouth, à partir du mardi 24 juillet. Cette desserte avait été interrompue, le 12 novembre 1983, en raison des combats qui se déroulaient autour de l'aéroport de la capitale libanaise. La liaison comportera deux vols par semaine, le mardi et le vendredi, qui seront assurés par un Airbus au départ de Roissy-Charles-de-Gaulle.

D'autre part, la compagnie néerlandaise KLM rétablira, elle aussi, des vols réguliers pour Beyrouth à partir du 26 juillet. Deux fois par semaine, ses appareils y feront escale sur la route d'Amman (Jordanie) et de Damas (Syrie). La KLM avait cessé de desservir Beyrouth le 13 janvier dernier.

Maroc

Le roi Hassan II met la Mauritanie en garde contre les activités du Polisario

Rabat (AFP, Reuter, AP). — Le roi Hassan II a accusé vendredi 20 juillet des « assaillants venus du territoire mauritanien » d'avoir lancé des attaques contre des objectifs marocains et a averti que l'armée marocaine userait du droit de poursuite au cas où cette situation se perpétuerait.

Dans un message adressé au président mauritanien, le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haydallah et dont le texte est publié par l'agence marocaine de presse MAP, le roi affirme que les « assaillants », c'est-à-dire le Front Polisario, ont attaqué à deux reprises, les 13 et 19 juillet, « le territoire de Dakhla » (sud-ouest du Sahara occidental sur le littoral atlantique). Le souverain ne donne aucune précision sur l'ampleur des opérations. Il assure que « les assaillants sont venus du territoire mauritanien ».

« Dans l'un comme dans l'autre cas [les deux attaques], souligne le roi, nous avons ordonné à nos troupes de ne pas poursuivre l'en-

nemi au-delà des frontières de notre pays. Cette situation ne peut cependant se perpétuer sans que nos forces armées se trouvent dans l'obligation, en repoussant les assauts subis, de harceler leurs agresseurs jusque dans leur ultime refuge. »

Le Front Polisario, dans un communiqué publié le 15 juillet à Alger, avait annoncé avoir attaqué deux jours plus tôt des « concentrations » de troupes marocaines près de Dakhla, la seconde ville du Sahara occidental, située à quelque 250 kilomètres au sud des principales lignes de défense et protégée par son propre « mur ».

D'autre part, M. Mohamed Belgaem Zoui, émissaire spécial du colonel Kadhafi, est revenu jeudi au Maroc pour transmettre un nouveau message du chef de l'Etat libyen au roi Hassan II, rapporte l'agence marocaine MAP.

M. Zoui avait déjà remis la semaine précédente une série de messages du colonel Kadhafi aux chefs d'Etat de Tunisie, d'Algérie, de Mauritanie et du Maroc.

Il avait indiqué, au cours d'une conférence de presse donnée le 16 juillet à Rabat, que ces messages portaient sur des propositions destinées à « rétablir l'unité arabe et à former un front uni sur le problème palestinien ».

Il y a quelques jours, au congrès de l'USFP, parti de gauche marocain, le représentant de la Libye s'était prononcé contre la création de « micro-Etats » dans la région.

(Publicité)

LA NUIT DES ÉLECTIONS EN ISRAËL

Lundi 23 juillet
LES LÉGISLATIVES EN DIRECT DE JÉRUSALEM SUR
RADIO COMMUNAUTÉ 93,9 FM
à partir de 19 h 30
A Paris : soirée publique au Centre Polonois
13, boulevard Polonois - PARIS-8

A campagne torne, enjeu capital. Même si les pays arabes brodent sur le thème « bonnet blanc blanc bonnet », une victoire des travaillistes en Israël, le lundi 23 juillet, redistribuerait bien des cartes. Il est vrai qu'une majorité absolue des sièges étant bien difficile à obtenir, M. Pérès devrait encore obtenir le soutien de quelques petits partis. Durs marchandages en perspective...

(si peu !) animé la campagne

aussi pris goût aux formules choc, comme celle qu'il lança au premier ministre et qui fit mouche : « M. Shamir, vous avez appris à faire des erreurs. Nous avons médité les nôtres. »

Lorsqu'au cours d'un meeting, un trouble fête lui rappelle en hurlant son origine ashkénaze, il rétorque en haussant à peine le ton que son fils, un aviateur, a épousé une « adorable Marocaine » et lui a donné « Nadav, son charmant petit-fils ». A soixante-deux ans, l'heure de M. Pérès est peut-être venue.

Weizman, baroudeur de charme

Le charisme qui manque à M. Shamir et Pérès, un troisième homme en a à revendre : M. Ezer Weizman, ancien ministre de la défense et chef du nou-



M. Weizman vu par Salomon

veau parti Yahad (Ensemble). Ses quatre années de traversée du désert ne lui ont pas mal réussi. « Je suis prêt à tous les jobs importants », nous disait-il l'hiver dernier en rongant son frein. Dès qu'il flaira des élections anticipées, il mit sur pied une liste « centriste » où fourmillent les généraux en retraite, et s'envola pour les Etats-Unis trouver l'argent de sa campagne.

M. Weizman est un personnage de légende aux multiples talents. Il fut l'un des premiers pilotes de combat, avant de commander l'armée lors de la guerre de six jours. Il est aussi armateur, marchand d'armes et importateur de voitures japonaises. Impulsif, il est connu pour son franc-parler et ses coups d'éclat. A soixante ans, ce baroudeur de charme, un brin mégalomane, soigne son look. Sur ses affiches électorales, on le voit dans un cockpit, coiffé du casque blanc des aviateurs. Son slogan : « Je crois en Weizman ». Son programme ? : souvent annoncé, on l'attend toujours. « Si vous votez pour moi, dit-il aux électeurs, vous êtes sûrs de jouer gagnants. » On dit qu'il s'affiera au parti vainqueur quel qu'il soit. Il rêve de jouer les « faiseurs de roi » et brigue déjà le ministère des finances. « Colombe » démissionnaire du Likoud en 1980, puis qu'il jugeait M. Begin trop « faucon », il tient les accords de Camp David pour aussi importants que la « déclaration Balfour ». Son mot d'ordre : « Vaincre dans la paix comme dans la guerre. »

Tout aussi baroudeur mais beaucoup moins colombe, M. Ariel Sharon, numéro quatre

de la liste Likoud, a mené campagne tambour battant. Un an et demi après avoir été contraint à la démission, l'ancien ministre de la défense et artisan de la guerre au Liban, a retrouvé toute sa ferveur. Sa cote dans l'opinion semble inébranlable. Un Israélien sur cinq l'adore, assurent les experts, et un sur deux le défend. Ses partisans, éfarés les jours aux cris d'« Arik, roi d'Israël » et il reste parmi les chefs du Likoud celui qui galvanise le plus les foules. Le bouillonnant général, qui ne fait jamais dans la nuance, proclame l'enlèvement « les travaillistes mentent sans cesse ». Il lui est aussi arrivé des derniers temps de jouer les martyrs en accusant ses collègues ministres « d'être tous contre lui ».

Le général Rafael Eytan, ancien chef d'état-major et blâmé, lui aussi, par la commission Kahane après les massacres de Sabra et Chatila, chasse sur les mêmes terres que son ancien patron. Il avait promis de se retirer dans une moshav (coopérative agricole) pour goûter les joies simples de la menuiserie, mais n'a pas tenu parole. Animateur de la liste Tzomet (Carrefour) allié au parti d'extrême droite Tehiya (Renaissance), « Rafoul » réussit une remarquable percée politique. Les sondages lui prédisent au moins six sièges. Connu pour ses propos teintés de racisme et ses discours à l'emporte-pièce, il aime ironiser. « Nous sommes prêts, dit-il, au compromis territorial... de la part des Arabes. » Très populaire auprès d'une partie de la jeunesse, « Rafoul » est, de toute

évidence, l'« homme à suivre » de la droite.

Begin, le grand muet

Sur cette campagne a plané l'ombre du plus prestigieux des Israéliens : Menahem Begin. Le fondateur du Herout vit reclos dans un quatre-pièces situé à Yeshu Noï, un nouveau quartier de Jérusalem. Il est moins dépressif, a repris du poids, lit les journaux, regarde la télévision, répond au téléphone et prend l'air de temps à autre sur son balcon. « Begin me manque », avoue publiquement M. Shamir. Ses adversaires travaillistes ont soigneusement évité toute attaque personnelle contre le vieux chef de crainte qu'il sorte de son mutisme et leur fasse perdre de nombreuses voix. « Si seulement, disent les dirigeants du Likoud, Begin pouvait nous exprimer son soutien. » Ils attendent un geste, un appel, une prise de position. Ils lui ont même réservé huit minutes à la télévision au cas où... Mercredi soir, lors d'un meeting du Likoud, cent mille personnes clamaient son nom à Tel-Aviv. Mais, jusqu'à présent, M. Begin est resté silencieux : il a même refusé l'honneur, pourtant purement symbolique, de figurer à la cent vingtième place sur la liste du Likoud. Sa seule marque d'intérêt pour le parti au pouvoir fut de lui adresser un chèque de 25 000 shekels (environ 100 dollars). Les stratèges du Likoud, ravis de l'aubaine, ont aussitôt réuni une conférence de presse pour annoncer la bonne nouvelle...

J.-P. L.

AMOS OZ, ÉCRIVAIN ET CANDIDAT TRAVAILLISTE

« J'ai une nouvelle pour certains : Israël n'est pas un pays chrétien... »

A quarante-cinq ans, Amos Oz est un des écrivains les plus connus et aussi les plus contestés d'Israël. Membre du mouvement La paix maintenant, il a accepté de figurer symboliquement — à la cent dixième place — sur la liste du Parti travailliste, car il estime qu'Israël est « proche du point de non-retour ». Le romancier s'explique ci-dessous, en termes parfois assez crus, sur son engagement politique, sur l'enjeu des élections du 23 juillet, les rapports parfois conflictuels entre la gauche israélienne et bon nombre d'intellectuels français.

« Pourquoi entrez-vous en politique pour les élections ? Vous figurez sur la liste travailliste à la cent dixième position. »

— Si je ne l'avais pas fait, je me considérerais comme un fils de chien. De plus, je ne pourrais plus écrire. Ces élections vont être très importantes. Elles seront une sorte de référendum sur les territoires occupés, car le Likoud le veut ainsi. Elles ne porteront réellement pas sur la guerre du Liban ou l'état de l'économie, since le Likoud serait sûr de perdre : l'économie est un désastre, et même ceux qui défendent le principe de la guerre du Liban considèrent toute l'opération comme un échec.

— Vous parlez d'une sorte de référendum imposé par le Likoud. Quelle en serait la question ?

— Les arguments sont très simplistes. Ce pourrait être : voulez-vous Arafat dans votre jardin ? Votez Pérès et vous aurez des Kadouches dans votre chambre à coucher... Votez Pérès, si vous aimez les Arabes. Mais si vous aimez Israël, votez pour le Likoud, dit Sharon. Le Likoud a l'avantage d'avoir un argument simple : pourquoi garder les territoires occupés est simple à expliquer. Pourquoi les rendre est difficile.

— Le vote des jeunes aura-t-il une grande importance ?

— Oui, car 100 000 jeunes vont voter pour la première fois. Ce sont eux qui vont décider de l'élection. Leur état d'esprit est très bizarre : ils se situent de l'extrême gauche à l'extrême droite. Mais tous sont nés dans le Grand Israël ; la plupart ne connaissent même pas les frontières de 1967. Ils ont fait la guerre du Liban mais ne veulent plus d'une guerre sans fin, de périodes militaires de soixante ou quatre-vingt-dix jours par an. La plupart aussi ne sont pas religieux, veulent que les autobus roulent le jour du shabbat, que les discothèques soient ouvertes le vendredi soir, que l'avortement soit autorisé... Quel besoin l'importeront chez eux, du Grand Israël ou d'une société civile moderne ? C'est toute la question et c'est pourquoi je me suis consacré surtout à eux pendant la campagne.

— Ils ne font guère de différence à présent entre le Likoud et les travaillistes. S'ils pouvaient avoir en même temps le Grand Israël et la paix, ce serait l'idéal pour eux. Mais c'est impossible et ils devront faire un choix.

— Mais avouez que le Parti travailliste en général et Shimon Pérès en particulier ne sont pas très convaincants !

— C'est vrai que Rabin, Pérès et Navon ne s'animent pas mais tous les trois ont conscience que l'heure est grave. Pérès en particulier ; il ne cherche plus à satisfaire tout le monde, les humiliations que lui a fait subir Begin pendant des années l'ont pénalisé jusqu'aux os, et il veut combattre. Il est sincèrement convaincu, en particulier, que l'annexion par Israël des régions fortement peuplées d'Arabes serait la fin d'Israël. Et il comprend que nous sommes prêts du point de non-retour.

— Bien sûr, en tant que membre du mouvement La paix maintenant, je n'approuve pas tout le programme du Parti travailliste, en particulier la solution jordanienne pour les territoires occupés. Mais, dans la situation actuelle, je n'ai pas le choix.

La confusion en France

— Estimez-vous aujourd'hui que le mouvement La paix maintenant soit plus fort qu'avant la guerre du Liban ?

— Il est sans doute plus fort qu'avant cette guerre mais il est moins puissant qu'après la visite de Sadate. Mais à ce sujet je voudrais dire qu'il y a pas mal de confusion en France. Nous ne sommes pas un mouvement de hippies du genre « Faites l'amour, pas la guerre ». Nous ne sommes pas un mouvement pacifiste du genre de ceux qu'ont connus les Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam. Nous sommes tous prêts à combattre mais pour deux raisons seulement : l'existence d'Israël et sa liberté. Rien d'autre. Et surtout pas pour des « guerres opportunistes ». C'est Begin qui a inventé cette notion il y a un an et demi, disant qu'il valait mieux faire la guerre avant que l'existence d'Israël ne soit en danger. Nous ne sommes pas du tout d'accord et nous refusons ces guerres préventives.

— Cela ne veut pas dire que nous cherchons à coucher avec les Palestiniens. Nous recherchons au contraire un divorce juste. Mais j'avoue que les Palestiniens qui parlent anglais, autour d'une tasse de thé, à Paris ou à Londres, ne m'intéressent pas. Je les ai trop entendus dire ensuite le contraire, en arabe, à Beyrouth ou à Alger. Je ne veux plus parler qu'en arabe avec eux... et je sais que ce n'est pas demain qu'ils nous feront des propositions acceptables.

— Pour en revenir aux rapports de la France avec Israël, je dirai que ce n'est pas le rôle des Français que de vouloir réaliser je ne sais quels Etats-Unis du Proche-Orient.

— Parfois, j'ai l'impression que la France veut qu'Israël soit le pays le plus chrétien du monde, sinon le seul. Mais j'ai une nouvelle pour ceux qui raisonnent ainsi : Israël n'est pas un pays chrétien. La paix maintenant n'est pas un mouvement chrétien. Nos critères moraux ne sont pas européens. Le rêve de Herzl est bien fini : Israël ne sera jamais une réplique pacifique de l'Autriche-Hongrie au cœur du Proche-Orient. C'était une belle vision mais elle était un peu folle.

— J'ai été frappé par la violence de votre réaction à propos des rapports France-Israël ?

— C'est qu'il est important de ne pas aider nos faucons. Il leur est si facile de nous dire : regardez vos amis de l'étranger ; ils seront toujours anti-Israéliens... Le problème n'est pas tant celui de territoires occupés que celui de la métaphysique du juif : les juifs seront-ils toujours isolés, hâts ? Pourquoi être un « gentil juif » ? Nous prétendons qu'il y a correspondance entre la façon de nous conduire et celle dont le monde nous regarde. Notre sensibilité est exacerbée, et chaque Israélien, quand il se couche, se demande ce qu'a écrit sur nous le New-York Times, le Monde ou la Frankfurter... Ce que vous écrivez a finalement plus d'effet en Israël que chez vous.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC.

Étranger

CHYPRE

La carte postale déchirée

Il y a dix ans, le coup de force mené à Chypre contre Mgr Makarios avait une conséquence heureuse : l'effondrement de la dictature grecque, prise à son propre piège (voir page 2). Mais pour l'île d'Aphrodite, partiellement occupée par les Turcs, c'était le début d'une tragédie. Les 7 et 8 août, à Vienne, on va à nouveau en discuter, et Nicosie a accepté, mercredi dernier, l'invitation du secrétaire général de l'ONU. La « République » turque du nord a fait de même. Qui croit encore à un règlement ?

De notre envoyé spécial

Nicosie. — Pour se rendre de Nicosie à Larnaca, qui est devenu l'aéroport international de Chypre (celui de la capitale est interdit), il faut compter une bonne heure en faisant un long détour obligé, alors qu'autrefois une demi-heure suffisait amplement : la route directe a été coupée par la « ligne Attila ». Tracée il y a dix ans par l'armée turque, elle partage l'île en deux : les plaines du Nord — 40 % du territoire ou, plus exactement, 36,8 % — où vivent quelque 120 000 Chypriotes turcs (18 % de la population) auxquels sont venus s'ajouter quelque 50 000 colons d'Anatolie et les 30 000 soldats dépêchés par Ankara, et le Sud, assez montagneux, où 300 000 Chypriotes grecs ont réussi le miracle d'intégrer 200 000 personnes chassées par les envahisseurs et réfugiées dans leur propre pays.

Jusqu'à l'année dernière, Chypre était une île sous quatre drapeaux : le grec, le sien, ceux de la Turquie et de la Grèce, enfin le drapeau bleu de l'ONU. Depuis le 15 novembre 1983, date à laquelle M. Rauf Denktaş a proclamé la « République turque du nord de Chypre » (KKTC), que nul n'a

reconnue hormis la Turquie, un cinquième pavillon a fait son apparition : blanc frappé d'une étoile et d'un croissant rouges et barré de deux bandes horizontales également rouges, symbolisant le double lien avec Chypre et la Turquie. On le voit flotter à Nicosie sur la cathédrale Sainte-Sophie transformée en mosquée et de temps à autre sur la ligne Attila où domine largement l'emblème des forces turques d'occupation.

« Aujourd'hui il n'y a plus de problème de réfugiés », nous dit un diplomate en exprimant son admiration devant la volonté déployée par la population pour assurer la réinsertion des victimes. M. Christos Artemiou, président élu du comité des réfugiés, confirme : « 55 % d'entre eux ont un logement dont ils sont propriétaires ou que le gouvernement a mis gratuitement à leur disposition et 45 % sont locataires des appartements construits par l'Etat. Nous avons refusé d'entretenir la plaie en vivant avec une mentalité d'assistés ! ». Ainsi sur la route de Famagouste, devenue ville fantôme, les habitants d'Achna se sont-ils réinstallés dans un bois proche. Les tentes ont rapidement été remplacées par des baraques en dur, les

quelles ont parfois cédé la place à de belles et coquettes villas. De leur fenêtre, ils voient avec amertume de l'autre côté de la ligne Attila leur village abandonné et leurs champs en friche.

Les disparus

A la sortie de Nicosie, l'Etat a construit trois cités : Strovos 1, 2 et 3. Comme pour s'insurger contre un destin trop injuste, les réfugiés font pousser toutes les fleurs possibles sur leurs balcons ou dans les minuscules jardins qui précèdent leur duplex : bougainvillées, canas, rosiers, jasmins, zinnias, géraniums... donnent un air de gaieté à ces HLM de bonne qualité. Mais les vieux sont tristes. « Dans notre village, nous étions tous parents et nous avions nos champs. Ici je connais à peine mes voisins et je n'ai que ce pied de vigne pour m'occuper », raconte l'un d'eux en nous montrant la treille où pendent de belles grappes de raisin. Puis il explique simplement que sa femme, comme beaucoup d'autres, « est morte de nostalgie ». Si certains ont fait fortune, d'autres jadis aisés se demandent aujourd'hui comment doter la fille en âge de se marier ou envoyer leur fils étudier à l'étran-



VIOLETTE LE QUÈRE.

ger puisque Chypre n'a pas d'université.

M. Artemiou dresse un sévère réquisitoire, non pas contre les Chypriotes turcs, dont 50 000 ont dû quitter le Sud, mais contre l'armée d'Ankara et M. Denktaş, qui a été élu « président » avec 51 % des voix grâce à l'appoint des militaires et des colons. « Ils ont, dit-il, installé ces étrangers sur nos terres. Ils leur distribuent des titres de propriété et des cartes de citoyenneté et prétendent que le Nord représente 30 % de la population totale. Ils ont changé les noms des villes, des villages et des rues. L'invasion a endeuillé 7 000 familles sans parler des disparus sur lesquels règne la plus grande incertitude... »

Ces disparus — 1 619 dont 700 civils comprenant 112 femmes et 26 enfants, — pour lesquels un dossier a été établi, représentent à la fois un mystère, un élément de contentieux et un objet de marchandage. Il s'agit de personnes dont beaucoup ont été entendues à la radio ou vues après l'invasion de juillet-août 1974 affirmant, preuves à l'appui, le Comité des parents des personnes disparues.

Les autorités chypriotes turques n'en ont pas moins nié l'existence de ce problème jusqu'en 1981. Elles ont alors accepté le principe d'une commission d'enquête mais ont engagé une bataille de procédure qui a duré deux ans. Finalement, tandis que les familles vivent un véritable calvaire, la commission d'enquête a entamé ses travaux en mai et doit tenir sa troisième séance le 7 août.

Un vieux quartier pittoresque

La ligne Attila est étanche pour tous les Chypriotes, grecs ou turcs. Les étrangers peuvent la traverser à la hauteur du Ledra

palace — siège des « casques bleus » — à condition d'être munis d'une autorisation qui n'est pas toujours facile à obtenir.

Il n'y a plus de villages où coexistent Chypriotes grecs et turcs, sauf deux : Potamia et surtout Pyla, près de Larnaca, qui a la particularité d'être à cheval sur la ligne de démarcation. Sans doute a-t-on laissé subsister cette « anomalie » car elle permet aux deux camps de se renseigner sur ce qui se passe chez le voisin.

Pour qui n'est pas revenu depuis dix ans à Chypre, la métamorphose de la partie sud saute aux yeux. En 1972-1973 le Nord représentait 70 % du PIB et 80 % de l'industrie hôtelière. C'est là que se trouvaient les terres les plus fertiles, Famagouste, premier port de l'île et zone industrielle par excellence, mais aussi centre de loisirs avec Kyrenia. Face à l'adversité, le Sud s'est reconstruit.

Les hôtels perdus au Nord, on les a reconstruits au Sud plus nombreux, plus beaux, plus modernes. L'immobilier a remplacé Famagouste. La ville a littéralement explosé pour s'étaler à gauche, à droite, en profondeur autour du port. Elle est devenue un centre d'affaires, une cité industrielle et un complexe touristique. « C'est Beyrouth bis », disent les Chypriotes grecs, et de fait quelque 20 000 Arabes dont 15 000 Libanais y vivent et y travaillent. Larnaca a fait de même mais avec moins d'ampleur. Nicosie ne cesse de s'étendre mais elle essaie aussi de préserver son âme.

Dans la vieille ville, les autorités ont restauré dans le style traditionnel un quartier qui tombait en ruine : restaurants et tavernes comme le Café de Tchalamatis, ateliers d'artisans inaugurés en décembre, s'ordonnent autour de ruelles piétonnes, de petites places et de jardins où l'on déguste l'ouzo (anis) en mangeant des méfets (hors-d'œuvre). Baptisé « Latki Nicosia », ce « quartier populaire » connaît déjà le même succès que la Plage

à Athènes avec ses joueurs de bouzouki (luth grec), ses chanteurs et, lorsqu'ils auront grandi, l'odeur enivante des jasmins.

Le retour des touristes

Le Sud manquait d'eau. Qu'à cela ne tienne : on construit des barrages et l'on met au point avec la coopération de la France un ingénieux système hydraulique. On remplit les barrages à la fois avec la pluie et de l'eau pompée dans la nappe souterraine. Pour accroître la pluviosité, on s'est mis à reboiser collines et montagnes ; mais les résultats ne seront sensibles que dans quinze ans. Paradoxe : le Nord, qui bénéficiait d'appréciables réserves hydrauliques, connaît une relative pénurie à la suite de pompes incoincider.

Mais ce boom économique a son revers. Si le pays a enregistré la venue de 627 000 touristes en 1983 et en attend 700 000 cette année, il connaît aussi un assez fort endettement et a eu un déficit de la balance des paiements de 95 millions de livres (1 livre égale 15 F) qu'il espère ramener à 6 en 1984, 6 millions auxquels il faut ajouter, il est vrai, l'achat de deux Airbus d'une valeur de 60 millions de livres. Autre sujet de relative inquiétude : le chômage est passé de 2 à 3 %. C'est peu, dirait-on, par rapport aux taux européens. Certes, mais les chômeurs — 8 000 — sont presque tous des diplômés : ingénieurs, architectes, techniciens qualifiés.

« Pourtant, nous confie un réfugié, ce ne sont pas ces difficultés que nous redoutons le plus. Les Turcs ont comparé Chypre à un revolver pointé sur le cœur d'Ankara. Nous sommes 500 000 et les Turcs 36 millions ; nous avons armé 10 000 hommes et la leur 445 000. Ce qui nous inquiète vraiment, c'est qu'aucune solution n'est en vue. » La carte postale de jadis est déchirée. On n'est pas près d'en recoller les morceaux.

PAUL BALTA.

JAPON

Ces maudits cadeaux de rigueur

Pourquoi les Japonais en voyage touristique se ruent-ils en groupes compacts dans tous les magasins ? Parce qu'ils doivent rapporter au pays les cadeaux de rigueur. On n'échappe pas à cette implacable obligation. Elle est pourtant aussi coûteuse qu'insupportable. Mais qui irait contre la tradition ?

De notre correspondant

Tokyo. — Yumiko, secrétaire surmenée, soupire. Depuis quelques jours, après des heures de bureau qui sont, souvent, gratuitement élastiques dans le sens de la longueur, elle fait des heures supplémentaires dans les grands magasins.

Avec des dizaines de millions d'autres Japonais, à la même époque, elle dépense temps, argent et énergie dans la cohue, la chaleur et les formidables en trois exemplaires pour faire... des cadeaux. Heureusement, les vendeuses sont uniformément aimables et les stocks semblent inépuisables. Mais il faut quand même se dépêcher, rentrer dans les trains bondés, s'occuper des enfants, du dîner et même du mari lorsqu'il consent à rentrer avant minuit. « La vie, soupire Yumiko, n'est pas toujours un cadeau ! »

Un peu partout, c'est bien connu, « les petits cadeaux entretiennent l'amitié », et peu importe leur valeur pourvu qu'ils « viennent du cœur ». Au Japon, où la coutume adore faire mentir la « sagesse » occidentale, le cœur n'est pas absent mais, dans l'ordre très codifié des choses, les cadeaux précèdent plutôt de la raison — collective et commerciale. Offrir en temps voulu les cadeaux attendus aux gens prévus est plus qu'une tradition, c'est une obligation professionnelle et sociale, un rituel bi-annuel qui cimenter les liens de toute la nation et auquel il n'est guère loisible d'échapper.

Selon les sondages, trente-quatre millions de foyers japonais y sacrifient deux fois par an pendant toute une vie, et l'on sait que les Japonais battent les records de longévité.

Sans originalité, généralement comestibles ou utilitaires, et offerts de bas en haut de la pyramide, les paquets-cadeaux confirment l'appartenance au groupe, le respect et la dépendance hiérarchique, la dette à l'égard du mentor, du maître et de l'entrepreneur ; ils s'échangent d'une compagnie à l'autre, récompensent les gros clients, etc. Ajoutant à la trame déjà fournie des obligations professionnelles et sociales, le rite du cadeau fait aussi prospérer les affaires. Obligatoirement.

Ivresses, effluves, fumées...

Ce ne sont pas les commerçants locaux, ni même les producteurs étrangers (tout particulièrement français), qui se plaindront de cette tradition. En effet, sans elle, que seraient les performances des uns et des autres sur le marché japonais et jusqu'où plongeraient des balances commerciales aux plateaux déjà déprimés ?

Alcools, parfums et tabacs occidentaux sont au Japon des cadeaux de luxe symboliques, aussi prisés pour leur valeur marchande que pour leur nature même. La plupart partent en ivresses, effluves et fumées, mais il est des flacons qui vieillissent sur des étagères, bouteilles-souvenirs souvent astiquées mais jamais ouvertes. Qu'importe l'ivresse pourvu qu'on ait le flacon, preuve tangible de considération.

L'étranger qui, avenue de l'Opéra, à l'escalier d'Anchorage (Alaska) ou ailleurs, reste hypnotisé par ces groupes de Japonais attendant aux gens prévus est plus qu'une tradition, c'est une obligation professionnelle et sociale, un rituel bi-annuel qui cimenter les liens de toute la nation et auquel il n'est guère loisible d'échapper.

boire l'armagnac et porter la cravate de soie.

Non. D'ailleurs, s'il en était égoïstement ainsi, le douanier nippon serait-il si bon enfant ? Comme dit Yumiko, dont le mari, parfois, voyage : « L'alcool c'est pour le kacho (chef de service), et les cigarettes pour les collègues du bureau. C'est toujours comme ça. »

Et les parfums ? « Quelquefois pour moi, autrement je ne sais pas », dit-elle pudiquement. Dans l'Empire des mâles — qu'est le Japon — les « petits cadeaux » ont tant d'emplois...

Deux fois par an donc, à la fin de l'année (O Seibo) et au début de l'été (O Chugen), juste après la distribution des bonus semestriels aux employés — heureuse coïncidence, — il faut y aller de sa série de savons et serviettes, boîtes de thé, bocaux de confitures, douceurs, alcools, algues séchées, jambon, bœuf de Kobe, etc. Les états varient peu, pas plus que les paquets, les prix, les récipiendaires ou la distribution à domicile.

Hommage au patron

Les bénéficiaires sont généralement au-dessus de vous, jamais au-dessous. De leur rang, et donc de leur âge, du degré de dépendance et de patronage dépendent la taille et le prix du présent. Cela peut aller de quelques milliers à plusieurs centaines de milliers de yens. Le patron et le chef de service ne sont pas les seuls honorés par ce rituel de soumission qui agitote toute la nation. Certains parents, les bons clients, le partenaire d'affaires, le professeur, le maître, le mentor et, surtout, l'intermédiaire obligé de certains rites sociaux (le mariage « arrangé », par exemple), bref, ces personnages centraux autour desquels une vie japonaise gravite et s'ordonne sont sur la liste des offrandes.

Cela dit, les premiers bénéficiaires de l'affaire sont les grands

magasins et leurs fournisseurs. En décembre et en juillet ils nagent, sinon dans le bonheur, du moins dans les yens. Car, si les fabricants de produits de luxe étrangers y trouvent leur compte, que dire du pécule encaissé par les départs (japonisation de département stores) à cette occasion ? Décidément, au Japon, la tradition, toutes les traditions. Dans un pays qui a l'art de japoniser les modes occidentales, toute célébration ou presque est bonne pour le tiroir-caisse. Par exemple, avant O Shogatsu (premier de l'an) le cadeau de Merry Kurisumatsu (Merry Christmas) se répand chez les jeunes.

Un marché noir de revente

Une seule statistique suffirait à justifier l'indéfectible attachement de l'élite du négoce à la coutume : les enquêtes montrent que les grands magasins font jusqu'à 40 pour cent de leur chiffre d'affaires annuel dans les deux courtes périodes considérées. On imagine le déluge de billets, le raz de marée des clients.

Muni d'un boulier, ou d'une calculatrice (made in Japan), on peut s'amuser à calculer, grosso modo, leurs recettes. Si trente-quatre millions de foyers japonais font en moyenne sept cadeaux de 4 000 yens (145 francs) chacun par an, quelle est la somme encaissée par les grands magasins ? Réponse : près de 1 000 milliards de yens.

Les grandes compagnies représentent à elles seules environ un tiers du montant des achats. On comprendra alors que les cadres, chargés deux fois par an de passer commande en gros de centaines, voire de milliers, de cadeaux au nom de leur société, soient particulièrement courtisés par les départs et, eux-mêmes, arrosés de cadeaux. Par ailleurs un véritable marché noir de revente des ca-

deaux existe. En effet, certaines personnes, plus supérieures, ou plus stratégiquement placées que d'autres (c'est le cas de certains fonctionnaires), reçoivent des dizaines de cadeaux et cherchent soit à les échanger soit à les revendre, ce qui crée un marché parallèle du cadeau d'occasion. Personne n'ignore cette pratique, surtout pas le service des impôts, mais chacun ferme les yeux : respect de la tradition oblige.

Allons, Yumiko, O Chugen sera bientôt passé ; vous allez souffler : plus de cadeaux pendant six mois ! Ce genre de remarque censée reconforter provoque un regard doublement attristé : étranger, vous n'avez rien compris ; Japonaise, elle n'est pas tirée d'affaire. Reprétons : O Chugen et O Seibo c'est « en plus » de toutes les autres « petites obligations » et « petits cadeaux » qui jalonnent le déroulement des vies et des ans, bien plus qu'ailleurs.

Pour O Bon (Fête des morts), à la mi-juillet, Yumiko ira passer quelques jours de congé d'été (quatre à cinq en moyenne pour les salariés japonais, lorsqu'ils sont effectivement pris) dans la famille de son mari à Hokkaido. Les bras chargés de cadeaux : faire des offrandes aux morts c'est bien, mais il serait malvenu d'oublier les vivants. Huit cadeaux donc. Même rituel lorsque le couple rendra visite à sa famille à elle. Et puis, de même que O Bon succède de peu à O Chugen en juillet, immédiatement après O Seibo vient le nouvel an. Là encore, cadeaux, mais familiaux cette fois ; cinq ou six en moyenne.

Moins prévisibles, mais à peine moins obligatoires, sont les cadeaux faits à l'occasion de mariages, naissances ou funérailles de gens appartenant à votre environnement familial et socio-professionnel. Pour chaque occasion, et toujours selon le rang du marié, du défunt ou de l'heureux père, on donne de l'argent : de



FRANCHINI.

5 000 à 50 000 yens (de 180 à 1 800 F).

En retour, le récipiendaire ou ses proches doivent vous rendre, en quelque sorte, la monnaie de votre billet : vous offrir à leur tour un cadeau équivalent à « moins de vous. Cela s'appelle O Kaeshi (donner en retour). Ces événements-là surviennent en moyenne une à deux fois par mois, mais se multiplient avec l'âge et les responsabilités. S'y ajoutent régulièrement diverses réceptions très formelles qui se terminent invariablement par la distribution de paquets cadeaux, tous identiques, à chaque invité courbé par la reconnaissance et l'etiquette.

La vie des Japonais est ainsi ponctuée, et leur portefeuille ponctionné, du 1^{er} janvier au 31 décembre, par ces rituels rigoureux, fréquents et essentiels. Il n'y a pas à s'y tromper : quel prix mettre, à quel degré s'incliner, comment se placer et s'habiller, etc., tout est très précisément codifié dans un livre indispensable pour savoir se comporter en société du début à la fin, du berceau au cercueil : le *Kankon Sosai*, vademecum du parfait Japonais, best-seller à des millions d'exemplaires, etc., cadeau indispensable.

R.-P. PARINGAUX.

France

Aux affaires européennes et porte-parole du gouvernement

M. Roland Dumas cumule, dans le gouvernement de M. Laurent Fabius, deux fonctions qui lui avaient été attribuées, dans le dernier gouvernement de M. Pierre Mauroy, sous la pression des circonstances. Il avait remplacé M. André Chenu, devenu premier président de la Cour des comptes en décembre 1983, aux affaires européennes, au moment où la France prenait la présidence de la Communauté, puis M. Max Gallo, élu au Parlement européen le 17 juin, au poste de porte-parole du gouvernement.

M. Dumas a joué un rôle diplomatique déterminant dans la désignation de M. Jacques Delors comme successeur de M. Gaston Thorn à la présidence de la Commission des communautés européennes. Le ministère de l'éducation nationale, laissé vacant par M. Savary, lui a été proposé. Il a décliné l'offre.

L'ami Roland

Dans les cercles concentrés et nombreux des familles du président, M. Roland Dumas occupe une place à part. N'a-t-il pas été, mercredi 18 juillet, le seul à voir le chef de l'Etat à trois reprises : le matin, au déjeuner et l'après-midi ?

C'est, il est vrai, entre tous, l'ami sincère, le compagnon constant, le confident et le conseiller qui sait garder un secret. Il n'ignore rien des aspects les plus confidentiels de la vie privée comme de l'action publique de l'ancien député de la Nièvre, dont il fut à chaque occasion l'avocat devant les tribunaux. Mais il est l'un des plus surs des confidences sur son voisin de la rue de Bièvre, chez qui il lui arrive fréquemment de prendre imprudemment un repas, avec qui il arpente souvent, le soir venu, les quais de la Seine ou les petites rues du quartier, avec qui, aussi, il fait ou faisait parfois une partie de tennis, chez qui il va souvent à Latché, et qu'il reçoit à l'occasion dans sa maison de Grondy, près de La Brède, patrie de Montesquieu.

Roland Dumas, né à Limoges le 23 août 1922, se souvient qu'enfant son père le conduisait aux meetings de Léon Blum, son père, fustillé par les Allemands et dont un monument, à Brantôme, rappelle la mémoire. Lui-même prit part à la Résistance, ce qui lui valut quelques médailles et de solides amitiés.

Dans les vagues

Puis ce furent le droit, sciences-po et la London School of Economics. Un temps, il hésita sur sa vocation. Le client — il a été du conservatoire — et l'opéra l'attirèrent. Il s'occupa de journalisme : il est le premier Français à interviewer Néguib en Egypte et Mossadegh en Iran. La politique le tenta, et, faisant par des amis la connaissance de François Mitterrand, en 1948, il adhéra à l'UDSR.

C'est au barreau qu'il s'inscrit en 1950, où il devient vite un maître. Son assise oratoire, sa désinvolture apparente, ses goûts mondains et son « parisianisme » s'allient à une compétence reconnue, parfois redoutée, et à un talent de négociateur efficace. Des causes célèbres accroissent sa notoriété. Il est à la barre de l'affaire de l'Observatoire, de celle des fuites, des réseaux FLN, de l'affaire Ben Barka, de l'affaire Markovic, de l'assassinat du prince de Broglie, des micros du Caviar enchaîné, de Radio-Riposte, où il défend encore une fois M. Mitterrand, et de plusieurs affaires de presse. A ces occasions, il apprend beaucoup sur le dessous des choses et les secrets de chacun. Il ne lui répugne pas non plus de plaider dans des affaires plus morales, qui définissent la chronique, comme la succession Picasso et la donation de Guernica. Il est l'avocat de Giacometti, de Chagall, du chanteur Plácido Domingo et de l'Opéra de Paris, des acteurs et actrices Roger Vadim, Bernadette Lafont ou Dawn Adams.

Pendant ce temps, l'ami de M. Mitterrand poursuit une

carrière politique qui, jusqu'en 1981, ne sera qu'à l'éclipse. En 1955, au nom de l'UDSR, il est élu député de la Haute-Vienne, mais le vague gaulliste le balaise deux ans plus tard. Entré à la Convention des institutions républicaines, toujours au côté de François Mitterrand, il profite des succès de la gauche de 1967 pour être élu député de la Corrèze, mais, un an plus tard, la nouvelle poussée gaulliste rend à M. Charbonnel son siège corrézien. En mars 1977, il fait une tentative infructueuse à l'élection municipale de Bordeaux. Enfin, en 1981, la « vague rose » lui permet de conquérir sur M. Yves Guéna la première circonscription de la Dordogne. En mai, au lendemain de l'élection présidentielle, il était au bras du nouveau président dans la mortuoria de la rue Soufflot vers le Panthéon.

Se fidière de plus de trente ans avait fait de lui un des rares cordistes et un des précieux hommes de confiance du premier secrétaire du PS. Il avait été en 1985 avec M. Borkar l'artisan du rapprochement entre M. Mitterrand, candidat à l'Elysée, et Waldeck-Rochet, alors secrétaire général du PC. Il a aussi rempli plusieurs missions confidentielles hors des frontières, auprès de Sekou-Touré en Guinée ou auprès de certains Etats arabes qui se méfiaient des progrès de la gauche française. On sait moins que les gouvernements d'avant mai 1981 avaient parfois utilisé ses bons offices pour sauver à l'étranger quelques personnes en difficulté ou remplir des missions de défense des droits de l'homme, comme au moment de la guerre du Pérou. A l'Elysée, M. Mitterrand l'a aussi chargé de démarches confidentielles auprès du colonel Kadafi ou du président Bongo, par exemple, et cette semaine encore en Europe pour s'assurer que M. Delors serait bien élu à la Commission de Bruxelles.

En nommant M. Roland Dumas, le 18 décembre dernier, ministre des affaires européennes, le chef de l'Etat a surtout voulu auprès de lui, pendant la présidence française du conseil des Communautés, un chargé de mission à temps plein. Celui-ci ne regrette pas aujourd'hui d'avoir depuis cette date parcouru en Europe plus de 62 000 kilomètres. Il se félicite du résultat obtenu pour la France en Europe, mais il n'ignorait pas non plus que son premier portefeuille ministériel était un test qu'on lui faisait subir.

Avec le sourire subtil dont il sait user au besoin — M. Thatcher a dit qu'elle le trouvait « charming » — ne se départissant jamais d'un certain humour, ayant le sens de la relativité des choses, M. Dumas, qui parle bien l'anglais et assez bien l'allemand — au point d'en faire l'hôte d'honneur devant un Claude Cheysson fort surpris lors d'une conférence de presse à Strasbourg — a fait aux yeux de M. Mitterrand la preuve de ses compétences ministérielles, qui méritent sans doute, dans un avenir proche, une autre promotion.

ANDRÉ PASSERON.

Libre

Le Monde
classés et documents

RECTIFICATIF. — dans le portrait de M. Pierre Joxe, publié dans le Monde du 21 juillet, nous avons écrit que le deuxième gouvernement Mauroy avait été constitué le 23 juillet 1981 ; c'est bien entendu, 23 juin 1981 qu'il fallait lire.

APRÈS LA RUPTURE AVEC LE GOUVERNEMENT

Le débat interne au PCF risque d'être paralysé

La décision du Parti communiste de ne plus partager la responsabilité de la politique de la gauche n'était pas inscrite clairement dans les déclarations des dirigeants du parti ces dernières semaines. Certes, M. Georges Marchais, dans une interview publiée par le Monde du 15 juin, avait exprimé ses craintes

Pour les « Izvestia »

LE RETRAIT DU PC « AFFAIBLIRA » LE GOUVERNEMENT

Moscou (AFP). — La participation des communistes au nouveau gouvernement français « affaiblira incontestablement les positions » de celui-ci, estiment vendredi 20 juillet les Izvestia, dans un premier commentaire de la presse soviétique sur le retrait du PCF.

L'organe du gouvernement soviétique écrit : « La défaite de la gauche aux élections européennes, puis aux élections municipales, ainsi que les sondages d'opinion ont montré que le gouvernement a perdu le soutien de la majorité de la population ». « Néanmoins, note-t-il, les socialistes n'ont pas l'intention de renoncer à leur politique. » En conséquence, « le gouvernement a rendu sa tâche encore plus complexe », car « les données économiques continuent d'empêcher », tandis que « s'exacerbe la situation politique intérieure ».

Parmi les options gouvernementales en matière de politique extérieure qui, selon les Izvestia, ont fait l'objet d'une « critique acerbe » au sein du PCF, le journal cite « le soutien de Paris à la décision de l'OTAN relative à l'installation de missiles américains en Europe occidentale, le refus de comptabiliser l'arsenal nucléaire français dans le calcul des forces occidentales et l'intervention militaire au Tchad ».

Une « situation nouvelle » pour le centre gauche

« L'organisation du centre gauche ne doit se faire ni à contre temps, ni d'importance comment, ni à l'importance quel prix », telle avait été la leçon tirée de l'échec de la liste ERE aux élections européennes. Les conditions qui n'étaient pas réunies le 17 juin le sont-elles aujourd'hui ?

Pour M. Michel Crépeau, ancien président du MRG, qui, dans le nouveau gouvernement, a vu augmenter son secteur de compétences ministérielles, la réponse est « oui ». Après la décision du PC de ne plus participer au gouvernement, il estime : « Le bon sens montre qu'une situation politique nouvelle est en train de se créer. Je ne doute pas qu'elle rende désormais crédibles les initiatives qui permettront de rassembler les trois courants : Français et Français qui souhaitent d'autres dimensions pour la majorité présidentielle et des chances renforcées pour la démocratie et pour la France. » Pour sa part, M. Jean-Michel Baylet, actuel président du MRG, trouve logique le départ des communistes en raison de « l'état grandiloquent » sur lequel depuis plusieurs mois il « insistait ». « Une politique de rigueur, de modernisation et de rassemblement voulue par le président de la République et les analyses proposées par le Parti communiste ».

M. Crépeau, lui, rappelle la nécessité de soutenir la politique du président de la République et « la loyauté de l'alliance [des radicaux] avec les socialistes ».

Le « soutien sans participation » décidé par les communistes n'est pas pour autant, aux yeux de certains radicaux de gauche, la condition idéale pour envisager ouvertement un élargissement vers le centre de la majorité présidentielle. Les mêmes considèrent que M. Fabius ne commence par son action dans des conditions idéales : « Le peuple de gauche a suffisamment de pierres dans son jardin pour ne pas se réjouir de celles que le PC vient de lui lancer ».

Du poids que pèsera le MRG dans le gouvernement complété au début de la semaine prochaine dépendra la stratégie que les partisans d'une surreprésentation du centre gauche adopteront. On ce poids sera im-

portant, et les membres radicaux du gouvernement seront à la pointe de l'opération ; ou ce poids sera modeste, et c'est de l'extérieur que devra venir une opération de rassemblement. Sous la V^e République, un chef de gouvernement n'est pas censé négocier avec les partis. Certes, après le départ du PC s'ouvrait une période de « resserrement » du PS autour du PS, qui devrait précéder l'étape suivante : celle de « l'ouverture ».

Les résultats de ces élections pouvaient, certes, amener les communistes à changer d'avis sur la politique qu'ils devaient mener. Toutefois, le rapport présenté par M. Claude Poperen, au nom du bureau politique, lors de la réunion du comité central, les 26 et 27 juin, indiquait : « Nous sommes décidés à agir, au gouvernement comme partout, pour faire avancer les choses... » La résolution adoptée par le comité central soulignait, comme le rapport du bureau politique, la nécessité d'une « relance » de l'action gouvernementale, en fonction des objectifs de 1981, et ajoutait : « Les communistes sont déterminés à agir dans ce sens, au gouvernement, dans les assemblées élues comme dans tous les pays ».

Certes, les réactions de l'Humanité aux mesures gouvernementales telles que la hausse du prix de l'essence, témoignaient d'une escalade dans la critique, mais, même si le quotidien du PCF donnait, comme souvent, une vigueur pari-

■ M. Marchais repart en vacances. — M. Georges Marchais devait quitter Paris vendredi 20 juillet au soir pour continuer ses vacances en Roumanie, interrompues par l'annonce du remaniement gouvernemental suivi par la décision du PCF de ne pas participer au nouveau gouvernement de M. Laurent Fabius. Le secrétaire général du PCF, qui séjournerait depuis le 1^{er} juillet sur les rives de la mer Noire, était rentré précipitamment à Paris mercredi 18 après-midi par un avion spécial. M. Marchais doit repartir samedi 20, précise-t-on de source communiste.

L'emploi par M. Laurent Fabius, dans la déclaration qu'il a faite mardi soir juste après sa nomination, du mot « rassembler » ouvre d'autre part, selon M. Olivier Stirn, une perspective. Pour le président de l'UCR — les conditions d'un rassemblement sont envisagées avec le MRG, les gaullistes de gauche, mais aussi avec M^{me} Francine Gomez et les écologistes de Brice Londe. — Pour le député du Calvados, après le départ du PC s'ouvrait une période de « resserrement » du PS autour du PS, qui devrait précéder l'étape suivante : celle de « l'ouverture ».

De son côté, M. Gabriel Péroquet, président d'honneur du Parti radical (valoisien), ancien ministre, estime que « le tournant du septennat peut entraîner à plus ou moins court terme une redistribution des cartes politiques que l'on attendait depuis longtemps ». « Le PC, de l'autre, l'entrée dans l'antichambre de l'opposition du PCF ».

Pour peu, ajoute M. Péroquet, que le nouveau chef du gouvernement, dont l'intelligence et l'ouverture d'esprit et d'action sont reconnus sans ambages, sache créer le changement de climat indispensable à une vie politique saine, appliquer un programme défini, réaliste et courageux, des recensements pourront alors devenir enfin possibles.

En tout état de cause, l'opposition doit, dès aujourd'hui, dit-il, changer de langage et de comportement et réviser sa stratégie.

A. Ch.

culière à ses attaques, celles-ci paraissent s'inscrire dans l'orientation qui s'était dégagée des débats du comité central : il fallait valoriser davantage une participation gouvernementale qui se trouvait, du même coup, confirmée. M. Marcel Rigout, alors ministre de la formation professionnelle, membre du comité central, avait indiqué, dans les déclarations qu'il avait faites à Rome le 29 juin, que la grande majorité des intervenants, lors de la réunion des 26 et 27 juin, s'étaient prononcés en faveur du maintien de la participation. L'objectif de « valorisation » de celle-ci apparaissait aussi, clairement, dans l'éditorial du numéro de juillet-août des Cahiers du communisme, rédigé par M^{me} Mireille Bertrand, membre du bureau politique (le Monde daté 15-16 juillet).

Il apparaît donc que si la décision de rupture était prise dans son principe elle a été masquée dans les interventions publiques du PCF. Une hypothèse vraisemblable est, d'ailleurs, que la rupture était prévue pour le moment où le débat budgétaire aurait lieu à l'Assemblée nationale. La formation d'un nouveau gouvernement aurait précipité les choses, car le PCF ne pouvait pas avaliser les choix de M. Laurent Fabius, en entrant dans son équipe, pour les refuser trois mois plus tard, dans leur traduction budgétaire.

LES CONDITIONS DE LA DÉCISION COMMUNISTE

Un communiqué du PCF

L'Humanité publie, samedi 21 juillet, un « communiqué du secrétariat du PCF », qui « dément catégoriquement et avec indignation » ce qu'écrivait le Monde (daté 21 juillet) sur les conditions dans lesquelles la direction du PCF avait décidé de ne pas participer au gouvernement de M. Laurent Fabius. Selon ce communiqué, « la direction du parti a été informée, par Charles Fiterman qui venait de l'apprendre, de l'imminence d'un changement de premier ministre quelques instants avant que ce changement soit annoncé publiquement, le mardi 17 juillet à 20 heures ».

« Aucun membre du bureau politique, continue le communiqué, aucun ministre communiste, ne disposait, auparavant, de cette information. Aucun échange de propositions lié à un changement en préparation n'a eu lieu, et aucun accord ou refus de participation du Parti communiste français à un prochain gouvernement n'a été donné. Aucune discussion sur ce problème n'a eu lieu auparavant, que ce soit au secrétariat, au bureau politique ou au comité central. C'est seulement après une première entrevue

avec Laurent Fabius, le mercredi 18 juillet à 19 h 15, puis l'envoi d'une lettre par le comité central à 3 heures le matin du jeudi, puis une nouvelle entrevue à 4 h 30, que le comité central a décidé la position du Parti communiste français et l'a rendue publique ».

Parmi ceux qui étaient présents, l'unité ne s'est pas faite sur la question de la participation. Certains partisans d'un débat de fond au sein du parti, sur son fonctionnement ou sur ses rapports avec les pays de l'Est, estimaient qu'ils déserviraient leur cause s'ils apparaissaient, comme les opposants de 1978, trop attachés à l'union avec le PS.

Tous, cependant, estiment que la conjoncture créée par la rupture rendra leur tâche nettement plus difficile et que le débat préparatoire au prochain congrès risque d'être, comme celui de 1978-1979, paralysé par un réflexe d'autodéfense du PCF, face aux critiques que la position qu'il a adoptée va lui valoir à gauche.

PATRICK JARREAU.

LES CONDITIONS DE LA DÉCISION COMMUNISTE

Un communiqué du PCF

Le Monde malinait ses informations, puisées au meilleur des sources, sur le fait que le Parti communiste avait été informé dès le lundi 16 juillet du changement de gouvernement en préparation et des propositions de ministères qui lui étaient faites, ainsi que sur l'accord de principe communiqué, en retour, par M. Jack Ralitte sur la participation de son parti à la nouvelle équipe.

Au reste, mercredi soir 18 juillet, avant la réunion du comité central, M. Ralitte nous avait interpellé en présence de plusieurs confédérés, dans le hall du siège du PCF, à propos des formations publiques, le même jour, par le Monde (daté 19 juillet) sur la réunion des quatre ministres communistes dans le bureau de M. Fiterman, mardi soir. « C'est complètement faux ! », avait lancé M. Ralitte, puis il avait, avant de s'éloigner, ajouté : « Il y a ce que vous savez, et il y a ce que vous ne savez pas. » Il y a ce que nous savons. — P. J.

PASSATIONS DE POUVOIRS

Vous êtes le meilleur...

A entendre les compliments qui s'échangent entre anciens et nouveaux ministres, lors des passations de pouvoirs, on se demande pourquoi s'en vont ceux qui, à en croire leurs successeurs, ont si bien réussi. La réponse est simple. M. Pierre Bérégovoy l'a formulée vendredi : « Je placerais mes pas dans les empreintes que tu as laissées », a-t-il dit à son ami Jacques Delors. Un ami avec lequel il n'a jamais eu l'ombre d'une différence, a-t-il précisé comme s'il en était besoin.

Et puis ce compliment — « le meilleur que l'on puisse faire » — dont les économistes, sinon les politiques, apprécieront la valeur : « Là où Raymond Barre a échoué, tu as réussi. » Cette référence s'applique à la lutte contre l'inflation. M. Bérégovoy n'a pas parié des finances publiques.

Le nouveau ministre de l'économie et des finances saura, quant à lui, piloter « le volier France » qui a quitté le mauvais ruisseau, celle de l'assoupissement doré pour celle, excitante, de l'adaptation à son temps et au dynamisme retrouvé.

Au ministère des affaires sociales, gardant en tête cette métaphore marine de son ami Jacques Delors, M. Bérégovoy a

souhaité « bon vent » à M^{me} Georgina Dufour, qui lui succède. Tenez-vous prêts, lui a-t-il dit. Tenez-vous prêts, a répondu M^{me} Dufour, puisque « vous avez gagné un défi : personne ne croyait possible d'asseoir la Sécurité sociale sans démanteler le système de protection sociale ». Et elle non plus ne rêve pas d'autre chose que de continuer la politique menée par son prédécesseur.

Le changement dans la continuité, donc. Mais, si les ministres prétendent ne pas devoir recourir à une autre politique, le paysage, lui, va peut-être se modifier. M. Bérégovoy le redoute, semble-t-il. Il a invité les partenaires sociaux à participer « dans le calme » à la mutation de la société. En insistant : « J'ai dit dans le calme. » Et à nouveau la métaphore : « Nous sommes au milieu du gué et près de la rive de l'espoir. » Il faut par conséquent que « toutes les bonnes volontés s'associent » à l'effort de rigueur.

Passé le temps des toasts, M. le ministre de l'économie et des finances sait parfaitement que vient le temps des annués, parfois le temps des tempêtes...

FRANÇOIS SIMON.

France

Selon deux sondages

La nomination de M. Fabius est bien accueillie par les Français

Deux sondages, publiés samedi 21 juillet dans la presse parisienne, font ressortir qu'une majorité des personnes interrogées accueillent positivement la nomination de M. Laurent Fabius comme premier ministre.

Selon un sondage Louis Harris - le Parisien libéré, (réalisé les 19 et 20 juillet auprès d'un échantillon de huit cents personnes), 60 % des personnes interrogées font « plutôt confiance » à M. Fabius pour diriger le gouvernement, alors que 10 % ne lui font « plutôt pas confiance » ; 21 % n'expriment pas d'opinion.

Selon le second sondage IFRES - le Quotidien de Paris, (réalisé du 18 au 20 juillet auprès d'un échantillon de mille personnes), 54 % des personnes interrogées ont une « très bonne » ou « bonne » opinion du nouveau premier ministre, 20 % une « mauvaise », et 26 % ne se prononcent pas. Dans le même sondage, à la question : « La nomination de M. Laurent Fabius aura-t-elle un effet positif sur la situation politique ? », 46 % des personnes interrogées répondent oui, 36 % non, 18 % ne se prononcent pas. Pour ce qui est de la situation économique, la réponse à la même question donne 40 % de oui, 39 % de non, 21 % ne se prononçant pas.

PRÉCISION. - Dans l'article consacré à la majorité sénatoriale dans le Monde du 21 juillet, une imprécision peut laisser planer un doute sur les conditions dans lesquelles doivent être votées les lois organiques. Ces lois qui sont destinées à préciser les conditions d'application de la constitution, ne doivent d'après l'article 46 de celle-ci, être votées dans « les mêmes termes » par les deux chambres du Parlement que si elles sont « relatives au Sénat ».

Pour les autres lois organiques les députés peuvent imposer leur point de vue aux sénateurs. Mais, si les deux chambres ne sont pas d'accord, l'Assemblée nationale doit se prononcer « à la majorité absolue de ses membres ».

Parlement : la fin d'une parenthèse

Depuis l'intervention du président de la République, le 12 juillet, le Parlement - cependant en session extraordinaire - semble avoir été mis entre parenthèses. M. François Mitterrand s'était pourtant adressé à ses membres, particulièrement à ceux qui représentent l'opposition. Car si ce sont les résultats électoraux du 17 juin et la manifestation du 26 juin qui ont amené le chef de l'État à donner un nouveau visage à sa politique, c'est la manière dont les élus du RPR et de l'UDF avaient commencé à bloquer la machine législative qui l'a contraint à intervenir pour « assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics », conformément à la mission que lui confie la Constitution.

La semaine qui s'ouvre va permettre aux parlementaires de retrouver leur rôle. D'abord, bien entendu, parce que c'est à eux que le nouveau premier ministre va présenter son programme et que l'Assemblée nationale se prononcera par un vote, le mardi 24 juillet, sur la confiance qu'elle accorde - les socialistes détiennent la majorité absolue - au gouvernement de M. Fabius. Ensuite, parce qu'ils vont reprendre leur travail législatif.

Le décret signé le 19 juillet au soir par le président de la République pour modifier l'ordre du jour de cette session extraordinaire confirme en tous points ce qu'il avait déclaré le 12 juillet : le projet sur l'enseignement privé disparaît, mais, avant de se mettre en vacances, le Parlement examinera le projet de modification de l'article 11 de la Constitution sur l'extension de possibilités de recours par le chef de l'État au référendum et schéma l'examen de six projets de loi : deux sur la Nouvelle-Calédonie, un sur la Polynésie, deux sur la retraite des hauts fonctionnaires et des magistrats de la Cour de cassation, celui sur la presse.

Pas de difficultés à attendre en ce qui concerne les territoires d'Outre-mer. Un accord est même intervenu en commission mixte paritaire entre les

représentants des deux chambres sur les conditions d'élection de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie. Pour le reste, rien n'indique que l'obstruction qui avait régné ces dernières semaines va disparaître. La nouvelle équipe ministérielle ne peut pas être assurée d'un « état de grâce » parlementaire. D'abord, à cause de la stratégie que l'opposition paraît mettre en place face au référendum annoncé par le président de la République. Ensuite parce que le projet sur l'abaissement de l'âge de la retraite n'est guère bien vu au Palais du Luxembourg, où il est en instance à la commission des lois. Enfin, parce que le dossier délicat de la presse reste ouvert.

MM. Mitterrand et Fabius ont donc décidé de continuer à défendre ce projet, malgré les réserves qu'il avait soulevées, y compris auprès de certains socialistes qui contestaient, il est vrai, non pas le fond mais la forme. D'ores et déjà, il est envisagé de maintenir sa discussion en deuxième lecture au Palais du Luxembourg les 26, 27 et 31 juillet, comme cela avait été décidé avant que l'ancien gouvernement ne démissionne. Les sénateurs ne démissionnent qu'après la révision de la Constitution. C'est aussi aux sénateurs que va se heurter, dans un premier temps, le nouveau gouvernement.

Est-il possible d'imaginer un arrangement entre le pouvoir et la minorité ? Les journaux de la presse, alors que la commission spéciale qui étudie ce texte avait demandé son retrait au lendemain de la nomination de M. Fabius à Matignon ? Rien n'est moins sûr tant les positions des uns et des autres sont pour l'heure éloignées.

De toute façon, quelle que soit la solution que retiendra finalement le Sénat, le petit groupe de députés qui en cette affaire a pris la défense de M. Robert Hersant n'a guère de raison de cesser son combat. Ayant déjà l'impression d'avoir remporté une victoire pour l'enseignement privé, il peut être tenté d'augmenter cet acquis.

THIERRY BRÉHER.

Ecole : le trouble des socialistes

Le retrait du projet Savary, le dépôt du projet de loi portant modification de l'article 11 de la Constitution, au-delà même des risques politiques de l'opération référendum (le Monde du 21 juillet), posent, pour les socialistes, plus de questions qu'ils n'apportent de réponses quant à l'évolution du débat sur l'école.

Au moins en privé, certains, qui constatent que l'affaire scolaire a empoisonné le climat en France au-delà de ce qu'ils redoutaient, se réjouissent de ce retrait et souhaitent qu'on « ne remette pas ça ». D'autres se résignent, comme M. Bernard Derrozier, proche de M. Mauroy et qui a été rapporteur du projet. Pour le député du Nord, cette « décision de sagesse » n'en revient pas moins à un peu à jeter aux ordres le résultat d'une méthode d'un travail.

M. Michel Sapin, député de l'Indre, observe que le président de la République a, pour la première fois, joué son rôle d'arbitre, de modérateur du jeu politique avec, souligne M. Sapin, tout ce que cela coûte, y compris vis-à-vis de sa propre majorité.

Si la gauche est en passe de s'arracher une épave du pied, elle ne peut pour autant suspendre son pas. La nouvelle initiative législative, qui semble inévitable, pourrait, selon le sentiment le plus généralement exprimé, s'opérer en deux étapes.

Un premier projet, à la rentrée, se bornerait à régler ceux des problèmes qui peuvent être traités sans soulever de nouvelles passions. Un deuxième projet, plus politique, intéresserait les libertés, suivrait et pourrait éventuellement être soumis à référendum, si le processus de modification de l'article 11 a suivi son cours. C'est l'hypothèse avancée, notamment par M. Didier Chouët, député des Côtes-du-Nord, qui a fait partie des députés « savaryistes », alors que M. Bernard Poignant, autre député « savaryiste » breton (Finistère), affirme : « Il ne peut pas y avoir sur la question scolaire un texte technique sans charge politique et passionnelle. La gauche, si elle légifère seule, ne recommandera pas après 1986. »

La solution d'une démarche en deux temps semble pourtant la plus attendue. Encore qu'il ne soit pas exclu que le deuxième temps (le dépôt d'un projet « politique ») soit « oublié » jusqu'en 1986. Certains l'espèrent ; d'autres le redoutent ;

d'autres encore s'y attendent de toute façon.

Cette hypothèse est envisagée par des responsables politiques obligés de « prendre en compte l'environnement », comme le dit M. Derrozier. Mais tous les députés du parti manifesteront-ils leur aptitude à savoir faire de la politique, selon la phrase assassine de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS (le Monde du 18 juillet), que ce cas de figure n'en heurterait pas moins une bonne partie de la base socialiste qui n'est pas tenue par les mêmes contraintes et qui a déjà eu l'occasion de surprendre une partie de l'appareil du PS par sa sensibilité à la défense de la laïcité (le Monde du 27 mars).

« Il y a un vrai problème », reconnaît M^{me} Martine Buron, membre du secrétariat national du PS. Pourtant, à ces laïques, au nombre desquels il se range, M. Derrozier dit qu'il « doit avant tout comprendre où est leur intérêt ; c'est de durer si possible au-delà de 1986 ».

La nomination de M. Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'éducation nationale vient encore compliquer le jeu. Certes, le CERS est resté majoritairement en dehors du débat sur l'école privée, jugé mal engagé dès le départ, et surtout perché comme une occasion de gaspillage inutile d'énergie et de crédibilité politique. Mais certains membres du bureau exécutif, qui ont du mal à oublier l'attitude passée du CERS à l'égard de la politique économique du gouvernement, ont déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à se montrer réalistes à condition que les amis du nouveau ministre se tiennent coi (nos dernières éditions du 21 juillet). A l'évidence, au premier faux pas du CERS, quelques rancœurs accumulées ne manqueraient pas de s'exprimer à l'encontre de M. Chevènement.

Reste enfin à éviter un nouvel enlèvement du pouvoir sur ce terrain. Le départ des ministres communistes du gouvernement illustre aussi une réalité incontournable, que souligne M. Jean-Jack Queyranne, membre du secrétariat national du PS : « Il est vrai que l'impératif économique et social est imminent, il y a plus d'urgence sur le terrain économique [que dans le dépôt d'un nouveau texte]. Les Français nous attendent sur ce terrain-là. »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

DEUX POINTS DE VUE SUR LA PROCÉDURE RÉFÉRENDAIRE

On n'a pas le droit de jouer avec le suffrage universel

par FRANÇOIS GOGUEL (*)

À en juger par ce qui se dit et s'écrit depuis quelques semaines, on pourrait penser que la France est un pays dans lequel les libertés fondamentales des citoyens sont fort mal définies, et où rien n'en garantit le respect. En somme, sans s'en douter, les Français ne vivraient pas dans un « état de droit », et il serait urgent de remédier enfin à une situation aussi fâcheuse.

Or c'est exactement l'inverse qui est vrai. Depuis que valeur constitutionnelle a été donnée par le préambule de la Constitution de 1958 à la Déclaration des droits de l'homme de 1789 et au préambule de 1946, qui fait lui-même référence aux « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République » et qui énonce des « principes politiques, économiques et sociaux particulièrement nécessaires à notre temps », les libertés fondamentales sont définies dans notre pays, beaucoup mieux qu'elles ne l'étaient jamais dans d'autres, par un ensemble impressionnant de textes.

Quant à l'exercice de ces libertés, depuis longtemps protégé contre l'arbitraire gouvernemental par le Conseil d'État, il est désormais aussi contre l'arbitraire éventuel du législateur par le Conseil constitutionnel. Les juristes avertis ne sont pas seuls à voir en celui-ci le défenseur vigilant et efficace des libertés publiques. La plupart des Français en ont conscience, comme l'a démontré un sondage d'opinion opéré par la SORFES en septembre 1983 : avec de très faibles différences selon leur préférence partisane, ils sont massivement favorables (dans une proportion qui va des trois quarts à plus des quatre cinquièmes) à l'existence et au rôle du Conseil constitutionnel, qui « veille à la régularité des lois et des élections ».

Ce sont de pures et simples raisons de conjoncture qui, depuis le début de l'été, ont provoqué, de la part de l'opposition, puis du pouvoir, des initiatives impromptues de déviation, voire de détournement de la procédure référendaire.

C'est pour embarrasser la majorité de l'Assemblée nationale que le Sénat a proposé de soumettre à un référendum la loi scolaire adoptée

par cette assemblée ; nul ne pouvait penser au Palais du Luxembourg qu'une telle proposition serait acceptée au Palais-Bourbon.

C'est pour embarrasser l'opposition, en semblant la prendre au mot, que le président de la République a annoncé le dépôt d'un projet de révision de l'article 11 de la Constitution, destiné à élargir le champ ouvert aux consultations référendaires, en y incluant tout ce qui concerne les libertés publiques, et qu'il a fait savoir qu'une fois ce projet adopté par les deux chambres ce serait la loi qui serait appelée à le ratifier par référendum. Sans doute espérait-il aussi qu'un résultat positif de cette consultation pourrait être présenté comme une marque de confiance en sa personne.

Mais on n'a pas le droit de jouer ainsi avec le suffrage universel. Consulter le peuple par référendum est une affaire fort sérieuse, dont les conséquences doivent être minutieusement pesées.

La risque considérable que comporte le processus engagé le 12 juillet par François Mitterrand, c'est de mettre à la merci d'une majorité de rencontre, pour les avoir privés en fait de leur caractère constitutionnel, tous les textes qui définissent aujourd'hui les libertés fondamentales, non seulement des citoyens, mais de tous ceux, quelle que soit leur nationalité, qui vivent en France. Car, l'expression directe de la souveraineté nationale, toute loi adoptée par référendum échappe par là même au contrôle du Conseil constitutionnel - celui-ci l'a constaté en novembre 1982. Le Conseil ne pourrait donc pas s'opposer à la promulgation d'une telle loi, même si, sous prétexte d'en définir les conditions d'application, elle portait atteinte à une liberté fondamentale.

Si l'article 11 devait être révisé dans les conditions actuelles

(*) Ancien membre du Conseil constitutionnel.

Le Sénat entre la sagesse et le désordre

par GÉRARD DELFAU (*)

privé et sur l'abaissement de l'âge de la retraite pour les hauts fonctionnaires. Comme le président Poincaré s'apprêtait à donner congé au personnel, c'est-à-dire à fermer la Haute Assemblée, on peut affirmer que l'opposition a tenté d'inventer la « panne législative ».

En somme, nous étions en passe de devenir des parlementaires empêchés de s'exprimer par leurs collègues. Situation intolérable. Il fallait bien que le président de la République, garant de la Constitution, ordonne de cesser le blocage. La méthode choisie par lui, tous les commentateurs l'attestent, est irréprochable.

L'annonce du retrait du projet de loi Savary et la proposition d'une révision constitutionnelle ratifiée par référendum témoignent à la fois de son sens du compromis et de sa volonté de ne pas laisser paralysier les institutions. Comment mieux apparaître les incohérences et les divisions de l'opposition qu'en la mettant au défi de voter ce qu'elle a réclamé elle-même au Sénat : l'élargissement du droit de recours au référendum. Si elle s'y dérobe, en usant d'astuces tactiques, elle

(*) Sénateur de l'Éclat, membre du secrétariat national du Parti socialiste.

perdra la face devant l'opinion. Si elle s'y prête, c'est la démocratie tout entière qui y aura gagné. Ou au passage François Mitterrand fasse la preuve de son autorité et qu'avec lui les socialistes manifestent une fois encore leur aptitude à étendre le champ des libertés n'a rien de naturel. En revanche, l'opposition doit réfléchir avant de se déterminer.

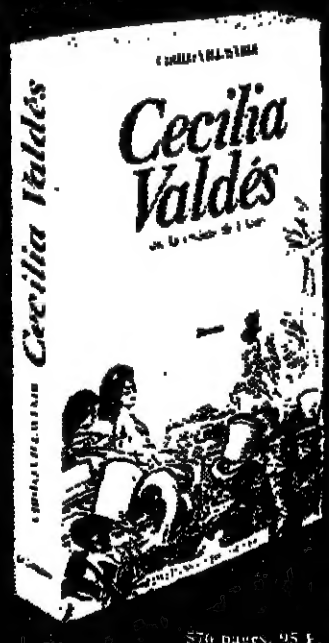
Une bataille qui se livrerait hors des couloirs feutrés du Parlement et dans laquelle elle incarnerait la tradition du retour aux pires moments de la IV^e République risquerait de ne pas tourner à son avantage. Notre pays n'aime pas le désordre. Et si, abusant de sa force au Sénat, elle essayait, comme on le lui conseille de l'extérieur, de revenir, à l'occasion de ce débat, un accroissement considérable du rôle de la Haute Assemblée, elle pourrait bien faire un marché de dupes. On ne force pas impunément à ce point l'énergie de la Constitution.

Nous avons, pour notre part, trop de respect de notre mandat pour engager la Haute Assemblée dans la voie de l'aventure. En 1989, nous étions au premier rang pour défendre le Sénat contre le général de Gaulle. Aujourd'hui, si besoin est, nous saurons le défendre contre lui-même, en faisant juger les Français. Mais sans aucun doute, la sagesse prévaut.

Mais point n'est besoin pour cela qu'il soumette un texte de loi aux électeurs. La révision de l'article 11 ne devrait avoir pour objet que de donner au président de la République, le droit de demander lui-même, directement, au peuple français, celui-ci lui conserve, ou non la confiance qu'il lui avait manifestée le jour où il l'avait porté à la tête de l'État.

Cecilia Valdés
ou la colline de l'Ange

Traduit de l'espagnol par Jean Lamoignon



376 pages, 95 F.

Une puissante œuvre anti-esclavagiste publiée à La Havane en 1839. La sensualité, l'ardeur et la passion d'une mulâtresse presque blanche que la jalousie mènera jusqu'au crime.

Editions La Découverte
1, place Paul-Painlevé, Paris 13^e - Tél. : 455 41.36

Le Monde
dossiers et documents

LE CINÉMA EN FRANCE

NUMÉRO SPÉCIAL - JUILLET-AOÛT 1984 - 8 PAGES - 5,50 F

مكرام الكحل

Maitrise de l'Énergie

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE

JUILLET 1984 • NUMÉRO 14

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, sur quatre pages achetées au journal Le Monde.

UNE RESSOURCE STABLE POUR L'AFME

Les moyens de l'indépendance énergétique

La nécessité d'une ressource régulière et suffisante (affirmée d'ailleurs par le président de la République) permettant à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie d'accomplir sa mission est d'actualité. Reste à en déterminer le montant souhaitable. Pour cela, il faut tout d'abord rappeler les objectifs fixés à l'Agence.

Ceux-ci ont été définis par le groupe long terme énergie du Plan. Ils figurent dans le programme prioritaire d'exécution n° 5 de la deuxième loi de Plan. Un contrat de plan Stat-Agence, couvrant la durée du IX^e Plan (1984-1988) devrait, par ailleurs, venir préciser ces objectifs et définir les moyens permettant, après vérification, de réorienter l'action entreprise, au vu de la conjoncture économique.

Le but fixé vise à réduire la dépendance énergétique de la France de 5,8 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) en moyenne annuelle. Ce chiffre se décompose comme suit : 4,1 Mtep d'économies d'énergie ; 0,65 d'énergies nouvelles et renouvelables ; 1,13 de substitution par le charbon ou l'électricité à haut rendement.

Pour atteindre cela, on estime à 35 milliards de francs par an le montant des investissements nécessaires (auxquels il faut ajouter 4 milliards de francs pour la maîtrise des matières premières). Compte tenu du niveau de ses interventions, l'Agence doit, pour pouvoir arriver à ce résultat, disposer de fonds représentant annuellement 4 milliards de francs — étant entendu que n'entrent pas dans ce calcul les sommes affectées à la recherche, qui doivent continuer à être alimentées par des fonds budgétaires.

Ce financement doit être naturel.

Le bilan de deux années d'existence a montré l'efficacité de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Reste posée la question de la stabilité et de la garantie dans le temps de ses moyens.

ment recouvrer, à niveau constant, la durée du Plan. Le grand défaut de la situation actuelle réside en effet dans l'absence de continuité. Soumis à des régulations budgétaires (qui se traduisent par des amputations financières, puis par l'octroi de Fonds spéciaux des grands travaux qui constituent des ajouts), les moyens financiers dont dispose l'Agence sont l'objet de réajustements perpétuels. Sans doute la ressource est-elle, au total, croissante. Mais, d'une part, elle n'est pas à la hauteur des objectifs fixés par le gouvernement (environ 2,5 milliards de francs au lieu des 4 milliards nécessaires) ; d'autre part, elle est aléatoire. Car la décision d'engager un processus du type Fonds spécial des grands travaux n'a rien d'obligatoire. C'est au gouvernement d'en apprécier l'opportunité ; au Parlement de ratifier ou non celle-ci par son vote. Liée directement à la situation économique, l'enveloppe ainsi

dégagée est doublement variable : dans son contenu et dans ses modalités d'application. Une telle instabilité rend difficile la définition et l'affichage d'une politique constante. Encore plus, bien sûr, sa réalisation.

Or, nous l'avons dit, les investissements sont lourds. L'action qui consiste à modifier radicalement les habitudes antérieures ne peut porter ses fruits qu'à terme. Pour mener cela à bien, il faut pérennité et sérénité.

Justifiée par les objectifs à atteindre, la ressource permanente l'est aussi par les résultats qu'elle permet d'obtenir. Les 4 milliards dont il est question amèneraient en effet un gain annuel équivalent en devises par les économies et substitutions qu'ils entraîneraient et l'on sait par ailleurs que les interventions de ce type ont des répercussions importantes sur l'activité économique et le maintien de l'emploi.

Tout cela est bel et bon, objectera-t-on, mais où trouver l'argent nécessaire à cette ressource ? Là encore, il faut, pour apporter une réponse à la question, se remémorer la grande ambition de la maîtrise de l'énergie : la réduction de la dépendance énergétique de la France. Dès lors qu'il s'agit de diminuer les importations, il y a une certaine logique à taxer la consommation des produits énergétiques importés. C'est ce que propose l'AFME, étant bien entendu que cette taxe doit être destinée à l'alimentation des opérations de maîtrise de l'énergie et que, puisqu'il s'agit de freiner toutes les importations énergétiques, il convient, pour être équitable, de taxer toutes les énergies achetées à l'étranger.

Ainsi pourraient être assurées la stabilité et la continuité si nécessaires à l'action de l'Agence. Il suffirait, pour cela, d'une faible taxation unitaire, de l'ordre de quelques centimes. Tout le monde y trouverait son compte. Y compris la morale, ce qui, après tout, est aussi un élément de la vie d'un pays.

UN MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. François Mitterrand, président de la République, nous a autorisé à reproduire la lettre qu'il a adressée à Michel Rodot, président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Celui-ci l'avait guidée lors de sa visite, à Conflans-Sainte-Honorine, des réalisations menées dans le cadre de l'opération « ville pilote ».

Monsieur le Président,

Vous m'avez présenté, le 15 juin dernier, les résultats d'une opération de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie dans la ville de Conflans-Sainte-Honorine.

J'ai pu ainsi voir de près une réalisation qui me paraît exemplaire à plus d'un titre :

— dans sa conduite tout d'abord : l'Agence a pu faire œuvre en commun vers un même objectif la municipalité, les associations locales, les unions professionnelles, les habitants ; même les écoliers ont participé à l'opération au travers d'expériences pédagogiques novatrices qui les ont sensibilisés aux problèmes de l'énergie ;

— dans ses résultats aussi : les nombreux témoignages que j'ai recueillis au cours de ma visite montrent bien ce que le bilan global et nécessairement abstrait que vous m'avez présenté — 60 millions de francs de travaux engagés sur 1 800 chantiers et 10 millions de francs de réduction de la facture annuelle d'énergie — signifie concrètement pour chaque citoyen de la ville.

Cette action en profondeur mérite d'être largement connue et reproduite dans d'autres municipalités. Elle me confirme dans la nécessité de poursuivre sans relâche la politique de maîtrise de l'énergie que nous avons engagée et qui reste une composante essentielle de notre politique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

F. Mitterrand

François MITTERRAND

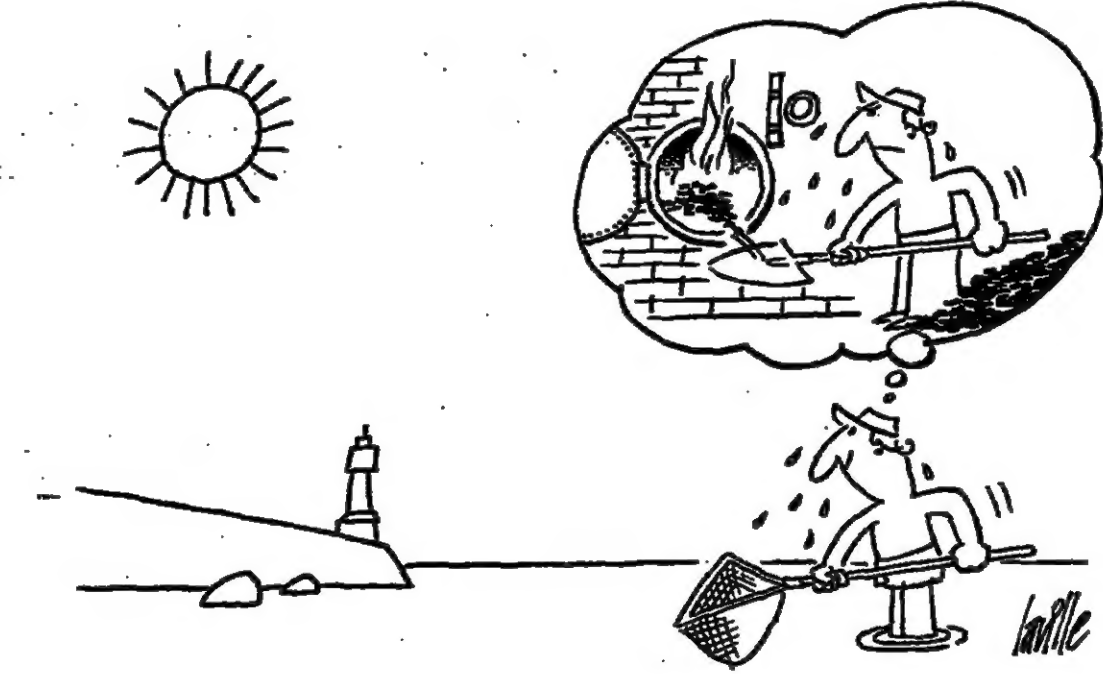
Vous avez dit 22 centimes ?

Que le terme « économies d'énergie » figure dans le communiqué, qu'il soit indiqué que, sur les 22 centimes d'augmentation du prix du carburant automobile, 20 iraient à la Caisse nationale de l'énergie, et il n'en a pas fallu plus pour que l'on traduise : « Cet argent va à l'AFME ».

Pourtant rien ne permet, au moment où nous écrivons ces lignes, de tirer de telles conclusions, ou surtout de dire que, ainsi, la revendication constante de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie d'une ressource non budgétaire stable et permanente est satisfaite. Cela dit, cette majoration aura permis de mettre en évidence le prix anormalement bas de l'énergie dans notre pays.

Il faut rappeler que le litre de supercarburant, malgré deux chocs pétroliers et les sommets atteints par le dollar, coûte, en francs constants, moins cher aujourd'hui qu'en 1960 (5,74 F) et même qu'en 1957 (6,87 F). Mais il n'y a pas que l'essence à être vendue en dessous de ce qui devrait être son prix normal de marché. Les producteurs d'énergie français (raffineurs, Charbonnages, EDF, GDF) accumulent les déficits et le citoyen paie, en tant que contribuable, ce qu'il n'a pas payé en tant qu'usager. De plus, à maintenir un faible prix, on encourage les usages contestables de l'énergie et l'on décourage les investissements utiles à la collectivité.

Croire à nouveau au mythe d'une énergie abondante et bon marché serait une grave erreur pour l'avenir économique et industriel de la France. Plus que jamais, investir dans la maîtrise de l'énergie doit être à l'ordre du jour.



L'INVITÉ DE MAÎTRISE

UN MARCHÉ DES PHOTOPILES POUR LA FRANCE

par Michel Rodot. Centre national de la recherche scientifique et Comité d'action pour le solaire

L'électricité solaire coûte aujourd'hui de 5 à 15 F/kWh, contre 0,5 F/kWh pour l'électricité du réseau et 20 à 100 F/kWh pour celle des piles chimiques. Son problème principal n'est plus de l'ordre de la recherche-développement. Il s'énonce ainsi : quels marchés le générateur photovoltaïque (PV) peut-il aujourd'hui conquérir, et comment ?

On constate la croissance rapide de cinq applications bien distinctes qui vont des très petites aux moyennes puissances :

L'électronique grand public, où le Japon fait une percée sur les mini-alimentations de calculatrices ou similaires grâce à un développement technique et à une expansion commerciale habilement synchronisés. Le semi-conducteur utilisé est alors le silicium amorphe, tandis que le silicium cristallin reste préféré pour les applications suivantes.

Les générateurs isolés. De l'éclairage de cabines téléphoniques (quelques dizaines de W) aux relais de télécommunications (dizaines de

kW), on trouve en France même diverses applications professionnelles où les générateurs photovoltaïques sont compétitifs. Sans oublier la recharge de batteries (voiliers, caravanes...).

Les applications rurales dans les pays en développement. Pour alimenter des réfrigérateurs, des téléviseurs et surtout des pompes à eau, les essais des dernières années, souvent sur initiative française, sont concluants : les photopiles ont une fiabilité technique et une acceptabilité sociale excellentes. L'eau pompée à 20 m de profondeur revient à 1 ou 2 F le m³ (dont seulement 0,25 pour le fonctionnement), alors qu'une pompe alimentée par diesel conduit à 3-4 F/m³ (dont 2 de fonctionnement). Compte tenu des baisses de coût attendues d'ici à 1986, la rentabilité de ces installations est satisfaisante pour le pompage d'eau potable ou l'irrigation de périmètres maraîchers. Il n'y a aucune raison — autre que le mauvais état économique du monde — pour qu'aux premiers essais des gouvernements et

des organisations charitables ne succède un développement sur une base commerciale/bancaire « normale ». L'habitat. Quand les générateurs photovoltaïques seront-ils installés sur les toits de nos maisons en Europe ? De nombreuses habitations isolées le justifient déjà ; plus de 100 sont équipées de photopiles dans le seul état du Maine, le moins ensoleillé des États-Unis. L'AFME monte actuellement un programme en France, notamment dans les DOM-TOM, avec le concours de la CEE et d'EDF (lire p.4). Peut-être ira-t-on plus loin dans les années 90 ; le réseau pourrait accepter au moins 4% de PV sans que se posent des problèmes d'interface.

Les centrales de moyenne puissance. Utopiques pour la France, elles sont déjà une réalité aux USA. Trois sociétés distributrices d'électricité construisent en Californie des centrales de 1 à 16 MW, dont l'une est terminée. L'incitation par le système de détaxe en vigueur (qui couvre 50% du coût) et l'ambition de compagnies comme Arco d'être les

pionniers d'un marché d'avenir expliquent ce développement spectaculaire.

Au plan technique, la France est bien placée. Le remplacement en cours du silicium électronique ultrapur par un silicium polycristallin de pureté plus modeste va amener une forte baisse de prix ; c'est l'axe même du « Plan photovoltaïque » de l'AFME et de l'évolution des deux productions françaises, celles de Photowatt à Caen et de France-Photon à Angoulême. Le silicium amorphe développé par Solems est compétitif pour les microgénérateurs et peut éventuellement faire ses preuves, dans les années qui viennent, pour des applications plus vastes.

Au plan commercial, la France occupe une position de tête dans un seul créneau, celui des pays en développement. La télévision solaire au Niger (sous l'impulsion de TDF), l'irrigation au Mali (générateurs montés par le père Verspioren avec l'aide de l'AFME) et en Inde

suite page 4

LE TOUR DE FRANCE DES

ALSACE

COLMAR. Dans la ville des vins, de la choucroute, du kouglart et des eaux-de-vie, à signaler : l'alimentation par différentes sources d'énergie (charbon, ordures ménagères, fioul) de tout un réseau de chauffage urbain pour les bâtiments publics et une des ZUP de la ville.

KAYSERSBERG. Ne possède pas seulement de nombreuses maisons à colombage : elle abrite dans ses murs l'entreprise Béghin-Say, où de gros investissements ont été faits en matière d'économies d'énergie et de substitution du charbon au fioul.

RECHTET. A 20 km au sud de Strasbourg, c'est une raffinerie où est en cours une grosse opération d'économies d'énergie grâce à l'installation d'un échangeur Packinox qui, en remplaçant huit échangeurs tubulaires, assurera une économie de 2 400 tep par an.

STRASBOURG. Le siège du Conseil de l'Europe est aussi celui du laboratoire « Phase » du CNRS où se poursuivent d'importantes recherches sur le photovoltaïque, à partir de techniques dérivées de l'énergie nucléaire.

AQUITAINE

BORDEAUX. Les environs de la capitale du Sud-Ouest regorgent de réalisations, parmi lesquelles on citera : un habitat solaire collectif à Basens ; des installations géothermiques à Nîmes, à Ambarès, une opération originale de stockage de chaleur sur gales.

PERIGUEUX. La capitale du pays du foie gras a équipé de capteurs solaires et d'une chaudière tous combustibles (permettant de substituer du bois au fioul) un centre d'aides pour handicapés, la cité « Clairivie », qui abrite 450 personnes.

SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT. A signaler, les installations de méthanisation réalisées dans une porcherie de la région et dont l'usine a déjà porté (n° 10).

AUVERGNE

AMBIERT. La région était jadis spécialisée dans la production de papier. On peut y voir une piscine, une mairie et un théâtre chauffés au bois. Le tout à partir de matériel fabriqué localement par les établissements Compté.

CHAUDAS-AIGUES. Station thermale bien connue des rhumatisants et de ceux qui ont des maux de tête. Chaudas-Aigues ne pouvait pas ne pas s'intéresser à la géothermie qui lui permet de fournir en chaleur la moitié du village (collège, piscine, hôtel thermal, etc.).

YDES. Séchoirs à bois produisant leur propre consommation et autoproduction d'électricité, telles sont les caractéristiques de ce petit village qui mérite un détour.

BOURGOGNE

IMPHY. Non loin de Decize, Impy est depuis des lustres un lieu de forges et de fonderies. Dans une entreprise locale, spécialiste dans la production d'acier et d'alliages spéciaux pour l'électronique, le nucléaire et l'aéronautique, a été installé un système de préchauffage de lingots par récupération sur four.

MACON. Célèbre pour ses vins, comme pour ses régates d'aviron, le chef-lieu de la Saône-et-Loire est aussi une ville pilote en matière de maîtrise de l'énergie (voir l'encadré sur les villes pilotes).

BRETAGNE

ARZANO. Près de Concarneau, au pays des fleurs d'ajonc. Siège de la Coopération pour la maîtrise de l'énergie (Comén), qui travaille à la mise au point de systèmes très performants de méthanisation applicables à différents substrats (lisier bovin-porc, fiente de volaille et bétail, algues, ordures ménagères).

LANNON. Au pays du granit rose se dresse le Centre national d'essais éoliens qui analyse le comportement, en conditions réelles d'utilisation, des éoliennes proposées par les constructeurs et mesure leurs performances.

REDON. Au carrefour de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique et du Morbihan, Redon pré-

sente à l'usine Unipectine (qui fabrique des produits alimentaires à partir de marc de pomme) un système de récupération d'énergie par méthanisation des effluents.

RENNES. Comme plusieurs autres villes de France, la capitale de la Bretagne est équipée d'un système de télégestion (voir notre encadré), auquel s'ajoutent de nombreuses autres réalisations.

CENTRE

BLOIS. Son château, bien sûr, mais aussi tout ce qu'on peut voir dans une ville pilote (voir notre encadré).

ORLÉANS. Des moteurs Diesel du monde entier y sont transformés par un groupement économique dans lequel l'AFME est partie prenante (éolissements Chénouet), en moteurs à alcool à destination des agriculteurs.

JOUEY-SUR-L'AUBOIS. Tout près de Tours. Siège d'un des établissements de l'Alstom, où sont fabriqués des moteurs à biogaz.

CHAMPAGNE-ARDENNE

TROYES. L'ancienne capitale de la Champagne est équipée d'un centre de télégestion pour grands ensembles (voir notre encadré sur la télégestion).

EPERNAY. Réseau de chaleur au charbon et géothermie sont à l'honneur au pays du champagne.

CORSE

IFANA. Dans un cadre magnifique, près du désert des Agriates, à l'extrémité d'une piste de 6 km, Ifana présente une réalisation particulièrement intéressante pour les sites isolés : des bungalows photovoltaïques.

PAOMIA. A quelques kilomètres du village de Cargèse, la centrale photovoltaïque de Paomia, inaugurée récemment, constitue une réalisation spectaculaire. Se reporter au numéro 11 de *Maîtrise de l'énergie*.

VIGNOLA. A cinq minutes d'Ajaccio, dans un site magnifique, en face des Sanguinaires, ne manquez pas de jeter un coup d'œil en direction de la centrale héliothermique de Vignola.

FRANCHE-COMTÉ

BEFORT. La ville dans laquelle s'illustra en 1870 le colonel Denfert-Rochereau a équipé d'osierures en bois et de chaudières à pyrolyse de pneus quelque 600 logements HLM. De nombreuses autres opérations ont été menées à bien (pompes à chaleur, biomasse, etc.).

DOYE. Dans cette commune, située dans l'arrondissement de Lure-le-Saunier, les scieries Prot ont décidé de profiter de leur environnement. Les déchets de bois qu'elles produisent servent à l'alimentation d'une chaudière collective et d'un réseau de distribution d'eau.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

BAGNOLS-SUR-CEZE. Paire de Rivarol. La distillerie de Montcatani est équipée d'un système de méthanisation des vinasses qui permet une économie annuelle de 200 tep. Ne pas manquer non plus le gendarmier... solaire.

LASTOURS. Une petite commune des environs de Carcassonne, célèbre pour son rocher et les ruines de ses quatre châteaux situés chacun sur une pointe. A ce patrimoine s'ajoutent aujourd'hui une micro-centrale hydraulique ainsi que la première « ferme » d'aérogénérateurs en cours d'installation en France.

MONTPELLIER. Ici, on n'a que l'embaras du choix. Aussi bien sur le plan de la maîtrise de l'énergie que sur celui du tourisme : hôpital de Naperon, domaine de Gramont (où s'effectuent des recherches et expérimentations de serres bioclimatiques, de digesteurs aérobie pour méthanisation, de fours solaires à concentration et de bioclimatisme). A 5 km de la ville, à La Volette, un laboratoire du CNRS travaille sur les pompes photovoltaïques, les pompes à chaleur,

les microcentrales et divers procédés de méthanisation.

ODELLO-VIA. Une annexe de Font-Romeu, située à 1 600 m d'altitude. Son four solaire, d'une puissance de 1 000 kWh thermiques, unique au monde, vaut le détour.

TARGASSONNE. Même remarque que pour Odello. Mais il s'agit, cette fois, d'une centrale solaire à tour, la centrale Thémis.

VERGÈZE. Dans l'arrondissement de Nîmes se trouve le siège de la Société générale de grandes sources d'eaux minérales françaises (eau Panier). Si vous avez envie de vous désaltérer et de visiter l'usine, demandez qu'on vous montre comment s'effectue la récupération des fumées des deux fours à verre, avec production combinée de chaleur et de force.

LIMOUSIN

BOURGANEUF. Les scieries industrielles du Thaurion, installées sur le territoire de cette commune située entre Limoges et Aubusson, achètent désormais le bois d'œuvre qu'elles produisent à l'aide d'une chaudière à déchets de bois. Le produit gagne en qualité, les sous-produits sont valorisés, l'entreprise est plus performante. Un bon exemple.

LORRAINE

HAGONDANGE. Située près de Metz, la commune est une des implantations de la Solac, qui s'est équipée pour récupérer les gaz en provenance de ses hauts fourneaux.

METZ. Un réseau de chaleur a été mis au point à l'usine d'électricité de la ville, à partir d'une usine d'incinération d'ordures ménagères et du charbon local. Bénéficiaires de l'opération : 136 communes des environs.

NANCY. Verrière, cristaux, bergamotes, macarons. Mais Nancy, c'est aussi un système de trolleybus bimodes, fonctionnant à l'électricité en centre ville et au gaz-oil hors centre ville.

PONT-A-MOUSSON. On peut choisir entre le couvent des Prémonstrés et la Maison des sept péchés capitaux. Ce qui n'empêche pas de s'informer sur le centre de recherche de robotique industrielle où sont menées à bien des opérations considérées comme exemplaires au plan européen.

Qu'est-ce que la télégestion ?

Plusieurs villes de France sont équipées d'un système de télégestion des chaudières collectives. Le but de l'opération est de permettre, grâce à l'usage de la télématique, une gestion coordonnée et rationnelle de l'ensemble des énergies consommées, c'est-à-dire une parfaite maîtrise de celles-ci. Pour connaître ces consommations et procéder en permanence à leur régulation en fonction des besoins, la télégestion se décline dans les termes suivants : téléalarme, télésurveillance, télécommande et télécomptage.

MIDI-PYRÉNÉES

BLAGNAC. Aux portes de Toulouse, la cité est équipée de capteurs solaires à ruissellement permettant un stockage intersaisonnier. Bénéficiaires : les habitants d'un quartier HLM.

CAHORS. Au siège de la Banque populaire du Quercy et de l'Agenais : une réalisation expérimentale du plus grand intérêt, associant isolation dynamique et utilisation de 1 000 m² de capteurs solaires semi-transparents en verrières et en fenêtres.

COLOMIERS. Également aux portes de Toulouse, possède une briquetterie disposant d'un pilotage automatique des fours.

LUZENAC. Peuplée d'à peine 500 habitants, Luzenac est connue pour son usine de toile. Celle-ci est aujourd'hui équipée d'un four à résistances électriques se substituant au fioul et fonctionnant en parallèle avec une pompe à chaleur et un four automatique. La carrière des toiles de Luzenac constitue un site unique en Europe.

NORD-PAS-DE-CALAIS

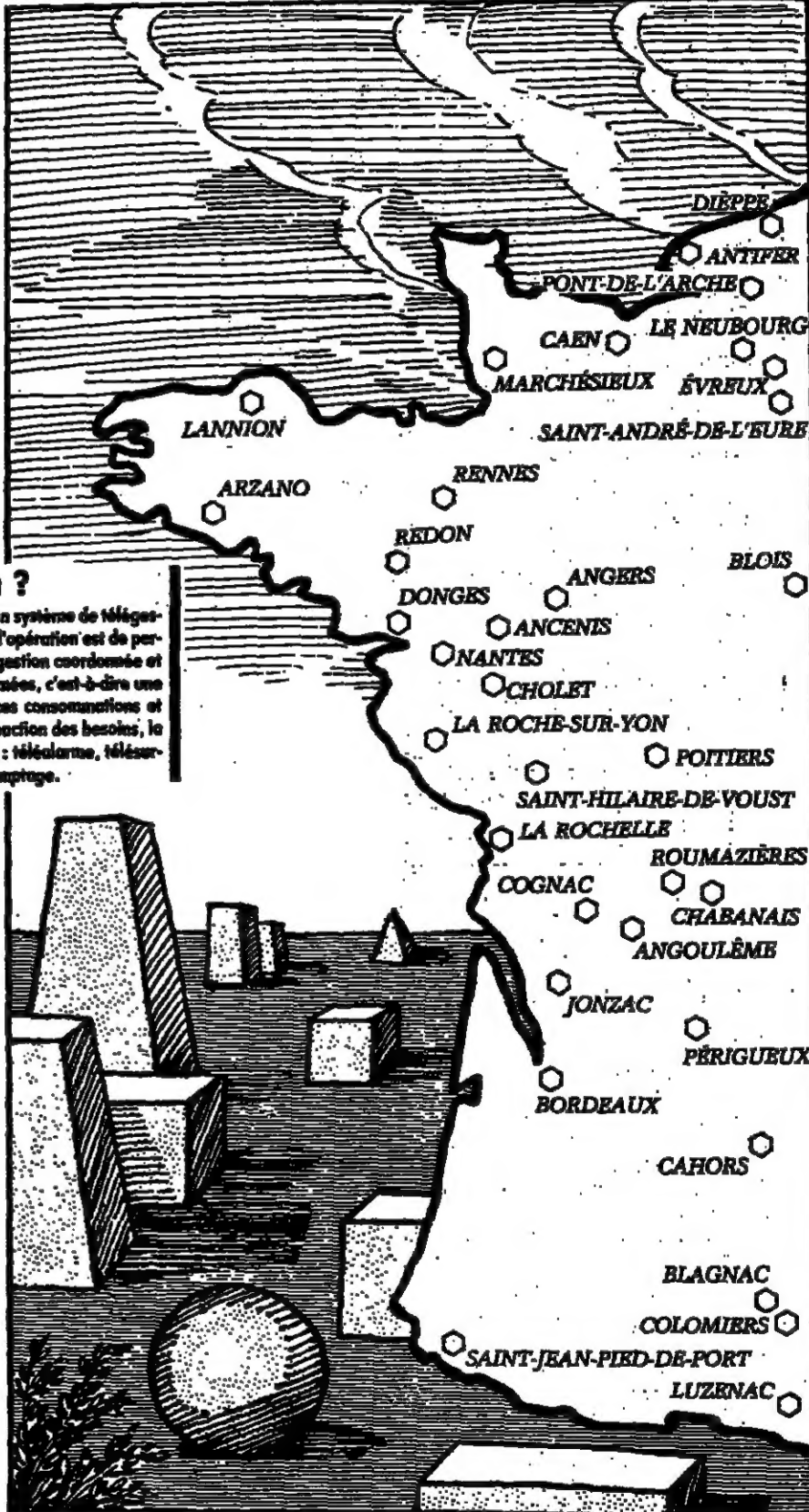
BOULOGNE-SUR-MER. Le premier port de pêche français est aussi une cité verte. D'où la présence, aux environs de la ville, de deux éoli-

nes, dans le cadre d'une étude visant à un couplage avec le réseau EDF. A Outeau, près de Boulogne, la société Ferro-Mangroves travaille à la réalisation d'une tache à plasma sur haut fourneau.

CALAIS. Longtemps possession anglaise. Courtauld, entreprise textile britannique, s'y est installée en 1926. Récemment, elle a réalisé une très grosse opération de reconversion au charbon accompagnée d'une recompression mécanique de vapeur. Du déchargement du charbon à la manutention des cannes, l'installation est entièrement automatisée.

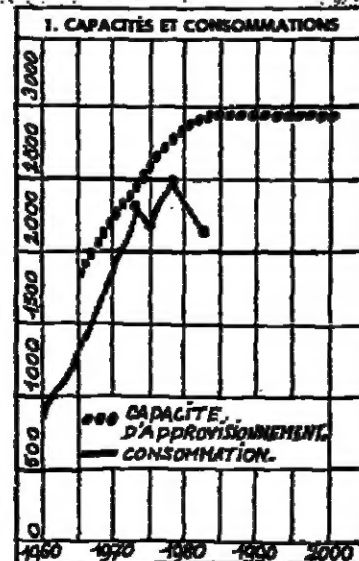
DUNKERQUE. Ou, tout simplement, Unior — qui consomme à elle seule 1,3% de l'énergie produite en France — injection de charbon pulvérisé aux hauts fourneaux ; autoproduction d'électricité par détente du gaz ; récupération des gaz d'acier ; automatisation des fours à réchauffage des brames, au train continu à chaud ; tout est fait pour économiser au maximum l'énergie. Un seul conseil, si vous visitez l'usine : munissez-vous de bonnes chaussures, le parcours est long.

Dessin de Stanislas Bouvier

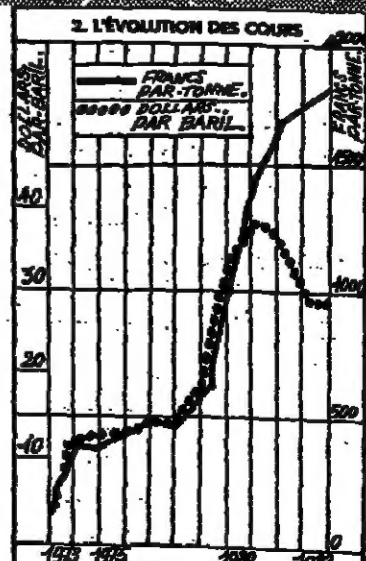


DEVOIR DE VACANCES

Dessins de Alain Lefort



EN 1973 LA CONSOMMATION ANNUELLE DU MONDE OCCIDENTAL N'ÉTAIT INFÉRIEURE QUE DE 100 MILLIONS DE TONNES À SA CAPACITÉ D'APPROVISIONNEMENT ET NE CESSAIT DE CROÎTRE. ON ÉTAIT EN FAIT AU BORD DE LA RUPTURE.



NON. DE NOMBREUX PAYS ONT SUBI UN TROISIÈME CHOC : CELUI DU DOLLAR. C'EST PARTICULIÈREMENT VRAI POUR LA FRANCE.

ÉNERGIES MAÎTRISÉES

développent ces différentes initiatives, la période des grandes transhumances (anticipées par là : les vacances) constitue le moment idéal pour voir ce qui se fait aux différents points de l'Hexagone, qu'il s'agisse de photovoltaïque, d'éolien, de transport, d'industrie, d'habitat tertiaire, d'héliothermie ou de biomasse.

Les réalisations que nous présentons dans ces deux pages ne constituent pas un recensement exhaustif des réalisations de maîtrise de l'énergie. Un seul exemple : les piscines solaires. On en compte aujourd'hui plus d'une centaine, dont seules quelques-unes sont ici mentionnées. Nous avons, de plus, délibérément fait l'impasse sur la région parisienne pour ne pas alourdir la carte et parce que, en cette période de l'année, les flux migratoires ne conduisent pas vers la capitale, sinon

pour d'assez rapides passages. Autre point important à mentionner : toutes les réalisations signalées ne font pas l'objet de visites. Certaines parce qu'elles ne s'y prêtent pas, par nature ; d'autres parce qu'elles concernent des lieux privés. Le mieux est de se renseigner sur place. Et surtout, d'ouvrir les yeux. On peut ainsi voir par exemple, de l'autoroute, l'impressionnant ensemble de capteurs solaires couvrant l'hôpital nord de Marseille.

Pas plus que les régions, aucun domaine n'échappe à la maîtrise de l'énergie — comme le montre la liste des réalisations publiée dans ces pages.

Vous vous apercevrez, par ailleurs, que vacances et maîtrise de l'énergie sont faciles à conjuguer. Bonnes vacances, donc. Et à notre futur rendez-vous, en septembre prochain !

BASSE-NORMANDIE

CAEN. Jadis surnommé « l'Athènes normande » en raison de la qualité de son enseignement universitaire, le chef-lieu du Calvados présente la particularité de tenir, depuis 1979, un tableau de bord de ses consommations d'énergie. C'est sans aucun doute une des villes de France les plus en pointe dans ce domaine. Une des dernières opérations : un investissement de 3,5 millions de francs en vue d'économiser 7% sur la consommation de la principale chaufferie alimentant les bâtiments communaux.

MARCHÉVILLE. Située près de Courances, dans une région typique de bocage, elle utilise une chaufferie municipale au bois déchiqueté (fabriqué avec le bois des haies coupées par les agriculteurs et les cantonniers) alimentant mairie et école.

HAUTE-NORMANDIE

ANTIFER (CAP D'). A 4 km au sud-ouest d'Étretat et de ses célèbres falaises, Antifer est équipée d'une éolienne de 10 kW assurant le chauffage de deux bâtiments de 100 à 250 m².

PONT-DE-L'ARCHE. Près de l'abbaye du Bonport, Pont-de-l'Arche est équipée de deux piscines solaires.

ÉVREUX. Ne possède pas seulement une cathédrale et un beffroi célèbres, mais aussi un centre hospitalier équipé d'une chaudière au bois de fabrication française couvrant 85% des besoins de l'établissement. La forêt, il est vrai, est toute proche.

DIÉPPE. Port, station balnéaire, Dieppe est aussi le siège d'un établissement du groupe Nestlé dans lequel le choix du charbon en remplacement du fuel lourd a d'abord permis des économies. Aujourd'hui, ce choix est à l'origine d'une technique de pointe qui devrait élargir, à terme, la valorisation du marc de café (résidu) comme combustible, en mélange avec du charbon pulvérisé.

LE NEUBOURG, ROUTOT, SAINT-ANDRÉ-DE-VALE. Sièges de coopératives agricoles ou linaires, ces différentes communes sont équipées, pour les tailles du lin, d'engins dont les moteurs à vitesse variable représentent, par rapport aux moteurs classiques, des économies d'énergie variant de 5 à 20%.

tant d'importantes économies d'énergie. Un échangeur du même type est en cours d'installation à Reichstett (voir Alsace).

NANTES. L'ancienne capitale des ducs de Bretagne utilise aujourd'hui des capteurs solaires, aussi bien pour fournir l'eau chaude de son hôpital nord que celle d'un foyer Sonacotra, celle du centre de loisirs du Petit-Port ou celle des campings de Pont-du-Cens ou de Saint-Michel-Chef-Chef. A proximité, les piscines solaires ne manquent pas : Vertou, Clisson, Montaigu, Vallet, etc.

LA ROCHE-SUR-YON. Ville chère au cœur de Napoléon 1^{er} qui la conçut pour une bonne part, la cité vendéenne a arrêté un plan énergétique global et procédé à peu de frais à la solennisation d'une maison grâce à un système bioclimatique avec ventilation.

SAINT-HILAIRE-DE-VOUST. Aux établissements Bouy, un système de récupération de la chaleur produite par les machines-outils d'un atelier de 200 m² permet de chauffer celui-ci. Coût du chauffage : égal à l'investissement.

PICARDIE

AMIENS. La ville, dont près de 5 000 maisons furent détruites durant la dernière guerre et 1 700 autres endommagées, possède une école maternelle couverte de tuiles solaires, une piscine équipée de pompes à chaleur et un gymnase solaire.

BEAUVAIS. Au pays de Jeanne d'Arc, on fabrique aujourd'hui des catamarans. Les ateliers Launay en ont conçu un à voile pour la pêche. Baptisé *Picardie*, il est exploité en Languedoc-Roussillon.

CHAUMONT-EN-VEKIN. Dominant la plaine crayeuse du pays de Thelle, la commune est le siège de la coopérative de déshydratation du Vekin français. Cette coopérative est équipée d'un déshydrateur de fourrages et de pulpes de betterave alimenté par de la paille.

CREIL. Située à une quarantaine de kilomètres de Paris, la ville abrite, à sa périphérie, un établissement, Tréfontaines, équipé d'un four de réchauffe avec récupération des fumées. A signaler encore les travaux d'isolation thermique et de réhabilitation du centre hospitalier, une opération de géothermie qui permet d'optimiser des logements de l'office municipal de HLM et l'utilisation, à l'usine POUX-Chimie de Villers-Saint-Paul, d'un système de régulation électronique de la vitesse des moteurs.

POITOU-CHARENTES

ANGOULÊME. Gestion centralisée des chaufferies de la ville ; présence de Leroy-Somer et de Franca-Photon, producteurs du matériel photovoltaïque, des micro-centrales hydrauliques, des moteurs électriques à haut rendement et des pompes à chaleur, valant pour le chef-lieu de la Charente.

CHARENTAIS. L'opération pilote qui y est menée a été présentée à maintes reprises dans *Maîtrise de l'énergie* (voir numéros 5, 7, 8).

COGNAC. A noter tout particulièrement la réalisation, à partir des rejets de l'usine Ravica (traitement des vinasses), d'un réseau de chaleur pour l'alimentation des serres municipales de la ville.

JONZAC. Ajoutez à son château (des XIV^e, XV^e et XVI^e siècles) un réseau de chaleur alimentant les habitations du centre ville, des équipements publics et des industries, à partir d'une usine de production de chaleur aux sources remarquablement diversifiées (géothermie, pompes à chaleur, incinération des ordures ménagères, chaudière à paille et chaudière à charbon).

LA ROCHELLE. La ville et le syndicat intercommunal dont elle fait partie ont engagé les plus gros programmes de travaux du 1^{er} Fonds spécial des grands travaux. Gestion décentralisée des chaufferies des bâtiments communaux ; réalisations solaires diverses, notamment au centre hospitalier ; rénovation de HLM par un procédé d'isolation externe ; plan de circulation destiné à décongestionner la ville, donc à réduire les consommations d'essence ; on n'en finirait pas d'énumérer les réalisations du chef-lieu de la Charente-Maritime. Surtout, ne manquez pas de prendre le « bus de la mer », vous joindrez l'utilité à l'agréable.

POTIERS. Laboratoire d'énergétique solaire, Centre d'études aérodynamiques et thermiques de Bioré, laboratoire de physique dit de combustion : riche en histoire, Potiers est aussi tournée vers l'avenir. Elle dispose d'un réseau de chaleur original, alimenté par l'incinération des ordures ménagères.

ROUMAZÉRIÈRES. A 58 km de Limoges, possède une entreprise, TBF, qui procède notamment à une étude demandée par la Communauté européenne pour la réalisation d'une chaudière à bois susceptible de procéder au séchage de l'argile.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

CADARACHE. Il n'est pas sûr que vous puissiez pénétrer dans le centre de recherches de l'ARBS (Association pour la recherche en bio-énergie solaire) cofinancée par l'AFME, le CEA, le CNRS et des partenaires industriels. Pas davantage que vous puissiez avoir accès à la plate-forme d'essai de matériel solaire. Sachez néanmoins que la démarche qui est entreprise là tire son originalité du fait qu'un lien est fait en permanence entre recherche et développement. A terme, l'objectif est la mise en place de filières productrices d'énergie et de matières premières industrielles.

LE CASTELLET. Vous pouvez y visiter une maison servant de centre de démonstration pour toutes les énergies solaires. Architecture étudiée pour recevoir le maximum de rayonnement solaire, vitrage, système de volets roulants, murs et cloisons en briques de terre crue stabilisée, éclairage assuré par photovoltaïque... Résultat : l'autonomie énergétique de cette maison pas comme les autres avoisine les 100%.

POS-SUR-MER. Autant dire la Salmer où, pour réaliser d'importantes économies d'énergie et de matières premières, a été mis sur pied un programme complet de gestion de l'énergie et de formation du personnel. L'utilisation de la télésurveillance est évidemment un fait acquis.

NICE. Une usine d'incinération déjà ancienne, mais intéressante par ses dimensions, un aéroport doté de générateurs photovoltaïques, des serres solaires à capteurs semi-transparents : c'était la moindre des choses au pays des fleurs.

VALBONNE. Située dans l'arrondissement de Grasse, Valbonne est connue pour sa cité « Sophia-Antipolis ». Là sont rassemblées de nombreux laboratoires, dont, parmi bien d'autres, le centre de recherches du CSTB (banc d'essais des matériaux solaires) et le laboratoire d'énergétique solaire de l'école des mines. On trouve un siège décentralisé de l'AFME.

RHÔNE-ALPES

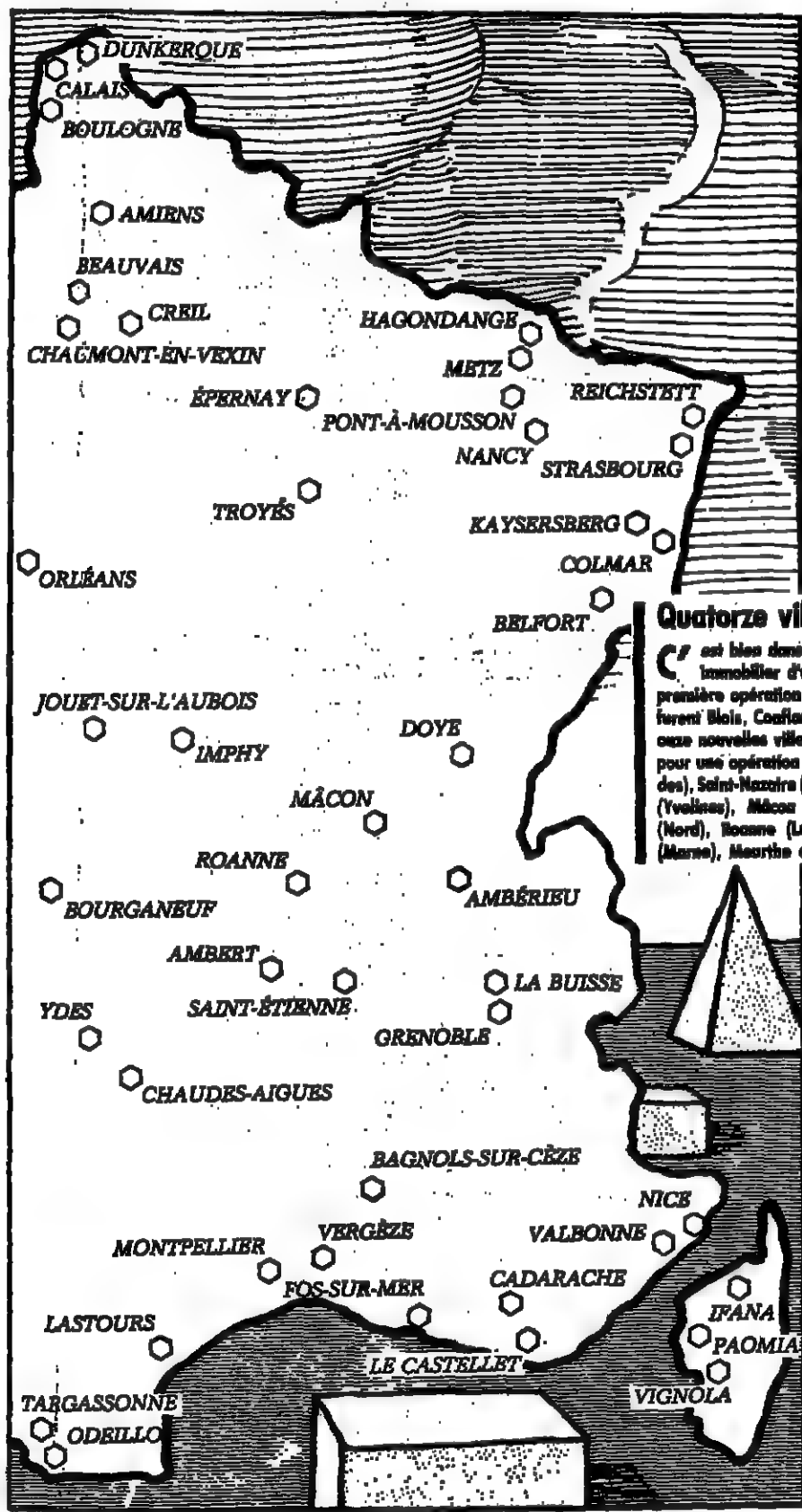
AMBIÈRE-EN-BUGEY. La particularité de l'agglomération réside dans son lycée solaire expérimental, le plus grand du genre en Europe. Un lycée doté d'un système de captation et de stockage de l'énergie solaire réellement révolutionnaire. En période de vacances, vous pourrez au minimum juger de son architecture esthétiquement.

GRENOBLE. Son « plan énergie » prévoit notamment : la mise en œuvre d'une politique municipale de production et de distribution d'énergie ; la création d'une maison d'information sur l'énergie ; le soutien à un certain nombre d'opérations d'innovation. Au CEA, on poursuit des recherches sur les échangeurs de chaleur.

LA BUISSE. Fait partie du syndicat mixte d'aménagement du Voironnais, auquel 21 communes sont adhérentes. Elle est au centre d'un dispositif imaginé par la société Valorga. Cette entreprise a installé une unité industrielle de méthanisation des ordures ménagères qui permet, par une digestion bactérienne à l'abri de l'air, de produire du biogaz, combustible riche en méthane. La technique mise au point constitue une première mondiale.

ROANNE. La ville dont le maire, M. Auroux, est aussi le secrétaire d'Etat à l'énergie fait partie des villes pilotes de France (voir encadré). Parmi les divers bâtiments que l'on peut voir, citons tout particulièrement la piscine solaire.

SAINT-ETIENNE. A noter le centre de télégénération dont la ville est équipée (voir encadré).



Quatorze villes pilotes

est bien dans le but d'observer sur la totalité du patrimoine immobilier d'une agglomération qu'a été lancée, en 1982, la première opération villes pilotes. Les trois premières villes choisies furent Blois, Cognac-Sainte-Victoire et Metz. Au début de 1984, onze nouvelles villes ou syndicats intercommunaux étaient désignés pour une opération de rénovation thermique : Aire-sur-l'Adour (Landes), Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Vitry (Ile-et-Vilaine), Blacourt (Yvelines), Mâcon (Saône-et-Loire), Arras (Pas-de-Calais), Douai (Nord), Roanne (Loire), Saint-Fons et Meyzieu (Rhône), Sézanne (Marne), Meurthe-et-Moselle (Meurthe-et-Moselle).

PAYS DE LA LOIRE

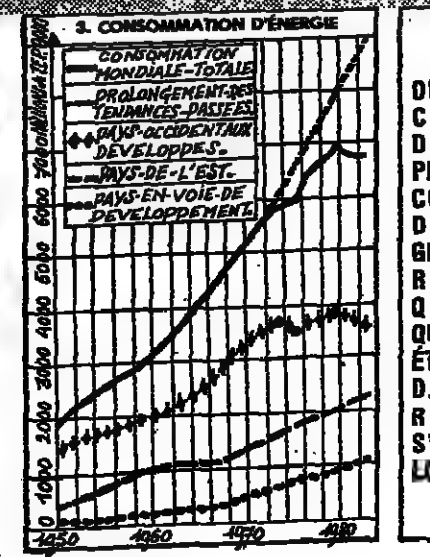
ANCENIS. A quelques kilomètres de la statue du poète Joachim du Bellay, la Cnra (coopérative agricole) est équipée d'un système de récupération de vapeur d'eau pour le séchage du lait. En d'autres termes, la vapeur de la tour de séchage est récupérée, grâce à un procédé de compression mécanique et utilisée pour le pré-séchage du lait.

ANGERS. Eau chaude sanitaire solaire au camping du lac de Maine ; même chose dans un foyer de la Sonacotra ; serres couplées à un capteur à air, inspiré du système Trombe, préchauffant l'air neuf pour l'alimentation de 27 pavillons HLM situés aux Basses-Fauconnières ; maîtrise de l'énergie et douceur angevine font évidemment bon ménage !

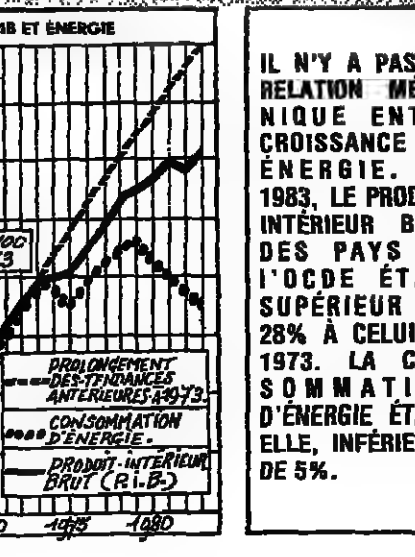
CHOLET. La capitale des petits mouchols dispose d'une station d'épuration qui permet, à partir du traitement des eaux et boues usées, de produire du méthane alimentant sept moteurs qui, eux-mêmes, fournissent 60% de l'électricité de la station. A signaler encore : la briquetterie Bouyer-Leroux, à La Segunnière, dont 90% de l'électricité est d'origine locale.

DONGES. La raffinerie Antar est la première à être équipée d'un échangeur Pécinaux, permet-

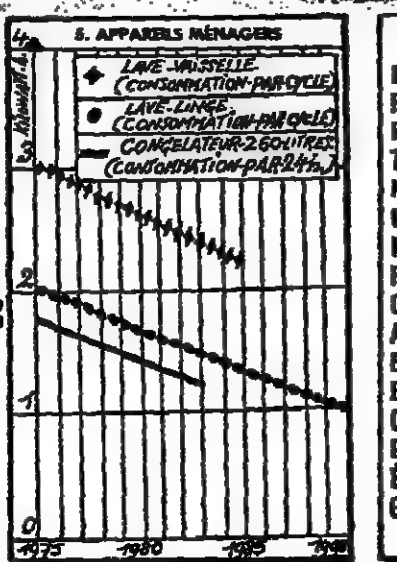
Cinq questions pour vous distraire



OUI. EN 1983, CONSÉQUENCE DES CHOC PETROLIERS, LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE DU GLOBE A ÉTÉ INFÉRIEURE D'UN QUART À CE QU'ELLE AURAIT ÉTÉ SI LES TENDANCES ANTÉRIEURES S'ÉTAIENT PROLONGÉES.



IL N'Y A PAS DE RELATION MÉCANIQUE ENTRE CROISSANCE ET ÉNERGIE. EN 1983, LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DES PAYS DE L'OCCIDENT ÉTAIT SUPÉRIEUR DE 28% À CELUI DE 1973. LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE ÉTAIT, ELLE, INFÉRIEURE DE 5%.



● **Somme-nous-nous** énergétiquement, ou l'a-on loppés occirendre ? » donne son titre dont sont extraits. En 1983, les bps ont été de défit d'une c de 25 %. Gérondau, e ment conjo pronostique t consommation cels d'aujour nous en place nous sommes rie à une logi

L'ouvrage est clair, la documentation est soignée : une seule réserve : sans doute échaudés par les déconvenues des prévisionnistes socialistes de l'après-guerre à dégoûter les perspectives d'un avenir où la « nouvelle donne » qu'il met en avant au-delà du souhait que notre pays ait plus vite et s'adapte, ce grand projet de l'Etat, passé de la Sécurité nationale à la planification aux laboratoires de réflexion pendant la période d'élaboration, ne se prononce pas sur des choses qui nous intéressent car ils sont instructives non livre démontre qu'ils ont reconnu tout le regretter, tout en reconnaissant tout le regretter, tout en reconnaissant tout le regretter.

M. J. L'Energie à revendre, Ed. J. L'Energie à revendre, Ed. J. L'Energie à revendre, Ed. J.

330 pages, 115 f.

DIX-HUIT NATIONALISTES CORSES DEVANT LE TRIBUNAL DE BASTIA

Les armes de l'Ile-Rousse

De notre correspondant

Bastia. — Expulsions. Suspensions d'audience. Le procès des dix-huit nationalistes corse — dont trois en fait — qui a commencé jeudi 9 juillet s'est accéléré, vendredi, devant le tribunal correctionnel de Bastia. Trois affaires sont jugées : le défilé et la distribution de tracts le 13 juillet 1983 à l'Ile-Rousse par des membres masqués et armés se réclamant de l'ex-FLNC ; le plastiquage et le mitraillage, le 14 janvier 1984, de la gendarmerie de cette localité ; la découverte, enfin, après cet attentat, d'armes, de munitions et d'explosifs dans un caveau du cimetière de la ville.

Marqués par une bataille de procédure engagée par les dix avocats de la défense, la première journée a seulement permis de statuer sur les questions de forme. Le tribunal a décidé de faire détruire les rapports d'écoutes téléphoniques entre deux avocats et les familles de certains prévenus, rapports joints dans un premier temps au dossier de l'instruction.

C'est seulement vendredi que s'est engagé le véritable débat. Accusés de participation à la reconstitution du mouvement dissous, destruction ou dégradation d'objets d'utilité publique, Jean-Pascal Maestracchi et Félix Colombani ont reconnu les faits. Les treize autres

inculpés rejettent, pour leur part, en bloc les charges portées contre eux et parlent de « machination politico-policière montée de toutes pièces par les gendarmes de l'Ile-Rousse ».

Analyses capillaires

L'accusation s'appuie sur les dénégations de certains accusés qui, après avoir reconnu les faits, se sont rétractés. Ils expliquent aujourd'hui que ces témoignages leur ont été communiqués durant la garde à vue et mettent en cause les « méthodes d'intimidation » des gendarmes de Bastia. Mais cités trop tard par la défense, les gendarmes ne sont pas là. Ce « procès précipité » à la veille des élections régionales que la défense dénonce n'a donc pas permis de confronter les témoignages des inculpés avec ceux des officiers de police judiciaire.

Restent les charges. Les analyses capillaires réalisées sur les cheveux trouvés dans les cahoules du cimetière de l'Ile-Rousse ne sont pas convaincantes. M. Pierre Cazeneuve, procureur de la République, a ainsi appuyé son réquisitoire sur les éléments précis des dépositions de certains des accusés mettant en cause leurs camarades. Il a requis de quatre à huit ans d'emprisonnement pour les auteurs du plastiquage et du

mitraillage de la gendarmerie, de trois à quatre ans pour les inculpés de détention d'explosifs et de six mois à un an pour ceux qui sont accusés de reconstitution de mouvement dissous.

DOMINIQUE ANTONI

TREIZIÈME MEURTRE DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE D'UN GENDARME EN SERVICE

Un gendarme de la brigade de Sommières (Gard), M. Honoré Perez, quarante-six ans, père de deux enfants, a été tué, vendredi 20 juillet, d'une balle dans le thorax par un des deux inconnus qu'il contrôlait sur un chemin qui longe l'autoroute A-9. Les gendarmes avaient aperçu les deux hommes (l'un d'eux un paquet à la main) s'approcher de deux véhicules vides. Interrogé sur le contenu de ce colis, l'inconnu brandissait un pistolet de gros calibre et tirait à plusieurs reprises. Un avis de recherche a été lancé.

M. Perez est le treizième gendarme en service tué depuis le début de l'année. Cent trente-cinq de ses collègues ont été blessés. Le ministre de la Défense, M. Charles Hernu, a exprimé son « indignation » devant le « échec » tenté à commettre contre M. Honoré Perez.

Rendant hommage à sa mémoire, M. Perez a indiqué qu'il avait décidé de décerner à ces deux hommes la médaille militaire et de la citer à l'ordre de la gendarmerie.

UN ENTRETIEN AVEC LE PASTEUR EMILIO CASTRO

Le Conseil œcuménique des Eglises veut être « un forum international »

Nouvelles secrétaires générales du Conseil œcuménique des Eglises (le Monde du 13 juillet). Le pasteur uruguayen Emilio Castro estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que le CCEE doit être un forum international où toutes les Eglises devraient pouvoir s'exprimer librement.

« Qui dit christianisme latino-américain pense théologie de la libération. Or, nous sommes par rapport à la question qui oppose actuellement des théologues catholiques comme Gustavo Gutierrez ou Leonardo Boff au magistère romain ».

« La théologie de la libération est née de la lecture de la Bible dans le contexte latino-américain. Grâce à elle, les exploités ont pris conscience que la pauvreté n'est pas un châtiment divin mais le résultat d'un pouvoir injuste qu'il faut changer. Une telle théologie a naturellement toute ma sympathie ».

« Pour ce qui est de ce que vous citez, le CCEE ne doit pas intervenir dans le débat interne d'une Eglise particulière. Nous n'avons pas à débattre de la validité ou non du « brevet de catholicité » aux théologues — ce sont là les méthodes de l'Eglise catholique. Nous pouvons, à la rigueur, glisser un mot ici ou là auprès des autorités catholiques. Cela dit, je tiens à rendre hommage publiquement à Gustavo Gutierrez, qui travaille quotidiennement auprès des pauvres, ainsi qu'à tous ceux sur le terrain qui nous obligent à affronter

les problèmes de la vie réelle. En tout état de cause, les deux théologues dont vous parlez appartiennent à la famille œcuménique ».

« Le CCEE est critiqué pour ses prises de position politiques, qui sont souvent unilatérales ; très sévères pour le monde occidental, tout en épargnant les pays de l'Est. Certains voudraient déclarer un moratoire sur toutes les déclarations politiques du CCEE. Qu'en pensez-vous ? D'autre part, allez-vous continuer à aider financièrement les mouvements nationaux de libération ? »

« Une discussion est actuellement engagée sur ce qu'on appelle l'« indignation sélective » du CCEE et le comité central doit en débattre ces jours-ci à Genève. Pour ma part, je pense que le CCEE doit conserver son rôle de forum international où toutes les Eglises puissent s'exprimer librement et même critiquer des situations politiques concrètes. Il ne s'agit pas de faire des déclarations pour le seul plaisir d'en faire, mais d'exprimer librement un jugement chrétien, même si cela doit déranger ».

« Quant au programme de lutte contre le racisme, qui finance des mouvements de libération nationale en Afrique australe, je ne connais pas de programmes moins violents ! L'argent est donné à des pauvres qui ne font que défendre leurs droits en luttant contre l'injustice. Nos fonds servent à une entraide humanitaire. Personnellement, j'ai choisi la non-violence, mais je n'ai pas le droit de juger mes frères et sœurs chrétiens qui ont choisi une autre voie, car on ne peut se satisfaire du statu quo ».

« Comment avez-vous jugé la récente visite de Jean-Paul II au CCEE ? Pensez-vous — et souhaitez-vous — que l'Eglise romaine devienne un jour membre à part entière du CCEE ? »

« Nos relations avec les catholiques se multiplient à l'échelle locale. Dans plusieurs pays, l'Eglise catholique fait partie maintenant du Conseil national des Eglises. Au niveau officiel, en revanche, les choses vont plus lentement. Pour moi, la visite de Jean-Paul II au CCEE était une réussite car elle a rendu visibles les relations entre Genève et Rome. L'attitude de Jean-Paul II était plus amicale et détendue que celle de Paul VI il y a quinze ans, même s'il n'y a pas eu de progrès sur le plan doctrinal. Tout en rappelant la position catholique sur la primauté de l'évêque de Rome, le pape a reconnu le CCEE comme partenaire privilégié. Jean-Paul II a souligné deux choses : d'abord les divergences qui subsistent entre nous, sur certaines questions d'éthique — ce qui est scandaleux dans la mesure où il s'agit de questions vitales pour les gens ; ensuite l'importance de l'Eglise locale. L'autorité responsable pour les catholiques est l'évêque. Nous apprécions cette réhabilitation de l'Eglise locale puisque nous encourageons la décentralisation ».

« Pour ce qui est de l'avenir, nous rêvons du jour où toutes les Eglises chrétiennes pourront se réunir en synode ou en concile. Quant à l'entrée de l'Eglise catholique romaine au CCEE, si cette éventualité est dans la logique des choses, il faut reconnaître que, à ce moment-là, se posera le problème des structures mêmes du CCEE ».

PROFESSEUR RECOUROY

Les réponses du « Pourquoi pas » ?

(Suite de la première page.)

Jean Charcot donne alors le *Pourquoi pas ?* au Musée national d'histoire naturelle, et le bateau devient un laboratoire affecté à des campagnes océanographiques.

Après la Grande Guerre, le *Pourquoi pas ?* est armé par la marine nationale ; il est utilisé chaque année à des campagnes océanographiques dans les mers bordant l'Europe et dans l'Atlantique nord. En 1924, il va pour la première fois sur la côte du Groenland et y retourne ensuite régulièrement, notamment en 1932 et 1933 pour amener et reprendre la mission française participant à l'Année polaire, en 1934 pour amener et en 1935 pour reprendre après leur hivernage Robert Gessain, Fred Matier, Michel Pérez et Paul-Emile Victor.

En 1936, Robert Gessain, Elgil Knuth, Michel Pérez et Paul-Emile Victor réussissent la première traversée « pédestre » du Groenland. Le *Pourquoi pas ?* peut les reprendre à Angmagssalik, sur la côte est. Mais Paul-Emile Victor et Elgil Knuth décident de rester une année de plus avec les Eskimos. Quant à Robert Gessain et Michel Pérez, ils préfèrent attendre le navire danois, qui assure la liaison annuelle Angmagssalik-Copenhague pendant le très bref été groenlandais, de façon à rester trois semaines de plus sur place. Toutefois, tout le matériel — films compris — de l'expédition transgroenlandaise est embarqué sur le *Pourquoi pas ?*

Un incident se produit dans la chaudière du *Pourquoi pas ?* qui rouille cependant à gagner Reykjavik. La réparation faite, Jean Charcot décide d'attendre le passage du navire danois. A bord de celui-ci, en effet, il y a le capitaine Ejnar Mikkelsen, célèbre explorateur danois du Groenland, qui doit lui remettre, à Copenhague, la grande médaille d'or de la Société de géographie danoise.

Le *Pourquoi pas ?* part de Reykjavik le 15 septembre par une mer d'huile. Parvenu sur la côte sud-ouest de l'Ile après quelques heures de navigation, il est pris subitement dans une tempête-oragan et essaye de revenir se mettre à l'abri dans le golfe Flaxa. Il est poussé sur le rocher de Hnokki et fait naufrage.

Gonidec la muscotte

Le docteur Robert Gessain qui, de retour du Groenland, s'est trouvé par hasard en Islande cette semaine, est revenu, il y a quelques jours, sur la petite grève où a été poussé Eugène Gonidec et où ont été retrouvés les corps de vingt-deux des naufragés. Il y était allé en 1936 car, ayant appris la catastrophe à Copenhague, lui et Michel Pérez étaient partis pour l'Islande par le premier bateau.

Robert Gessain se souvient du récit que lui ont fait à l'époque Eugène Gonidec, le consul de

France et les Islandais. Méthodique, Eugène Gonidec, avant de sauter dans la mer, a boutonné sa vareuse et retourné ses poches pour ne pas être alourdi par l'eau ; il a vomi, ce qui lui a peut-être évité un malaise fatal ; accroché à l'échelle de coupée tantôt d'une main tantôt de l'autre, il a nagé tout le temps pour se réchauffer un peu. Retrouvé épuisé sur la grève par un jeune Islandais habitant une ferme isolée, celui-ci l'a ramené chez lui. Si bien que le consul de France, cherchant frénétiquement des nouvelles par téléphone, a fini par apprendre qu'il y avait un rescapé. « Oh est-il ? — Chez moi dans mon lit. — Que fait-il ? — Il dort. — Réveille-le. — Comment allez-vous ? — Je vais bien. — Sortez dehors et regardez. — Je vois encore un malin... »

Vingt-deux corps le jour même sur la grève avec des débris multiples. Les Islandais ont envoyé des scaphandriers pour voir s'il y avait des corps dans l'épave. Il n'y en avait pas, les quinze manquants ont été retrouvés au cours des semaines suivantes.

Robert Gessain et Michel Pérez ont ramassé divers débris, notamment la grande plaque en bois incrusté de cuivre portant l'inscription « Honneur et Patrie » qui a été apportée au Musée de la marine de Paris.

Le naufrage avait beaucoup frappé les Islandais qui connaissent tous, au moins de nom, Jean Charcot et le *Pourquoi pas ?* Seul rescapé, Eugène Gonidec était devenu une sorte de mascotte : pendant les jours qui ont précédé le rapatriement sur l'Aude et l'Audacieux, envoyés spécialement par la marine française, Robert Gessain a vu de nombreuses Islandaises qui essayaient de glisser un cadeau dans les mains d'Eugène Gonidec, selon le rite local censé favoriser la transmission de cette baraka incroyable du receveur au donneur.

« Que peut espérer retrouver l'équipe de Jean-Yves Blot ? Essentiellement des objets en métal, instruments et machines. « Et peut-être nos films », soupire le docteur Gessain.

YVONNE REBEYROL

Le Monde
cinéma et documents
LE CINÉMA EN FRANCE
NUMÉRO SPÉCIAL - JUILLET-AOÛT
8 PAGES - 5.50 F

Hinault le résigné

La longue étape Sierra-Villefranche-sur-Saône (320 kilomètres), assez inopportune un lendemain d'une étape alpestre et à la veille d'une course contre le montre s'est terminée, vendredi 20 juillet, par la victoire du Belge Frank Hoste.

Elle a permis à Sean Kelly de remonter de la septième à la cinquième place du classement général, grâce aux bonifications des sprints intermédiaires. Laurent Fignon conserve le maillot jaune.

De notre envoyé spécial

Villefranche-sur-Saône. — Bernard Hinault est résigné. Il ne sera sans doute pas mécontent, quoi qu'il

LES CLASSEMENTS

Vingt et uni étapes
CRANS-MONTANA-VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE
1. Frank Hoste (Bel.), les 320,5 kilomètres en 9 h 28 mn 8 s, moyenne 33,847 km/h, avec bonification 9 h 27 mn 38 s ; 2. Jacques Haeghebaert (P-B), 9 h 28 mn 8 s, avec bonification, 9 h 27 mn 48 s ; 3. Sean Kelly (Irl.), 9 h 28 mn 8 s, avec bonification 9 h 27 mn 58 s ; 4. Bernard Hinault (Fr.), 9 h 28 mn 8 s ; 5. Henri Maenders (P-B), même temps ; 6. Gilbert Clens (Sui.) ; 7. Francis Castaing (Fr.) ; 8. Ad Wijnmans (P-B) ; 9. Jan-Philippe Van den Brande (Bel.) ; 10. Phil Anderson (Aus.).

Classement général. — 1. Laurent Fignon (Fr.), 105 h 32 mn 44 s ; 2. Bernard Hinault (Fr.), à 9 mn 56 s ; 3. Greg Leondard (E-U), à 11 mn 5 s ; 4. Robert Millar (E-B), à 11 mn 45 s ; 5. Sean Kelly (Irl.), à 16 mn 35 s ; 6. Pascal Simon (Fr.), à 16 mn 51 s ; 7. Angel Arroyo (Esp.), à 17 mn 5 s ; 8. Pedro Muñoz (Esp.), à 22 mn 18 s ; 9. Claude Criquielion (Bel.), à 25 mn 12 s ; 10. Niki Ruttimann (Sui.), à 26 mn 28 s.

Tour de France féminin. — La Néerlandaise Connie Meyer a remporté, vendredi 20 juillet, la 16^e étape Ambérieux-en-Bugey-Villefranche-sur-Saône (57 km) du Tour de France féminin, au sprint devant la Française Corinne Le Gal. L'Américaine Mary-Nance Martin, occupe la première place du classement général provisoire.

diser, de terminer deuxième à Paris ou, à défaut, de monter néanmoins sur le podium. Le résultat, pratiquement acquis, paraît insupportable pour un homme qui a subi la loi des grimpeurs dans un Tour de France fortement influencé par le montage et qui a perdu le contact dans la plupart des grands cols alpestres.

Jusqu'à Grenoble, l'ancien champion du monde nourrissait l'espoir de dompter Fignon. Comment ? Nous l'ignorons. « La course ne sera jouée que sur les Champs-Élysées », disait-il, et, de toute façon, la deuxième place ne m'intéresse pas.

Il est vrai que tout peut arriver dans une épreuve par étapes où seule la victoire compte : une chute, une indisposition, une défaillance inattendue. Mais, sur le plan sportif et sans préjuger du dénouement, on peut affirmer que la course s'est achevée sur les pentes de la Flagey. Ce jour-là, Hinault a reconnu la supériorité de son jeune rival. Par la suite, il a essayé, avec beaucoup de courage, de le surprendre et de lui compliquer la tâche. Cependant, si l'orgueil l'a poussé encore à se battre, la conviction n'y était plus. Ses actions un peu désordonnées et ses efforts superflus ont d'ailleurs inspiré à Cyrille Guimard, qui fut son directeur sportif, le commentaire suivant : « Depuis la sortie des Pyrénées, l'attitude de Bernard est celle d'un coureur qui tente désespérément de reprendre l'initiative et qui ne sait plus quelle tactique adopter. Livré à lui-même, en raison de la faiblesse de sa formation, et dépassé par les événements, il a commis des erreurs inavouables ».

Hinault n'est pourtant pas l'homme à rester sur un échec. S'il n'a plus les moyens de remporter une cinquième fois le Tour de France, il s'efforcera à l'avenir de favoriser la réussite d'un de ses partenaires, conformément au programme qu'il avait défini en prenant le commandement du groupe La Vie Claire. « L'important », déclarait-il alors, c'est la victoire de l'équipe. »

Le Breton pourrait devenir capitaine de route et engager un nouveau lieutenant. On parle dans la coulisse de Greg Leondard. A moins que l'existence du groupe La Vie Claire ne soit remise en cause. Selon certaines indiscrétions, les rapports ne seraient plus ce qu'ils étaient entre Bernard Tapie et son leader.

JACQUES AUGENDRE

Fignon le boulimique

(Suite de la première page.)

Il est bel et bien devenu aujourd'hui un patron ambicieux. Il n'est pourtant professionnel que depuis deux années. Lorsqu'il le devint, il n'arrivait pas avec une carrière éblouissante d'amatour. Serait-il de ceux pour qui, comme le dit Antoine Blondin, « la classe a parlé tardivement » ? En deux ans, en tout cas, ceux qui l'ont observé avec le regard averti des spécialistes, qu'ils soient anciens champions ou journalistes, sont unanimes pour dire qu'il s'est imposé. Sans doute n'avait-il pas la vedette comme aujourd'hui lorsqu'il aida Bernard Hinault à gagner le Tour d'Italie en 1982 après avoir lui-même porté le maillot rose durant quelques jours. Il ne l'avait pas non plus l'année suivante, lorsqu'il fut d'Espagne il fut de nouveau l'artisan de la victoire du même Hinault, mis en difficulté par les Espagnols, tout en terminant à la septième place.

Ce compagnon sage de l'équipe Renault, sous la houlette ou la férule de Cyrille Guimard, lui permit assurément de bien connaître celui qui est devenu aujourd'hui son adversaire, mais surtout son inférieur de si peu que ce soit. Déjà, il lui avait dit un jour, au temps où ils couraient ensemble : « Tous les autres ont peur de toi et n'osent pas t'attaquer. Moi, si je n'étais pas dans la même équipe, je t'attaquerais ». Hinault, paraît-il, avait rigolé sans vouloir prendre au sérieux la provocation de ce cadet de six ans en qui il refusait et refuse encore de voir son véritable successeur. Il n'était pas le seul. Eddy Merckx non plus ne croyait guère en ce nouveau venu. Il l'avait qualifié un jour de « play-boy et petit coureur ». Ces propos-là, que les journaux rapportent, sont souvent sans conséquence et sans suite dans le monde cycliste. Mais, lorsqu'après l'arrivée à l'Alpe d'Huez certains se mirent à dire que Laurent Fignon leur rappelait le « cannibale », qu'il avait la même morphologie que ce glouton, on vit demander à celui qui aurait dû en être flatté ce qu'il pensait d'une comparaison aussi élogieuse. Il jura à tous le coup du mépris : « Merckx ! Qui Merckx ? Connais pas ».

Laisser dire et pédaler

C'était pour la galerie. De telles répliques pourtant sont significatives. Elles témoignent d'un caractère et d'une fière assurance. Guimard, qui connaît ses poulains, définit sa vedette en trois mots : « équilibré, lucide, ambitieux ». Equilibré, il le fut toujours. C'est une simple question de nature. Lucide, il

l'est devenu, course après course, à force d'observation. Quant à l'ambition, elle couvait. Maintenant, elle éclate. Comme les autres grands, il se paya le luxe de gagner le Tour de France la première fois qu'il y participa. C'était l'année dernière. Cette victoire n'était pourtant pas apparemment probante. Cette année-là, Fignon héritait du maillot jaune après l'abandon de Pascal Simon, victime d'une fracture de l'épaule. On fit donc plus ou moins la fine bouche. L'ambitieux Fignon supporta mal ces réserves. On allait voir ce qu'on allait voir. On a vu. Les critiques de 1983 n'ont pas pour autant ranié leur appréciation sur le Fignon d'il y a un an. Ils disent seulement : « Depuis un an, il s'est épanoui d'une façon extraordinaire ». Lui les laisse dire et les laisse écrire.

La soir, dans les hôtels, à l'heure du repas, au milieu des partenaires, les pieds dans des mules de plage, il est un coureur parmi les autres. On bavarde, on rigole, mais pas tellement. La vie de course est ainsi faite qu'elle impose une discipline, une ascese, surtout lorsqu'on est le numéro un. Et le numéro un, paradoxalement, se trouve être le moins disert, le plus grave, le plus sage. Sur qu'à l'heure du dîner, celui-ci, à la façon d'un Louison Bobet, d'un Eddy Merckx, d'un Anquetil, d'un Poulidor, saura gagner la coquette fortune qu'il est en train de se construire vaillamment. Non, vraiment, il serait malséant de lui demander à l'heure qu'il est s'il aurait préféré être vétérinaire.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

ATHLÉTISME

RECORDS À L'EST

A une semaine de l'ouverture des Jeux olympiques, auxquels ils ne participeront pas, deux athlètes des pays de l'Est ont établi, vendredi 20 juillet, à Berlin-Est, deux records du monde.

L'Allemand Uwe Hohn, âgé de vingt-deux ans, a battu le record de lancer du javalo avec un jet de 104,80 mètres. Le précédent record — 99,72 mètres — était détenu depuis le 15 mai 1983 par l'Américain Tom Petrowski.

La Bulgare Ludmila Andonova, âgée de vingt-cinq ans, a amélioré le record de saut en hauteur féminin en franchissant 2,07 mètres. Le précédent record était détenu depuis le 23 juin par la Soviétique Tamara Bykova, qui avait sauté 2,05 mètres.

Société

Un témoignage du lieutenant-colonel Georges Guingouin

La division « Das Reich » n'avait pas pour mission de rejoindre le front de Normandie à marche forcée mais de combattre les maquisards du Limousin

Le lieutenant-colonel Georges Guingouin, commandant de la 1^{re} division SS « Das Reich » en Limousin nous a adressé la lettre suivante :

En Haute-Vienne, à l'annonce du débarquement, le 6 juin, des unités de légionnaires et des brigades de gendarmerie rejoignent les unités de maquisards. Un fort contingent de gendarmes se rendant à Limoges est intercepté à Magnac-Bourg : elle se rend au maquis, à Sussac. Son chef, le lieutenant Malabre, prend le commandement d'une compagnie de la 1^{re} brigade. Il accorde, par la suite, au grade de général dans son corps.

Le 7 juin, selon les documents officiels allemands, notamment le KTB de l'OKW (journal de marche de l'état-major général) contrairement à ce qui a été souvent écrit, la 2^e Panzer Waffen SS « Das Reich » n'avait pas pour mission de rejoindre le front de Normandie à marche forcée, mais d'entrer immédiatement en action contre le maquis.

C'est ainsi que, à cette date, alors que le gros de la division part de Montauban en direction du nord, sur Limoges et Tulle, un bataillon du régiment Panzer Grenadier « Der Führer » et deux bataillons du « Deutschland » partent vers le sud. Le 9 juin, le détachement de pointe du 4^e Panzer Grenadier régiment « Der Führer », de la division blindée Waffen SS « Das Reich », atteint Limoges à 2 heures du matin. Aux environs de 10 heures, le 1^{er} bataillon de Dickman, qui s'est détaché de la colonne à Brive, passant par Rochechouart, arrive à Saint-Junien.

Dans la matinée, le général Lammerding est à Uzere. Alors que dans son état-major, avant de partir de Montauban, on se promettait de

« brûler une ville du Centre » dont tout concourt à penser qu'il s'agit de Limoges - il se rend à l'évidence que, contrairement à Tulle et à Guéret, cette ville n'a pas été attaquée par la Résistance.

Ordre est donné au 3^e bataillon de Kampf de partir sur Guéret. Des unités sont lancées sur le secteur d'Eymoutiers : le pont de Masléon est détruit pour ralentir la progression des engins blindés. Une automitrailleuse allemande, à Sainte-Anne-Saint-Priest, tombe aux mains de la compagnie commandée par Pierre Magadoux. Au début de l'après-midi, la division reçoit l'ordre de l'OKW, commandant suprême des forces armées allemandes, de partir dès le lendemain 10 juin vers le front de Normandie, alors que, pour certaines unités, le plan de marche établi à 12 heures prévoyait la direction de Clermont-Ferrand.

L'état-major de la division demande alors à Fittol, chef du 2^e service de la milice, de mettre à sa disposition quatre miliciens en vue d'une « opération en cours d'organisation » aux environs de Saint-Junien. A cause de cette opération, après un échange de télégrammes avec le 38^e corps blindé, le départ de la division est prévu pour le 11 juin à 10 heures.

La capture d'un officier SS

Mais aux environs de 20 heures, le Sturmabführer Kampf, héros numéro un de la division, titulaire de la Ritterkreuz (croix du Chevalier), de la croix de fer (1^{re} et 2^e classe), commandant le 3^e bataillon du régiment « Der Führer », qui vient de faire exécuter trente et un maquisards croisés au poteau de Com-

beauvert, est capturé entre Sauvât et Saint-Léonard par le sergent Canon, de la 1^{re} brigade revenant de faire sauter le pont de Royères. En représailles, deux cultivateurs, pères de familles nombreuses, MM. Just et Malgauche, sont fusillés.

Apprenant la capture de son ami Kampf, le général Lammerding ordonne de surseoir de nouveau au départ de la division et de tout faire pour retrouver le Sturmabführer.

Le 10 juin, perpétrée par la 3^e compagnie du capitaine Kahn, du 1^{er} bataillon du régiment « Der Führer », c'est la tragédie d'Oradour-sur-Glane.

Le 11 juin, malgré la présence de la division « Das Reich », les unités de la 1^{re} brigade de marche libèrent, in extremis, les camps de Nexon et de Saint-Paul-d'Eyjeux, évitant ainsi à de nombreux internés la déportation en Allemagne.

Le 12 juin, à 5 h 30 du matin, départ de la division pour le front de Normandie : elle a subi un retard de quarante-huit heures.

D'autant plus que la division blindée Waffen SS « Das Reich » avec ses 15 000 hommes, ses 1 400 véhicules dont 350 blindés, son régiment de chars lourds, son bataillon de canons d'assaut, son régiment d'artillerie autopoorté avait une puissance de feu triple de celle d'un corps normal.

Ainsi est justifiée cette remarque de l'historien allemand Hans Luther : « Cette division d'élite ne put être placée en temps voulu sur le front de Normandie ». De même que ce témoignage de l'Américain Stephen N. Ambrose, ami personnel d'Eisenhower : « On peut affirmer sans crainte de démentir qu'avec cette seule opération, le maquis fournit une aide considérable aux Alliés ».

Les combats devaient continuer pendant les mois de juin et de juillet, et bien peu de combattants parvinrent à échapper à l'étau des troupes allemandes, qui se resserraient sans cesse.

La répression ennemie fut féroce : les blessés laissés sur le terrain, les prisonniers, furent impitoyablement passés par les armes. Des statistiques font état de 2 500 morts militaires et de 3 000 civils, dont 200 Allemands.

La citation de Vassieux à l'ordre de la Libération souligne que ce village du Vercors, grâce au caractère de ses habitants, s'est totalement consacré pour la Résistance française en 1944. Principal centre de parachutage pour l'aviation alliée sur le plateau, il a toujours aidé de tous ses moyens les militaires du maquis dans les opérations de ramassage des armes. Très violemment bombardé le 14 juillet, attaqué par quarante-cinq avions allemands les 21 et 22 juillet, il a eu occasion de deux de ses habitants massacrés et la totalité de ses maisons brûlées par un ennemi sans pitié. Martyr de sa foi en la résurrection de la patrie.

Le général de Lattre de Tassigny, commandant de la 1^{re} armée française, qui débarqua le 15 août en Provence, souligne par la suite ainsi le rôle du Vercors : « Sans ce harcèlement constant, sans cette constante menace, lorsque enfin le débarquement mit un terme à notre impatience égale à la vôtre, ce ne sont pas des jours, mais des semaines qu'il eût fallu aux troupes américaines pour atteindre Grenoble. Ce ne sont pas des jours, mais des semaines qu'il eût fallu à la 1^{re} armée française pour exploiter, par la vallée du Rhône, sa victoire de Provence. Et l'on peut penser que la XIX^e armée allemande aurait cherché à tendre la main aux forces d'Italie, détachant ainsi à la déroute et créant un front nouveau qui eût longtemps retardé nos offensives d'Alsace ».

● **Cérémonie à la Chapelle-en-Vercors.** - A la mémoire des fusillés de la Chapelle-en-Vercors (Drôme), exécutés par les nazis il y a quarante ans, une cérémonie aura lieu le mercredi 25 juillet dans cette commune. Après la messe du souvenir célébrée à 10 heures, l'exposition - installée dans les locaux de l'école primaire de la Chapelle-en-Vercors - sera inaugurée à 12 heures, en présence de MM. Maurice Pic, ancien ministre, président du Conseil général de la Drôme.

Admissions aux grandes écoles...

(par ordre de mérite)

Ecoles normales supérieures de Fontenay et Saint-Claude

SECTION DES LETTRES

● Série lettres

M^{me} et M^{lle} Sylvie Ballesta, Jean-Luc Fournet, Caroline Magdeleine, Valérie Danicou, Anne Couget, Isabelle Chérot, Bruno Aboudrar, Olivier Rosenthal, Jean-François Bianco, Anne-Marie Monaghan, Marie-Hélène Bazzoli, Sabine Roux, Alice Bergs, Michel Jourd'he, Anne Legoux, Christine Pouzoulet, Catherine Combau, Nathalie Albon, Bernard Fraoux, Denis Médier, Laurence Gervais, Anne-Catherine Morel, Xavier Dorlan, Véronique Doucet, Florence Bouchet, Hélène Nigron, Sophie Oliveau, Patrick Gourvenec, Françoise Boisseau, Andréa Gallard, Martin Mègevrand, Marianne Bollaï, Bernard Moreau, Fabienne Pigeon, Olivier Héry, Sylviane Obadia.

● Série sciences humaines

M^{me} et M^{lle} Jean-François Marand, Frédéric Guignot, Eric Chaux, Nathalie Denez, Frédéric Dufaux, Anne Leizerovici, Mathias Clément, Stéphane Rosignol, Frédéric Moret, Laurent Boulakia, Sabine Ledon, Marie-Pierre Nicollet, Sylvie Labat, Eric Bozon, Frédéric Brahami, Patrick Bonnot, Jean-Pierre Baril, Guillaume Lévêque, Christiane Bonienne, Laurent Bourquin, Guillaume Vannier, Jean Gilbert, Antoine de la Taille, Martial Stach, Jean Montaut, Frédéric Abecassis, Damien Firsiroti, Caroline Lemaire.

...Et aux agrégations

(par ordre alphabétique)

● Allemand

M^{me} et M^{lle} Philippe Alexandre (17^e) ; Brigitte Arbogast/Desthorst (18^e) ; Patrick Arnaud (21^e ex.) ; Daniel Aussel (10^e ex.) ; Marie-Claire Berthel (20^e) ; Valérie Faure (36^e) ; Laurence Fiebert (37^e) ; Thierry Carpent (15^e) ; Anne-Geneviève Carval (35^e) ; Florence Cazali (26^e ex.) ; Marie-Françoise Debelles (12^e) ; Marion Durand (32^e) ; Valérie Faure (36^e) ; Laurent Fiebert (37^e) ; Simone Gabriel/Bauer (8^e) ; Marc Gensadour (14^e) ; Marie-Claude Gemblin (9^e) ; Jean Griffois (40^e) ; Christiana Gross/Teschke (31^e) ; Denis Hualt (13^e) ; Hédi Jaouani/Urban (32^e) ; Agnès Jodet (18^e) ; Maurice Kautler (30^e) ; Jacques Lajarrige (6^e) ; Christiane Lang/Rau (33^e) ; Claudine Layre (21^e ex.) ; Dominique Leroy (23^e) ; Sylvie Lefort (20^e) ; Célestine Mégias (38^e) ; Anik Morandini (10^e ex.) ; Dominique Padet/Lepelletier (23^e) ; Philippe Padet (19^e) ; Sabine Ferris/Matthod (7^e) ; Pierre Lemaire/Festoux (34^e) ; Laura Pilevicius (20^e) ; Elif Poulain/Gate (16^e) ; Marie-Claire Vaudoux (4^e) ; Catherine Veillet (25^e) ; Daniela von Scheidt (37^e).

CARNET

● Décès

M^{me} Marcel Bobulesco, son épouse, Thierry, Patrick et Nathalie, ses enfants. Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel BOBULESCO, métallurgiste de la Résistance, déporté à Neumangum, survenu le 20 juillet 1984, dans sa soixante et unième année, en son domicile, 1, avenue Ingres, 75016 Paris.

Les obsèques auront lieu le lundi 23 juillet. Réunion entrée principale du cimetière parisien de Pantin, à 10 h 45.

M. Marcel DORTET, survenu le 14 juillet 1984 à Beaumont-sur-Oise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 17 juillet.

M. et M^{me} Francis Fayolle, M^{me} Philippe Fayolle, M^{lle} Brigitte Fayolle, M^{lle} Marie Fayolle, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} veuve Edmée FAYOLLE, née Germaine Méroux.

survenu le 19 juillet 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 23 juillet, à 10 h 45, en l'église Saint-Germain de Soisy-sous-Montmorency, sa paroisse.

3, avenue Kellermann, 95230 Soisy-sous-Montmorency.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Hervé Montjori, Jean-Michel Boizot, Isabelle Buitingsloewen, Maria Avila, Laurent Pourquet, Agnès Bégère, Paul Audi, Bernard Lazard-Pellon, Christelle, Sylvie Lelièvre, Isabelle Donat.

● Série langues vivantes

M^{me} et M^{lle} Laurence Vincent, Carlos Houchi (à titre étranger), Anne Jagot, Hélène Baubert, Xavier Tabet, Antoine Micoche, René Alladaye, Denis Bousch, François Bercher, Elisabeth Angel, Romain Dégout, Mathias Béjat, Sylvie Aulfit, Claire Handard, Christophe Jacques, Catherine Mazellier, Isabelle Joyau, Catherine Lobo, Gilles Bascot, Marie-Josée Macocochi, Véronique Izac, Jacques Fede, Laurence Faucon, Béatrice Laroche, Brigitte Gauthier, Anne-Marie Paquet, Etienne Veto, Laurent Dittmann, Jean-Christophe Murat, Sylvie Maurel, Max Claudet, Catherine Magnan, Christine Rozier, Sylvie Tancor, Dominique Bodin, Hélène Yvonneau, Véronique Pauly, Violaine Perrera, Maudricus Pons, Anne Chanvigné, Claire Jonbert.

SECTION DES SCIENCES

● Série sciences naturelles

M^{me} et M^{lle} Romain Sombeyrou, Valérie Doye, Daniel Plumet, Eric Calais, Christophe Thivard, Jean-Claude Ringuebail, Christel Brou, Corinne Etan, Bernard Cordier, Christine Wiert, Frédéric Legay, Françoise Lefort, Claudine Gatin, Christophe Bellier, Isabelle Vite, Dominique Feltier, Sylvie Maier, Philippe Dossière, Anne Fosseville, Stéphane Boudon, Frédéric Hospital

● ARTS PLASTIQUES

M^{me} et M^{lle} Isabelle Barona (15^e ex.) ; Jean-Marie Barona (15^e ex.) ; Doris Baudet (10^e ex.) ; Dominique Boon (21^e) ; Christine Carrier néo Giffres (10^e ex.) ; Dominique Challes (10^e ex.) ; Isabelle-Rose Cobos (17^e) ; Dominique Durand (18^e) ; Claude Engel (17^e) ; Frédéric Gierria (20^e) ; Agnès Guillaumont néo Beaudrie (19^e ex.) ; Stéphane Hazera (8^e) ; Jean-Michel Koch (7^e) ; Philippe Lefebvre (13^e) ; Christophe Parrington (5^e) ; Sylvie Renaud néo Bureau (14^e) ; Marc Robert (21^e ex.) ; Suzanne Robert néo Bureau (19^e ex.) ; Nelly Roman néo Roman (9^e) ; Lydie Roux néo Faure (6^e) ; Anne Slack (3^e) ; Jean-Claude Tur (21^e ex.) ; Marie-Françoise Vandewynhale (4^e).

● Biochimie-Génie biologique

M^{me} et M^{lle} Geneviève Almoriz (17^e) ; Jacques Boucloy (néo Jania) (17^e) ; Jacques Boucloy (2^e) ; Pierre Boudier (9^e) ; José Chouinard (9^e ex.) ; Vincent François (6^e) ; Eric François (3^e) ; Jérôme Geris (9^e) ; Catherine Guilou (11^e) ; Anne Laloux (néo Melle) (10^e) ; Jean-Luc Letra (5^e).

● Espagnol

M^{me} et M^{lle} Bernard Barrière (8^e) ; Danielle Barida (néo Curillo) (16^e).

Florence Labarre, Véronique Catin, Stéphane Roy, Christian Verrillier, Jean-Michel Coquilhat, Régine Gal, Gilles Nassy, Jean-Alain Poulliez, Isabelle Boule.

● Série sciences physiques

M^{me} et M^{lle} Martin Rajman, Daniel Dure, Joceline Lega, Gauthier Hulo, Frédéric Coquet, Marthe Wynn, Lionel Remo, Jean-Pierre Rivet, Claire Rist, Hervé Perdonat, Marc Lefranc, Fabrice Dobbesch, Emmanuel Guiter, Jean Dervieux, Catherine Rabouin, Karine Provost, Antoine Sollier, Franz Chaignon, Nicolas Derbel, Jean-Pierre Simon, Nathalie Pallas, Jean-François Guillaumont, Pierre Kramf, Catherine Amies, Sophie Remy, Yves Chateau, Evelyne Cohen-Temondji, Corinne Audier, Anne Ziegler, Christophe Gauthier, Philippe Maître, Isabelle Guode, Claude Bader, Jan Houlléguen.

● Série mathématiques

M^{me} et M^{lle} Elias Jouini (à titre étranger), Philippe Jekel, Charles Torossian, Catherine Delor, Marc Servain, Claire Devouge, Pascale Dekker, Yves Laslo, Philippe Roche, Serge Bouja, Laurence Berthet, Max Beaud, Nicolas Blanc, Jean-Marc Labarre, Georges Blanc, Patrick Guerd, Hervé Olivier, Christophe Ruel, Hervé Kaba, Olivier Catoni, Loïc Colson, Jérôme Bureau, Pascal Bernard, Yves Bertot, Annabelle Kheif, Jean-Marc Cassagne, Patrice Simontoni et Baudry, Béatrice Coquet, Cécile Goly, Armand Debussche, Isabelle Flahaut, Ivan Meguerditchian, Anne Karhau.

● RENSEIGNEMENTS

Mlle Hélène Melat.

● **Retrait du marché d'un médicament contre la douleur.** - Un antalgique, l'antiréceptif (Stakane des Laboratoires Danasse), prescrit essentiellement en cas de douleurs rhumatismales, vient d'être retiré du marché pour un « par précaution et pour poursuivre des études à son sujet ». Cette suspension intervient à la suite d'expériences sur des souris.

M. Marcel MERGONDE.

M. Marcel MERGONDE, ancien député socialiste de Paris. [Né le 18 février 1910 à Paris, Marcel Mergonde fut instituteur jusqu'à sa réélection par le 10^e arrondissement de Paris en 1942. Chef départemental des Odes du Libé Nord et du réseau Brutus, il fut député à Neumangum. En conseil général SFO, en 1945, dans l'Oise, il fut ministre de divers ministères ministères avant d'être élu député de Paris, le 2 janvier 1958 ; il est battu aux élections de 1958.]

M. Gérard Lefort.

M. Gérard Lefort, M^{me} Fabienne et Séverine Lefort, M^{lle} Stéphanie Lefort et son fiancé, M. Patrick Mardis, M. et M^{me} Henri Lefort, M^{me} Marianne Pottin-Sorlin, M^{me} Brigitte Lefort, M. et M^{me} Guy Fontaine, M. et M^{me} J.-François Lefort, M^{me} Bernadette Lefort, M. et M^{me} Robert Lefort, M. et M^{me} Guy de Soyuel, son épouse, ses filles, ses parents et belle-mère, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Toute sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Gérard LEFORT, ancien élève de l'école polytechnique, directeur général et gérant de la société Améli France, survenu le 14 juillet 1984, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le jeudi 19 juillet, en l'église Saint-Michel de Charnoz (Haute-Savoie).

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Charnoz, où il reposera au côté de son fils.

Frédéric, cruellement arraché à son affection le 20 mars 1983. Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris, 145, rue de la Poëpie, 75116 Paris.

M. Raymond MAURICE, ses enfants et petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de M. Raymond MAURICE, ancien contrôleur civil au Maroc, conseiller commercial de France (ER), survenu le 15 juillet 1984, dans sa soixante-troisième année.

Selon la volonté du défunt, la cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale à Royallien (Oise).

35, parc d'Ardenay, 91120 Palaiseau.

● **Anniversaires**

Il y a cinq ans, le 22 juillet 1979,

Paul HAGENAUER, avocat à la cour de Paris, a quitté les siens.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé lui consacrent une pensée affectueuse en ce triste anniversaire.

IL Y A QUARANTE ANS, DANS LA DROME

Vassieux-en-Vercors

Une cérémonie nationale se déroulera, dimanche 22 juillet, à Vassieux-en-Vercors - commune de la Drôme citée à l'ordre de la Libération le 4 août 1945. - en hommage aux combattants du maquis tude il y a quarante ans en ce haut lieu de la Résistance.

M. Charles Heru, ministre de la défense, représentera le chef de l'Etat à cette manifestation, à laquelle devraient assister, en outre, MM. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, et Georges Ffifan.

« Le chamois des Alpes bondit »

Dès 1942, des projets avaient été mis au point afin de constituer dans le massif du Vercors un « réduit national » d'où des raids pourraient être lancés contre l'occupant après le débarquement sur les côtes de Provence.

La dissolution de l'armée d'armistice en novembre - lors de l'occupation de la zone dite « libre » après l'arrivée des forces anglo-américaines en Afrique du Nord - fournit les premiers effectifs des maquis avec l'afflux d'éléments du 11^e cuirassiers et du 6^e bataillon de chasseurs alpins. Puis vinrent nombre de jeunes qui refusèrent en 1943 l'incorporation dans le STO (Service du travail obligatoire).

Les Allemands ne tardèrent pas à réagir devant ce danger pour leurs voies de communication, le massif alpin du Vercors étant situé à peu de distance de Valence, dans la Drôme, d'une part, et de Grenoble d'autre part. Leurs premières opérations

s'accomplirent, dès janvier 1944, avec l'aide des miliciens de Vichy.

Le 4 juin, l'état-major allié diffuse le message « Le chamois des Alpes bondit », qui appelle les maquisards au combat. La lutte va être impitoyable. Aux sections de guérilla contre l'ennemi, ses transports de troupes, ses cantonnements, les forces d'occupation ripostent par des représailles sur les populations civiles, n'épargnant ni femmes ni enfants. Des villages de montagne sont brûlés : ce sera, en particulier, le sort de Vassieux-en-Vercors et de bien d'autres localités.

En dépit des parachutages, les maquisards ne disposaient en fait que d'armes légères contre un ennemi qui mettait en ligne des forces blindées et son aviation, le terrain de Chabeuil - près de Valence, - aux mains des Allemands, n'ayant pas été détruit malgré les demandes incessantes des chefs de la Résistance.

L'EDUCATION

JUILLET-AOÛT 1984

PALMARÈS 84 DES UNIVERSITÉS

Classes préparatoires - Sections de tech'sup - Ecoles de commerce - Ecoles d'agronomie - Vétérinaire - Interprétariat - Journalisme - Géographie - Histoire - Linguistique - Philosophie - Mathématiques.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

La quête de la parole perdue

Du 21 au 27 juillet, au théâtre municipal, le TNP présente Frédéric prince de Hombourg de Kleist, dans la mise en scène de Kargo et Laghoff, spectacle créé à Villourbanne et repris à l'Odéon (le Monde du 8 juin). La pièce est rarement jouée en France. Elle ne l'a pas été à Avignon depuis que Jean Vilar et Gérard Philippe lui ont donné une dimension de légende. C'était il y a pas de trente ans. Le mouvement de l'Histoire l'a emporté ailleurs, vers la folie organisée d'un monde furieux. Gérard Desarthe est le prince de Hombourg, Philippe Clévenot le prince électeur. Et c'est toujours le malentendu mortel entre deux hommes semblables, mais l'un refuse l'appartenance sociale, l'autre le domine.

« Abandonnés, nous le sommes vraiment comme des enfants égarés dans la forêt. Quand tu es devant moi et que tu me regardes, que sais-tu de souffrance qui sont en moi ? (...) Et quand je me jeterais à tes pieds en pleurant et en te parlant, saurais-tu plus de choses de moi que de l'enfer, quand quelqu'un te raconte qu'il est chaud et terrible ? Ne serais-tu pas pour cela, nous devrions nous autres hommes nous tenir les uns devant les autres avec autant de respect, autant de gravité et d'amour que devant les portes de l'enfer... » Ce constat d'une incompréhension inhérente à la nature humaine, que Kafka adresse à l'un de ses plus chers amis de jeunesse, Heinrich von Kleist n'aurait pas eu grand-chose à y changer pour le prendre à son compte, du reste c'est bien ce qu'il a fait à sa manière dans ses pièces et ses récits : si l'on néglige la variété apparente de ses thèmes et ses bizarres vagabondages historiques, il apparaît qu'il n'a rien dit d'autre au fond que l'impossibilité du langage à transmettre sur les êtres une vérité totale et directe. Qu'il se transporte dans le Grèce mythique, dans la Prusse du XVIII^e siècle ou chez les anciens Germains ; qu'il s'inspire de l'Amphytrion de Molière, d'une gravure naïve ou d'une légende médiévale, le malentendu est la substance et le sens dernier de ses drames, non pas comme un accident qui pourrait être surmonté, mais comme une fatalité même de l'esprit humain, prisonnier d'un langage tout à la fois insuffisant et ambigu, donc essentiellement mensonger.

Pour Kleist, en effet, l'appartenance de la conscience dans la vie, qui a entraîné la faute primordiale et l'exclusion du Paradis, a eu aussi pour conséquence la perte ou tout au moins l'obscurcissement de la parole vraie, celle de l'intelligence immédiate, qui ne peut ni mentir, ni se tromper. La conscience éveillée a provoqué partout division, chaos, morcellement, avec tout leur cortège de souffrance et de conflits. C'est pourquoi, étant lié à notre condition, le malentendu ne peut être débrouillé que par des individus qui, tels le prince de Hombourg, la petite Catherine de Heilbronn ou Alcibiade dans Amphytrion, ont la grâce de réintégrer, ne fût-ce que momentanément, le bienheureux état premier. De là que les états d'absence, de rêve, de somnambulisme, de sommeil, bref, tout ce qu'un philosophe contemporain appelle les « états nocturnes de l'âme », jouent dans les drames de Kleist un rôle si décisif : échappant par nature aux raisons claires du jour, ils constituent les seuls moments où l'imbroglio des actes et des paroles dénoués puisse heureusement se dénouer.

En dehors de ces instants plus ou moins fugitifs, les héros s'agitent frénétiquement dans un monde verbal où personne n'entend personne, au double sens du mot, et où tout par suite est susceptible d'interprétations erronées. Un homme prononce le nom d'un autre sous la torture. Que signifie ce cri ? Une accusation ? Un aveu ? Une dernière preuve d'amour et de fidélité ? On ne sait, mais tous ceux qui l'enten-

dent croient le savoir, et chacun se tient à la seule interprétation que lui suggère sa méfiance, sa peur, ou sa haine. Dans le théâtre et les récits de Kleist, le mot tombe toujours dans une oreille distraite, mauvaise, sourde, prévenue : étant double lui-même, il est partout l'agent de la duplicité et de l'hyppocrisie : Nicolò, l'Enfant trouvé, n'a besoin que d'intervenir les lettres de son nom et de le changer en Colino pour accomplir tranquillement ses forfaits ; et Penthesilée peut expliquer le dépeçage sauvage auquel elle se livre sur le corps de son amant par le fait que « déchirer, désirer, cela rime ». Ainsi les mots n'induisent pas seulement en erreur, ils sont aussi les premiers fauteurs de troubles et de crimes.

Pour Kleist, donc, le langage est moins un moyen de compréhension qu'un outil par nature défectueux, un instrument propre à créer partout désordre et défiance. Pour autant qu'elles sont fondées sur le langage, les relations humaines en sont elles-mêmes gravement affectées : enfermés dans le cercle fallacieux de leurs paroles, les individus ne peuvent s'approcher les uns des autres qu'en se soumettant mutuellement à une inquisition qui, dans cette hâte distraite qui est le mouvement même de toute action, met tragiquement en évidence l'incompréhension totale des questions et des réponses. Les mots qui devraient leur permettre de s'expliquer ne leur servent finalement qu'à se torturer.

Quand il arrive que l'interrogé soit l'un des êtres innocents qui n'ont pas la parole, en raison de leur innocence, justement, la question vole autour de lui sans l'atteindre, comme si, du seul fait qu'on lui parle, son être cessait de fonctionner. Incapable de répondre, il tente d'apprivoiser la question et la répète indéfiniment d'une voix de somnambule, qui témoigne de son absence et aggrave l'acharnement de l'interrogateur. Cette particularité du dialogue qui naît, ainsi que Clemens Brentano l'a bien vu, « à coup de questions et de répétitions », comme si tous les personnages étaient « sourds et à moitié stupides », constitue la plus grande originalité du style dramatique de Kleist, un style que l'écrivain, conscient d'être « un homme inexplicable », a su gagner de haute lutte sur sa misère d'être parlant (il souffrait d'une dépression d'élocution, due en partie à la timidité, peut-être aussi à de graves troubles nerveux). Cette singularité d'un dialogue théâtral donné d'emblée pour impossible, c'est elle qui donne aux plus belles scènes des drames de Kleist leur mouvement inimitable et leur pouvoir de fascination. Elle est en vérité la marque spécifique d'un génie qui ne se la certifie pas comme une preuve nécessaire à son système, mais qui l'a trouvée dans le drame de sa vie intime où tout, « embrouillé comme les fibres d'étoffe sur la quenouille », appelait et repoussait la communication, appelait et repoussait l'amour. Elle est aussi une plainte douloureuse contre la nature, à laquelle Kleist, bête, maladroit, impuissant, pouvait reprocher à juste titre de l'avoir vraiment maltraité. Et par-dessus tout une revanche éclatante sur ce mal d'être qui le rendait indéchiffrable, impossible à vivre, impossible même à ses proches et à ses rares amis. Car ses contemporains ne l'ont jamais bien compris (sans parler de Goethe, dont le jugement catégorique l'a exclu de la littérature, avant qu'il ne s'exclue lui-même de la vie). Il est vrai que la postérité l'a bien vengé, et, aujourd'hui, nous serions presque tentés de dire qu'il nous était réservé, à nous qui entre-temps avons appris à voir les choses avec les yeux de Freud et de Kafka, de reconnaître pleinement pour la première fois les profondeurs où plonge la scène inventée par Kleist, et combien elle se prête, par-delà le temps, à la représentation du combat indécis que nous impose notre propre langage, tiraillés que nous sommes entre les lois du discours raisonnable et nos rêves fous d'immédiateté.

MARTHE ROBERT.

« LE TÉNOR JEAN-HENRI LAURENS EST MORT dans l'incendie de son appartement à Nice le jeudi 19 juillet. Il était âgé de soixante-dix ans. Premier ténor au Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles, pensionnaire du Metropolitan Opera de New-York puis de la Scala de Milan, l'artiste vivait, sensible à l'été, plusieurs années dans un état dépressif.

HUIT TABLEAUX « DÉPOSÉS » AU MUSÉE D'AIX

Le retour de Cézanne

M. Hubert Landais, directeur des Musées de France, inaugure, ce vendredi 20 juillet, le « dépôt » de huit tableaux de Cézanne, reçus en donation au musée des Beaux-Arts d'Aix-en-Provence. Décidé par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, aujourd'hui démissionnaire, dans le cadre de sa politique d'enrichissement des musées de province inaugurée en 1982, ce « dépôt » apporte enfin à la ville d'Aix-en-Provence les œuvres de Cézanne qui lui ont toujours fait défaut.

La ville d'Aix-en-Provence n'avait en effet jusqu'à ce jour pas un seul tableau de Cézanne. Mais l'histoire de l'art a réalisé le meilleur de son œuvre particulièrement durant les dernières années de sa vie, lorsque, à la cinquantaine, ayant hérité de son père banquier, il décida de se consacrer tout entier à la peinture, ignorant les marchands. Tous les sites des environs de la ville, la montagne Sainte-Victoire, le chemin des Lauves, la maison de Rocher noir, les environs du Jas de Bouffan, dont il connaissait jusqu'au moindre arbre, la moindre pierre, sont dans ses tableaux.

Le musée des Beaux-Arts d'Aix porte le nom d'un peintre plus connu pour le superbe tableau portrait romantique qu'un a fait à Rome, que par son œuvre. Marius Granet, aquarelliste méconnu et conservateur, sous Louis Philippe, du Louvre et du château de Versailles, a légué tout son œuvre peint à la ville, qui par gratitude, lui dédia

son musée. Cézanne, lui, n'a jamais rien donné à sa ville. Les bourgeois d'Aix, ses contemporains, ne voulaient d'ailleurs sûrement rien de cet illuminé qu'on voyait sur le chemin des Lauves, le visage fermé, un vieux manteau jeté sur les épaules, et que les enfants poursuivaient en riant.

Trois quarts de siècle après la mort du peintre en 1906 dont le nom a rejilli sur Aix, la ville n'a pas fait grand-chose pour Cézanne. C'est une association d'amateurs américains animée par John Rewald, le distingué historien de l'impressionnisme, qui acheta le petit atelier des Lauves. Une palette, des couleurs, un antique manteau (il n'est pas sûr que ce soit celui de Cézanne) y rappellent le souvenir du peintre. L'atelier, d'abord donné à l'université, est, après des péripéties clochemerles, finalement entré dans le patrimoine des musées d'Aix, et la ville a fait, il y a peu, l'acquisition d'une aquarelle. Pourtant, le Jas de Bouffan, la grande demeure familiale des Cézanne vendue au début du siècle à un collectionneur avec les tableaux qui décoraient ses murs, a longtemps été une source d'approvisionnement des musées et des collectionneurs. La ville d'Aix, elle, ne s'intéressait au Jas que pour son vaste parc, dont elle a acheté une part pour y établir des ZAC et des ZUP.

Depuis que la cote marchande de Cézanne s'est baissée à la cime de la montagne Sainte-Victoire, chaque fois qu'un de ses tableaux est mis en vente sur le marché international, on a bien fini, à la mairie, par chercher

à voir s'il n'y avait pas moyen... Justement l'Etat venait de réussir, grâce à Louis Clayeux, responsable du choix des œuvres d'art reçues en paiement de droits de succession, à débloquent une dation en souffrance d'une douzaine de Cézanne destinés au musée d'Orsay. Et M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, décidait précisément de « déposer » dans les musées de province ce « trop-plein » des musées nationaux de Paris, qui risquent d'aller grossir leurs réserves. M. Lang a estimé que l'ensemble des Cézanne du Jeu de paume et de la collection Walter à l'Orangerie est assez copieux pour laisser le bénéfice d'une partie de cette dation au musée d'Aix. A la condition que ses salles soient enfin restaurées pour recevoir dignement les tableaux. Il s'agit de sept Cézanne, de l'ancienne collection Pellerin, (obscur peintre ami de Cézanne dont il a fait un célèbre portrait), plus un huitième tableau saisi en douane. L'ensemble forme le plus important dépôt d'œuvres d'un même artiste fait par les collections nationales au profit d'un musée de province.

Cézanne n'a pas, dans ces huit tableaux de jeunesse et de la première maturité, encore les intuitions qui vont ouvrir la voie au cubisme. Il peint encore d'une manière libre et baroque, très sauvage, le pinceau chargé de couleurs, elles-mêmes chargées d'émotions contrastées, vibrantes. Le Baiser de la muse est une copie du tableau de Frillé qu'il a vu au musée d'Aix. Peint en 1858 quand Cézanne a dix-neuf ans, c'est maintenant son œuvre la plus ancienne des collections nationales. Le Paysage de la tour, qui

appartient à Derain, est encore une œuvre de jeunesse. La vaste vue ouverte sur le paysage aixois, qui a l'allure d'une pochade lestée sur papier, montre cette fois l'influence de l'aquarelle légère de Granet.

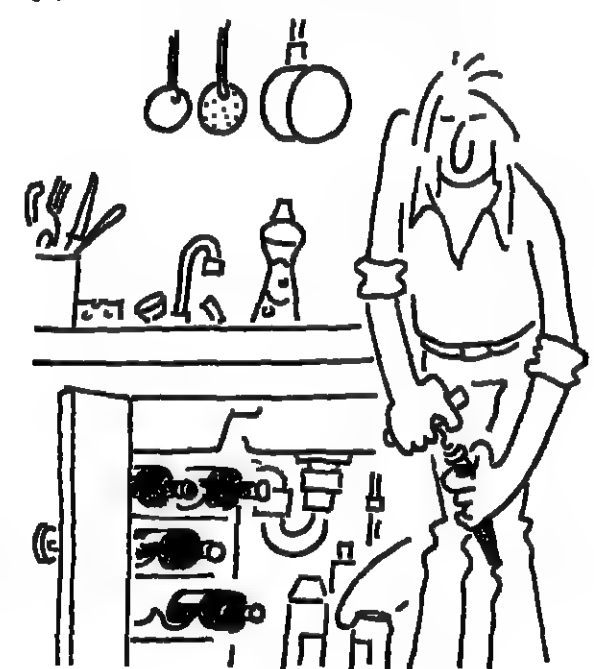
La température monte l'année suivante avec la nature morte au Sucrier, d'une facture bouslée et vigoureuse qui rappelle le sauvage Portrait du père de l'artiste lisant « l'Événement », acquis il y a quelques années par la National Gallery de Washington. Cézanne a la même manière tempétueuse pour peindre la Berksabée en 1875-1877, thème biblique et érotique typique de sa production de ces années. La Femme au miroir, prestement tracée d'un généreux mouvement, juste dans ses inflexions suspendues, annonce en 1872 les Baigneuses de la décennie suivante, dont une œuvre de petit format figure dans cette dation. Une curieuse toile peinte aux premières années de l'impressionnisme en 1873-1877. L'Apothéose de Delacroix, nous montre l'ange Delacroix soulevé dans les airs sous le regard d'un groupe d'adorateurs où figurent Pissarro, Manet et Cézanne. Enfin, la tête de Mme Paul Cézanne, œuvre de la quarantaine, est un des nombreux portraits de la mère de l'artiste, le visage inscrit dans un ovale qui a la fermeté de volume d'une sculpture. Un genre que Picasso repart à son compte dans le portrait de Gertrude Stein. La descendance de Cézanne ne faisait que commencer.

JACQUES MICHEL.

* Huit tableaux de Cézanne au musée Granet d'Aix-en-Provence, nouvelle salle installée par M. Coutagne.

Été

Histoire d'Amour par konf



Résumé. — Bien qu'elle soit partie, un nouvel ordinaire s'installe à priori sans trop de drames et parfois même la bonne vieille vie de célibataire lui paraît agréable.

(A suivre.)

Radio-Télévision

Samedi 21 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 TF 1 Vision plus.
- 12 h 00 Quarante ans déjà.
- 12 h 05 Téléforme.
- 12 h 30 Aventure au large.
- 13 h 00 Journal.
- 13 h 30 Série : Buck Rodgers au vingt-cinquième siècle.
- 14 h 20 Dessin animé : Snoopy.
- 14 h 45 C'est super.
- Pour rêver, étonner et émerveiller les enfants : la nature, le cirque.
- 15 h 05 Croque vacances.
- En ballade au musée de l'automobile à Saint-Dizier (Haute-Marne) et les séquences habituelles.
- 16 h 30 Dessin animé : Capitaine Flam.
- 17 h 00 Starter.
- 17 h 10 Casques et bottes de cuir.
- Magazine du cheval.
- 17 h 45 Série : La nouvelle maille des Indes.
- 18 h 35 Trente millions d'amis.
- 18 h 45 Magazine auto-moto.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Cos chers disparus : Maurice Chevalier.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Tirage du Loto.
- 20 h 35 Au théâtre ce soir : Ce soir à Semard.
- De Jacques Deval, mise en scène R. Gélina. Avec A. Aveline, P. Andriani, M. Perrin.
- Le fâché Souris qui fait partie d'un cirque ambulatoire de comédiens. Nécropsie de l'histoire de l'opéra. En vain. C'est-à-dire le fâché Souris. Angèle. Mais que sera sa vie avec lui ? Nécropsie demandée au fâché de lui prédire le futur. Ce qu'il voit est très dur et il le lui annonce. Que fera Nécropsie ?
- 22 h 35 Alfred Hitchcock présente... Jour de pluie.
- Série de dix courts métrages présentés et réalisés par Alfred Hitchcock.
- M. Princesse réunit sa famille et interroge son fils sur l'assassinat d'une personne non identifiée.
- 23 h 05 Journal.
- 23 h 20 Fréquence vidéo.
- Un magazine vidéo conçu comme un clip qui informe sur l'actualité de la vidéo, du marché des cassettes.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Variétés : Michel Berger.
- Réal. P. Marouani.
- Spectacle enregistré au Palais des sports en mai 1983.
- 21 h 35 Magazine : Les enfants du rock.
- Avec Icele Works, Stranglers, Police, Animal, Nightlife, Bob Marley, Paul Young, ABC, et Roxy Music à Fréjus.
- 22 h 55 Journal.
- 23 h 15 Bonssoir les clips.
- 20 h 35 Feuilleton : Dynastie.
- Nick avoue à Kristelle les sentiments qu'il a pour elle mais celle-ci entend rester fidèle à son mari. Ambitions, amours et jalousies à l'américaine.
- 21 h 20 La dernière manchette.
- Emission proposée par Gérard Jourdain.
- Match de catch télé : René Ben Chennouf et Gilbert Sessa contre Jo Bernard Harte et Chert Bibi, commenté par Roger Couderc. Match de catch 84 : du féminin avec Nicky Mac Donald contre Linda Blair. Ambiances, commentaires, invités.
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 50 Musique.
- Place à la danse toujours dans ce Musiclub du mois de juillet : Festival chorégraphique : Blue Marine, de G. Borroni, une création de Carolyn Carlson et le grand pas classique du Carnaval de Venise, de C. Pouny, chorégraphie de M. Petina, interprété par le Ballet Kirov de Leningrad, avec S. Efremova et V. Emets.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 10 Nouveaux répertoires dramatiques : Cham, de Serge Gancez. Avec V. Michel, S. Delany.
- 21 h 50 A propos des opéras de Mozart : la francophonie et la dimension européenne.
- 22 h 30 Recherches et pensées contemporaines : Jung et l'École de Francfort.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 10 Musiques à danser : œuvres de Brahms, Wagnier, Haendel, Navel, Schubert, Donizetti.
- 21 h 30 Concert (en direct de la mairie) : œuvres de Tchaïkovski, Moussorgski, Glinski, avec Galina Vichnevaïka, soprano, et Mikhaïl Rostropovitch, piano.
- 23 h 37 Les soirées de France-Musique : un regard vers le Sud - Nietzsche et la musique.

Dimanche 22 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h Emission télévisuelle.
- La purification en Islam.
- 9 h 15 A Bible ouverte.
- L'Histoire de David.
- 9 h 30 Sources de vie.
- Autor des livres « La Philosophie juive au Moyen Age », et « L'ère Lévinas ».
- 10 h Présence protestante.
- Culte transmis en direct depuis l'église réformée de Bellegarde.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Messe célébrée avec la paroisse de Montfroid (Gard).
- 11 h 05 Quarante ans déjà.
- 12 h 30 Série : Doris comédie.
- 13 h 30 La séquence du spectacle.
- 13 h 45 Journal.
- 13 h 25 Série : Agence tous risques.
- 14 h 30 Les enfants du dimanche.
- 14 h 35 Les enfants du dimanche.
- 15 h Sports-vidéo.
- Tour de France cycliste, automobile, tirée à la Maison-Laffitte, les meilleurs clips des six derniers mois.
- 16 h 30 Série : Des autos et des hommes.
- De H. de Turville, A. Barre, R. Cl. Savarit.
- Décidément ! Après la série « Cent ans d'automobile » (sur A 2, 22 h 10), « Votre auto a cent ans » (TF 1, 18 h 10), encore une série sur l'histoire de l'automobile.
- 19 h 30 Série : Jesse Owens.
- L'histoire du plus grand champion olympique de l'ère XXe siècle. L'athlète noir Jesse Owens, de son combat dans une Amérique raciste.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : Sherlock Holmes attaque l'Orient-Express.
- Film américain de H. Ross (1976), avec N. Williamson, A. Arkin, R. Duvall, V. Redgrave, L. Olivier.
- En 1981, à Vienne, le détective anglais Sherlock Holmes est guéri de sa toxicomanie par un certain docteur Freud. Tous deux mènent, accompagnés par Watson, une enquête mouvementée. Ce film d'aventure, qui fait se rencontrer un personnage de fiction et un personnage historique, doit autant à l'imagination de l'écrivain-scénariste Nicholas Meyer, qu'au style rétro du réalisateur. Sigmund Freud en est le véritable héros et l'on apprend tout sur les comings et les allées de Sherlock Holmes.
- 22 h 25 Sports dimanche.
- Magazine de J.-M. Leulliot.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 45 Les chevaux du tiérol.
- 11 h 10 Gym tonie.
- 11 h 45 Récré A 2.
- 12 h Les voyageurs de l'histoire.
- 16 décembre 1806, Napoléon entre dans Varsovie, tombe amoureux de Marie Walewska.
- 12 h 30 Cyclisme : Tour de France.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Les nouvelles étoiles du cirque, ou le cirque du demain.
- 14 h 10 Série : Les mystères de l'Ouest.
- 15 h Dessin animé.
- 15 h 25 A Caracot : si on chantait.
- Un divertissement proposé par Bernard Pichon, le village historique des Académiciens au Nouveau-Brunswick.
- 16 h 20 Feuilleton : Les amours des amies folles.
- 17 h 10 Dessin animé.
- 17 h 25 Série : Ces beaux messieurs de Bois-Doré.
- Quatrième épisode d'un mini-feuilleton inspiré de l'œuvre de George Sand.
- 18 h 50 Stade 2.
- 19 h 55 Téléchat.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
- A Cayenne en Guyane.
- 21 h 40 Faits divers : l'Arbre.
- De Jacques Douillon, avec Jeanne Moreau, J. Jeannel.
- Un téléfilm tiré d'une histoire vraie : la tentative de suicide d'une grand-mère et de sa petite fille. Une histoire « trop corré » pour Jacques Douillon qui a préféré l'intéresser au personnage manquant : la mère de la petite. Il en fait le héros mystérieux, contradictoire du film. Une atmosphère de crise, de déchirement mais où manque la grâce. Un peu décevant.
- 22 h 35 Documentaire : Les couleurs de la solitude.
- Réal. J. Ernaud et G. Amado, le décalé.
- Ce film a été tourné au stade de Montargis en septembre 1983. Sur la pelouse, 30 athlètes, venus des

quatre coins de l'Europe, le stade est vide, tous vont pourtant se surpasser durant quarante-huit heures.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Emissions pour la jeunesse.
- Aiguillages du rêve, inspection Gadget, Saint-Empéry voyageur de l'espace, co-co, les autos, cuisine sans cuisson (le gâteau au chocolat), la minute de Spirale.
- 19 h 40 RFO hebdo.
- 20 h 00 Wayne and Shuster.
- Humoristique américain.
- 20 h 35 Portrait : Eric von Stroheim, l'homme que vous aimez haïr. De P. Montgomery, R. Kozanski, W. Loeffler (en version originale sous-titrée).
- Un document sur la vie et l'œuvre d'Eric von Stroheim, un des personnages les plus controversés, irascibles, étonnants, fulgurants, de l'histoire du cinéma. Bien qu'il ait connu des succès commerciaux, von Stroheim eut la malchance d'atteindre sa maturité artistique au moment où le système d'usine laissait peu de place aux artistes à très forte individualité.
- 22 h 05 Journal.
- 22 h 30 Cinéma de minute : Courts métrages de Jacques Tournier.
- (V.O. sous-titrée).
- The Joker Diamond (1936), The Ship that died (1938), Romance of midium (1937), Strange Glory (1938), The Man in the barn (1937), The Face behind the mask (1938), Killer Dog (1936), The King without a crown (1937), The Incredible Stranger (1942), Neuf histoires courtes réalisées par la série « Myndes historiques » de la RFO.
- Un documentaire fabuleux, un beau jeu fantôme, la découverte du radium, le plan qui assure la victoire des nordistes, le destin de l'assassin de Lincoln, l'épisode du Masque de fer et celui de Louis XVI, etc.
- Un secteur peu connu, assez inconnu, de la production hollywoodienne : des exercices de style de Jacques Tournier.
- 0 h Prélude à la nuit.
- « Pandagosto » (Japon) de J. Terima, interprété par Ichiro Suzuki.

FRANCE-CULTURE

- 10 h Messe Saint-Pierre d'Avignon.
- 11 h La radio sur la place.
- 12 h 5 Le cri du homme.
- 12 h 45 Musique : Milhaud, compositeur et homme de demain (à 16 h 30 et 23 h).
- 14 h 30 Le Mariage, de W. Gombrowicz. Adapt. K. Chamska et G. Sidre avec G. Montero, J. Paré, etc.
- 17 h 30 Rencontre avec : Clément Lapidus.
- 18 h 30 La cérémonie des mots : « Tire la langue ! »
- 19 h 10 Le cinéma des cinéastes.
- 20 h 40 L'Archipel Gessner, par J. Bens et J. Duchateau.
- « Le Voyage en Grèce » : « Le Chien », « Pierre mon ami », « Odile », « L'Infini fatal », « Le Vol d'Icare », et des enregistrements de R. Quessada, des extraits d'œuvres et des témoignages.
- 23 h 30 Musique : Milhaud, compositeur et homme de demain.

FRANCE-MUSIQUE

- 9 h 10 L'œuvre de Beethoven : œuvres de Szymanowski, Schubert, Beethoven, Mozart.
- 12 h 5 Magazine international.
- 14 h 45 D'accord parfait : bande sonore du film Dichterliebe de Schumann, et débats.
- 17 h L'Asprevue (et à 19 h 15).
- 18 h Une heure avec : José Carreras : œuvres de Bononcini, Scarlatti, Mompou, de Falla.
- 19 h 30 Jazz.
- 20 h Musique à danser.
- 21 h 25 Concert (en direct du Théâtre de l'Archevêché) : la Création, oratorio de Haydn, par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon et le London Oriana Choeur, dir. J. Nelson, sol. V. Masterson, A. Rolfe-Johnson, J. Tomlinson.
- 23 h 30 Les soirées de France-Musique : l'Oreille en calisson.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 22 JUILLET

- M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, est l'invité de l'émission « Forum », sur RMC, à 12 h 30.

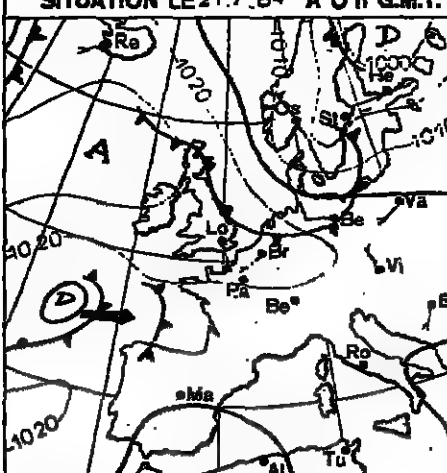
LUNDI 23 JUILLET

- M. François Léotard, secrétaire général du PR, participe au « Plaidoyer », sur RMC, à 8 h 15.

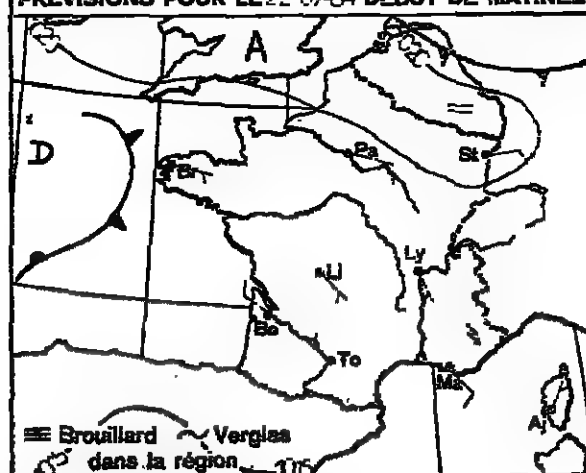
France / services

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.7.84 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 22.7.84 DÉBUT DE MATINÉE



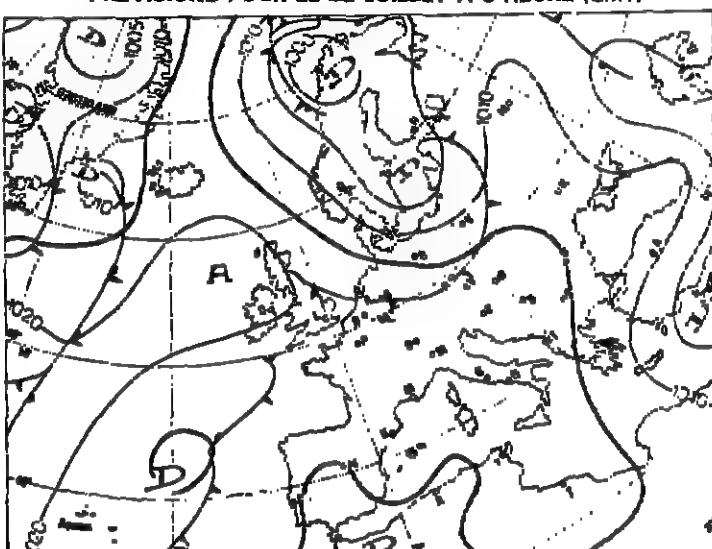
Evolution du temps en France entre le samedi 21 juillet à 0 heure et le dimanche 22 juillet à 24 heures.

Demain matin l'on observera des brumes et des nuages bas de la Picardie aux Ardennes et aux Vosges ainsi que sur l'Aquitaine et le littoral méditerranéen, puis ils se dissipent en cours de matinée. Partout ailleurs, beau temps très ensoleillé le matin. Au cours de l'après-midi des nuages élevés viendront voiler le soleil de la Bretagne à l'Aquitaine jusqu'au littoral méditerranéen et au sud des Alpes. Quelques orages très isolés pourront éclater sur les côtes sud de la Bretagne et sur les Pyrénées. Les températures seront en hausse sur la moitié nord de la France et stationnaires sur la moitié sud. Les vents dominants seront de secteur est et faibles.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 21 juillet à 8 heures, de 1021 millibars, soit 765,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juillet; le second le minimum de la nuit du 20 au 21 juillet) : Ajaccio, 26 et 16 degrés; Biarritz, 22 et 13; Bordeaux, 28 et 18; Bourges, 26 et 13; Brest, 22 et 11; Caen, 20 et 12; Clermont, 17 et 12; Clermont-Ferrand, 29 et 12; Dijon, 25 et 13; Grenoble-St-M-H., 32 et 13; Grenoble-St-Gotard, 29 et 13; Lille, 17 et 12; Lyon, 28 et 13; Marseille-Marguerite, 29 et 19; Nancy, 22 et 9; Nantes, 26 et 14; Nice-Côte d'Azur, 25 et 13; Paris-Montsouris, 24 et 12; Paris-Orly, 24 et 12; Pau, 22 et 13; Perpignan, 29 et 18; Rennes, 26 et 13; Strasbourg, 23 et 9;

PRÉVISIONS POUR LE 22 JUILLET A 0 HEURE (GMT)



Tours, 26 et 13; Toulouse, 33 et 18; Poitiers-Poit., 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 37 et 25; Amsterdam, 17 et 13; Athènes, 22 (max.); Berlin, 17 et 13; Bonn, 17 et 14; Bruxelles, 15 et 13; Le Caire, 32 et 20; Les Canaries, 27 et 20; Copenhague, 20 et 13; Dakar, 30 et 26; Djibouti, 30 et 19; Genève, 29 et 12; Istanbul, 28 et 18; Jérusalem, 27 et 13;

Liège, 26 et 16; Londres, 20 et 11; Luxembourg, 20 et 9; Madrid, 35 et 12; Moscou, 22 et 15; Nairobi, 22 et 13; New-York, 28 et 22; Palma-de-Majorque, 31 et 17; Rio-de-Janeiro, 27 (min.); Rome, 27 et 15; Stockholm, 23 et 12; Tenez, 38 et 25; Tunis, 31 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

LUNDI 23 JUILLET

- « Le Salon de M. de Tencin et la Encyclopédie », 15 heures, 263 bis, rue Saint-Honoré, M. Chapuis.
- « Le Marais », 15 heures, métro Pont-Marie, M. Legrand.
- « La Sainte-Chapelle », 15 heures, grilles du Palais de justice, M. Vermeersch.
- « Le musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, M. Zulovic (Caisse nationale des monuments historiques).
- « L'île Saint-Louis », 14 h 30, angle du quai d'Orléans et du pont Saint-Louis (Arcus).
- « Maisons et chapelles du Moyen Age au quartier Latin », 14 h 30, église Saint-Séverin (Arts et curiosités de Paris).
- « Moulinsard et ses secrets », 14 h 30, métro Monge (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
- « Quartier des Halles », 15 heures, 1, rue Montmartre, B. Caray.
- « L'Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, M. Ferrand.
- « Hôtels et jardins du Marais illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Filiales).
- « Musée des monuments français : les typiques célèbres », 15 heures, M. Boulo.
- « La Franc-Maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet, P.-Y. Jais.
- « L'Ecole des Beaux-Arts et les Salons de l'Hôtel de Chimay », 15 heures, 13, quai Malaquais, M. Lesmar.
- « La Seine et ses ponts », 15 heures, 6, rue Saint-Martin (Paris Autostop).

MARDI 24 JUILLET

- « La montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, devant Saint-Etienne-du-Mont, M. Dubess.
- « Les Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M. Oswald.
- « Arc de triomphe du Carroussel », 15 heures, M. Bouquet des Chaux.
- « L'Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, M. Vermeersch.
- « Le Marais illuminé », 21 h 30, 6, place des Vosges, M. Colin (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, place des Vosges - statue Louis XIII (Arts et curiosités de Paris).
- « Les Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant la poste (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
- « Les plus belles galeries et passages couverts », 14 h 30, 6, rue Vivienne (Les Filiales).
- « L'Opéra et la vie mondaine au XIXe », 13 h 30, à l'Opéra, P.-Y. Jais.
- « La Samaritaine », 15 heures, 1, rue de l'Arbre Sec (Paris et son histoire).

EN BREF

DOCUMENTATION

ATLAS DÉPARTEMENTAL DE POCHÉ. — Jean Barbier, Nicole Boubouneille, René Olson et la Société française d'études et de réalisation cartographiques viennent de publier chez Larousse un Atlas départemental de poche. Ouvrage de référence, cet Atlas propose trois genres de renseignements : 1° pour chaque département, une carte en couleurs et une série d'informations géographiques et administratives; 2° des statistiques sur l'agriculture, l'industrie, le tourisme, l'enseignement, la santé et, éventuellement, le climat; 3° un index industriel, contenant 865 noms d'établissements et 121 localisations de sites.

Index géographique de plus de 9500 noms de lieux renvoyant aux cartes des départements.

49 F, 317 pages, 163 cartes en couleurs.

ENTRAIDE

CINQ CENTS ENFANTS LISANAIS EN VACANCES EN FRANCE.

Les mutualistes agricoles du Languedoc-Roussillon vont accueillir en août, pendant trente jours, cinq cents enfants libanais, de sept à douze ans, filles ou garçons, d'expression française, de tous milieux et de toutes confessions. L'organisation de l'opération, baptisée Trente jours de paix-Enfants du Liban, a été confiée à une association spécialement créée : Mutualité agricole du Midi-Aide aux enfants du Liban (MUT.AM.LIBAN), qui comprend les Caisse de mutualité sociale agricole et d'Assurances mutuelles agricoles du Languedoc-Roussillon. Son siège est à Mende, la Lozère se trouvant à l'origine de cette initiative.

Les organisateurs ont lancé un appel afin de trouver cinq cents familles d'accueil, soit tant par département, et de réunir les fonds nécessaires (1). Près de huit cents familles se sont manifestées en une seule semaine, justifiant la réputation d'hospitalité des familles rurales. — (Corresp.)

* MUT.AM.LIBAN, BP 268, 48065 Mende.

PRESSE

GUIDE DES RELATIONS. — Conçu par des journalistes pour les journalistes, ce guide permet d'établir le contact, dans près de 4 000 entreprises ou organismes les plus divers, avec le responsable des relations avec la presse, et ce, rapi-

dement, grâce à trois modes de classement : alphabétique, par secteur d'activité et index des personnes citées. (392 pages, 180 F plus 20 F de frais d'envoi).

* Editeur, 135, avenue de Wagram, 75017 Paris. Tél. : 227-79-73 ou 766-56-88.

SÉCURITÉ SOCIALE

LE CALENDRIER DES RENTES.

La Caisse régionale d'assurances-maladie d'Île-de-France (17-19, rue de Flandre, Paris XIXe) informe les assurés de la ville de Paris et des départements des Yvelines, de la Seine, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise que le paiement des rentes accident du travail, majorées de 2,2 % au 1er juillet 1984, sera effectué selon le calendrier suivant : le 15 juillet pour les assurés nés en janvier, avril, juillet et octobre, et pour tous ceux qui sont payés mensuellement. Le 15 août pour les assurés nés en février, mai, août et novembre. Le 15 septembre, pour les assurés nés en mars, juin, septembre et décembre. La majoration de 2,2 % ne s'applique qu'aux rentes dont le taux d'incapacité permanente est égal ou supérieur à 10 % et aux rentes d'avants droit. Les paiements se font soit par mandats, virements postaux et bancaires, soit par versements à la Caisse d'épargne.

VIE SOCIALE

ALLOCACTIONS EN FAVEUR DES ADULTES HANDICAPÉS.

Le numéro de juin-juillet de l'Assuré social, présente un dossier sur les allocations en faveur des adultes handicapés. Sont examinés les problèmes suivants : conditions requises pour l'obtention d'une allocation, et comment en effectuer la demande, calcul du montant de l'allocation. Le dossier traite également de l'allocation différentielle (allocation complémentaire, destinée aux handicapés bénéficiaires de l'ancienne législation) dont les prestations se seraient révélées supérieures aux allocations issues de la loi du 30 juin 1975) et de l'allocation compensatrice, accordée dans certains cas, indépendamment de toute allocation de base, pour aide d'un tiers personne ou aide à la vie professionnelle.

* Editions de l'Avenir, 18, avenue de la Marne, 92600 Asnières. Tél. : 793-05-88. 15 F.

Économie

Mme Edith Cresson :
« motiver tout le monde »

L'industrie doit se moderniser ou mourir, dit Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur. Elle souhaite insister d'abord sur la motivation de tout le monde, patrons, salariés, CNPF et syndicats, autour de cet objectif qui est prioritaire pour le gouvernement : rassembler les Français autour de la modernisation du pays.

Comme pour son volontarisme — qui lui a d'ailleurs valu quelques accrocs à l'agriculture — Mme Cresson aborde ses nouvelles responsabilités avec cette détermination. A l'industrie M. Chevènement avait mis sur les plans sectoriels. M. Fabius, son successeur, beaucoup moins : « Des plans, il en faut, mais un plan ne peut rien sans la volonté des gens, constate Mme Cresson. Il faut associer volontarisme et motivation, et, pour ce faire, expliquer les objectifs à tous dans l'entreprise et les faire partager ».

Les ministères délégués de l'énergie et des PTT (ce dernier cofinancé et financé une partie de la filière électronique) lui seront rattachés. Aussi son ministère, intitulé « redéploiement industriel », de par la volonté de M. Mitterrand telle qu'il l'avait exprimée lors de sa conférence de presse, le 4 avril dernier, consacrée à la sidérurgie, ne sera pas uniquement celui des industries en crise. Mme Cresson admet qu'elle devra néanmoins, outre Creusot-Loire, s'occuper rapidement de l'automobile « son prochain dossier ».

Sa nomination est l'occasion d'une notable réforme des structures gouvernementales : l'industrie n'est plus liée à la recherche mais au commerce extérieur. M. Fabius, qui revient d'un voyage au Japon, s'en est-il inspiré pour créer un Ministère

(ministère de l'industrie et du commerce extérieur) « à la française » ? Pour Mme Cresson la réforme a, en effet, pour objet, de souligner que les exportations françaises, trop liées aux grands contrats financiers par l'Etat, doivent se transformer en un flux continu de produits à destination des pays développés. Pour l'administration cela signifie une révision totale des procédures du risque économique à l'exportation, le système actuel étant inopérant. Pour les industriels cela doit se traduire par une « amélioration de la qualité des produits de l'industrie française qui doit systématiquement viser « au zéro défaut » comme les Japonais », ajoute Mme Cresson.

Reste que l'administration du commerce extérieur, la DREE (Direction des relations économiques extérieures) dépend toujours en France du ministère des finances ; aussi le rattachement à l'industrie relève pour beaucoup du symbole.

Plus importante — car elle inquiète les industriels — est la séparation de la recherche et de l'industrie. Le risque existe de voir se rallier les querelles entre les deux administrations, querelles qu'un rapprochement obtenu par M. Chevènement depuis le deuxième gouvernement Mauroy avait réussi à dissoudre. D'autant que le nouveau ministre de la recherche et de la technologie, M. Curien, n'est pas homme à se contenter à la recherche pure, comme il l'a prouvé en faisant de la fusée Ariane une réussite commerciale. Mme Cresson devra compter à ce sujet sur les « bons contacts » qu'elle avait eus avec M. Curien.

ERIC LE BOUCHER.

L'AFFAIRE CREUSOT-LOIRE

Les syndicats critiquent vivement les propositions de l'administrateur, M^e Lafont

L'administrateur « ad hoc » de Creusot-Loire, M^e Hubert Lafont, a annoncé, le 20 juillet au comité central d'entreprise, qu'il préparait un projet pour sauver le numéro un français de la mécanique lourde, en règlement judiciaire depuis le 28 juin, a-t-on appris de sources syndicales.

Ce projet, qui coûterait 2,5 milliards de francs, permettrait de sortir de la procédure de règlement judiciaire en évitant une liquidation de la société, qui serait remise en bon état (c'est-à-dire qu'elle retrouverait son état antérieur au règlement judiciaire).

Il prévoit que l'ensemble des actionnaires actuels de Creusot-Loire céderaient pour un franc leurs parts à une société nouvelle à créer par des repreneurs qui pourraient être les mêmes que ceux contactés par les pouvoirs publics (Framatome, Fives-Cail, Alsthom-Atlantique éventuellement, et les

banques), précise-t-on de mêmes sources.

Les nouveaux actionnaires apporteraient 1,5 milliard de francs sous forme de fonds propres, tandis que les dettes de Creusot-Loire envers Framatome et les banques seraient l'objet d'une consolidation à long terme.

La CGT a vivement critiqué les propositions de M^e Lafont, qu'elle accuse d'être « l'homme de M. Pinquar-Vallée » (l'ancien PDG de la firme) et de tenir des « propos destinés uniquement à démolir les solutions des pouvoirs publics ». La CFDT, pour sa part estime que ce plan « est un plan de démolition des outils et des hommes », mais ajoute que le plan gouvernemental, « seul crédible », comporte aussi des « défauts » : celui d'une stratégie industrielle d'investissement, risques graves pour les filiales et abandon de certaines filiales.

Le PDG de Lafuma accorde les 35 heures et réduit le nombre des licenciements

M. Philippe Joffard, PDG de la société Lafuma, dont l'usine d'Anvers (Drom) était occupée depuis le 17 juillet à l'appel de la CGT et de la CFDT — qui protestent contre un plan de 124 suppressions d'emplois sur 427 salariés — a accepté de réduire la durée du travail à 35 heures par semaine.

Il a également proposé de réintégrer 34 des 124 salariés qui ont été licenciés par la CGT. La société Lafuma, spécialisée dans la fabrication de sacs à dos et de matériel de camping, avait déposé son bilan le 29 juin, à la suite d'un début de saison catastrophique. Selon M. Joffard, l'occupation de l'usine a fait perdre quotidiennement 500 000 francs de chiffre d'affaires. Le passage aux 35 heures (au lieu de 39 actuellement) serait accompagné d'une diminution de salaire de 3,5 %, ce qui correspond aux revendications de la CFDT. Le comité central d'entreprise devait examiner ces propositions samedi 21 juillet.

De nombreuses suppressions d'emplois sont encore signalées :
• A Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), la direction générale de la société Techimp, appartenant à un groupe d'ingénierie implanté à Paris, Lyon et Saint-Nazaire, a confirmé, le 20 juillet, un projet de 760 licenciements sur un effectif total de 2 753 personnes. Pour le seul établissement de Saint-Nazaire, 114 emplois seraient supprimés sur 425.

• A Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), la section CFDT de l'usine Isovex-Saint-Gobain a demandé le 20 juillet l'intervention de

M. Laurent Fabius, premier ministre, après l'annonce de 1 325 suppressions d'emplois d'ici la fin de 1985 dans cette usine spécialisée dans l'isolation.
• A Fumel (Lot-et-Garonne), 400 suppressions d'emplois sur 1 780 salariés ont été annoncées le 20 juillet à l'usine locale de la société Pont-A-Mousson. Elles devraient être réalisées par 200 départs en préretraite à l'âge de cinquante ans, par des mutations internes et par des aides diverses. « Ce plan de restructuration avait été décidé par M. Fabius », a déclaré M. Francis Mer, PDG de Pont-A-Mousson, qui s'est réjoui de la nomination de Mme Edith Cresson à l'industrie.

• A Aurillac (Cantal), les salariés de l'usine Sauvagnat ont manifesté le 18 juillet à l'appel de la CGT. Depuis 1979, 320 suppressions d'emplois ont eu lieu dans cette entreprise qui a été scindée en deux (fabrication de parapluies d'une part, et mobilier de jardin d'autre part, sous la marque Alibert). Une trentaine de nouveaux licenciements sont annoncés.

• A Valenciennes (Nord), le comité d'établissement de la société Duvant-Crepelle (groupe électronique et moteurs marins), qui a deux autres usines à Lille et à Seclin, dans le même département (au total 354 salariés) a annoncé le 19 juillet le licenciement de 99 personnes, après un premier licenciement de 31 salariés le 14 mai dernier. L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC a lancé une grève illimitée dans les trois usines.

L'URSS SIGNE AVEC FIAT UN IMPORTANT CONTRAT DE FOURNITURE DE MATÉRIEL

Turin (AFP). — Le premier ministre soviétique, M. Nikolai Tikhonov, a proposé, le 18 juillet, au constructeur automobile italien Fiat, une série de contrats d'une valeur globale de 3 000 milliards de francs (15 milliards de dollars) sur cinq ans, à décaisser à la Sipa, l'administrateur délégué de Fiat, M. Cesare Romiti. Cette proposition a été faite au PDG de Fiat, M. Giovanni Agnelli, à l'issue d'une visite à Moscou.

« Il est évident que ces perspectives doivent être mises au point de façon progressive, mais M. Tikhonov a affirmé explicitement qu'il entendait mettre en train rapidement cette reprise énergétique de la collaboration avec Fiat », a précisé M. Romiti.

Un accord-cadre de cinq ans pour une collaboration technico-scientifique a été signé ainsi qu'un contrat de 70 milliards de francs relatif à la fourniture par la COMAU (groupe Fiat) de matériel d'automatisation pour la fabrication des voitures Zaporozhets, a ajouté M. Romiti.

Des accords spécifiques sur les tracteurs, les moteurs Diesel, les machines-outils ou l'aéronautique seront négociés prochainement.

REORGANISATION DE L'ÉTAT-MAJOR DE CIT-ALCATEL

M. Georges Pébereau nommé au début du mois de juin PDG de la Compagnie générale d'Électronique, conserve la présidence de sa filiale CIT-ALCATEL comme prévu. Contrairement aux souhaits parfois émis par les pouvoirs publics, M. Pierre Chevènement en quitte en revanche la direction générale pour se consacrer à ses nouvelles fonctions de conseiller de la présidence de la CGE. M. Claude Vincent, directeur général adjoint ayant été nommé PDG de la CGCT. La direction générale de CIT-ALCATEL est reorganisée en conséquence.

M. François de Laage de Meux est nommé vice-président de CIT-ALCATEL épuré par trois directeurs généraux, dont MM. Christian Fayard et Pierre Suard, le troisième chargé des affaires sociales sera nommé ultérieurement. M. Suard, président des Câbles de Lyon, conserve son poste, ce qui pourrait signifier un rapprochement de cette filiale de la CGE avec CIT-ALCATEL.

IBM POURRAIT PRENDRE LE CONTRÔLE DES SATELLITES SBS

Comsat, qui possède à part égale avec IBM et la compagnie d'assurance Aetna Life, la société d'exploitation de satellites de télécommunications SBS (Satellite Business System), a décidé de se retirer et de vendre ses parts aux deux autres partenaires.

Comsat, qui gère les communications internationales par satellite aux États-Unis, explique son retrait par les pertes importantes de SBS (123 millions de dollars en 1983 pour un chiffre d'affaires de 142 millions de dollars).

IBM pourrait donc à cette occasion obtenir un contrôle majoritaire de SBS (près de 60 %) et de ce fait devenir propriétaire d'un réseau de télécommunications aux États-Unis, ce qui entre dans sa stratégie de diversification vers les communications au sens large. Toutefois, l'approbation de la Federal Communications Commission (FCC).

• États-Unis : ralentissement des dépenses de consommation. — Les revenus personnels des Américains ont progressé de 0,8 % en juin, tandis que les dépenses de consommation ont fortement ralenti, ayant augmenté de 0,2 %, soit leur plus faible hausse depuis le mois de février (+1,1 % en mai et +1,5 % en avril). Ces chiffres confirment que l'économie américaine connaît actuellement une croissance encore soutenue, bien que moins forte qu'au début de l'année. — (AFP.)

• M. Quilès au secours des routiers. — M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a demandé à M. Claude Chevillon, ministre des relations extérieures, d'intervenir auprès du gouvernement britannique pour que les transporteurs routiers français soient indemnisés au plus tôt des pertes provoquées par la grève des dockers du Royaume-Uni.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 16 au 20 juillet

Le mauvais coup des communistes

« Il y a encore un endroit où les communistes ont gardé de l'influence. » Cette réflexion amuse d'un fondé de pouvoir, parlant de la corbeille, ne sera peut-être pas reprise dans les semaines. Mais l'effet instantané produit sur le marché a été de faire passer le nouveau gouvernement de M. Laurent Fabius restera gravé dans toutes les mémoires.

Cette décision a en effet produit, cette semaine, l'effet d'une petite bombe, et jeudi, quelques heures après que la nouvelle fut tombée, une baisse supérieure à 2 % était enregistrée. Ce ne devait pas être la dernière. A la veille du week-end, la Bourse reculait, et à 13 h 30 le recul de l'indice instantané atteignait 2,7 %, avant, quelques instants plus tard, de finir quand même à 2,36 %. On n'allait pas en savoir davantage jusqu'à 16 heures. La raison : une suite de contrôle de l'administration, qui dans doute avait vu rouge, avait grillé et les télégrammes, une fois encore, ne répondaient plus aux sollicitations. Quand même, dans la soirée, l'appareil consentit à se remettre en route et à sortir la facture définitive : - 2,32 %. Bref en quarante-huit heures, la chute des valeurs françaises a dépassé 5 %. Même en tenant compte de l'impact et de modestes avances enregistrées lundi (+0,52 %), la baisse est de cet ordre de grandeur pour la semaine. C'est le plus fort recul enregistré depuis deux ans (-4,5 % entre le 16 et 30 juillet 1982). Elle a de surcroît ramené les divers indices au voisinage immédiat (1 % à 2 %) de leurs niveaux du 29 décembre dernier.

Étonnant ? Historique. Qui aurait jamais pu le soupçonner ? L'arrivée des communistes au gouvernement au début de l'été 1981 avait glacé la Bourse d'effroi. Et la même, aujourd'hui, frissonne quand on lui annonce leur départ. Incroyable mais vrai, le paradoxe n'est toutefois qu'apparent. Dans les siffles du pouvoir, le PC se comportait pas plus comme le gardien de la paix sociale. En dehors, il retrouvait désormais une certaine liberté de manœuvre, dont il ne se sentait encore trop qu'il se fera. La rentrée sera-t-elle marquée par une forte extension des conflits sociaux ? C'est cela que la Bourse a redouté.

Cependant, ne faisons pas porter aux communistes l'entière responsabilité d'avoir provoqué le recul précipité des valeurs françaises. La position servie au marché ces derniers jours contenait déjà sa dose d'instabilité avec la déstabilisation de l'environnement international. Wall Street, que l'on avait pu croire au moment d'affaires, a de nouveau perdu pied. Rien à faire : l'expansion économique refuse obstinément de se ralentir outre-Atlantique et la menace la-bas d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt grandit.

Le dollar s'emballe et le marché de Londres, Francfort, Amsterdam, Tokyo, pour ne citer que les principaux, s'émoussent inégalement. Partout les plus hauts niveaux de l'année ont été atteints. Ces derniers temps, Paris assistait en peu en spectateur à un phénomène, qui l'aurait mis en le tournant pas vraiment. Le changement d'attitude du gouvernement lui a fait dresser l'oreille. La Bourse n'aime pas les surprises. Elle a encore moins aimé voir M. J. Delors politiquement remercié, lui qui a tant fait pour l'épargne et dont la politique de rigueur avait son plein assentiment. Ni le choix de M. Fabius, comme premier ministre, ni l'arrivée de M. Bérégovoy Rée de Rivoli ne lui semblaient réellement critiques, mais pour l'instant, c'est l'inconnu. Certes, la rigueur sera maintenue, mais pour récupérer les dépenses de socialisation, le gouvernement ne sera-t-il pas tenté de mettre la pédale douce en jouant ici ou là avec les leviers de la relance au risque de faire dérailler l'inflation, maintenant revenue dans des eaux plus calmes, et de provoquer un nouveau creusement du déficit commercial ? Beaucoup se posent la question en fin de semaine.

Quel qu'il en soit l'écrit communiste et la position de la formation gouvernementale ont servi de catalyseur à une baisse, qui, finalement, ne démentait qu'à se développer. La réaction a été d'autant plus brutale que le marché français s'était déjà vu précédemment ébranlé par la réponse des primes. La liquidation générale aura lieu lundi prochain. Elle sera perdue (-4 % environ) pour la seconde fois de suite. A l'évidence, d'assez nombreux engagements à découvert ont été dénoués et des ajustements réfléchis, les opérateurs ne veulent pas prendre le risque d'attendre le dernier moment pour limiter les dégâts et se procurer les liquidités nécessaires au règlement des soldes débiteurs. Mais de cette baisse, partons-en encore. Sans compter, à ce stade, l'effet à la chronique un dénouement tout ce qui était prévu. Mais c'est surtout la plume des achats qui en a été responsable. Le mouvement s'est fait en bon ordre avec en général des courants d'affaires assez faibles, et vendredi se sont principalement des blocs de titres qui ont changé de mains. L'effet de levier a fait le reste.

Autour de la corbeille, le mot d'ordre est toujours à l'attention. M. Fabius doit prononcer mardi prochain son discours de politique générale et beaucoup comptent bien avoir des éclaircissements sur la conduite des affaires.

La reprise estivale, que certains espèrent encore, dépendra part de contenu de cette rigueur que nous espérons néanmoins le nouveau gouvernement, pour l'instant, le sort de la Bourse est entièrement lié à Wall Street. Si l'aventure New-York se décide enfin à faire riez, les optimistes auront gain de cause. Mais l'absence d'un tel sèchement, l'automne risquerait fort d'être hypothéqué par quelques déceptions de la CGT.

ANDRÉ DESSOT.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 13 juillet	Cours 20 juillet
Or fin (livre au baril) ...	36 000	37 780
Or fin (livre au baril) ...	88 800	97 800
Or fin (livre au baril) ...	915	920
Or fin (livre au baril) ...	420	420
Or fin (livre au baril) ...	583	588
Or fin (livre au baril) ...	574	578
Or fin (livre au baril) ...	560	570
Or fin (livre au baril) ...	724	732
Or fin (livre au baril) ...	720	728
Or fin (livre au baril) ...	326	336
Or fin (livre au baril) ...	4 210	4 340
Or fin (livre au baril) ...	2 062	2 182
Or fin (livre au baril) ...	1 302	1 302
Or fin (livre au baril) ...	3 880	3 880
Or fin (livre au baril) ...	390	390
Or fin (livre au baril) ...	390	390

• Ces prix d'or ne sont connus qu'à la fin de la semaine précédente.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME (*)

Nbre de titres	Vol. en (F)
Molt (1) ...	49 967 79 762 537
L'Oréal (1) ...	28 023 65 054 981
Carrefour ...	42 708 60 188 526
CGE part. (1) ...	36 846 50 168 643
L'Air liquide (1) ...	95 364 48 397 183
BSN (1) ...	17 265 42 824 733
Club Méditerranée (1) ...	33 322 40 598 840
Elf (1) ...	162 456 35 333 476
4 1/2 % 1973 (1) ...	18 001 31 100 109
St-Gob. part. (1) ...	21 386 25 913 191
FF ...	105 156 25 524 781
Paroiss-Ric (1) ...	31 820 25 466 764

(*) De 12 h 30 à 15 h 30. (1) Séance du 20 juillet incluse.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	16 juillet	17 juillet	18 juillet	19 juillet	20 juillet
RM ...	175 868	218 145	242 149	284 420	384 550
Comptant ...	1 324 360	1 250 479	1 129 541	1 555 073	1 273 305
R. et obl. ...	28 436	26 288	36 240	40 310	28 507
Total ...	1 528 664	1 494 912	1 407 930	1 879 803	1 686 362

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

	16 juillet	17 juillet	18 juillet	19 juillet	20 juillet
Frang. ...	110,6	110	110,2	107,6	-
Étrang. ...	84	82,4	81,3	81,6	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)

	16 juillet	17 juillet	18 juillet	19 juillet	20 juillet
Tendance ...	108,4	106,9	106,7	104,4	102

INDICES QUOTIDIENS (base 100, 29 décembre 1981)

	16 juillet	17 juillet	18 juillet	19 juillet	20 juillet
Indice gén. ...	166,7	166,2	165,3	162,6	159

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Retour à la case départ

De lourds mages noirs ont, de nouveau, obscurci, ces derniers jours, le ciel de Wall Street, qui, depuis le vendredi précédent, avait commencé à se dégaizer. Les plaies d'orange ont dispersé les gains accumulés durant les trois premiers jours d'août, même encore ravivé le terrain, et l'indice des industries est retombé au palier psychologique des 1 100, 1 101,36 plus exactement (contre 1 109,87 le 13 juillet).

Beaucoup avait cru au mauvais temps ces derniers jours, et des investisseurs institutionnels, port confiants, avaient sorti tables et parols. Mais, dans l'effet de la dépression, un déplacement rapide, le marché n'a pas tardé à ressusciter derrière les effets des vents modérateurs. L'expansion, qui paraissait se ralentir, a donné de nouveaux signes de vigueur. Il n'en a pas fallu davantage pour raviver la crainte d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt, et c'est tout ce que la commission de l'Open Market du FED se refusait à croire. Rien n'a filtré des décisions prises, dont M. Volcker, président de la Réserve fédérale, devait parler mercredi prochain dans sa déclaration publique. D'autre part, les estimations de croissance du PIB pour le second trimestre sont élevées et rendent probables, et elles se révélaient exactes, un resserrement des conditions de crédit.

	Cours 13 juillet	Cours 20 juillet
Alcoa ...	32 5/8	32 7/8
AT&T ...	17	18 1/4
Boston ...	44 3/8	44 1/8
Chase Nat. Bank ...	37 1/2	38
De Post de New York ...	44 7/8	44 1/8
General Motors ...	70 5/8	71 5/8
IBM ...	165 1/4	166 1/4
ITT ...	22 5/8	23 1/2
Johnson & Johnson ...	29 3/4	30 1/8
McDonald ...	43 5/8	43 5/8
Merck ...	43 5/8	43 5/8
Pharmacia ...	43 5/8	43 5/8
Rockwell ...	43 5/8	43 5/8
Union Carbide ...	43 5/8	43 5/8
US Steel ...	22 5/8	23 1/2
Westinghouse ...	21 3/8	21 3/8
Xerox Corp ...	34 3/4	34 1/8

LONDRES

La perspective d'un règlement du conflit des dockers a provoqué à la veille du week-end une sensible reprise. Le marché, tombé jeudi à son niveau le plus bas depuis décembre 1983, a regagné, et même au-delà, tout le terrain perdu lundi. Cependant, en raison des craintes suscitées par les taux d'intérêt de la journée de la grève des mineurs, on sentiment restait très partagé.

Indices « FT » de 20 juillet : Industrie, 776,2 (après 760,5) ; Commerce, 770,7 (après 760,5) ; Fonds d'État, 764,4 (après 763,4).

	Cours 13 juillet	Cours 20 juillet
Beecham ...	288	291
Bovater Ind. ...	234	246 (1)
Brit. Petroleum ...	436	451
Chemical ...	189	246
Comptrols ...	111	113
De Beers ...	4 87	5 30
Dunlop ...	46	39
Environ ...	31 3/4	31 3/4
Gazco ...	525	547
Glaxo ...	496	503
Imperial Chemical ...	540	548
Shell ...	511	515
Unilever ...	273	275
Vickers ...	160	164
Wor. Loan ...	32 5/8	32 5/8

(*) En dollars.

(1) Fusion Beecham Industries et Bovater Corp.

TOKYO

Après une baisse du yen et les défections de Wall Street, le marché est tombé à son plus bas niveau de l'année mais avec peu d'affaires.

Indices du 20 juillet : Nikkei Dow Jones, 9 226,15 (contre 10 154,10) ; Indice général, 761,10 (contre 774,14).

	Cours 13 juillet	Cours 20 juillet
Alcatel ...	392	395
Brigantone ...	557	556
Canon ...	1 129	1 109
Fuji Bank ...	910	978
Honda Motor ...	1 169	1 140
Matsushita Electric ...	1 590	1 490
Mitsubishi Heavy ...	225	224
Sany Corp. ...	3 400	3 290
Toyota Motors ...	1 220	1 250

FRANCFORT

Encore plus bas
Les nouvelles satisfaisantes d'ordre économique (faible hausse des prix, hausse modérée de la masse monétaire) n'ont pas réussi à raviver le marché qui est passé en dessous de son plus bas niveau de l'année.

Indice de la Commerzbank du 20 juillet : 932,6 (contre 947,10).

	Cours 13 juillet	Cours 20 juillet
ABG ...	91	84,50
BASF ...	150	140,40
Bayer ...	156,29	152,30
Commerzbank ...	148,38	142
Deutschebank ...	337	317
Hoechst ...	160,39	150
Karstadt ...	230	220
Mannesmann ...	134,56	132,30
Siemens ...	375	368
Volkswagen ...	173	166,50

Pro-marché pour aux S

La Commission européenne a décidé d'une série de mesures pour encourager le commerce extérieur des entreprises européennes. Ces mesures comprennent notamment la mise en place d'un système de subvention pour les entreprises qui exportent leurs produits dans les pays en développement.

La Commission européenne a également décidé d'une série de mesures pour encourager le commerce extérieur des entreprises européennes. Ces mesures comprennent notamment la mise en place d'un système de subvention pour les entreprises qui exportent leurs produits dans les pays en développement.

La Commission européenne a également décidé d'une série de mesures pour encourager le commerce extérieur des entreprises européennes. Ces mesures comprennent notamment la mise en place d'un système de subvention pour les entreprises qui exportent leurs produits dans les pays en développement.

matières prem

prise du zinc

La hausse du prix du zinc a été provoquée par la perspective d'une réduction de la production mondiale de ce métal.

La hausse du prix du zinc a été provoquée par la perspective d'une réduction de la production mondiale de ce métal.

La hausse du prix du zinc a été provoquée par la perspective d'une réduction de la production mondiale de ce métal.

La hausse du prix du zinc a été provoquée par la perspective d'une réduction de la production mondiale de ce métal.

La hausse du prix du zinc a été provoquée par la perspective d'une réduction de la production mondiale de ce métal.

La hausse du prix du zinc a été provoquée par la perspective d'une réduction de la production mondiale de ce métal.

Crédits-Changes-Grands marchés

COURSES
FRANCAISES

L'euro-marché

Retour aux sources

Après deux ans d'absence, la France, au travers d'une de ses grandes entités publiques, l'EDF, le Crédit national ou le Crédit foncier, sollicitera à nouveau, cet automne, le marché américain des capitaux. Pour préparer ce retour, une réunion ad hoc s'est tenue la veille du 14 juillet à Paris entre le Trésor français et les principales banques américaines d'investissement. Au moment où l'abolition de la taxe sur les emprunts émis aux Etats-Unis remet en question l'existence même du marché international des capitaux, il était temps que les grands débiteurs français, trop longtemps tenus éloignés de New-York, reviennent à la source.

Le temps est bien choisi. Au cours des douze derniers mois, l'image de la France s'est considérablement améliorée à l'étranger, où l'on n'a pas manqué de constater l'effet bénéfique du plan d'austérité mis en place par Jacques Delors, et qui devrait continuer d'être appliqué par son successeur, Pierre Bérégovoy. En outre, le départ des ministres communistes a été très favorablement accueilli par la communauté bancaire internationale. Avant même la mise en place de Laurent Fabius à la tête du nouveau cabinet, Standard and Poors, l'une des principales agences américaines qui évaluent la crédibilité financière des emprunteurs internationaux, avait révoqué le « AAA » précédemment attribué à la République française.

Dans les commentaires confirmant sa décision de maintenir l'oscar suprême à la France, « quatrième plus grande nation industrielle du monde », Standard and Poors souligne : « Si les déficits des comptes courants des années précédentes ont entraîné une augmentation de la dette extérieure, le service de l'emprunt de cette dernière demeure bien en deçà des limites des possibilités du pays. Les mesures prises en 1982 et 1983 pour redresser les déficits internes et externes ont commencé à porter leurs fruits et devraient se solder par une amélioration persistante de la plupart des indicateurs économiques, tout au long de 1984 ».

En conséquence de l'analyse ci-dessus, Standard and Poors a décidé d'accorder moins d'importance à l'augmentation du déficit des comptes courants dans certaines entreprises du secteur public et de porter plus d'attention aux situations financières intrinsèques de certaines d'entre elles. C'est ainsi que l'agence américaine a ramené de « AA » à « AA- » la classification de la dette d'Elf-Aquitaine. Cette diminution a été prise à la suite de la vive aug-

mentation de la participation d'Elf dans l'industrie chimique. En revanche, la qualité du papier commercial émis aux Etats-Unis par Elf-Aquitaine Finance Inc. a été renforcée par un « A1+ », la note la plus haute dans ce domaine. Il en va de même pour Renault-Acceptance BV, dont le papier commercial émis outre-Atlantique est garanti par la RNUF malgré certaines réserves à l'égard de la faiblesse financière de la maison mère. Par contre, le papier commercial émis à New-York par Total International a été rétrogradé de « A1+ » à « A1 ». Cette décision a été prise parce que les difficultés persistantes de Total, tant dans ses activités de raffinage et de commercialisation que dans le secteur des engrais, ont amoindri ses bénéfices.

Afin d'assurer le retour sur le marché américain des capitaux de certaines de ses entreprises du secteur public, la République française, en tant que garante, aura à fournir l'état exact de sa dette extérieure. Ce document sera extrêmement édifiant puisqu'il sera le premier depuis octobre 1982 à donner un aperçu sur ce chapitre. C'est à partir de celui qui avait été publié il y a près de deux ans que nous avons été amenés dans ces colonnes à donner une estimation de la dette financière française. Pour solliciter le marché américain, il suffit de rétablir la situation de la dette de l'Etat français et de celle qui est directement garantie par ses soins. Les emprunts en devises des banques de l'Hexagone n'y figurent pas, pas plus que ceux des établissements financiers non garantis par le gouvernement français. Il semble nécessaire de rajouter aux prêts officiellement garantis si l'on veut toutefois avoir une vision globale de l'endettement français. C'est ce dernier calcul qui nous a fait la semaine précédente arriver à un total s'approchant des 80 milliards de dollars à la date du 14 juillet de cette année.

Il nous paraît encore indispensable de tenir compte de l'endettement des banques françaises pour plusieurs raisons. Tout d'abord elles tirent la majeure partie de leurs profits de l'étranger, leurs bénéfices en France ne leur laissant que les yeux pour pleurer. Mais leurs ressources de base demeurent en francs français, elles ne doivent d'acheter des dollars en dollars en empruntant dans la devise américaine. Les banques suisses par exemple, qui reçoivent plus de dépôts en devises étrangères, échappent à cette contrainte et ne sont pas obligées de consolider leur endettement externe. Deuxièmement, les créances en devises des établissements bancaires français ne

sont pas toutes aisément recouvrables, et les provisions pour dettes douteuses se sont effectuées aux dépens de leur capacité d'investissement. Comme en l'occurrence l'actif net de l'Etat, on peut dire que celui-ci a financé les mauvaises créances des banques. Ce faisant, il a agi vis-à-vis de ces dernières comme la COFACE. Mais ce n'est pas en déplaçant les créances qu'on les améliore.

A trop prouver...

La première émission obligataire américaine dénuée de renouveau à la source a vu le jour mardi. D'un montant de 250 millions de dollars, elle a été proposée par la banque new-yorkaise Citicorp. Elle s'étend sur cinq ans et sera émise à un prix de 99,728, avec un coupon semestriel de 14,125 % pour donner un rapport de 14,20 %. Il représente 14,70 % sur la base actualisée qu'utilisent les euro-emprunts. En l'absence de taxe, l'opération a été offerte simultanément des deux côtés de l'Atlantique. La question est de savoir si elle sera acceptée par la clientèle européenne, les obligations étant nominatives et non pas au porteur. L'absence d'anonymat est un élément qui ne plaît ni aux portefeuilles suisses ni au dentiste belge. En outre, la prolifération d'émissions Citicorp au cours des dernières années risque de détourner l'attention de nombreux investisseurs en dépit du rendement très élevé du présent emprunt.

Afin de prouver l'aptitude du marché euro-obligataire à concurrencer New-York, une euro-emission de 150 millions de dollars sur trois ans pour le compte de la General Electric américaine a vu le jour avec des conditions extrêmement basses. Les notes qui seront émises au pair sont dotées d'un coupon annuel de 12,50 %. Parallèlement, l'emprunteur propose cent cinquante mille warrants à un prix unitaire de 25 dollars. Chacun d'entre eux permettra au porteur d'acquiescer à une obligation supplémentaire à sept ans, dont le coupon annuel sera alors de 12,75 %. Face aux bons du Trésor à trois ans du gouvernement américain, qui procurent sur une base annuelle plus de 13 %, on comprend la réticence de tout un chacun à s'engager dans l'opération. Il a fallu toute la semaine pour mettre sur pied le syndicat bancaire de direction. Il en faudra davantage pour placer l'emprunt de General Electric. A trop vouloir prouver la supériorité du marché international des capitaux, on finit par faire la démonstration contraire.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Le dollar au plus haut à Paris

Les records sont faits pour être battus, sur les marchés des changes comme ailleurs, et celui du dollar à Paris l'a été vendredi à New-York avec un cours de 8,79 F. A Francfort, la monnaie américaine n'est pas en reste, débordant les cours atteints lors de la pointe du 12 janvier 1984 pour monter jusqu'à 2,8640 DM, au plus haut depuis janvier 1974. A Tokyo, elle touchait 245 yens. La raison ? Toujours la même, à savoir la perspective de voir les taux d'intérêt américains s'orienter de nouveau à la hausse (voir en rubrique *marché monétaire et obligataire*).

La semaine avait pourtant commencé sur un net repli du « billet vert », qui revenait brusquement de 8,76 F à 8,66 F et de 2,8440 DM à 2,8220 DM. Le repli était attribué à la parution de « bons » indices aux Etats-Unis, reflétant une stabilité des prix de gros pour le troisième mois consécutif, un ralentissement relatif de l'économie.

Mais, les jours suivants, la parution d'autres indices laissant prévoir la poursuite du « boom » économique américain relançant dollar à la hausse : toujours les taux d'intérêt. En fin de semaine, l'attitude de la Réserve fédérale à New-York, « pompant » immédiatement les disponibilités sur le marché financier pour éviter une baisse même temporaire du loyer de l'argent à court terme, a paru significative : la Fed veut des taux élevés. De même, la publication, au début de la semaine prochaine, de chiffres « révisés » pour la progression du produit national brut au deuxième trimestre 1984 pourrait réserver des surprises, c'est-à-dire une progression beaucoup plus rapide que les 5,7 % annoncés dans la troisième semaine de juin : à

New-York, vendredi soir, on parlait de 6 % à 10 %. Si la chose était vraie, elle indiquerait que l'économie américaine est en surchauffe, bien que l'inflation n'ait pas démarré, au contraire.

La livre sterling s'est vigoureusement redressée en fin de semaine, sur la perspective de la fin de la grève des dockers. Désormais, les opérateurs la voient orientée à la hausse.

Le franc bien orienté

Le coup de théâtre qu'a constitué la nomination de M. Fabius comme premier ministre, le remplacement de M. Jacques Delors par M. Pierre Bérégovoy, n'ont nullement ébranlé le franc, qui est demeuré très ferme au sein du Système monétaire européen (SME). Le cours du mark à Paris est resté stable à 3,07 F, très peu au-dessus de son cours central de 3,0664 F : en seize mois, le franc n'a perdu que 2,4 % par rapport au mark, soit un peu plus de la moitié des 4,50 % de variation autorisés, ce qui constitue une véritable performance. A vrai dire, le changement de gouvernement à Paris a été bien accueilli. En tout cas, il n'a pas inquiété. L'essentiel, aux yeux de l'étranger, est que la politique de rigueur soit poursuivie en France. Quant au départ des ministres communistes, on y voit la levée d'une hypothèque qui pesait sur ce pays depuis trois ans. La possibilité d'une extension des conflits sociaux, facilités par ce départ, n'est pas, pour l'instant, prise en compte.

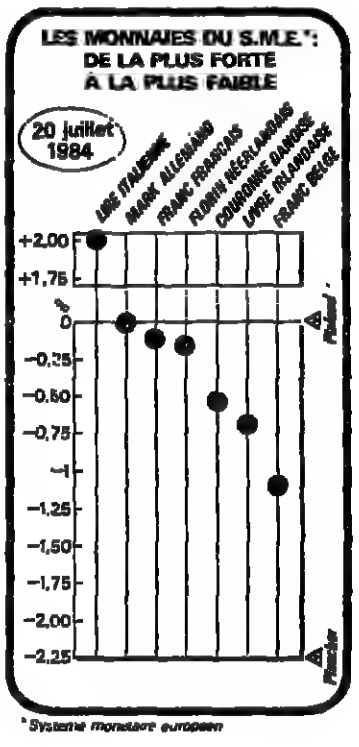
Même le départ de M. Jacques Delors, hautement respecté à l'étranger, de nos frontières, notamment

en Allemagne, n'a pas créé de remous. On se rappelle pourtant que le franc avait commencé à baisser, en janvier dernier, lorsque la perspective de voir M. Delors conduire la liste du PS aux élections européennes fut publiquement évoquée. Sans doute la personnalité de M. Fabius est-elle mieux cotée à l'étranger que celle de M. Mauroy, aux initiatives plus inattendues peut-être.

Sans doute, également, le franc est-il fort de la faiblesse du mark, que la Banque de France a dû soutenir la semaine dernière et encore cette semaine, vendredi en fin d'après-midi. Successeur de M. Delors, M. Pierre Bérégovoy est peu connu à l'étranger de nos frontières et n'est pas un technicien des finances publiques, mais il apparaît tout auréolé de son succès à la Sécurité sociale, enfin bénéficiaire en 1983 et 1984, et on le voit à l'étranger très bien appliquer la même méthode au budget, ce qui, tout de même, est un peu gros.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a tout juste regagné quelques points après sa chute des deux dernières semaines, passant de 335-340 dollars à 350 dollars environ. Il n'a pu progresser au-delà de ce niveau. Le dollar est trop cher, et les taux d'intérêt aussi.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 JUILLET AU 20 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	DM	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc néerlandais	Florin	Lira italienne
London	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359
New-York	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359
Paris	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359
Zurich	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359
Frankfurt	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359
Amsterdam	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359
Milan	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359
Tokyo	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359	1,359

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 juillet, 3,585 F contre 3,6023 F le vendredi 13 juillet.

Les matières premières

Reprise du zinc - Nouvelle baisse du sucre

Les affaires marquent le pas sur les différents marchés, toujours influencés par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'activité économique se maintient à un niveau élevé aux Etats-Unis alors que dans différents pays européens l'incidence des grèves - elle tend à se ralentir.

MÉTALX. - Pour la première fois depuis quelques semaines, une franchise reprise s'est produite sur le cours du zinc à Londres. Des craintes relatives à une nouvelle pénurie temporaire de métal de bonne qualité se sont traduites par des achats d'anticipation. En outre, le marché a été conforté par une amélioration de la position statistique du métal. L'utilisation mondiale de métal s'est accrue de 7,4 % durant les cinq premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de l'année précédente alors que la production de métal raffiné augmentait de 6,4 %. A partir de septembre prochain, le zinc de haute qualité sera traité sur le marché de Londres. La suppression de la cotation actuelle étant prévue pour novembre 1985.

Le cuivre a consolidé son avance précédente au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal sont revenus à leur niveau le plus bas depuis novembre 1982, soit à 206 325 tonnes (-160 000 tonnes). En janvier, ils atteignaient 435 975 tonnes.

Le plomb a légèrement progressé à Londres. La production mondiale de métal raffiné a augmenté de 1,6 % durant les cinq premiers mois de l'année alors que celle des mines fléchissait de 4,3 %, des grèves ayant éclaté tant en Australie qu'aux Etats-Unis.

DENRÉES. Nouvelle chute des cours du sucre sur l'ensemble des marchés revenus à leurs niveaux

les plus bas depuis 1971 en dollars. Depuis le commencement de l'année, la baisse sur le marché de New-York frôle les 40 %. La récolte de betteraves dans les pays de la CEE pour la campagne 1984-1985 est évaluée par une firme privée britannique à 12,25 millions de tonnes, en augmentation de 1,5 million de tonnes sur celle de la campagne 1983-1984. Cette perspective a déprimé le marché qui estime que les disponibilités d'exportation atteindront 4,5 millions de tonnes. Il faut également s'attendre à des récoltes de cannes à sucre plus abondantes dans d'autres pays.

Les cours du café ont enregistré de légers progrès sur les différents places. Le Département américain de l'Agriculture estime la récolte mondiale de la saison 1984-1985 à 91,9 millions de sacs au lieu de 92,5 millions de sacs un mois auparavant. Cette diminution est principalement imputable à la baisse de la récolte du Kenya, évaluée à 1,1 million de sacs contre 2,1 millions de sacs en raison de la sécheresse. Au Brésil, la production attendra 27 millions de sacs, soit une baisse de 10 % et un peu moins de 12,8 millions de sacs en Colombie mais ce pays détient des stocks dépassant une année de production.

LES COURS DU 20 JUILLET 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1031,50 (1014) ; à trois mois, 1045 (1033) ; étain comptant, 9 380 (9 490) ; à trois mois, 9 325 (9 380) ; plomb, 381 (379) ; zinc, 666 (626) ; aluminium, 883 (889) ; nickel, 3 905 (3 515) ; argent (en once par once troy), 553 (560,50). - New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 59,70 (59,20) ; argent (en dollars par once), 7,41 (7,29) ; platine (en dollars par once), 341,20 (338,50). - Pérou (en francs par kilo), 523 (515). - Inde (en francs par kilo), 523 (515). - Japon (en francs par kilo), 523 (515). - Australie (en francs par kilo), 523 (515). - Afrique du Sud (en francs par kilo), 523 (515). - Brésil (en francs par kilo), 523 (515). - Canada (en francs par kilo), 523 (515). - Chili (en francs par kilo), 523 (515). - Colombie (en francs par kilo), 523 (515). - Congo (en francs par kilo), 523 (515). - Côte d'Ivoire (en francs par kilo), 523 (515). - Espagne (en francs par kilo), 523 (515). - France (en francs par kilo), 523 (515). - Grèce (en francs par kilo), 523 (515). - Hongrie (en francs par kilo), 523 (515). - Italie (en francs par kilo), 523 (515). - Liban (en francs par kilo), 523 (515). - Libéria (en francs par kilo), 523 (515). - Maroc (en francs par kilo), 523 (515). - Mexique (en francs par kilo), 523 (515). - Niger (en francs par kilo), 523 (515). - Nigeria (en francs par kilo), 523 (515). - Oman (en francs par kilo), 523 (515). - Pakistan (en francs par kilo), 523 (515). - Panama (en francs par kilo), 523 (515). - Paraguay (en francs par kilo), 523 (515). - Pérou (en francs par kilo), 523 (515). - Philippines (en francs par kilo), 523 (515). - Portugal (en francs par kilo), 523 (515). - Qatar (en francs par kilo), 523 (515). - Roumanie (en francs par kilo), 523 (515). - Royaume-Uni (en francs par kilo), 523 (515). - Salvador (en francs par kilo), 523 (515). - Sénégal (en francs par kilo), 523 (515). - Serbie (en francs par kilo), 523 (515). - Singapour (en francs par kilo), 523 (515). - Slovaquie (en francs par kilo), 523 (515). - Espagne (en francs par kilo), 523 (515). - Suède (en francs par kilo), 523 (515). - Suisse (en francs par kilo), 523 (515). - Thaïlande (en francs par kilo), 523 (515). - Tchécoslovaquie (en francs par kilo), 523 (515). - Tunisie (en francs par kilo), 523 (515). - Turquie (en francs par kilo), 523 (515). - Union soviétique (en francs par kilo), 523 (515). - Uruguay (en francs par kilo), 523 (515). - Venezuela (en francs par kilo), 523 (515). - Viet Nam (en francs par kilo), 523 (515). - Yémen (en francs par kilo), 523 (515). - Zambie (en francs par kilo), 523 (515). - Zimbabwe (en francs par kilo), 523 (515).

CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveaux pence par kilo) : RSS (comptant), 680-710 (705-710) - Pérou (en cents des Detroits par kilo) : 192,70 (197,50-198,50). **DENRÉES.** - New-York (en cents par lb) : café, en dollars par

Marché monétaire et obligataire

Le spectre de la hausse des taux aux Etats-Unis

De l'autre côté de l'Atlantique, la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED), la toute-puissante banque centrale du pays, joue la statue du commandeur : par sa seule présence, même muette, elle impressionne et, on dirait presque, terrorise les marchés. Rien n'a filé, cette semaine, des débats secrets de son comité de l'Open Market (interventions sur le marché), qui s'est réuni lundi et mardi. Mercredi prochain, toutefois, M. Paul Volcker, président de la FED, doit, devant une commission du congrès, faire son rapport sur la situation financière des Etats-Unis au milieu de l'année. En attendant, les déclarations et pronostics se multiplient. M. Henry Kaufman, l'un des gourous de Wall Street, qui, la semaine précédente, estimait que la FED ne durcirait pas sa politique, se contentant de laisser les taux monter, a affirmé que ces taux étaient appelés à subir des hausses substantielles pendant une longue période en raison d'une trop forte expansion de l'économie américaine, de nature à aggraver la pression inflationniste en matière de prix et de salaires.

La riposte ouest-allemande

Par ailleurs, on apprendait que les mises en chantier de logements recommenceraient à augmenter, en dépit de la cherté du coût du crédit et surtout, que les crédits à la consommation avaient fait un véritable bond. De quoi inquiéter la FED, gardienne de la monnaie.

Ve-t-on vers une course à la suppression des retenues à la source sur

les emprunts effectués par les non-résidents ? Le président Reagan ayant, cette semaine, donné sa signature à la suppression, précédemment votée par le Congrès, de la taxe de 30 % sur les coupons des emprunts souscrits aux Etats-Unis par les étrangers, le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, a demandé au gouvernement fédéral de supprimer, lui aussi, la taxe de 25 % frappant les mêmes produits en Allemagne. Selon M. Poehl, qui a fait cette proposition au cours d'une émission télévisée, une telle mesure encouragerait les investissements étrangers en RFA et renforcerait le mark face à un dollar en pleine ascension. Au ministère des Finances allemand, on indique que cette proposition est à l'étude, comme beaucoup d'autres. De toute façon, elle devrait être soumise au vote du Parlement, ce qui pourrait prendre quelques mois.

A vrai dire, cette taxe, instituée en 1964 à une époque où les parités de change étaient fixes, est considérée comme anachronique. En 1981, derniers résultats connus, cette taxe sur les coupons encaissés par les investisseurs étrangers avait rapporté 200 millions de marks (600 millions de francs) au Trésor allemand. En tout cas, la démarche de M. Poehl est significative. Elle traduit la volonté de réagir contre les manœuvres du Trésor américain, qui veut attirer davantage de capitaux étrangers pour l'aider à financer l'énorme déficit budgétaire des Etats-Unis. Déjà, ledit Trésor étudie la création de bons au porteur, donc anonymes, dont les investisseurs internationaux sont particulièrement

francs, spécialement les Suisses ou le dentiste belge cher à notre chroniqueur Christopher Hughes. On parle également de bons à coupon zéro (payables à l'échéance en totalité). C'est à une véritable opération de séduction que se livre le Trésor américain soucieux de ramener des souscripteurs étrangers moins empressés que les années précédentes.

Sur le marché obligataire de Paris, un calme estival a régné, beaucoup d'opérateurs étant partis en vacances. Il faut dire que tout le monde a envie de souffler, avec 145 milliards de francs d'émissions nouvelles au 14 juillet 1984 contre 90 milliards de francs à la même date de l'année dernière. On serait fatigué à moins !

Dans cette torpeur, l'activité a été assez réduite. L'emprunt de 1,8 milliard de francs pour le Fonds des grands travaux à taux fixe de 13,80 %, mal accueilli la semaine dernière, a fini par se caser. Pour la semaine écoulée, le programme d'émissions était très maigre. L'emprunt Provinces de France, de 452 millions de francs à 13,90 %, a été, en grande partie, placé dans son réseau par le Crédit agricole, chef de file, et celui de la CAECL Régions de France, à dix ans et 13,40 % (13,70 % au règlement), qui appartient à la série des emprunts « robinets » de cet organisme, n'a guère pesé sur le marché. La semaine prochaine, on verra sans doute apparaître le Fonds de l'industrie sidérurgique (FIS) garanti par l'Etat, mais entouré de l'aura un peu maléfique dans laquelle baigne l'industrie de l'acier depuis dix ans.

F. R.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. L'échec des négociations sur les Maldives.

POLITIQUE

7. Le débat interne au sein du PCF.
8. La procédure référendaire.

SOCIÉTÉ

13. La Tour de France cycliste.

CULTURE

15. Cézanne au musée d'Art.

ÉCONOMIE

18. Les objectifs de M^{me} Edith Cresson.
19. Crédits, changes et grands marchés.

RADIO-TÉLÉVISION (17)

ÉTÉ (15)
Carnet (14); Programmes
des spectacles (16); Méthoro-
logie (17); Mots croisés (16).

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE LORRAINE DÉPOSE SON BILAN

L'Orchestre philharmonique de Lorraine (OPL) a déposé, jeudi 19 juillet, son bilan auprès de la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Metz, souhaitant être admis au bénéfice du règlement judiciaire. Le tribunal se prononcera la semaine prochaine. Une étude de la situation financière de l'OPL a fait apparaître un déficit de fonctionnement de 1,8 million de francs.

Le conseil d'administration de l'orchestre avait adopté à l'unanimité un plan de restructuration dont l'inspection du travail a refusé certaines applications. Le recours au dépôt de bilan devait débiter la situation. — (Corresp.)

CAMPAGNE MÉDIOCRE POUR LE COGNAC

Les résultats de la campagne de ventes 1982-1983, arrêtés au 31 août 1983, ont été médiocres, indique le rapport annuel du Bureau national interprofessionnel du cognac. Face à une récolte pléthorique en 1982, avec 1,01 million d'hectolitres, la stagnation, voire la régression des ventes, a marqué cette campagne comme la précédente. Les exportations de cognac ont diminué de 1,82 % sur le marché intérieur (83 490 hectolitres) et de 2,32 % à l'exportation (87 % des ventes en bouteilles), qui a, tout de même, rapporté plus de 4 milliards de francs en devises.

Parmi les principaux acheteurs étrangers figurent la CEE (42 millions de bouteilles, soit 38 % des exportations), l'Amérique du Nord et le Mexique (28 millions de bouteilles et 25 %) et l'Asie du Sud-Est (Japon, Hongkong, Malaisie et Singapour, pour 22 millions de bouteilles et 20 %).

Ces résultats médiocres ont conduit la profession à distiller préventivement 700 000 hectolitres pour éviter un trop fort accroissement des stocks, qui représenteraient plus de six années de ventes.

AUTOMOBILISME : Tyrrell autorisé à participer au Grand Prix de Grande-Bretagne. — L'écurie britannique Tyrrell, qui avait été exclue du championnat du monde de formule 1 pour tricherie jusqu'à la fin de la saison, a obtenu, vendredi 20 juillet, de la Haute Cour de Londres, devant laquelle son directeur, Ken Tyrrell, avait introduit une action en référé, un arrêt l'autorisant à participer, ce samedi 21 juillet, à la deuxième séance d'essais du Grand Prix de Grande-Bretagne et à la course qui doit avoir lieu, dimanche 22, sur le circuit de Brands Hatch.

Le numéro du « Monde » daté 21 juillet 1984 a été tiré à 485 003 exemplaires

Vous aurez bien plus de succès... devenez
Graphologue MSI
apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par
MSI-Ecole Suisse de Graphologie
Dep. M.F. Beau-Site 65, CH-2603 Pery (Berne)

DANS UNE LETTRE A UN SÉNATEUR DE L'OPPOSITION

M. Mauroy qualifiait le débat scolaire de « dialogue de sourds »

Dans une lettre adressée le 5 juillet à M. Pierre Mauroy, M. Pierre Christian Taittinger, vice-président du Sénat, sénateur RI de Paris, avait suggéré au premier ministre, après son entrevue avec le pape Jean-Paul II et à la suite des explications qu'il avait données le 3 juillet à l'AFP (le Monde du 5 juillet), de lever les « malentendus » et les « obscurités » qui touchaient au projet de loi sur l'enseignement privé. M. Taittinger estimait alors que sur cinq points le premier ministre pouvait par voie d'amendement — avant que le Sénat n'examine le texte — traduire son souhait d'instaurer « une fois pour toutes la paix scolaire ».

Nous publions ci-dessous la réponse de M. Pierre Mauroy, datée du 17 juillet, et écrite avant qu'il ne remette la démission de son gouvernement.

« Vous m'avez, par lettre du 5 juillet, suggéré de déposer cinq amendements aux dispositions législatives concernant l'enseignement privé actuellement soumises au Sénat. Permettez-moi de reprendre les cinq points sur lesquels vous souhaitez des amendements.

1. — Proclamer, dans la loi, la liberté de l'enseignement et la garantir : le troisième alinéa de l'article premier du projet de loi qui vous est soumis répond déjà à cette demande.

2. — Assurer aux familles un réel libre choix de l'école de leurs enfants qui implique, selon vous, le desserrement — dans un premier temps — et la suppression — dans l'avenir — de la carte scolaire : l'article 6 du projet de loi affirme cette liberté de choix. Bien que le projet soumis au Sénat ne concerne pas l'enseignement public, je vous indique que le ministre de l'Éducation nationale a pris des dispositions pour assouplir le système de la carte scolaire.

3. — Respecter les projets éducatifs des établissements, en évitant que l'agrément donné par les autorités académiques puisse dépendre d'un choix idéologique : non seulement l'exposé des motifs du projet de loi reconnaît la « dimension confessionnelle » que peut avoir un projet éducatif, mais encore le respect des projets éducatifs est prévu par les articles 1 et 6 du projet de loi. Quant à la décision d'agrément des autorités académiques, il s'agit d'une compétence liée. L'autorité académique n'aura donc pas de pouvoir d'appréciation et devra s'en tenir aux trois conditions prévues par le projet de loi : respect des principes généraux inscrits dans la Constitution, respect des règles et des programmes de l'enseignement public et gratuit de l'enseignement.

4. — Laisser aux communes la liberté de financer, si elles le souhaitent, des équipements d'enseignement privé : depuis 98 ans, les

dispositions de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire répondent déjà à cette préoccupation. Les établissements d'enseignement primaire peuvent être publics ou privés. Ces dispositions n'ont été modifiées ni par la loi du 31 décembre 1959 ni par le projet qui vous est soumis.

5. — Préserver pour les enseignants les véritables conditions de choix de leur statut, sans lien à ce choix les obligations financières — à terme — des communes vis-à-vis de leurs établissements : le dernier alinéa de l'article 20 du projet de loi précise que les maîtres liés à l'État par un contrat de droit public pourront « opter librement » pour une titularisation dans les corps correspondants de l'enseignement public. Les dispositions de l'article 24, qui concernent la contribution financière des communes, ne placent en rien sur cette liberté de choix puisque l'État se substitue, en tout état de cause, à la commune pour garantir le financement des dépenses de fonctionnement.

« Comme vous le voyez, monsieur le président, vos suggestions d'amendements feraient double emploi avec le projet gouvernemental. Et c'est justement pour éviter des malentendus de ce genre que le président de la République a souhaité mettre un terme au débat tel qu'il s'était engagé, dans la mesure où il apparaissait trop souvent comme un dialogue de sourds.

« Veuillez recevoir, Monsieur le président, l'assurance de mes sentiments les meilleurs. »

Signé : PIERRE MAUROY.

APRÈS LA FIN DE LA GRÈVE DES DOCKERS

M^{me} Thatcher attaque l'Union des mineurs

De notre correspondant

Londres. — La grève dans les ports britanniques est terminée — ou presque — et M^{me} Thatcher, soulagée, peut se consacrer avec une ardeur redoublée à la guerre d'usure à laquelle se livre son gouvernement depuis quatre mois et demi contre le Syndicat des mineurs et son président, M. Arthur Scargill.

Le Syndicat des transports (TGWU), qui représente la majorité des dockers, devait soumettre à l'approbation de ses délégués, ce samedi 21 juillet, le compromis conclu la veille avec le patronat, et tous les ports devaient retrouver un trafic normal à partir de lundi. Dès vendredi, sans attendre cette procédure, les dockers qui assurent le service des différentes lignes de ferries à travers la Manche, ont repris le travail ainsi que leurs collègues du port de Felixstowe qui, eux aussi, avaient manifesté des réticences à l'égard du mouvement.

Même si les dirigeants du TGWU ont donné l'impression de devoir achever les négociations plus vite qu'ils ne l'auraient souhaité, sous la pression exercée par les chauffeurs-routiers et une partie de la base du syndicat, ils n'en ont pas moins obtenu la prolongation d'un accord de garantie d'emploi, vieux de trente-sept ans, que le patronat voulait remettre en cause depuis plusieurs mois.

Pour le gouvernement, qui a fait en sorte que les dockers puissent avoir satisfaction sur ce point, cette grève de dix jours s'est arrêtée à temps, avant qu'elle ne commence à avoir des effets évidents sur l'ensemble des citoyens britanniques, à l'exception des usagers des

FRANCIS CORNU.

CONTRATS LÉONINS, DÉTOURNEMENTS DE FONDS...

Le parquet de Rome ouvre une enquête sur la gestion financière de la RAI

De notre correspondant

Rome. — Contrats trop mirobolants, achats incoherents de séries étrangères, adjudications de productions servant à alimenter les chaînes des partis : la Radiotelevisione italiana (RAI) est sous enquête. Celle-ci est passée depuis le lundi 16 juillet au juge d'instruction du tribunal de Rome. Depuis une semaine en fait, les membres du conseil d'administration, le directeur général, M. Biagio Agnes, le président, M. Sergio Zavoli, le directeur de la première chaîne, M. Emmanuel Milano, et cinq commissaires aux comptes, ont été avertis que la justice mène une enquête sur leurs activités.

La RAI (quatorze mille employés, un budget en déficit de quelque 60 milliards de lire) est l'un des organismes où le phénomène de la « lotisation » (c'est-à-dire la répartition des postes entre les partis politiques) est sans doute le plus prononcé, tous les partis étant représentés, pour ou contre, au sein du conseil d'administration. Et la justice soupçonne désormais que ces

pratiques de lotisation confinent à la corruption. Le parquet de Rome, qui a pris l'initiative de l'enquête, entend examiner s'il y a eu effectivement dans la gestion de la RAI depuis 1981 des détournements de fonds et des faux dans les écritures.

L'enquête sur la RAI a commencé l'hiver dernier lorsque sont arrivés au palais de justice des lettres d'employés de la télévision dénonçant les pratiques qui y ont cours : certains des auteurs se plaignant notamment de ne jamais se voir confier de programmes, ceux-ci passant systématiquement à des personnes extérieures, sous contrat à durée limitée. Le début de l'enquête a coïncidé aussi avec la signature par la RAI d'un contrat énorme (6 milliards de lire) avec une prestataire d'une émission de la mi-journée, Mille Raffaella Carra (le Monde du 4-5 mars). M. Carra convoqua alors le président de la RAI pour lui demander des explications.

Depuis trois mois, à la suite de la saisie d'un grand nombre de docu-

ments dans les locaux de la RAI, la garde des finances a examiné les comptes de ces trois dernières années, les contrats et les prévisions de dépenses. Mercredi dernier, le ministre du Trésor, M. Amato, accompagné de membres de la garde des finances, faisait une « descente » inattendue à la RAI pour y saisir de nouveaux documents (concernant en particulier la nomination de deux directeurs adjoints non prévue par les statuts) ; la production de super-séries télévisées comme « Marco Polo » et « Quo Vadis », ainsi que les contrats passés avec la chaîne américaine NBC et Radio-Monte-Carlo.

En novembre 1982, la RAI a en effet signé un contrat de 14 milliards de lire avec la NBC, s'engageant à lui acheter 550 émissions et 200 programmes non visionnés, dont une partie seulement, semble-t-il, intéresse le public italien. En 1981 et 1982, d'autre part, afin de bloquer une initiative des télévisions privées, la RAI a pris une participation importante dans Radio-Monte-Carlo. Avec l'acteur Alberto Sordi, elle a en outre passé un contrat de 1,5 milliard de lire pour les droits d'exclusivité de celui-ci, mais une clause retirée à la RAI la possibilité de revendre le programme à moins de payer de nouvelles « royalties ».

Les contrats à durée limitée sont également examinés par les enquêteurs : c'est là, en effet, un instrument privilégié pour favoriser les clientèles des partis. Au cours des trois derniers mois, la RAI a ainsi passé cent soixante-sept contrats. Six cents personnes travailleraient dans ces conditions. D'autres, en revanche, employées à temps plein par la RAI, sont détachées auprès d'hommes politiques.

L'enquête sur la RAI repose une question de fond jamais tranchée : celle du statut privé ou public de la télévision nationale. Pour la Cour de cassation, il s'agit d'un organisme privé, alors que la Cour constitutionnelle a jugé qu'elle relevait du service public national. Thèse d'ailleurs retenue par le substitut du procureur, M. Armati. L'enquête sur la RAI se double aussi d'aspects politiques peu clairs. Il n'est pas impossible que dans les coulisses se déroule une nouvelle guerre entre les partis pour le contrôle de la télévision d'État. Le PCI, qui, dans le passé, n'a cessé de dénoncer les pratiques de la RAI, considère que cette nouvelle enquête n'est qu'un « usage de fumée ». On dit, en outre, que M. Zavoli n'est plus en odeur de sainteté auprès des socialistes.

PHILIPPE PONS.

A B C D E F G

Au Sénégal

DES AFFRONTEMENTS ENTRE SYNDICALISTES ONT FAIT UN MORT ET QUARANTE BLESSÉS

Des heurts entre membres de deux tendances de la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS), syndicat majoritaire proche du pouvoir, ont fait un mort et une quarantaine de blessés parmi les syndicalistes, vendredi matin 20 juillet. Les incidents ont éclaté lorsque des membres d'un syndicat appartenant à une tendance opposée à la direction de la CNTS ont tenté de se réunir à la Bourse du travail, siège de la CNTS, au centre de Dakar. Des démons de la tendance majoritaire n'étant opposés à la tenue de cette réunion, de violents affrontements ont éclaté entre factions rivales. Les forces de l'ordre ont dispersé les syndicalistes et, en fin de journée, le calme était revenu.

Des rivalités entre diverses tendances de la CNTS perturbent régulièrement le fonctionnement de la centrale syndicale affiliée au Parti socialiste, mais elles n'avaient jamais atteint la gravité des événements de vendredi. — (AFP).

En Ouganda

UN HOMME D'AFFAIRES DE LA TRIBU D'AMIN DADA A ÉTÉ ASSASSINÉ À SON RETOUR D'EXIL

(De notre correspondant.)

Génève. — Une étrange affaire émeut le Haut Commissariat des Nations unies (HCR) à Genève. Un riche homme d'affaires ougandais, Al Hadji Jabir, réfugié au Zaïre, était revenu volontairement, le 8 juin, à Arua, capitale de sa province natale, le West Nile (nord-ouest de l'Ouganda), où l'attendait son fils et son frère. Appréhendé par la police à son arrivée, il fut incarcéré par celle-ci qui assurait vouloir ainsi le « protéger ». Dix jours plus tard, il fut battu à mort par des militaires entrés de force dans sa prison alors que les autorités civiles et les policiers auraient vainement essayé de le sauver.

Le HCR, qui au cours d'une quarantaine d'heures après la mort, affirme n'avoir pas émis de doute sur le fait de ne pas compromettre l'issue de pourparlers avec les autorités ougandaises pour obtenir l'assurance que les autres rapatriés ne seraient pas, eux aussi, victimes de vengeances sanglantes. Des promesses jugées satisfaisantes ayant été obtenues de la part de Kampala, le HCR a rompu le silence. On put apprendre alors, en même temps que les circonstances du meurtre, que M. Jabir avait été accompagné par une centaine de membres de sa tribu, les Kakwa (à laquelle appartient M. Amin Dada), qui avaient eux aussi opté pour le rapatriement volontaire (contrairement aux conseils du HCR). Les coupables, ainsi que les témoins du meurtre, ont été transférés à Kampala où ils doivent être interrogés sur l'ordre du président ougandais, M. Milton Obote.

Au Sri-Lanka

L'UN DES DIRIGEANTS SÉPARATISTES TAMOULS TUÉ PAR LA POLICE

Colombo (AFP, UPI). — L'un des principaux dirigeants séparatistes tamouls a été tué récemment par les forces de sécurité au nord du Sri-Lanka, a-t-on appris officiellement vendredi 20 juillet. Il s'agit de Ranjan Lala, considéré comme le numéro trois du groupe des Tigres tamouls, l'un des mouvements réclamant la formation d'un État tamoul indépendant dans le nord et l'est du pays. Il a été abattu, le 13 juillet, alors que, circulant à moto, il avait forcé un barrage des forces de sécurité, à Thondamannar, dans le district de Jaffna. Des affiches réclamant « vengeance pour le capitaine » Ranjan Lala sont apparues dans les rues de Jaffna.

Le 17 juillet, une patrouille de police est tombée dans une embuscade tendue par les guérilleros qui se sont échappés en emportant les armes des policiers ; ceux-ci ont été blessés. Le 20, trois jeunes armés ont dérobé l'équivalent de 24 000 dollars dans la trésorerie de l'université de Jaffna. Le même jour, des maquisards ont jeté des bombes sur une jeep transportant des policiers, à Kanakesenthurai ; l'un de ceux-ci a été blessé.

Le 19, le Parlement a prorogé pour une durée d'un mois l'état d'urgence en vigueur depuis quinze mois. Les mesures de sécurité ont été renforcées à Colombo.

Le Monde

Aujourd'hui



La TV brésilienne arrive en France, page II

Voile et ordinateur, page V

Les Hurons, maîtres à penser des philosophes, page IX

Et notre grand concours : un été roman, page VI

Supplément au numéro 12282. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 22 - Lundi 23 juillet 1984.

Au Brésil, les chaînes privées de télévision fixent chaque soir devant le poste les quatre cinquièmes de

Rede Globo, l'américaine du Sud

Quatrième chaîne mondiale, 800 journalistes, 70 % de l'audience.

LES touristes qui montent au Pain de Sucre ne prêtent guère attention aux photographes qui les mitraillent à l'entrée du téléphérique. Aussi sont-ils surpris de trouver, lorsqu'ils redescendent une demi-heure après, leur portrait incrusté au fond d'une assiette. Un souvenir que des vendeurs perspicaces leur proposent après les avoir identifiés du premier coup d'œil au sein de la foule.

Invention, rapidité, efficacité commerciale. On retrouve ces trois qualités dès que l'on allume un téléviseur.

Pour un œil européen, c'est entre 19 heures et 21 heures que le spectacle est le plus saisissant. Comment ne pas perdre pied devant ce show gigantesque où se succèdent les images d'actualité des quatre coins du monde, les bandes annonces des prochains feuilletons, les commentaires politiques et ces flashs locaux, filmés quelques minutes avant sur les lieux d'un crime ou d'un incendie et servis tout saignants à l'antenne. Seule règle du genre : pas une seconde à perdre, pas un blanc, pas un silence. La danse frénétique des images est scandée par des effets vidéo, surchargée d'incrustations graphiques et entrecoupée, bien sûr, par des publicités sophistiquées au rythme maximum autorisé par la loi : quatorze minutes par heure.

La télévision au Brésil est essentiellement d'initiative privée avec une architecture à l'américaine. Une centaine de stations locales quadrillent par concession gouvernementale l'immense territoire. Mais les Etats de Rio et de São-Paulo représentent plus de 50 % des vingt-deux millions de récepteurs, les stations des deux métropoles sont devenues rapidement les têtes de réseaux expédiant leurs programmes à des dizaines de télévisions affiliées. D'abord par cassettes, puis par relais micro-ondes installés à grands frais par les télécommunications nationales, enfin, depuis un an, par satellite.

Ainsi sont nées Bandeirantes, Globo, Manchete, Record, TVS, les grandes chaînes nationales du Brésil. Avec pour chacune des aventures qui sont devenues des légendes dans un pays où le mythe de l'Eldorado n'est pas mort. On raconte l'histoire de Sylvio Santos, présentateur vedette, sorte de Jacques Martin brésilien, devenu assez riche pour créer sa propre chaîne en mêlant habilement le jeu télévisé et la promotion directe du commerce électro-ménager. Ou encore celle de M. Adolph Bloch, modeste immigré de l'Europe de l'Est, soutenu par son compatriote, l'ancien président Guisele Kubitschek, faisant fortune dans la presse avec l'hebdomadaire *Manchete*,

puis créant sa télévision. Et surtout celle de M. Roberto Marinho qui édite en 1925, avec quarante employés, un quotidien de quatre pages tiré à 15 000 exemplaires et se retrouve, soixante ans plus tard, à la tête d'un empire : *O Globo*, premier quotidien brésilien avec 550 000 exemplaires, dix-huit stations de radio, diverses filiales audiovisuelles et une chaîne de télévision qui totalise 70 % de l'audience.

Rede Globo est un point sensible dans l'orgueil national des Brésiliens, quelle que soit leur appartenance politique. « Les Européens s'imaginent qu'il y a encore des crocodiles dans les rues de Rio », ironise M. Dias Gomes, un célèbre scénariste. Ils parlent volontiers et avec raison des favelas, mais ils oublient que nous avons la plus puissante télévision du monde. « La quatrième chaîne mondiale après les trois réseaux américains », précise M. Roberto Irené Marinho, le fils du fondateur de Globo et le responsable des activités audiovisuelles du groupe.

En pianotant sur le terminal d'ordinateur de son bureau, il s'offre le luxe de préciser, à la virgule près, le taux d'écoute du mois écoulé : 67,2 %. « Mais ce chiffre n'est pas le plus significatif, reprend-il, ce qui compte c'est que, à 20 heures, chaque soir, 82 % des téléspectateurs soient devant leurs postes, bien plus qu'aux Etats-Unis ou en Europe. Ce chiffre prouve que nous avons fait de la télévision une véritable culture populaire, un instrument d'intégration nationale unique en son genre. Une télévision brésilienne programmée pour les Brésiliens et non un de ces mélanges internationaux sans identité que sont devenues la plupart des télévisions du monde. »

Cette réussite, c'est d'abord celle d'un formidable outil de production. Dès 1968, Globo fait un choix : les films, les programmes vendus en dollars sur le marché international sont trop chers pour le cruzeiro brésilien ; il faut se débrouiller par ses propres moyens. Seize ans plus tard, la chaîne produit 80 % de ses vingt heures de diffusion quotidienne : deux heures de fiction, soit l'équivalent d'un long métrage par jour, trois heures et demie d'actualités, trois heures de programmes pour enfants, une heure de variétés, une heure d'émission éducatives, etc.

Pour cela, Globo mobilise 7 000 personnes dont 800 journalistes et 24 correspondants à l'étranger. Les programmes achetés — essentiellement des films et des séries américaines — sont programmés en début d'après-midi ou après 23 heures. Le public leur préfère les feuilletons nationaux,



les novelas, fierté de la chaîne et produit d'exportation vendus 75 000 F l'heure dans plus de quatre-vingt-dix pays.

Globo n'est pas davantage en reste sur la modernité. Depuis 1974, une équipe de graphistes dirigée par un Autrichien, Hans Jürgen Damm, réalise tout l'habillage de la chaîne à coup d'images de synthèse, déclinant une même esthétique raffinée tout au long des génériques, logos et décors. Un facteur d'identification visuelle propre à fidéliser les téléspectateurs et qui laisse loin derrière les balbutiements de nos antennes françaises.

A la veille de son vingtième anniversaire, Rede Globo a aujourd'hui au Brésil une situation de quasi-monopole sur la télévision. « Nous ne souhaitons pas rester tout seul », affirme M. Marinho, cela nuirait à notre dynamisme. Mais il n'y a pas de place dans ce pays pour six réseaux de télévision. Le marché publicitaire peut en faire vivre deux ou trois. » Mais qui peut résister à cette formidable machine de guerre ? La seule chaîne publique, baptisée télévision éducative dans un pays où l'analphabétisme atteint 30 à 40 % de la population, souffre d'un man-

que chronique de financement et d'un équipement technique hétérogène.

Battue en brèche sur son propre terrain par les initiatives éducatives de Globo, elle n'obtient, malgré des efforts louables, que 3 à 4 % de l'audience. Parmi les concurrents privés, TV Tupi, la pionnière, a été balayée en 1980, Bandes-rantes s'effondre progressivement, TV record et TVS ont surtout une audience locale.

Reste Manchete. Créée il y a juste un an, la nouvelle chaîne essaye de conquérir une audience auprès des couches supérieures de la population et des intellectuels en misant délibérément sur l'information. Tout le quatrième étage du building Bloch, avec ses rangées de boxes vitrés abritant des bancs de montage, est conçu pour exploiter à chaud une actualité filmée par des équipes légères et animées par cent cinquante journalistes. Une mobilisation qui a permis de faire cent quatorze heures sans interruption pendant le dernier Carnaval et de voler la vedette à Globo.

Le journal quotidien de deux heures, les grands face-à-face politiques, les récentes inter-

views d'Yves Montand ou de Mario Soares ont réussi à hisser la chaîne jusqu'à 12 à 15 % d'audience certains jours. Mais M. Zevy Grivelder, l'un des directeurs de Manchete, le reconnaît lui-même : « On ne peut pas battre Globo sur le terrain de la novela avec autre chose que des novelas. Le coût de la fiction est trop important pour une station naissante. Nous produisons aujourd'hui, avec mille personnes, quatre à cinq heures par jour sur douze heures de diffusion. Il faut arriver rapidement à huit ou dix heures pour pouvoir tenir face à Globo. »

Le seul talon d'Achille de Globo, c'est la politique. L'opposition a toujours dénoncé la collusion entre la chaîne et le pouvoir militaire. Ainsi Globo s'est vue accusée de manipuler l'information pour empêcher l'élection de M. Grisola, candidat de l'opposition, au poste de gouverneur de Rio. « Nous sommes coincés entre les pouvoirs publics, qui nous donnent notre concession, et le pouvoir public, qui fait notre audience, répond imperturbablement M. Marinho. Tant que le pouvoir politique est le plus fort, nous en resterons solidaires. Si les choses basculent en faveur

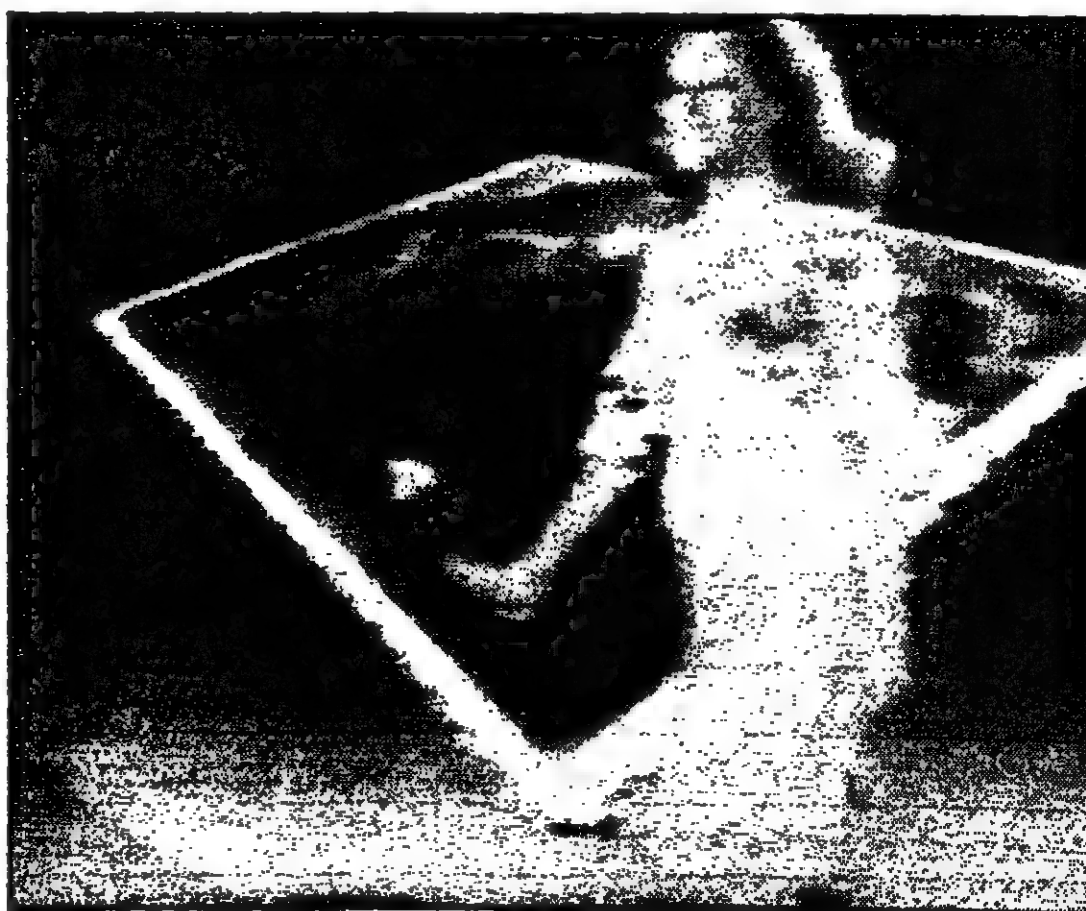
de l'opinion publique, nous basculerons aussi. »

Ainsi, lors de la campagne pour les élections directes, Globo a manifesté ses distances avec le pouvoir. La censure ayant interdit tous les reportages sur les mesures d'urgence paralysant Brasília, le journal de la chaîne s'est ouvert sur cette déclaration : « Les journalistes protestent contre la censure... en Pologne. » Information suivie par une minute de silence. Quelques semaines plus tard, un sondage, réalisé par Globo à São-Paulo, révélait qu'une forte majorité de téléspectateurs faisait crédit à la chaîne d'un engagement en faveur des élections directes.

Cette remarquable faculté d'adaptation, conséquence directe d'un pragmatisme commercial bien compris, ne décourage pas tous ceux qui spéculent sur une désaffection prochaine du puissant Globo. Les principaux adversaires de la chaîne se recrutent dans les rangs du cinéma, qui reproche à la télévision d'avoir vidé les salles, de refuser la diffusion de films brésiliens et d'asphyxier ainsi la production. Les responsables d'Embrafilme, distributeur national et organisme de tutelle du cinéma, se tournent vers le Canada et la France pour implanter au Brésil des centres de production vidéo alternatifs. Ils misent sur une nouvelle législation qui limiterait l'autonomie des réseaux de télévision et séparerait la production de la programmation.

Ces initiatives ne semblent pas inquiéter M. Marinho, qui affiche un optimisme serein : « Le cinéma brésilien s'est tourné vers le sexe et la violence. La censure ne nous permet pas de diffuser de tels films avant 23 heures, et à cette heure-là nous n'avons pas assez de publicité pour payer les prix demandés par les distributeurs. Quant à vouloir séparer production et programmation, ce serait une véritable régression historique. Même les Américains viennent d'accorder aux réseaux le droit de produire. La télévision brésilienne a inventé avec la novela une forme de fiction et un langage qui plaisent au plus grand nombre. Au nom de quoi veut-on s'y opposer ? »

JEAN-FRANÇOIS LACAN



Le présentateur-vedette de la météo (photo ci-dessus) n'hésite pas à chanter et à danser à l'écran. La télévision brésilienne n'est pas avare d'effets spéciaux : une silhouette féminine sort de l'image qui se fige comme une photo et bascule.

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR - 06500 MENTON
Hôtel CELINE-ROSE ** 100 07, avenue de France
Tél. 093 23 23 23 (Cantina et bar)
Cafés et restaurants, cab. font. piscine, tennis.
Piscine chauffée 062, piscine 1001 : 103 14 100 1 112.

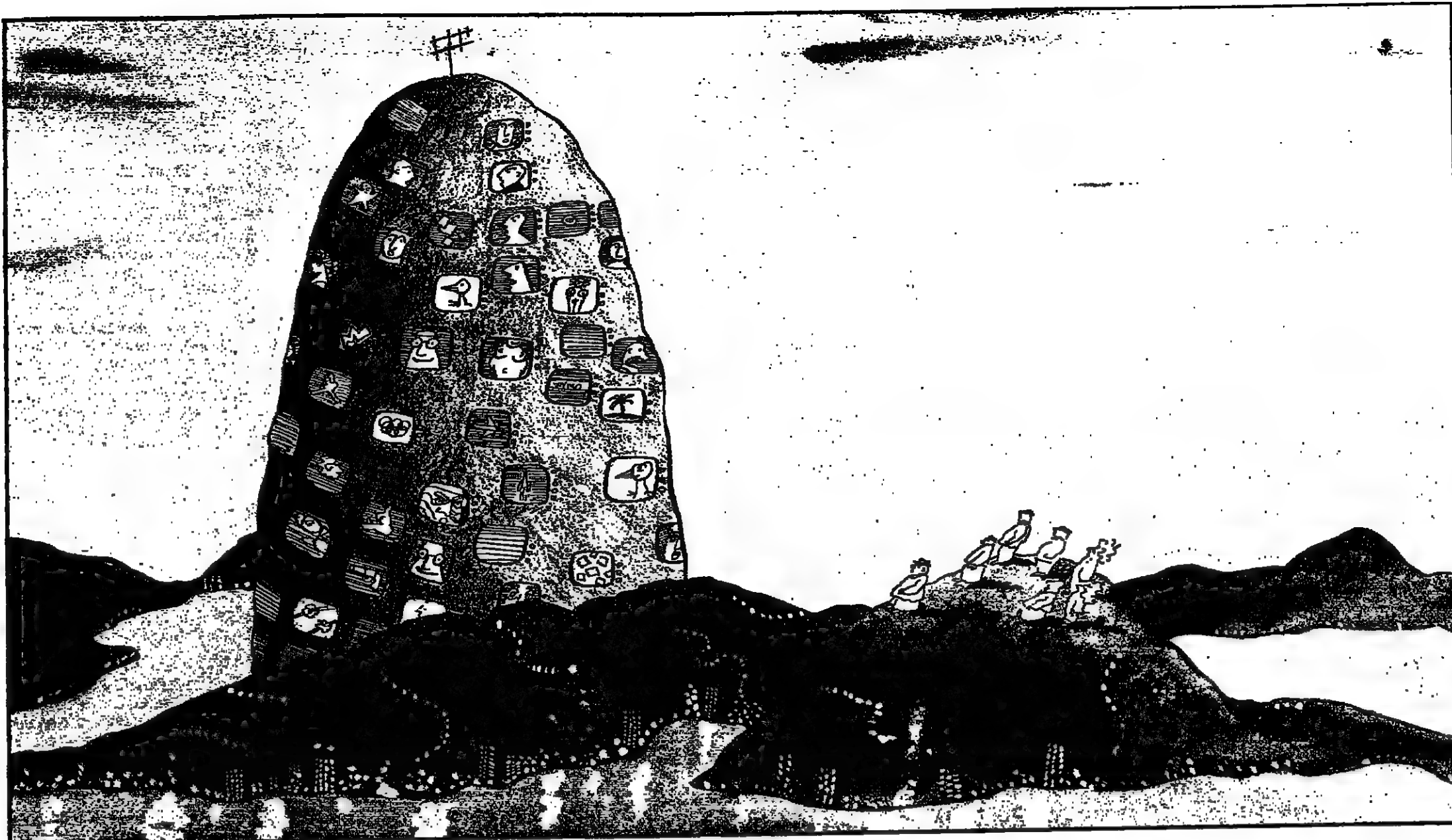
07260 JOYEUSE ARDÈCHE
HOTEL LES CEDRES ***NN
Bord rivière, vous accueille avec 40 ch. n. ch.
sal. TV. Pén. 1/2 pens. Michelin. Logis de France. T.C.B. parc. par. T. (75) 39-40-60.

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUX 51200 Epernay. T. (26) 58.48.37
Vin vieilli en foudre. Tarif s/dam.

VINS DE BORDEAUX blanc et rouge
PRODUCTEUR NOMER. RÉCOMP.
Mousses. Fine bord. Châ. Lardier.
33840 MARILLAC - Tél. (57) 42-41-38.

la population. Des feuilletons-fleuves, production nationale à succès, exportés dans 91 pays, arrivent bientôt en France.



La « novela », art populaire

Jusqu'à trois cent soixante-dix épisodes, en cas de succès.

« **B**AILA COMIGO » sur TF1, « **Dancin' days** » et « **Escrava Isaura** » sur Canal Plus : les téléspectateurs français vont vivre en 1985 à l'heure brésilienne, découvrir le programme le plus populaire de Rede Globo, la novela.

La France sera ainsi le quatre-vingt-douzième pays, l'un des derniers États européens, à succomber au charme vénéneux de ces feuilletons-fleuves qui s'écrivent sur cent cinquante ou deux cent quarante épisodes et vivent, quatre fois par jour, devant leur poste, la quasi-totalité de la population brésilienne, du milliardaire de São Paulo au paysan du Nordeste.

Pourtant, les scénarios n'ont rien de très classique : le triangle du théâtre du Boulevard, un peu d'amour, beaucoup de jalousie et une quête permanente de la réussite sociale. Le tout situé invariablement dans les quartiers bourgeois du sud de Rio. « La trame est toujours conventionnelle comme dans le western ou le film policier », reconnaît Daniel Filho, le réalisateur de « **Dancin' days** » qui a quelques années derrière lui. Les héros se rencontrent au trentième épisode et passent les cent vingt autres à vaincre les difficultés qui s'opposent à leur amour. Nous avons hérité du mélodrame cubain et mexicain qui a fait les beaux jours du feuilleton radiophonique. Mais nous avons aussi intégré la grande tradition des feuilletonistes européens du XIX^e siècle, qui savaient glisser dans d'interminables histoires des épisodes passionnants sans aucun rapport avec l'action dramatique ».

Programmée quotidiennement sur Globo à partir de 1962, la novela trouve peu à peu son langage spécifique en se dégageant des conventions cinématographiques et théâtrales : cadrages rapprochés, long plan-séquence, résumés des dialogues au plus près du langage quotidien. Elle bénéficie surtout de la collaboration de toute une génération d'auteurs

dramatiques chassés du théâtre par la censure militaire. « Nous avons trouvé à la télévision un espace de création original, explique le scénariste Dias Gomes, où nous pouvions transposer en toute liberté nos préoccupations esthétiques ou morales. Le cinéma novo et l'avant-garde théâtrale des années 60 ne touchaient que l'élite de la population : il y avait une place libre dans la culture brésilienne pour un véritable art populaire. C'est la raison essentielle du succès spectaculaire des novelas. » On ne saura jamais pourquoi la censure a autorisé à la télévision les auteurs qu'elle chassait du théâtre. « La Brésil est fait pour être vécu et non pour être compris », commente malicieusement Dias Gomes.

Globo diffuse actuellement quatre novelas par jour, des épisodes de quarante minutes programmés à 17 heures, 19 heures, 20 h 30 et 21 h 30.

Produire deux heures quarante de fiction par jour suppose une organisation quasi industrielle. Dès le stade du synopsis, longuement examiné par la direction du marketing, on prévoit le plan de tournage, le décor, le casting. On contacte les acteurs qui seront immobilisés pour six mois ou un an ; la plupart des vedettes, venues elles aussi du théâtre, sont d'ailleurs sous contrat permanent avec Globo. Il en va de même pour les scénaristes qui travaillent au rythme d'un épisode par jour avec six semaines d'avance sur la diffusion. Dans les studios, les équipes vidéo tournent parfois avec neuf caméras et réalisent plus de trente minutes utiles par jour. Au total, mille cinq cents personnes se consacrent en permanence aux novelas.

Contrepartie de cet effort spectaculaire, les spots publicitaires qui interrompent le feuilleton toutes les douze minutes se vendent au prix fort pour couvrir un coût de production évalué en moyenne à 25 000 dollars par épisode. En aval, il y a toute la

stratégie de produits dérivés : musique et chansons éditées par la propre maison de disques de Globo, accessoires, vêtements. Il faut dire que la novela est un formidable outil de promotion. Il a suffi qu'un des personnages lise au cours d'un épisode les *Mémoires d'Hadrien*, de Marguerite Yourcenar, pour que les librairies de Rio et de São Paulo soient dévalisées le lendemain ! La direction du marketing suit toute l'opération avec soin. Une société spé-

cialisée de produits dérivés : le film de Michael Curtiz, *Ingrid Bergman n'a pas su jusqu'à la fin si elle resterait avec son mari ou si elle s'enfuirait avec Humphrey Bogart*, raconte Daniel Filho. C'est cette incertitude qui en a fait un des plus beaux films d'amour de l'histoire du cinéma. »

Mais ce genre d'aventure audiovisuelle a aussi ses risques. Par deux fois, dans l'histoire de la novela, un acteur important est mort en cours de tournage. La première fois, l'équipe s'est épa-

ce monument de modernité qu'est Globo, part tous les jours à Brasília avec les copies des épisodes. De l'avis général, les coupes exigées sont toujours imprévisibles. Tantôt la commission fait la chasse à l'érotisme, tantôt elle s'acharne sur les allusions politiques. Contraints de jouer avec cet aléatoire permanent, les scénaristes brésiliens ont inventé la stratégie du piranha. « Quand on veut faire traverser une rivière à un troupeau, explique Dias Gomes, on sacrifie une vache. Pendant que les piranhas le dévorent, on fait passer sans encombre le reste. Le jeu consiste à inventer un épisode qui concentre toute l'attention de la censure. La censure fait partie de ma vie professionnelle depuis ma première pièce de théâtre. C'est comme une femme avec qui j'habiterais à contrecoeur ».

« J'ai mis longtemps à comprendre que la censure des feuilletons était un moyen de faire pression sur la rédaction de Globo », explique Daniel Filho. On menace de suspendre la diffusion de la novela — qui est une source importante de profits pour la chaîne — et on obtient plus de souplesse de la part des journalistes. Cela m'a donné l'idée d'une riposte. En 1974, l'équipe de football du Brésil n'était pas en grande forme pour la Coupe du monde. J'ai déclaré publiquement que si le Brésil perdait la coupe et que la censure touchait à ma novela, on aurait des ennuis avec l'opinion publique. »

Intimement liée à l'histoire brésilienne, la novela connaît aujourd'hui une crise, contemporaine, selon certains, de la fin de l'ouverture politique des années 60. Même s'il conserve une forte clientèle surtout féminine, le feuilleton commence à laisser, par ses stéréotypes immuables, une partie du public qui aspire à une vision moins superficielle de la vie sociale. Conscient que l'âge d'or d'une forme audiovisuelle ne saurait se prolonger indéfiniment, la production de Globo évolue lentement

vers la mini-série. Rien à voir pourtant avec le standard international : la mini-série à la brésilienne comporte un minimum de vingt-cinq épisodes d'une heure, diffusés mensuellement ; une forme plus construite, plus écrite, qui permet au scénariste d'aborder directement les grands problèmes de l'heure. La plus populaire, « **Bem Amado** », tient l'antenne depuis cinq ans. Dias Gomes l'a construite autour d'une petite ville, microcosme de la réalité sociale et politique du Brésil. L'épisode du mois d'avril dernier concernait l'élection directe du gouverneur en dépit de l'opposition du pouvoir politique !

Le plus surprenant dans la novela, c'est en définitive son succès international. Comment une histoire si spécifiquement brésilienne peut-elle intéresser les Américains, séduire les Suédois, passionner les Italiens, qui en diffusent actuellement trois ? « Un programme à forte identité nationale tranche nettement sur les produits standardisés et prétendument internationaux programmés par la plupart des télévisions », remarque Roberto Irenau Marinho, responsable de Rede Globo. Cette profession de foi trouve un écho inattendu sous la plume de Luigi Cancrini, chroniqueur de l'Unità, l'organe officiel du Parti communiste italien : « Le vrai secret du feuilleton télévisé brésilien est en réalité celui du langage, familier dans le sens le plus immédiat du terme. Il utilise la narration minutieuse des événements les plus simples. Dans la simplicité extrême de ce mode de narration réside la possibilité de présenter des personnages qui soient à la portée de la compréhension de tous. »

Et le journaliste conclut en recommandant l'utilisation des formules et du langage de la novela pour « améliorer la communication entre les différents secteurs de la gauche italienne ».

J.-F. L.



« Les héros se rencontrent au trentième épisode et passent les cent vingt autres à vaincre les difficultés qui s'opposent à leur amour. »

cialisée convie régulièrement des groupes de téléspectateurs à donner leur avis sur le scénario, les personnages. Les réunions, filmées, sont étudiées par la production et le scénariste, qui modifient éventuellement le cours des choses.

Car, à la différence des feuilletons américains ou européens, la novela est un produit ouvert. Acteurs, réalisateurs, scénaristes, s'engagent au début du tournage dans une véritable aventure dont ils ignorent le dénouement précis : en cas de succès, le feuilleton peut être prolongé jusqu'à trois cent soixante-dix épisodes ! « Tout peut arriver, confie un comédien, on commence comptable et on en finit aviateur. » Ce caractère aléatoire donne à la novela un réalisme très particulier. « Quand elle tournait Casablanca,

ré sous le choc affectif et le feuilleton s'est arrêté. Dans le second cas, la production a trouvé une solution originale : les comédiens groupés devant la caméra ont annoncé la mort de leur collègue au public, intronisé le remplaçant et rejoué le dernier épisode diffusé pour assurer la soudure. Mais ce processus de création permanente a pour intérêt principal d'intégrer au jour le jour la trame du feuilleton l'actualité sociale ou politique du pays. La novela parle de tout : la corruption, l'avortement, les scandales immobiliers, la corruption politique. Sans désigner nommément les responsables ou les personnes impliquées mais, pour tout le public, les allusions sont transparentes.

Car la censure veille. Un petit car, seul vestige archaïque dans

Sur les semelles du vent

Un ordinateur aide l'équipe de France de voile à traquer l'imprévisible.

LOS ANGELES. Combien de médailles les compétiteurs français vont-ils ramener des Jeux olympiques de 1984 ? Combien d'entre eux vont avoir la chance d'accéder à la plus haute marche du podium ? Un, deux, cinq ? Plus ou pas du tout ? A l'évidence, les sélectionneurs de la délégation française ne rêvent pas et, sauf imprévu agréable, ils savent déjà les disciplines où nos compétiteurs ont une chance de s'illustrer. Parmi elles, la voile, où certains de nos représentants pourraient bien... Mais ne va-t-on pas trop vite ? Tant de déceptions ont, dans le passé, touché les plus grands espoirs. Alors, il faut attendre, et, s'il y a des médailles dans cette discipline, se réjouir et s'interroger sur le rôle que l'ordinateur aura eu dans cette victoire.

Depuis six ans, en effet, l'Ecole nationale de voile, sous la conduite de Philippe Gouard, entraîneur national chargé des problèmes de recherche, mène, à l'aide d'ordinateurs, des études concernant la détection des futurs champions, la dynamique des vents sur les plans d'eau choisis pour les grandes compétitions et la sélection des gabarits les plus adaptés à tel ou tel type de bateau ou de planche à voile. C'est ainsi que, grâce à l'ordinateur, on a pu, pour cette dernière discipline, « dresser le portrait-type du coureur le mieux adapté aux conditions locales de vent - 10 à 24 nœuds - qui règnent en général sur le plan d'eau de Los Angeles » : 1,85 m, très longiligne, doté de grands bras, ayant un poids d'environ 65 kilogrammes pour ne pas pénaliser le flotteur de la planche.

La surprise n'a pas été très grande, mais il est bon parfois de pouvoir conforter les résultats sur le terrain avec les études théoriques. De même l'ordinateur peut apporter une aide précieuse dans la sélection des candidats destinés aux bateaux de série olympique. En effet, ces bateaux chers ne sont pas de nature à engendrer, du fait de leur prix, des phénomènes de mode analogues à ceux de la planche à voile. Faut-il de matériel, les candidats potentiels sont peu nombreux. Il n'est donc pas possible comme pour la planche à voile de puiser dans un réservoir naturel de jeunes. Dans ces conditions l'ordinateur peut pallier cette difficulté en permettant de déterminer par des suivis de trajectoire qui de celui-ci ou de celui-là a un « bon toucher de barre » et un bon sens de la course. C'est encore lui qui, faute de disposer d'un volant d'équipages compétitifs suffisamment important, peut alors, et à bon compte, servir de sparring-partner dans des courses fictives.

Ainsi trivial que cela paraît, ce sont de petits détails comme ceux-là qui forgent les grandes victoires et font aussi les grandes défaites. Ainsi a-t-il fallu s'interroger sur les raisons qui, dans le passé, ont fait que nos champions n'ont pu s'exprimer sur le plan d'eau de Los Angeles. Devant eux, il y avait les Américains, les Néozélandais et les Australiens. Pour les Américains, cela se comprend : « Ils connaissent le coin depuis longtemps. » Mais ce n'est guère le cas des Néozélandais et des Australiens. Alors ? Il semble que les plans de voile des bateaux français et leur conduite n'étaient pas vraiment adaptés aux conditions de vent de Los Angeles.

Pourquoi ? Par manque d'une connaissance détaillée de ce plan d'eau particulier qui est « ouvert » sur des milliers de kilomètres d'océan Pacifique, comme le sont la plupart des plans d'eau néozélandais et australiens. Mais sans doute aussi parce qu'à Los Angeles les turbulences sont plus faibles que dans la presqu'île de Quiberon, où s'entraînent souvent les coureurs, etc.

Comment remédier à cela ? En faisant d'une certaine manière appel à l'ordinateur. Certes, il ne s'agit pas de remplacer les coureurs par l'ordinateur. Le vieux adage selon lequel, à bord, le capitaine du bateau est maître après Dieu a toujours cours ; même sur les bateaux de série olympique. Mais, comme l'explique Philippe Gouard, « faute de pouvoir jouer sur la conception même des bateaux, qui est extrêmement figée, il nous faut, pour les courses, privilégier le facteur humain ». Faire cela, c'est aider le barreur et son équipier à prendre leurs décisions plus sereinement pendant les phases critiques de la régate. C'est aussi connaître à l'avance le comportement du

vent sur le parcours olympique, et savoir la manière dont il évolue pour ne pas aller le chercher là où il n'est pas.

Des six années de recherches que Philippe Gouard et sa minuscule équipe ont menées en collaboration avec des universités, des laboratoires et des écoles spécialisées, sont sortis non sans peine des programmes informatiques sur ces différents points. « Certes, reconnaît Philippe Gouard, on a piétiné pendant longtemps devant les masses de données météo que fournissent nos appareils : pression, température de l'air et de l'eau, humidité, ensoleillement, etc. Et puis, un jour, on a trouvé. Non pas grâce aux météorologues, qui n'ont rien pu pour nous, mais grâce aux chercheurs du Centre scientifique et technique du bâtiment. Comme nous, ils s'interrogent sur la micro-météorologie : sillage du vent derrière les immeubles, phénomènes de turbulences, etc. Les situations que nous vivons sont en effet analogues. » Car, près des côtes, le vent soufflant sur les plans d'eau retenus pour les régates est fortement soumis

au relief. L'île au large, le découpage de la côte, les plates-formes pétrolières ou le tanker au mouillage sont autant d'obstacles qui, comme le pâté d'immeubles, jouent sur le comportement du vent.

De proche en proche, une « logique du vent » a pu être mise en évidence et des modèles développés à l'intention des coureurs. Aujourd'hui, il n'est plus besoin d'aller sur un site pour déterminer les couloirs privilégiés dans lesquels le vent s'engouffrera. Il suffit de connaître les détails de la zone choisie pour les « numériser » et sortir ensuite une carte des vents. C'est ainsi que, quel que soit le vent rencontré, on sait qu'à Quiberon il suivra l'un des quatre couloirs reconnus par l'ordinateur, à Hyères, l'un des cinq répertoriés, et à Los Angeles, il n'y a que deux possibilités. De même, on connaît avec précision le secteur que couvre exactement le vent et la manière dont il peut « tourner » d'une dizaine de degrés et revenir ensuite à sa position initiale.

Tout cela est connu des coureurs qui le désirent et qui, de

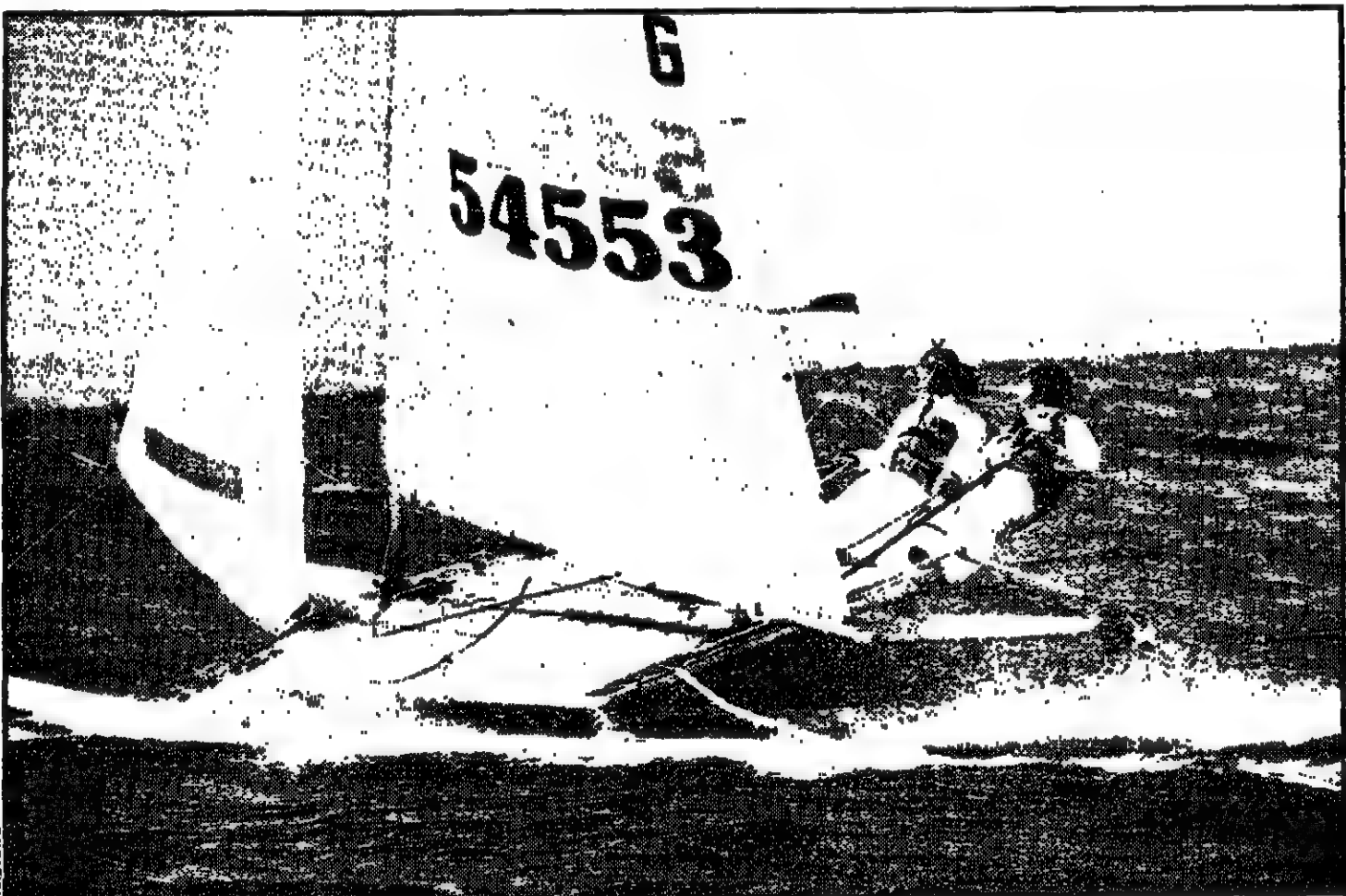
cette manière, savent : que à Los Angeles si le vent vient à tourner imperceptiblement, il y a peu de chances qu'il revienne, contrairement à ce qu'il fait sur la plupart des plans d'eau européens ; qu'une île, que l'on n'a jamais vue du fait de son éloignement de la côte, a une influence sur le régime des vents ; que telle zone du parcours olympique retenue pour la planche à voile présente des conditions de vent plus instables que telle autre.

De telles informations sont précieuses pour des barreaux qui, comme Yves Loday, sélectionné olympique sur Tornado, se passionnent pour cette aide à la compétition et n'ignorent pas qu'à Los Angeles « les conditions offertes par le plan d'eau ne permettront guère de faire une régate tactique ». « Tout se jouera », dit Philippe Gouard, « sur le départ et l'amure choisie par le coureur ». Qu'il se trompe et il perdra inévitablement au moins dix mètres sur ses concurrents lors du premier virement de bord. C'est la raison pour laquelle, même si les modèles informatiques développés n'arrivent pas encore à

prendre en compte l'état de la mer - facteur important dans le choix de la meilleure trajectoire pour le bateau - ou les variations aléatoires du régime des vents lors du passage d'un grain ou d'un nuage, des coureurs aiment à travailler avec l'ordinateur pour simuler certaines phases de la régate en fonction des différentes conditions de vent que l'on peut leur proposer.

Tâche inutile ? Certainement pas. « Car si, comme le constate Philippe Gouard, les coureurs de haut niveau ne sont jamais loin de la route optimale, il est clair qu'ils régressent parfois au moment des Jeux. Il faut donc les rassurer d'une certaine manière en travaillant avec eux à terre et sur le plan d'eau pour qu'ils soient, dans les phases critiques de la régate, capables de mettre toute leur intelligence de course dans l'épreuve. » Et ce travail, l'ordinateur peut le faire en jouant, une fois n'est pas coutume, les sparring-partners.

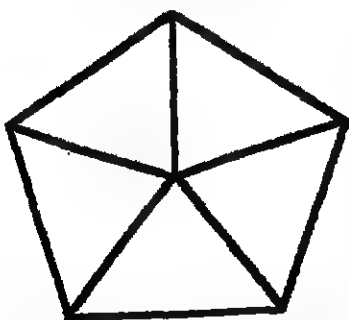
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.



En toute Logique

Huit pour cinquante-six

Solution du problème n° 288
et du problème n° 287



Une solution du problème précédent consiste à répartir les six points au centre et aux sommets d'un pentagone.

Allons plus loin ! Comment répartir huit points pour que trois quelconques d'entre eux forment un triangle isocèle ? Il s'agit donc maintenant de construire d'un coup cinquante-six triangles isocèles.

Comment ?

PIERRE BERLOQUIN.

Petites Nouvelles

La comète de Halley

La sonde européenne Giotto, qui explorera la comète de Halley, sera lancée en juillet 1986 par une fusée Ariane-1, selon les termes d'un contrat récemment signé entre l'Agence spatiale européenne (ESA) et la société Arianeespace. La date de lancement de la sonde à partir du centre spatial de Kourou (Guyanne) devra être impérativement respectée, afin que Giotto puisse réussir son rendez-vous avec la comète, qui est prévu pour le 13 mars 1986.

Au cours du périple de Giotto dans l'espace, qui durera huit mois, la comète sera constamment « piétinée » par des télescopes au sol. Quant à la sonde, elle sera suivie par le centre européen d'observations spatiales de Darmstadt (Allemagne fédérale). Elle sera pilotée au moyen d'un système de propulsion embarqué télécommandé du sol, qui l'amènera aussi près que possible du noyau de la comète au moment du rendez-vous proprement dit, prévu pour ne pas durer plus de quatre heures.

Au cours de cette brève rencontre, dix expériences scientifiques embarquées sur Giotto re-

cueilleront des données sur la comète et une chambre de prises de vues prendra une image en couleurs de la surface de son noyau, avec une très bonne résolution (50 mètres).

Les astronomes attendent beaucoup des résultats des observations de la comète de Halley, qui ne passe au voisinage de la Terre qu'environ tous les soixante-dix-sept ans (son dernier passage remonte à 1910). Les comètes, qui ont gelé en leur noyau le matériau de la nébuleuse primitive, sont en effet les témoins de la naissance du système solaire.

Cela explique que plusieurs pays se soient mobilisés pour observer la comète de Halley lors de sa prochaine apparition en 1986. Les Soviétiques enverront vers elle deux véhicules spatiaux, Vega-1 et 2, et les Japonais en lanceront deux autres, MS-15 et Planet-A. Les Américains ont pour leur part prévu de placer la satellite International Cometary Explorer à proximité de la comète ; ils envisagent également de réorienter dans sa direction la sonde Pioneer, actuellement en orbite autour de Vénus. Les différentes données recueillies « sur place » seront complétées

par une campagne d'observation astronomique au sol et par plusieurs autres missions spatiales de téléobservation.

E. G.

Programme chargé pour Discovery

Le vol inaugural de Discovery aura lieu au plus tôt le 24 août, et les deux missions que devait effectuer ce troisième exemplaire de la navette spatiale américaine (prévues au départ l'une en juin, l'autre en août) seront combinées en une seule, a décidé la NASA. L'Agence spatiale américaine devait ainsi pouvoir respecter son calendrier de lancements, qui aurait autrement été sérieusement perturbé par le double échec du tir de Discovery. L'envoi du 25 juin avait en effet été annulé à la suite d'un problème posé par l'ordinateur de secours de la navette ; le lendemain, le lancement avait été interrompu quatre secondes avant le décollage à cause d'un défaut d'ouverture d'une vanne d'hydrogène liquide sur l'un des trois moteurs principaux de Discovery.

Les six membres de l'équipage commandé par Henry Hartsfield

auront, à bord de Discovery, une lourde tâche à accomplir. Ils devront mettre en orbite la satellite à vocation militaire Syncom IV-1, déployer un grand panneau de cellules solaires et procéder à diverses expériences scientifiques, opérations qui figuraient au programme de la mission de juin. Mais ils devront aussi accomplir une grande partie du programme initialement prévu pour août et lancer deux satellites de télécommunications pour le compte des firmes ATT et Satellite Business Systems.

E. G.

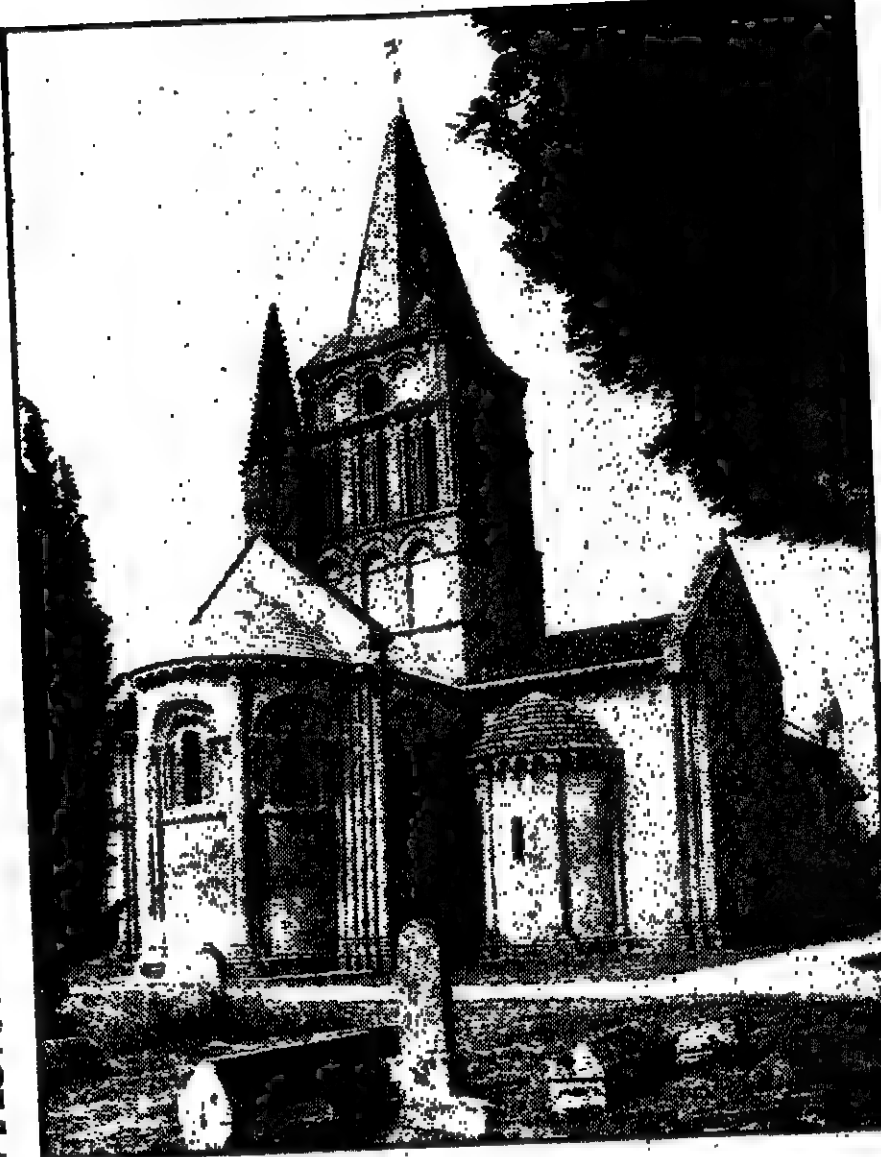
Une navette soviétique ?

L'URSS aurait déjà lancé à trois reprises une navette spatiale qui aurait amerri deux fois dans l'océan Indien et une fois en mer Noire, si l'on en croit les informations publiées récemment dans *Mladà Fronta*, un quotidien tchécoslovaque cité par l'AFP. Le quotidien ajoute que le Cosmos-1445, lancé en mars 1983, était un essai de « l'une des variantes du moyen de transport spatial soviétique à usages multiples ».

E. G.

Cavaliers de Compostelle

Vers Saint-Jacques, par l'une des quatre routes.



**La basilique
d'Aulnay-
de-Saintonge
(Charente-
Maritime)
sur le grand
chemin
de Saint-Jacques.**

De nos jours, ce *camino frances* redevient presque aussi achalandé que jadis, témoin le courrier que les candidats à la pérégrination à pied, à bicy-

Ces cheminements aboutis-
saient aux quatre grands points

de rendez-vous ou aux grands chemins cités. Par exemple, les Bretons ou les Miquelons par les passages de Loire, tous marqués de chapelles, de croix ou d'aumonerie Saint-Jacques qui sont à prospecter. Sur la route de Tours, il faut, enjoint le moine-Aymery Picaud, Poitevin de Parthenay-le-Vieux, auteur du Guide, faire un détour (par rapport, ici, à la voie romaine) pour aller révéler le chef de saint Jean-Baptiste, auquel les bénédictins de la puissante abbaye saintongeaise avaient fait une telle publicité que la Grande Aumonerie, dont le portail romain subsiste, ne suffisait plus; il en fut fondé nombre d'autres, et ouvertes des auberges, avant que le pont Saint-Jacques sur la Boutonne ne dirige les pèlerins sur la Charente : à passer au point exact où, de l'autre côté, la chassée St-James condui-

Les abords de la ville française, cavaliers et piétons auront trouvé un vicinal ordinaire vierge de gondron sur plusieurs lieues vers l'épiscopat de Saint-Martial. C'est le vieux chearou de Parthenay perdu qui gisait à Chizé et son annuaire de Saint-Jacques de Villiers-sur-Chizé où l'on a récemment découvert dans l'ancien cimetière, des semailles avec une coquille de Saint-Jacques à deux trous, sise sur le gîte.

Point n'est besoin de si grand arroi pour, en preneur ou en marcheur de Saint-Jacques, découvrir, au cours de vacances dans la plupart de nos provinces françaises, mais en particulier dans les pays bretons angevins et poitevins du sud de la Loire, jusqu'au grand chemin, tout ce réseau de voies, ce n'est, secrètes, en tout ou presque inconnues et tous les témoignages de la vogue du pèlerinage qu'elles recèlent (cf. Hierbiers, en Vendée, l'hôpital devait recevoir les pauvres pèlerins allés et venus à St. Jacques durant trois jours et trois nuits — ailleurs un superbe jais compostellan (sacache) a récemment été découvert, lors du curage d'un

La coquille frappe souvent une façade d'église, et souvent on découvre une frise de pèlerins en marche. Tentez l'expérience... Vous recommencerez et peut-être un jour, pris au jeu, vous continuerez votre pèlerinage jusqu'à Compostelle.

**RENE DE LA COSTE-
MESSIERE:**
*Ancien conservateur
aux Archives nationales*

- (1) Centre européen d'études compositologiques, section scientifique de la Société des amis de Saint-Jacques, 87, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.
- (2) « Sous le signe de la coquille, avec les pèlerins, cheminez vers Saint-Jean-d'Angély et Compostelle, la musique sur les chemins de Saint Jacques. Abbaye de d'Angély, jusqu'au 30 juillet ».
- (3) Création par une troupe locale du *Fandou* saint-jacquois, le plus authentique des miraclés du pèlerinage. Du 17 à 19 mai, le 19 à Verruc, le 28 à Sables.
- (4) L'arrivée coïncide avec le rallye national et international de tourisme équestre de Parthenay, dit « Rallye des Mille ».

Malices

LES voyages en pèlerinage n'étaient pas toujours très vertueux. L'attitude des dames pendant les randonnées pieuses semble prouver que, pour quelques-unes d'entre elles au moins, un pèlerinage était l'occasion d'échapper au joug conjugal.

... « j'ay parlé du pèlerinage, ou elles vont en tapinage; par leurs fraudes, par leurs malices, de la char quierent les délices; ou retourner pleignent leurs plantes, car en leurs membres sont merveilles. A leurs mains dient maravilles des sacrifices et des veilles, mais chascune pas ne confesse comment elle a esté en presse. »

Tiré de *Les XV joies de mariage* : Ouvrage d'un auteur méconnu dont le date serait antérieure à 1450. Les quinze livres décrivent une à une les catastrophes pouvant fronder à tout moment sur l'homme marié.

Le premier lyrisme des troubadours repose sur la prescription conjugale d'un formalisme poétique particulièrement lié à une érotique raffinée. Les traces d'un peut-être d'aujourd'hui compliquent le discours. On a dit que troubadours avaient inventé le sentimental. C'est sans beaucoup dire, car les poètes dans lesquelles a existé la *fin amor* ont tenu d'élucider, de toute évidence, la société d'aujourd'hui. Le paradoxe de ce qui est platonique ou non), qu'on est voué de principe à la femme mariée (la femme du seigneur), l'homme qui protège le trouble. On n'erotisme veut dire, ce qui n'empêche pas une expression amoureuse et même sensuelle presque toujours transmise à la rêverie.

[illegible]

Mais la lyrique trouble
l'âme exprime aussi, com
est bien montré Gene
Duby et Erich Kohler, pa
d'un langage poéti
commun, les rivalités e
l'élite des classes « avan
tère menée par les juv
à dire des *barbarians*,
simplement de basse nobl
qui aspirent à se chasser
d'autant à la fois, les cha
de la noble dame et la larg
le son puissant époux.
Comme tou, les poètes
troubadours ont transmis
naire existentielle et so
complexe en matière poé
des techniques qu

Le concours est ouvert à toute personne au 31 août 1984. Les participants recevront les renseignements nécessaires par retour de questionnaire rempli et adressé au jury, en cours de simple qualification.

CONCOURS

« LE MONDE » - ZOOLOGIE

WEBER DIFFUSION

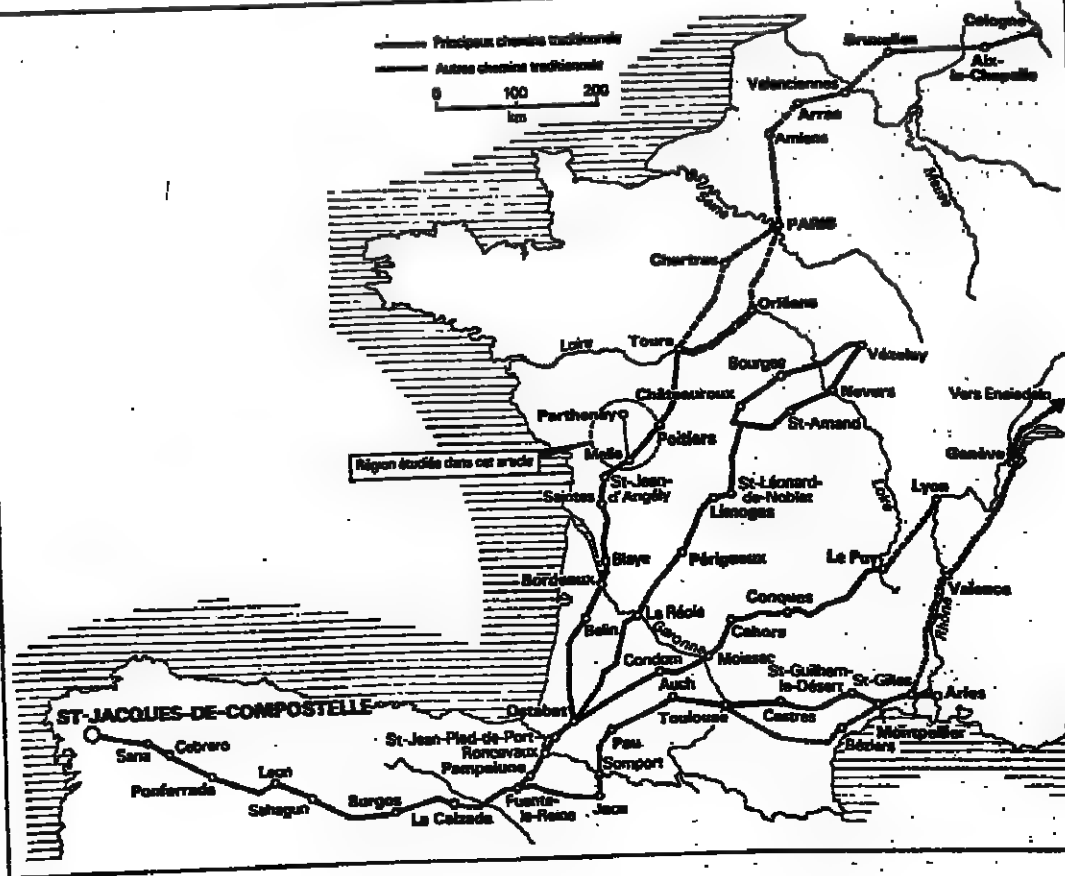
Bordeaux - France G-33

75026 Paris Cedex 13

Le tirage au sort aura lieu le vendredi 31 août 1984 à Paris, au cours duquel seront tirés les gagnants.

Les gagnants recevront, en plus de leur participation, des diplômes de la Société d'Etude et de Promotion de la Zoologie.

Il y aura des places en complément.



مكزامن الأصل

connaissances et participez à un grand concours. En six étapes. Voici la deuxième.

Désir d'amour

L'art des troubadours, code poétique et social.

La poésie lyrique des troubadours repose sur la prestigieuse conjonction d'un formalisme poético-musical particulièrement élaboré et d'une érotique raffinée dont les traces n'ont peut-être pas encore aujourd'hui complètement disparu. On a dit que les troubadours avaient inventé l'amour occidental. C'est sans doute beaucoup dire, car les conditions dans lesquelles s'exprimait la *fin amor* ont terriblement évolué, de toute évidence, depuis la société du XII^e siècle ! Le paradoxe de cet amour (platonique ou non), c'est qu'il est voué de principe à une femme mariée (la *domna*), l'épouse du seigneur même qui protège le troubadour. D'où un érotisme voilé et prudent, ce qui n'empêche pas, parfois, une expression assez ardente et même sensuelle, mais presque toujours transférée dans le rêve.

Cet amour sublimé est en même temps une école de perfectionnement moral, puisque le poète doit longuement prier sa dame pour la mériter. La dame, en revanche, doit, dans un laps de temps plus ou moins long qui lui permet de mesurer la patience (le *safir*) de son soupirant, se laisser à la fin convaincre et accorder au troubadour sa *merci* (terme très élastique qui permet de supposer l'obtention éventuelle du *fait*, ou *surplus*, c'est-à-dire la satisfaction sexuelle, mais ne l'implique nullement). De toute façon, cela est de moindre importance : l'essentiel pour le *fin amant* étant l'obtention du *jo*, cette espèce d'exaltation érotico-poétique, généralement à l'approche du printemps, qui déclenche à la fois, dans une même mouvement de régénération de l'être, le désir d'aimer et le désir de « trouver ». Mais ce *jo* n'est qu'euphorie passagère, qui engendre perpétuellement, par la peur qu'on a de le perdre, la dépression et la douleur : cette douleur étant elle-même un *doux mal*, puisqu'elle provient de l'être aimé, et pouvant susciter à son tour une nouvelle joie. D'où ce mouvement perpétuel de *balansa* entre joie et douleur, cette constante cyclothymie si caractéristique des troubadours classiques et notamment du plus grand d'entre eux, Bernard de Ventadour.

Mais la lyrique troubadouresque exprime aussi, comme l'ont bien montré Georges Duby et Erich Köhler, par le biais d'un langage poétique commun, les rivalités et la « lutte des classes » avant la lettre menée par les *juvenes*, c'est-à-dire des *bacheliers*, généralement de basse noblesse, qui aspirent à se *chaser*, en chantant à la fois, les charmes de la noble dame et la largesse de son puissant époux.

Comme tous les poètes, les troubadours ont transmis une matière existentielle et sociale complexe en matière poétique, selon des techniques qui ne

sont sans doute plus les nôtres, mais dont on peut sans trop de difficultés retrouver la clef. Certes, il s'agit là d'une poésie souvent difficile, surtout si le poète pratique volontairement la poésie hermétique (*trobar clus*) ou précieuse (*trobar ric*) ; mais n'oublions pas que, dès son époque, elle était réservée aux seuls *entendens*, c'est-à-dire aux seuls amateurs des cours féodales. Art complet, elle représente une synthèse raffinée entre un texte linguistique (les *mots*) et une structure poético-musicale (le *son*) ; le tout actualisant un entrelacs complexe et subtil de concepts et de sentiments (la *razo*) réservé aux *happy few* aristocratiques sans lesquels le troubadour ne pourrait créer ni même vivre.

Cet art poético-musical est donc étroitement lié à la vie sociale et culturelle des cours féodales du Sud. Mais, paradoxalement, c'est au nord des pays d'Oc qu'il se manifeste pour la première fois, puisque le « premier » troubadour était poitevin. Duc d'Aquitaine et comte du Poitou, Guilhem de Peitieu, né en 1071 et mort en 1127, grand seigneur truculent et batailleur, cynique et libertain, nous laisse onze poésies illustrant cinq registres poétiques nettement différenciés : burlesque, obscène, facétieux, mélancolique et amoureux. Et c'est chez lui, pour la première fois, qu'apparaît le concept de *jo*, lié à l'amour sublimé. Tout part de lui, selon des mysté-

rieuses modalités que l'on n'est pas parvenu à éclaircir.

Après lui, mais quelque trente ans plus tard, apparaît la première génération de troubadours : le Saintongeais Jaufre Rudel, chantre de l'amour lointain et nostalgique, le Gascon Marcabru, moraliste sévère et misogynne, enfin son compatriote et disciple (ou maître ?) Cercamon, moraliste lui aussi mais en même temps poète subtil aux accents déjà ventadouriens.

Et puis, aux alentours de 1150, c'est le grand départ du *trobar* classique, avec l'Angoumois Rigaud de Barbezieux, le Provençal Raimbaud d'Orange et surtout le Limousin Bernard de Ventadour.

Bernard de Ventadour est l'un des plus grands troubadours, et sa notoriété, dès son époque est indubitable. A preuve : l'importance de son œuvre conservée (quarante-quatre pièces), le nombre de manuscrits qui nous l'ont transmis (certaines pièces ont jusqu'à trente-cinq manuscrits !), le nombre des mélodies passées à la postérité (dix-neuf : ce qui est énorme si l'on songe que, d'une manière générale, la proportion des mélodies aujourd'hui connues, par rapport au nombre de textes n'est que de un pour dix) ; enfin, l'existence relativement vivace de parodies (obscènes ou scatologiques) qui ont été écrites, dès son époque, sur les plus célèbres de ses chansons.

Troubadour-type, Bernard de Ventadour l'est aussi par sa vie, du moins telle qu'elle nous est présentée dans la *vida* légendaire de son biographe médiéval. C'est ainsi qu'il aurait été de basse origine, fils d'un humble serviteur du château de Ventadour, et aurait appris l'art de « trouver » auprès de son maître, Ebles II le Chantre. Lorsque Ebles II succéda à son père, vers 1148, Bernard resta sous la protection du vicomte et s'engagea de la femme de ce dernier, Marguerite de Turenne. La dame répondit à son amour, qui « long-temps durât », jusqu'à ce que le vicomte s'en aperçut. La dame fut alors enfermée et répudiée deux ans plus tard et notre poète dut quitter Ventadour. Il se rendit alors en Normandie, auprès d'Aliénor d'Aquitaine, et de là en Angleterre avec sa protectrice, probablement en 1155. On trouve aussi dans son œuvre des traces de relations avec des dames de Vienne et de Narbonne, si bien qu'on a pu classer ses poésies en *cycles*, en fonction des dames chantées. Il se retira ensuite à la cour de Raymond V, comte de Toulouse et, à la mort de ce dernier, en 1194, il se fit moine à l'abbaye de Dalon, où il mourut.

Mais, évidemment, c'est surtout par l'art raffiné de son formalisme poétique que Bernard est le troubadour-type. C'est lui qui illustre de façon exemplaire l'effusion lyrique de formulation contrastée. A la fois mystique et sensuel, exaltant et dépressif, source de joie et de douleur extrêmes, l'amour troubadouresque, à partir de lui, se meut presque toujours dans le cadre d'un certain manichéisme affectif qui se manifeste, sur le plan de la forme, par deux pôles poétiques en perpétuelle tension. Lorsque le troubadour chante la joie, la douleur est latente, et quand il se plaint de sa douleur, la joie est bien souvent en contrepoint. Douce douleur, mal savoureux sans doute, mais qui doit toujours prendre fin, lorsque la dame accorde au *souffridor* sa *merci* : et c'est alors la *garison*, la vie qui revient, le retour à la joie, de par la seule volonté de la *domna* et de sa clémence. La boucle est fermée. Le poète est désormais disponible pour un nouveau départ.

Cette conception sophistiquée de l'amour et le formalisme précieux qui l'actualise, partis de la cour de Poitiers vers la fin du XI^e siècle, allaient durer quelque deux cents ans pour s'estomper à Narbonne avec celui qu'on a appelé (à tort) le dernier troubadour, Guiraut Rigquier, mort en 1292. Mais la grande clarté occitane du Moyen Âge, avant de s'éteindre définitivement, allait allumer d'autres feux poétiques dans la plupart des pays voisins et, dans son pays même et ailleurs, se survivre encore pendant près de deux siècles.

PIERRE SEC.



Hérode et Salomé, chapiteau du cloître de la cathédrale Saint-Étienne, à Toulouse.

Règlement du concours (extraits)

Ce concours est ouvert à toute personne majeure au 31 août 1984 résidant en France métropolitaine. Les participants doivent inscrire leurs réponses sur les bulletins-réponses prévus à cet effet, et les adresser, en courrier simple suffisamment affranchi, à :

CONCOURS
« LE MONDE » - ZODIAQUE
WEBER DIFFUSION
Boîte postale n° 512
75626 Paris Cedex 13

au plus tard le vendredi 31 août 1984 à minuit (le cachet de la poste faisant foi).

Les réponses inscrites ailleurs que sur les bulletins-réponses découpés dans le journal ou demandées à la société Weber Diffusion ne seront pas prises en considération.

Tout bulletin-réponse lisible, net, surchargé, incomplet, présentant un personnage ou une anomalie quelconque, sera refusé. La participation est limitée à un bulletin-réponse par foyer et par concours hebdomadaire.

Les six ansques seront départagés par le questionnaire subsidiaire, dont le texte sera soumis par un jury en fonction des critères suivants : originalité, concision, élégance de style.

Le concours sera dévolu par la société Weber Diffusion sous le contrôle de M^{rs} Pascal Robert, huisier de justice à Paris.

Le concours est doté de 100 prix pour chaque série de questions hebdomadaires : ces lots sont les suivants : (selon la disponibilité des titres au moment de la remise des prix) :

- 1^{er} prix : une collection complète de la *Nuit des temps* - 83 volumes.
- 2^e prix : une collection des titres français de la *Nuit des temps* - 36 volumes.
- 3^e prix : une collection complète de l'introduction à la *Nuit des temps* - 9 volumes.
- 4^e - 5^e prix : un *Saint Berni*, Pion de l'Occident.
- 6^e - 7^e prix : une *Europe médiévale*.
- 8^e - 9^e prix : un *Les Lombards*.
- 10^e - 14^e prix : une *Mémoire de l'art* - 2 volumes.
- 15^e - 19^e prix : un *Glossaire*.
- 20^e - 24^e prix : une *Bourgogne romane*.
- 25^e - 50^e prix : une *Initiation à l'art roman*.
- 51^e - 100^e prix : un *Référentiel roman* etc.

En aucun cas le contre-valeur des prix ne pourra être obtenu en espèces.

Les prix attribués aux gagnants seront adressés par la société Weber Diffusion à l'adresse figurant sur le bulletin-réponse.

Le fait de participer à ce concours implique l'acceptation du présent règlement dans son intégralité et de la décision des sociétés organisatrices en dernier recours sur toutes les contestations qui pourraient se présenter.

Le texte de celui-ci est, avec les réponses exactes, déposé en l'état de M^{rs} Pascal Robert, huisier de justice, 146, rue Montmartre, 75002 Paris.

Le règlement complet de ce concours peut être obtenu sur simple demande écrite faite à la Société Weber Diffusion, 24-28, rue du Moulinet 75013 Paris. Tél. : 680-31-58.

Concours Le Monde Zodiaque

2^e étape



Où se trouvent ces deux anges ?

1

Quel est le plus grand personnage, par les dimensions, de la peinture romane en France ?

2

Au portail de nombreuses églises romanes du sud-ouest de la France est représenté le thème du « combat des vertus et des vices ». De quel texte bien précis est-il inspiré ?

3

Une grande basilique romane de France a un transept dont les bas-côtés occidentaux sont voûtés en berceaux transversaux. Laquelle ?

4

Un vitrail du XII^e siècle, à la cathédrale de Mans, est consacré à saint Étienne. Où se trouve un autre vitrail, de la même époque, représentant l'histoire des reliques du même saint ?

5

Citez deux exemples de sculpture romane représentant le roi mérovingien Chilpéric ?

6

Question subsidiaire :

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Question subsidiaire :

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

Les aventures de la raison

Un mathématicien solitaire

Il n'est jamais facile de trouver un défaut dans les affirmations péremptives de M. René Thom (le Monde aujourd'hui du 1^{er} juillet) parce que peu d'hommes peuvent le rejoindre sur le plan de la mathématique. Mais, à force de s'y trouver seul, cet homme s'ennuie, et il n'hésite jamais à devenir provocant pour susciter, d'autres scientifiques, des réactions qui lui permettraient de les faire rentrer sous terre, étant entendu qu'ils ne sauraient être, avec lui, sur le fil du rasoir à l'égard des autres s'activant soit dans l'incertitude, soit dans le délire (si ce n'est pas de lui...).

Pourtant, quelle que puisse être sa supériorité mathématique, René Thom n'aura jamais raison contre la physique et la physiologie, et il se trompe quand il déclare qu'il faut « superposer au réel phénoménal perçu des entités imaginaires, invisibles ou cachées ». « Ainsi, ajoute-t-il, l'homme rationnel peut se différencier de l'homme obtus — qui ne croit qu'au concret, — de l'ancêtre animal — qui ne se détermine que localement. » Tout cela tend à convaincre les lecteurs que « le rationalisme est avant tout une idéologie de l'imaginaire » et qu'il ne reste plus aux imbéciles ou aux déliés qu'à se convaincre de l'utilité de la théorie des catastrophes. René Thom devenant le juge des idées des autres ; de celles que lui-même n'aurait pas eues. Et voilà bien la faille dans son rationalisme !

René Thom se veut un penseur... Mais il ne voudrait pas essayer les piffres des imaginatifs, et il ne sait pas très bien si ces imaginatifs ne seraient que « des non figuratifs de la physique » ou bien « des gens qui seraient réellement des vérités cachées aux autres » et, peut-être, à lui-même. Tout cela n'est pas simple... Mais ce n'est pas non plus René Thom qui remet en cause la mécanique quantique, « même si celle-ci n'a été qu'une des conséquences de l'ignorance de ce qu'est la lumière naturelle ». René Thom ne semble pas mettre en cause la filiation Plank-Einstein-Bohr-Heisenberg... parce qu'il y aurait rationalité apparente. Mais pourquoi

entend-il tellement ignorer ce que Plank pensait lui-même de son aspect de calcul ? Parce que Plank aurait été un prédecesseur de René Thom en matière d'« imagination devant précéder la réalité » ? Ce serait tout de même une assez mince démonstration par rapport à celles qu'apportent Archimède, Galilée, Newton, Pasteur, Mendel ou Fleming ! (Je n'ai pas mis Einstein sciemment.)

Et pourquoi ne pas prendre en considération ce que des gens d'autres disciplines pouvaient, ou peuvent, penser ? Ainsi, François Jacob, biologiste, cité par Françoise Giroud dans *Si je mens...*, disait que, « dans le domaine purement scientifique, les découvertes ne se produisent qu'au moment où elles peuvent être reçues. Pendant des dizaines d'années, les gens passent à côté, un peu plus près, tout près. Ils voient, mais ils s'arrêtent au bord de la perception. Et puis, un jour, le déclic se produit, quelque chose se voit. Généralement un homme seul. Cette longueur d'avance, c'est le pur génie... Plus ces « voyants » dérangent les images mentales selon lesquelles vivent leurs contemporains, plus ils sont détestés par l'introduction d'un désordre dans l'ordre mental du moment, plus ils sont mal reçus évidemment, voire persécutés, rejetés. C'est normal ».

Personne ne contrarie plus François Jacob dans sa manière d'être un scientifique. Mais en quoi sa manière de penser devrait-elle être répétée fausse sous prétexte qu'elle n'aurait pas pu devenir mathématisable ? Sa manière matérialiste d'envisager la vie ne me plaît guère, mais il avait étudié comment lui-même avait pu atteindre à un niveau supérieur de connaissance et combien il avait été rejété par ses pairs avant que chacun d'eux ait accepté qu'il était leur maître depuis longtemps.

Cela peut paraître injuste à des savants du niveau de René Thom. Il n'en demeure pas moins que cette justice-là reste positive et réaliste.

JEAN-MARIE HUGUENIN,
pharmacien (Paris).



Boîte aux lettres française (1925).

Causalité et localité

J'approuve l'article de René Thom ; il fallait que son propos soit dit, mais il doit être nuancé sur deux points au moins.

Il est vrai que la production scientifique, dans sa masse, donne l'impression d'inefficacité, pour reprendre le mot qu'il a utilisé. Mais, si on regarde cette production à l'échelle de vingt ans on voit se former des concepts, parfois de manière souterraine, la plus souvent avec de longs arrêts suivis de brusques avancées ; peu à peu, notre représentation de la réalité se modifie et s'organise. Cela, René Thom le sait évidemment ; ailleurs certains de ces progrès ont été vécus avec théorie des catastrophes ; je suppose qu'il a montré exclusivement le noir du tableau pour faire plus concis, plus frappant.

L'autre point sur lequel je voudrais faire une remarque concerne les principes de causalité et de localité.

Dans le soubol, louable, de contredire certaines spéculations proches du délire, René Thom écrit que ces principes constituent deux piliers sur lesquels s'appuie la vision scientifique du monde. Comme lui, je refuse de les remettre en cause, mais je n'ose pas en faire les piliers de notre représentation future des phénomènes physiques. Une certaine représentation s'est effondrée il y a soixante ans avec l'avènement de la théorie quantique ; elle n'a pas été vraiment remplacée ; ce vide a sans doute contribué aux malaises de la rationalité. On peut croire qu'une autre sera construite un jour. Causalité et localité ne seront sans doute pas contraindus, mais nul ne peut préjuger de l'importance qu'elles auront alors.

F. DE BERGUEVIN,
physicien-chercheur
au CNRS (Grenoble).

Tout connaître

La surprise m'a saisi à la lecture de René Thom dans vos colonnes qui soutient le rationalisme et un « rationnel bien tempéré ». Il est vrai qu'il s'agit d'un mathématicien et que, pour lui, le rationalisme reste avant tout une fiction.

« Rationalisme bien tempéré », qu'est-ce à dire ? Que certains domaines — et pas d'autres — échappent à la raison ? Pourtant, « l'homme d'une vérité (au sens rationnel) pour soulever le monde, il suffit aussi d'une question qui échappe à la raison pour le détruire (ou du moins le modifier entièrement) », ce monde rationnel. La raison doit prétendre tout connaître sous peine de ne rien connaître.

Schopenhauer l'a bien compris qui ne de ce fait tout jusqu'à la négation. La raison est morte, mais ne naît pas pour autant la déraison.

Certains objecteront que la science n'appartient pas au domaine de la philosophie, certes, mais alors que les scientifiques cessent de s'occuper de concepts. (Voyez l'hégémonie des scientifiques quand R. Thom oppose la « vision scientifique » à la « pensée magique ».)

La science ne connaît pas la raison, elle ne connaît que la logique et l'expérience (principe de la raison suffisante).

THEONIS BEY,
professeur à Bordeaux,
auteur de « Faust » (A. paraitra).

Ma chère Antigone...

Des trois lettres que vous avez publiées après la parution des articles de François Chaslin et Michèle Champenot consacrés à l'Antigone de Ricardo Bofill (le Monde aujourd'hui, daté 17-18 juin), il ressort que certaines soit critiquées par le classement du génial créateur espagnol.

La première, envoyée par un architecte obscur jusqu'à aujourd'hui, ne méritait pas qu'on s'y arrête. C'est d'ailleurs hors d'échelle et sans proportions, écrit l'éditeur. A-t-il été un coup d'œil au Polygone voisin ? A-t-il traversé l'avenue Frédéric-Mistral et jamais regardé les stupides tours coquilles qui le bordent ? Certainement non, alors passez.

« Ni balcon, ni terrasse... désastreux », affirme la seconde, de M. Durand-Gasselin. D'abord Montpelliér n'a jamais été une ville de terrasses et de balcons, en raison d'un encaissement fort agréable par ailleurs. Ensuite, gageons que la place du Nord-Ouest, débarrassée des autos, agrémentée de fabuleux palmiers, sera le plus agréable des carrefours, le plus lumineux des bronzés et, pourquoi pas, l'endroit privilégié de bordées bouffées familiales ou amicales. Le temps du chouchou chez soi, le temps, son avenir derrière lui.

« Sociodrame » petit-bourgeois... où l'on a sacrifié le confort et l'hygiène », estime

M. Gutton, dont la lettre est certainement la plus convaincante par ailleurs. Mais peut-être aurait-il dû composer Antigone aux HLM des zones périphériques des grandes villes plutôt qu'aux ensembles, certes admirables, des centres-villes anciens.

Car Antigone, c'est du logement social, l'échelon le mot, du logement pour les pauvres. A quelques minutes du centre-ville, à deux pas des Galeries Lafayette, de la promenade de l'Esplanade, des majorités du kiosque Boac. Antigone, ce sont des séjours très grands, de vraies cuisines, de vraies salles de bains — la bagnoire fait 1,62 mètres. Antigone, ce sont des fenêtres côté cour — les premières, les enfants — et côté ville et cette impression d'espace indéniable.

Certes, Antigone peut être « choquante, bizarre, excentrique ». Certes, Antigone est momentanément là où M. Gutton voudrait qu'elle soit simplement « habitable ». Mais, un moment habité — enfin, — social, où se promènent anxieux mes concitoyens insérés sur les listes d'attente de logement, espérant trouver à un cadre à leur vie, sont autant de signes de la réussite de Ricardo Bofill, que je félicite en guise de conclusion.

BRIGITTE MATHIEU
(Montpellier).

Opéra

Les trois temps du chant

La voix est, pour le chant, une condition nécessaire mais nullement suffisante. A toute époque, on trouve facilement des « voix naturelles » de timbre agréable, de volume notable et correctement placées. Elles révèlent des dons, elles ne constituent pas un art.

Si l'on veut aborder le chant, du moins en Occident où il s'est très vite fixé canons et technique, — certains passages obligés s'imposent.

Tout d'abord l'école, qui inscrit la voix dans une tradition, une « manière » d'émettre et de conduire le son.

Il y a ainsi une école allemande, à la vocalité quasi instrumentale, insistant sur la rigueur des lignes et des temps et sur la discipline d'équipe (Maria Ivogün, Hans Hotter, Elisabeth Schwarzkopf l'ont illustrée) ; une école italienne, privilégiant la rondeur et la plénitude du son, ses artifices de coloration et de nuance (Rosa Ponselle, Titta Ruffo, Carlo Bergonzi) ; une école française, portée sur la découpe du phrasé, la netteté de l'articulation et la noblesse du ton (Germaine Lubin, Georges Thill, Janine Micheau).

Qui dit école dit aussi technique, laquelle répond à un impératif impossible à transgresser, celui des partitions. Si l'école sert l'esprit du chant, la technique sert sa lettre. Application scrupuleuse des textes musicaux, elle permet d'en respecter le moindre ornement, la plus infime variation de temps, l'indication de nuance la plus ténue. Quelques tests : l'air de *Joshua*, de Haendel, par Lilli Lehmann ; les airs du *Barbier*, par Fernando de Lucia ou la cadence

de Lucia di Lamermoor, par Nellie Melba.

Somme de savoir-faire et d'exercices, elle offre la maîtrise de toutes les ressources de l'instrument vocal, des phrases les plus amples aux traits les plus agiles, des *planchettes* les plus impalpables aux plus solides *foris*.

Le style, enfin. Il naît de la confrontation entre une connaissance exacte de l'histoire musicale et une personnalité, avec son imagination, son expérience et son goût. C'est le style qui permet non seulement de restituer une esthétique telle que son auteur et son époque l'ont conçue, mais encore d'en retrouver la modernité pour une écoute contemporaine. Ainsi firent Callas pour le bel canto romantique et Horne pour le bel canto baroque. C'est une certaine façon d'être et de dire. Pour le meilleur et pour le pire.

Les mêmes exigences régissent école, style et technique. Le temps tout d'abord, la maturation lente et mystérieuse qu'il accorde lorsqu'on le respecte et qui enrichit une voix autant que son art ; l'environnement ensuite, qui offre à un chanteur une tradition, une famille, un esprit. Les carrières durables naissent et croissent avant tout au sein des troupes qui leur offrent la chance de l'émulation, de la comparaison et d'une progression graduée.

Avant d'aborder, à quarante ans, Isolde, Elektra et Kundry, combien de Thais et d'Antonia Germaine Lubin dut-elle chanter ? Et dans sa « maison » de Vienne, c'est prudemment mais infailliblement que Sena Jurinac passa d'Oktavian à la Maréchale, de Marcelline à Fidelio.

Tant il est vrai que l'art du chant doit être abordé non pas dans le but de chanter et d'engranger le plus vite possible les plus grands emplois du répertoire, mais d'engager son travail et son expérience dans une esthétique qui est aussi une éthique.

Que reste-t-il aujourd'hui de ces impératifs ? Des techniques solides, certes, nées d'un regain d'intérêt pour le répertoire du dix-huitième siècle et du bel canto romantique et de l'exigence du public habitué à la « perfection » des enregistrements en studio ; Joan Sutherland, Montserrat Caballé, Plácido Domingo, Agnès Baltsa, entre autres, en témoignent.

En ce sens, on peut dire qu'on chante techniquement mieux aujourd'hui qu'il y a trente ans où le tempérament l'emportait souvent sur la précision et l'effet sur la nuance. Mais, pour le reste, les chanteurs et leur art sont victimes d'une accélération et d'une hâte incompatibles avec l'acquisition d'une école et d'un style. Se produisant trop tôt, abordant trop vite des rôles démesurés pour leurs moyens et leur maturité personnelle, passant d'une scène à l'autre sans véritable préparation ni parfois de répétition, abusant des facilités des studios, pâtissant de la rareté des professeurs et des troupes, ils usent leur voix avant même d'en avoir exploré toutes les ressources (d'où la pénurie actuelle de grandes voix). Ignorant les différences d'écriture et d'époque, ils donnent des interprétations de plus en plus banalisées, chantant tous les répertoires selon un même style imposé par les stars internationales qui se partagent à une vingtaine les mêmes

grands rôles sur les mêmes grandes scènes.

Devenu un marché où les exigences de rentabilité ont pour effet des négligences graves et le refus quasi absolu des créations au profit du répertoire classique à succès garanti, l'art du chant ignore aujourd'hui la loi du temps et ses vertus. A ce jeu on gagne beaucoup au renommée, en palmiers discographiques, en cachets et royalties, et l'on perd tout aussi vite sa voix. Au détriment de l'art du chant.

ALAIN ANNAUD.

On trouve aux catalogues spécialisés de Court Opera Classics, Ember, Historia, Fraiser, Rabbini, des enregistrements de Maria Ivogün, Lilli Lehmann, Germaine Lubin, Fernando de Lucia, Nellie Melba, Julius Patzak, Titta Ruffo, Tito Schipa et... mille autres ! A connaître aussi les albums : « The Tenors » (Pearl), « A record of singers » (EMI), « Teatro alla Scala » (Accord), « Les grandes voix de l'Opéra de Monte-Carlo » (Accord).

Autres références : Hans Hotter : *Le Hollandais volant* (Rodolphe Productions, dir. Clemens Krauss) ; *Winterreise* de Schubert (EMI). Elisabeth Schwarzkopf, catalogue EMI, notamment : *Quatre Derniers Lieder* de Strauss (version O. Ackermann), *Ariane à Naxos* (dir. H. von Karajan), et *Talban* : *Les Introspectives*. Georges Thill : *Album du quatre-vingtième anniversaire* (EMI). Rosa Ponselle : catalogue RCA (notamment extraits de *Norma*, *Trovatore*, *Aida*). Janine Micheau : *Les Indes galantes* (Rameau, Malgoire, CBS), *Raméo et Juliette*, Gounod (Accord), *Les Pêcheurs de perles*, Bizet (EMI). Joan Sutherland : albums : « L'art de la prima donna » et « L'âge d'or du bel canto » (Decca) ; avec Marilyn Horne : *Semiramide* de Rossini et *Julius Caesar* de Haendel (Decca, dir. R. Bonynge). Maria Callas : catalogue EMI, notamment l'album « Ses rétrospectives ». Sena Jurinac : *Costi fan tutte* (dir. Busch, EMI), *Les Noces* de Fauré (dir. V. Gui, EMI), et *Dona Carlos* de Verdi (dir. H. von Karajan, Ceira).

Poésie

Bernard Zadi Zaourou Bourgeon de l'an

Comme cette pierre qui laboure incessamment la pensée — O Mayembé — ta pensée — cœur — et — âme — de — burin. Comme les sillons du Sago au matin d'apocalypses. Comme le regard sans regard : les beaux regards de l'Art. Comme ces mains qui parent, qui dévissent à soulever le lever de l'espérance.

Comme la vie, la barbe en dyade sous l'étau de ces mains qui parent Mayembé.

Le savoir se sème au berceau et ne renaît qu'au plus secret de la tombe.

Ayo !

Ayo !

En Adjo, Ayo !

Tout savoir dans cette pierre

Et dans le roc, l'extrême fécondité de ton esprit

— tante — mère, le pas secret du phéon de la pleine année

Reviendront, Mayembé, la moisson de jadis et le chant du touraco

bien sur la branche du Kido

Reviendra pour sûr, le temps des hymnes solaires

Ayo

Ayo

Et que l'accompagne le salut de mon Arc d'étranges veillées.

Bernard Zadi Zaourou est né à Soubre, en Côte d'Ivoire. Il est notamment l'auteur de *Césaire entre deux cultures* (NEA, Abidjan), *Les sept ans de l'été* (Harmattan), *For de l'ence* (P. J. Oswald). Il a aussi écrit en scène le *Terribile* et le *Secret des dieux* et est actuellement directeur d'un groupe de recherches sur la tradition orale.

En mêlant les forces de mythes divers, cette voix, meurtrie mais tenace, rêve — au présent — d'un temps d'avant les « éperriers d'acier ».

CHRISTIAN DESCAMPS.
Seul mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Illustres sauvages : les peuples qui ont nourri l'imaginaire de l'Occident.

Philosophe des forêts

Le Huron, maître à penser des Encyclopédistes.

Après les Aborigènes d'Australie présentés dans le *Monde Aujourd'hui* daté 8-9 juillet, et les Esquimaux (15-16 juillet), voici les Hurons.

« *ILS disent qu'une certaine femme nommée Aataensic est celle qui a fait la Terre et les hommes* ». On imagine le sourire sceptique du bon Père entendant un sauvage lui conter le mythe de la Création et les aventures rocambolesques des jumeaux d'Aataensic. Ils donnent naissance aux lacs et aux rivières en incisant l'aisselle d'une grenouille géante où ils étaient retenus; ils tirent du cadavre de leur mère le maïs, les haricots et les courges; ils courent le monde multipliant leurs méfaits ou, véritables démiurges, révèlent techniques et savoir-faire — ainsi les enfants d'Aataensic trouveront un monde ordonné, dans lequel ils pourront survivre.

La descendance de la déesse-mère est entrée dans l'histoire, celle des hommes, sous le nom de peuple huron, baptisé, comme beaucoup d'autres peuples indiens, en regard de leur caractère physique ou seulement du nom que les voisins leur attribuaient. Au début du XVII^e siècle, les premiers Français à les avoir rencontrés, surpris par leur coiffure, se seraient exclamés : « *Quelle hure!* ». Les Indiens de la Côte les auraient également surnommés ainsi, d'un terme explicite que l'on pourrait traduire par barbare.

Les « habitants de la Péninsule ». Wendat, comme ils se désignaient eux-mêmes, formaient une vingtaine de villages au milieu d'un puzzle de lacs et de forêts sur une étroite langue de terre entre le lac Simcoe et la baie georgienne. Ce territoire enclavé entre les lacs Ontario et Huron constituait un milieu naturel où l'abondance n'avait d'égale que la variété. Les ours, les daims et les castors pullulaient, le moindre étang regorgeait de truites, d'esturgeons ou de brochets, la forêt offrait à profusion les racines, les baies sauvages et une grande diversité de bois, enfin les sols nourrissaient les Trois Sœurs, le maïs, les haricots et les courges. La qualité de cet environnement explique la prospérité des bourgs hurons, où vivaient 1 500 à 2 000 Indiens en permanence. Les 30 000 à 40 000 Hurons de la péninsule faisaient de leur confédération l'une des plus puissantes de tout l'est de l'Amérique du Nord.

Le nom de Wendat rassemblait quatre tribus : les Aren-dahron, les Tahontenrat, les Attignanognahac et, la plus puissante, « le peuple de l'Ours », les Attignawanton. Selon la tradition orale dont les missionnaires se firent l'écho, cette confédération existait depuis deux siècles, contemporaine de celle née, sous l'impulsion du Huron Hiawatha, chez leurs terribles voisins du Sud, les Iroquois. Chaque tribu était divisée en villages, où séjournaient plusieurs clans. Le clan demeurait l'unité politique de base. Il réunissait tous les individus descendant d'un même ancêtre féminin, puisque la parenté était matrilinéaire. Les clans portaient le nom de huit animaux et, d'un village à l'autre, les membres d'un clan titulaire du même animal se reconnaissaient une parenté symbolique.

On ébauchait deux chefs : l'un pour les affaires civiles et l'autre pour la guerre. Générosité, courage, don oratoire, constituaient les critères essentiels du choix. La tâche se résolvait à maintenir la paix et les alliances traditionnelles, à participer au conseil du village où se décidait, après de longs conciliabules et un consensus général, la politique locale et intertribale. Les femmes suivaient ces réunions et intervenaient dans l'élection du chef.

A l'intérieur du village huron, soigneusement protégé par une solide palissade, s'élevaient les « longues maisons », refuge de deux ou trois familles, où « s'entassaient, dans la fumée, les odeurs, les chiens, les enfants nus ». De petits chemins reliaient tous les villages entre eux et permettaient l'accès aux champs. Les hommes les défrichaient, les femmes et les enfants les travaillaient avec des houx de bois. Ces champs étaient surveillés par les femmes qui empêchaient leur détérioration par le gibier. Non seulement une bonne récolte signifiait « le pain quotidien », puisque la soupe de maïs mélangée de poisson demeurait la base de l'alimentation, mais aussi la richesse. En effet, les Hurons, habiles commerçants, échangeaient avec leurs voisins du nord le maïs contre des peaux et du cuivre; du sud, ils recevaient des plumes, et de l'Atlantique les coquillages avec lesquels ils fabriquaient d'admirables wampums.

A l'agriculture s'ajoutaient la chasse et surtout la pêche, été comme hiver. Dans leurs canots d'écorce, les hommes du village tendaient leurs filets. Chaque maison s'efforçait d'avoir un pêcheur capable de parler aux poissons, afin de les assurer qu'on ne brûlerait pas leurs arêtes et les encourager à venir dans les filets. Les Hurons pensaient que les animaux possédaient une âme et craignaient de la mécontenter. Plus que les autres, les Hurons honoraient les esprits des morts : au décès, l'un des deux âmes se réincarnait dans un enfant et l'autre attendait dans le corps la fête des morts. Tous les dix ans, cette fête permettait aux âmes de gagner par la Voie lactée le « territoire des chasses éternelles ».

Jusqu'à l'arrivée des Français, les Hurons régnaient en maîtres dans la vallée du Saint-Laurent, contrôlant le commerce et se faisant respecter des Iroquois. En 1609, lorsque Champlain rencontre un groupe de guerriers non loin de Québec, les Hurons savent depuis longtemps que des « hommes barbus » hantent la côte et le fleuve. Les Indiens promettent au Français de lui faire découvrir l'intérieur du pays. Une alliance est conclue, on échange des cadeaux. Le jeune Etienne Brûlé leur est confié afin d'apprendre la langue au cours de l'hiver. Au printemps 1610, cette alliance est concrétisée par l'aide militaire que Champlain leur apporte contre les Iroquois.

En 1615, le récollet Joseph le Caron accompagne Champlain et décide d'aller hiverner chez leurs alliés. Les Hurons adoptent le missionnaire et renforcent ainsi leur alliance. Intermédiaires entre les Blancs avides de fourrures et les producteurs de l'Ouest, les Hurons saisissent tous les avantages de la situation. Une noria de canots apporte chaque prin-

temps des milliers de peaux et regagne la Huronie chargée de pacotille, d'objets en fer, voire d'alcool.

La prospérité aurait continué si les Iroquois n'avaient, dans les années 1640, entamé une guérilla permanente dont l'objet était de contrôler ce commerce lucratif. Affaiblis par les épidémies — celle de la variole, en 1639, réduisit consi-

déracteurs de la foi et de l'Etat. Dans la construction de l'image du « bon sauvage », les Hurons fournissent les soubassements et la charpente de l'édifice dans la mesure où les témoignages se multiplient au XVII^e siècle. Inconnus, ils entrent dans les librairies et les salons avec des œuvres telles que celles de Sagard et les Relations des jésuites. Après

ment parmi eux que parmi nous ». Il est vrai que les Hurons ont des qualités indéniables : « *Vivre en commun sans procès, se contenter de peu sans avarice, être assidu au travail* ». Bien avant Rousseau, les écrits des missionnaires laissent percevoir un réquisitoire contre la société. Avec le baron de La Hontan, les Hurons « entrent » en philo-

France et que chaque ville devenant souveraine établisse une communauté de biens entre les habitants, en quoi votre France serait-elle moins puissante ? »

La fièvre de la contestation s'empare aussi du théâtre. Notre Huron se retrouve sur les planches lorsqu'en 1721 Delisle fait jouer *L'Arlequin Sauvage*. Un Huron ramené d'Amérique à Paris s'interroge sur le monde qui l'entoure et prêche au public : « *Vous êtes fous, car vous cherchez avec beaucoup de soins une infinité de choses inutiles; vous êtes pauvres, parce que vous bornez vos biens dans l'argent au lieu simplement de jouir de la création, comme nous, qui ne voulons rien avoir afin de jouir plus librement de tout* ». La « huronite » s'empare de la capitale, on exhibe de vrais Sauvages dans les foires, on frémît à leurs mimiques guerrières, et l'on déclame : C'est le goût seul chez les

Hurons
Qui détermine une fillette
C'est l'argent qui fait aux

tendrons.

A Paris, souffler l'allumette.

On verra même des Sauvages danser sur la musique de Rameau dans les *Indes galantes*. Bien sûr, Voltaire, toujours à l'affût du succès, ne pouvait laisser échapper pareil sujet. *L'Ingénu* (1767) n'est autre qu'un Huron et, au cours du roman, notre auteur livre ses sources : « *Le Perier avait dans sa bibliothèque la Grande Huronie, dont le Père Sagard, récollet, lui avait fait présent* ».

Le Huron continue d'intéresser les intellectuels du XVIII^e siècle bien sûr : les américanistes tels que Charlevoix (*Histoire de la Nouvelle-France*, 1744) ou Lafitau (*Mœurs des Sauvages américains*, 1744), mais aussi les Encyclopédistes et tout le courant des Lumières. Raynal consacre de longs passages aux Hurons : quant à Jean-Jacques Rousseau, il a élaboré sa théorie sur « l'état primitif de la nature » à partir de tous les témoignages collationnés depuis le XVII^e siècle sur les Indiens, et il ne fait aucun doute que la société huronne a contribué à faire réfléchir « le père de l'ethnologie », suivant l'expression de Claude Lévi-Strauss.

En Nouvelle-France, devenue Canada, les Hurons sont loin d'être oubliés. Après la grande dispersion du XVII^e siècle, quelques dizaines s'installèrent non loin de Québec, à Lorette. Christianisés, les Hurons deviennent agriculteurs tout en conservant leurs habitudes de chasse dans les Laurentides toutes proches. Au XIX^e siècle, le français remplace le huron. Le dernier à connaître la langue de ses ancêtres disparaît en 1912. La pauvreté des ressources agricoles conduisit les Hurons à s'expatrier vers Québec ou à développer l'artisanat.

Dans les années 80, près d'un millier de personnes, toutes n'ayant pas le statut d'Indien, séjournent sur la réserve. Et après un détour de l'histoire, les Hurons de Lorette sont revenus en quelque sorte à l'artisanat de leurs pères : ils fabriquent des milliers de raquettes de neige et de canots exportés à travers tout le Canada et les Etats-Unis.

PHILIPPE JACQUIN.

« Ethnologue. Enseignant à l'université de Lyon-II. Auteur de *Histoire des Indiens d'Amérique du Nord* (Payot).



cièrement la population, — travaillés par des dissensions internes — un courant traditionaliste et un autre profrançais, — et surtout désarmés par la puissance de feu — les fusils hollandais de leurs adversaires. — les Hurons vont mener une lutte inégale et sans espoir. Après 1649, leurs villages sont détruits et abandonnés, les survivants fuient vers l'ouest, sont adoptés par les Iroquois ou trouvent refuge à Québec. A l'avènement du Roi Soleil « le peuple de la Péninsule » s'éteint, alors qu'en France il commence une autre histoire.

Si les Hurons n'ont pas acquis la gloire sur les champs de bataille, ils vont connaître le succès sur le terrain philosophique au XVIII^e siècle. Les missionnaires, promoteurs de cette renommée, ne savent pas qu'un siècle plus tard leurs observations pertinentes et leurs jugements sur les sauvages fourniront les meilleures armes aux

avoir passé plusieurs années en Huronie, Gabriel Sagard livre, en 1632, le *Grand Voyage au pays des Hurons*. Loin de dénigrer les « sauvages », il offre un tableau précis de leurs mœurs, et à chaque ligne éclate son admiration pour des hommes qui ont le mépris des biens de la terre qu'ils ne possèdent que comme ne les possédant point ainsi que dit l'Apostre.

Ce parallèle avec la doctrine de l'Evangile transparaît dans les Relations des jésuites. Dès 1626, les premiers jésuites se sont installés chez les Hurons, des centaines de lettres reflètent leur expérience au milieu de « Sauvages qui n'ont ni rien, ni rien ». Une véritable fascination s'exerce sur les missionnaires : les Hurons sont « affables, libéraux, modérés », « tous nos Pères qui ont fréquenté les Sauvages estiment que la vie se passe plus douce-

sophie. Le baron, fort de son expérience en Nouvelle-France, où il a vécu avec les Indiens, publie en 1703 le *Supplément aux voyages du baron de La Hontan* où l'on trouve des dialogues curieux entre l'auteur et un Sauvage. Ce dernier, Adario dans le texte, n'est pas un « Huron inconnu », mais le plus célèbre, Kondiarok, surnommé le « Rat », et, ajoutera Raynal, « un Machiavel né dans les forêts ». Le grand chef constate que les Français se laissent opprimer sans protester. « *Quand le monarque règne par les lois, rien de mieux, quand le monarque s'élève lui-même en loi, rien de pis* », et le Sauvage philosophe d'ajouter : « *Les docteurs ont fait croire au peuple que c'était Dieu qui avait établi le roi sur eux et qu'il devait lui obéir, fut-il le plus exécrable des monstres* ». Puis le Sauvage rousseauiste conclut : « *Qu'on abolisse la royauté en*

Les aventures de la raison dans la pensée et la science contemporaines.

Une bien vieille « nouveauté »

par Jean-Claude Pecker

NOUS continuons la publication des réponses à notre questionnaire sur l'usage de la raison dans la pensée et la science contemporaines (voir ci-dessous) :

La critique des grands systèmes d'explication (scientifiques, philosophiques, politiques...), les crises internes traversées par de nombreuses disciplines, l'apparition de nouvelles problématiques et de nouveaux champs du savoir, les références souvent explicites à la subjectivité ou à la métaphysique, les interrogations autour des notions de vérité, de progrès, de preuve, d'expérience, de méthodologie, d'argumentation, de quantification, ont conduit de nombreux chercheurs à remettre en question l'usage classique de la raison dans les recherches contemporaines.

En quel sens les formes de la rationalité traditionnelle vous semblent remises en cause par les découvertes de notre époque ?

Pouvez-vous en donner quelques exemples ?

Comment situeriez-vous votre discipline et vos propres travaux dans ce débat ?

Parmi les nouvelles approches de la rationalité contemporaine, quelles sont celles qui vous semblent particulièrement fécondes ?

Nous publierons la semaine prochaine d'autres réponses.

CHRISTIAN DESCAMPS
et FREDÉRIC GAUSSEN

Le Monde a déjà publié les réponses de Jean-François Lyotard, René Thom, Tzvetan Todorov, Michel Tournier, (le Monde Aujourd'hui daté 1-2 juillet) ; Alain Tournier, Fernand Braudel, Gérard Genette, Ilya Prigogine, Serge Lehaut, Victor Descombes (le Monde Aujourd'hui daté 8-9 juillet) ; François Châtelet, Lucien Sfez (le Monde Aujourd'hui daté 15-16 juillet).

Les titres sont de la rédaction.

LE MONDE pose une question, et demande une réponse. Mais quelle étrange question ! A mon avis, la « raison aujourd'hui » n'a rien de différent de la « raison hier », ni sans doute de la « raison demain ». Ce sera là toute ma réponse, d'astronome et de chercheur, — en deux lignes. Dussé-je contredire les auteurs des colonnes voisines, mon expérience de quarante années de recherche en astrophysique ne me suggère aucune autre réponse. Il n'y a qu'une raison humaine.

Comme le Monde me donne droit cependant à une réponse de 6 000 signes, je m'en voudrais de ne pas poser, à mon tour, une question : pourquoi le Monde, aujourd'hui, est-il conduit à s'interroger sur l'usage dit « classique » de la raison ?

Parce que (je cite), les « recherches contemporaines » semblent impliquer « la critique des grands systèmes d'explication », des « crises internes », « l'apparition de nouvelles problématiques et de nouveaux champs de savoir », les « références... à la subjectivité ou à la métaphysique », et « les interrogations autour de la notion de progrès ».

Eh bien, pour être très clair, je dirai que cette suggestion d'une quelconque « nouveauté » dans l'attitude des scientifiques d'aujourd'hui par rapport à leur attitude passée me semble totalement injustifiée. La première phrase du questionnaire du Monde me rappelle ce fameux « tournant de l'histoire », invoqué par tous les Joseph Prudhomme qui se sont succédé depuis des millénaires, — bien avant le roman d'Henri Monnier. L'histoire est toujours en train de tourner ; et la recherche scientifique de progresser. Mais la démarche rationnelle reste toujours valable, et proche de la définition du rationalisme qu'en donne Ernest Kahane, dans le Dictionnaire rationaliste, édité

par l'Union rationaliste — à laquelle je m'honore d'appartenir : « La seule voie de la connaissance est le travail de la raison sur les faits de la nature et de la société, effectué sous le contrôle de l'expérience ». En ce sens, l'astronome que je suis est ration-

nel, pas d'une façon différente.

La méthode rationnelle n'a pas varié. Pas plus que n'a varié la tentation de l'irrational, et la lutte (manichéenne, — et alors ?) entre ces deux attitudes. Déjà les astronomes de l'Antiquité protestaient



contre les astrologues qui, déjà, faisaient un commerce lucratif d'un vocabulaire savant. Plus tard, Rabelais brocardait Nostradamus, et si Ambroise Paré décrivait avec soin les monstres du ciel, têtes coupées et épées brandies, ses contemporains plus sceptiques souriaient comme on peut sourire des visions qu'inspirent aujourd'hui d'autres mythologies et une autre histoire. Cagliostro, astrologue, était aussi escroc. Metronome avait un pouvoir psy, et des talents de société. La tradition du soufre se perpétue. Léviatane, poltergeists et fantômes, télékinésie et pouvoir

contre les astrologues qui, déjà, faisaient un commerce lucratif d'un vocabulaire savant. Plus tard, Rabelais brocardait Nostradamus, et si Ambroise Paré décrivait avec soin les monstres du ciel, têtes coupées et épées brandies, ses contemporains plus sceptiques souriaient comme on peut sourire des visions qu'inspirent aujourd'hui d'autres mythologies et une autre histoire. Cagliostro, astrologue, était aussi escroc. Metronome avait un pouvoir psy, et des talents de société. La tradition du soufre se perpétue. Léviatane, poltergeists et fantômes, télékinésie et pouvoir

psy succèdent aujourd'hui aux miracles médiévaux, identiques à eux en nature.

En France même, nous avons vu le flambeau de l'irrational passer, en quelques décennies, de Planète à France-Culture, et de Raymond Ruyer (« il pense dans l'univers », disait-il, comme on dit « il pleut ») au funeste colloque de Cordoue ; nous sommes allés des trajectoires extraterrestres d'A. Michel aux lévitations de la secte Méru, et du Matin des magiciens à la conversion crépusculaire de Louis Pauwels ; nous avons connu les visions paroptiques de Louis Farigoule-Jules Romains, et les tables tournantes tournées par Alain Peyrefitte ; nous avons constaté que les cuillères et les barres de fer se tordaient dans beaucoup de mains, y compris celles des prestidigitateurs, et nous avons reniflé bien d'autres illusions, bien d'autres supercheries, plus ou moins innocentes, et de toute sorte.

Non, rien de cela n'a changé...

S'il y a quelque chose de neuf, c'est dans l'échelle à laquelle s'opère la diffusion des fantasmes. Les mystifications, les délires, s'offrent aujourd'hui des échos répétés à l'infini sur toutes les ondes, ou sur toutes les feuilles. Comment le Monde ne s'y laisserait-il pas prendre, après France-Culture, après des ministres et des académiciens, après de savants physiciens ou des biologistes de valeur ? Cependant que la science progresse et, devenant plus abstraite, utilise par nécessité un vocabulaire nouveau, la non-science s'empare de ce vocabulaire et l'exploite habilement dans un contexte totalement différent (ce qui, en soi, est une tromperie) ; mais la difficulté très réelle du langage scientifique est telle qu'une personne non prévenue n'a aucun moyen de faire la différence entre un véritable scienti-

fique et un mage fumeux, entre un chercheur honnête et un quelconque maître bluffeur.

Je m'en voudrais de ne pas conclure cette philippique (très à côté de la question posée, j'en suis bien conscient) par une suggestion positive. Tout le mal que je dénonce vient de la confusion qui règne dans les esprits au sujet de la méthode scientifique. Au lieu de montrer ou de décrire sans expliquer, comme on le fait trop souvent, ne conviendrait-il pas de faire comprendre ce qu'est la connaissance, ce qu'est la méthode de la rationalité scientifique ? Et de faire comprendre des phénomènes simples ? Quelques minutes par jour, à une heure de grande écoute (télévisuelle), où l'on montrerait pourquoi le ciel est bleu, comment la neige se forme en beaux cristaux étonnants, par quel processus physique l'arc-en-ciel nous offre une décomposition irisée de la lumière blanche, ce que sont les phases de la Lune, ou encore comment fonctionne un réacteur nucléaire, et pourquoi il est possible de dire que la Terre est âgée de 4 milliards et demi d'années...

Pourquoi non ? Le palais de la Découverte, pour quelques milliers de visiteurs par jour, c'est bien ; la Villette, c'est pour demain, mais ce ne sera pas pour tout le monde non plus : il faudra vouloir y aller. Combien plus nombreux seraient les téléspectateurs à jouer enfin du plaisir extrême qu'il y a à comprendre le pourquoi des choses simples ? Et à le comprendre de cette façon rationnelle qui fait que le langage de la science est universel ?... La beauté des flocons de neige, ou des couleurs du ciel n'en serait que plus vive. Il n'y a qu'une raison humaine : il n'y a pas de raison seconde.

● Astrophysicien, professeur au Collège de France, membre de l'Académie des sciences, Va publier à la rentrée, chez Fayard, Sous l'Etoile Soit.

La dentellière et le forgeron

par Gilbert Durand

LA remise en cause de la « raison classique », si elle émerge présentement au niveau des médias, ne date pas épistémologiquement d'aujourd'hui : il y a cinquante ans déjà Bachelard pouvait écrire le Nouvel Esprit scientifique, qui montrait amplement que la raison, écartant les démarches d'Einstein, puis de Planck, de Bohr, de Fermi, de Dirac, de Pauli ou de De Broglie était délibérément dressée en une « philosophie du non » contre le rationalisme de Descartes, de Newton ou de Lavoisier, et surtout — tout est parti de là — résolument « non euclidien ». La rationalité n'est pas une religion : il se modifie selon son « point d'application » (G. Bachelard).

Dès que l'on a troqué pour référentiel l'espace homogène, infini, non topologique d'Euclide contre un espace à courbure, fini, topologique, etc., la raison a dû instrumenter d'autres procédures de relation que celles qui existaient entre les fameuses boules de billard de la mécanique classique... Ce qui était « paradoxal » peu ordinaire au début du siècle (paradoxe de Langevin, puis paradoxe Einstein-Podolsky-Rosen, paradoxe du chat et Schrödinger, etc.) est devenu — selon le mot d'un de nos physiciens — paradoxal.

Mais de tels « orages » (Lord Kelvin) épistémologiques n'inquiètent au fond que ceux qui ignorent tout de l'histoire des sciences : de tels bouleversements de la raison et de la vision du monde — ont

suivi et Copernic-Képler et Galilée-Newton, et surtout l'électromagnétisme (comme aimait à dire Bachelard) de Coulomb-Faraday. Ainsi que la montre excellentement un physicien de Harvard (Gerald Holton), ce n'est pas la première fois que la raison change de « thème ». La révision rationaliste qui a suivi la relativité et surtout la physique quantique, et bien plus la « nouvelle physique quantique » et la mécanique ondulatoire, est simplement plus radicale.

Si vous voulez quelques exemples, disons qu'avec la relativité d'est le statut formel (newtonien et kantien) de l'espace et du temps qui est mis en cause. Dès que l'on peut envisager des temps locaux multiples, liés à la pluralité des systèmes, le temps élastique, cher à un certain « thème » évolutionniste perd de son impérialisme scientifique (P. Langevin). Les notions, si rassurantes, de « passé » et d'« avenir » se relativisent... De même, avec la théorie quantique, et les expériences des « trous » de Young et de Feynman, on arrive à disloquer les certitudes d'un projet scientifique modelé jusqu'ici sur les solides. Tant pis si les théories du physicien de la « non-séparabilité » (B. d'Espagnat) recoupent certaines intuitions de la réalité « non solide » de Bergson ! Comme le constate souvent l'astrophysicien Hubert Reeves, l'« objet » de la physique, au moins depuis la physique quantique, n'est plus ce qu'il était : il est passé d'un modèle so-

lida à un modèle dynamique, où le champ énergétique remplace — avantageusement pour ce qui intéresse nos techniques avancées — le corpuscule bien délimité et « séparé » dans l'espace euclidien.

On pourrait multiplier les exemples : toutes les sciences de la nature sont vigoureusement « en climat ». Je ne fais que citer les noms de mes contemporains : Reeves, d'Espagnat, L. Brillouin, G. Günther, Costa de Beauregard, David Bohm, Capra, Holton, Charon, Prigogine, Elisabeth Rauscher, Pribram, Geoffrey Chew, Stapp, Sheldrake, etc. Certes tous ces savants ne marchent pas du pas d'une même idéologie et se querellent souvent vigoureusement, mais la « rationalité » nouvelle qu'ils construisent est un modèle heuristique pour la science de l'homme de la fin du vingtième siècle.

Car nos disciplines ont, hélas ! — et surtout en France ; Freud, Jung, Max Weber, von Wiese, Sheldrake, etc., ne furent pas français — été bloquées par une pédagogie très unitaire, très totalitaire : c'est là l'envers de l'admirable médaille qu'est le vieux système de Jules Ferry, disciple étroit d'Auguste Comte... Je ne veux citer personne, pour ne faire de peine à personne, mais — sauf en histoire — nos enseignements supérieurs de la psychologie, de la sociologie sont restés dans l'impasse d'une épistémologie bloquée par des méthodologies rationnellement démodées.

Vous me demandez où je situe « ma » discipline dans ce débat ? Mais je dirai que les vieux bocaux disciplinaires ne sont plus de mise ! Je me suis spécialisé dans l'étude des « cultures-mondes » (pour paraphraser Fernand Braudel) et j'ai constaté que cette étude commençait fatalement par les « données » de la représentation, c'est-à-dire de l'imaginaire. L'imaginaire est l'indicateur majeur de la science de l'homme. Or celui qui étudie le monde des représentations/images est frappé (après Freud, Jung, Cassirer, Eliade, Dumézil, etc.) par le caractère systématique — c'est-à-dire constitué par la contradictorité — de ces champs de l'imaginaire.

Il se pourrait que le caractère d'« ambiguïté » que mon ami Bachelard repère en Afrique soit constitutif de tout phénomène humain. Là aussi la réalité est « voilée », bien plus — comme je l'ai dit — il est « tigré ». D'où la nécessité de faire intervenir dans notre approche scientifique et une topique (Lévi-Strauss l'a bien vu) et une logique qui ne ressortisse plus du fameux « tiers-exclu » (P. Feyerabend, R. Blanché, S. Lupasco, etc.). Pour le moins les carrefours d'Éliade cèdent le pas aux traillés de Boole.

Bien entendu les schémas classiques de la causalité sont alors, chez nous aussi, profondément modifiés : le déterminisme social ou culturel ne répond plus à un simple schéma progressiste, non plus qu'à une dialectique unidimen-

sionnelle. Chez nous aussi la notion de « champ causatif » — pour ne pas dire avec Waddington ou Sheldrake de « forme causative » — intervient, sans que l'on puisse déceler la recette causale d'une infra ou d'une superstructure. Nos sociologues étonnés s'aperçoivent que certains effets sont « pervers » et ne suivent plus les bonnes intentions de l'antécédent... De grands « bassins sémantiques » d'attraction jouent dans le domaine des cultures et des époques culturelles, tout comme l'économiste-historien repère des « économies monde ». Ces « bassins sémantiques » sont passibles d'une « mythanalyse » (aidée par la mythocritique des documents écrits, enregistrés ou iconiques).

Mais ce qui est passionnant, c'est de voir comment les sociétés « changent de bassin », si je puis dire. Et d'ores et déjà on peut affirmer — pour reprendre notre métaphore hydraulique — que ce n'est pas uniquement par tarissement de sources... méandres et défilés intervenant en des feedback complexes (ou mieux en des feedforward selon l'expression de Mc Farlan) très proches de certaines intuitions — et conclusions ! — holistiques de la science de points : ne citons pour mémoire que les théories de l'implication (Bohm) et du fameux bootstrap (Chew).

Je voudrais tout de suite récusar — rapidement car la caravane passe ! — deux ordres de critique. D'abord ceux qui renvoient à l'irrationalisme tout ce qui échappe à

leur raison de certifier d'étude primaire (modèle 1882). Au contraire nous revendiquons un rationalisme de pointe, plongé au cœur de l'efficacité des schémas explicatifs les plus contemporains. Ensuite ceux qui, plus habiles, prétendent qu'on ne peut appliquer à la psychologie par exemple les relations d'incertitude d'Heisenberg. Certes, « une dentellière n'est pas un forgeron ». Mais la dentellière de Veermeeer est plus proche du forgeron de La Nain que des métiers à tisser programmés à Séoul en 1984... Je veux dire par là, avec Holton, qu'il y a des « thèmes » d'époque, de « bassin sémantique » : les conceptualisations, les visions du monde ne sont pas, elles non plus, en bocaux franchés.

Cela dit, pour l'anthropologue de l'imaginaire que je suis, toutes les approches de la rationalité contemporaine me paraissent heuristiques : les physiciens, les biologistes, les mathématiciens de la recherche de pointe sont en résonance avec les hypothèses que nous sommes obligés de formuler. Nous sommes embarqués dans la même « thématique », c'est-à-dire nous utilisons les mêmes thèmes.

● Anthropologue. Professeur à l'université de Grenoble. Fondateur et responsable du Centre de recherche sur l'imaginaire (CRNS). Auteur notamment des Structures anthropologiques de l'imaginaire (Bordas), l'Imagination symbolique (PUF), l'Âme d'après (Desclée-Goublier).

